UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00281783 1

889

LA

SCIENCE SOCIALE

SUIVANT LA MÉTHODE D'OBSERVATION

Fondateur : EDMOND DEMOLINS

25e Année — Deuxième Période — 74e et 75e Fascicules

LE PORTUGAL INCONNU

II

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA VIE PUBLIQUE

PAR

Léon POINSARD

PARIS

BUREAUX DE LA SCIENCE SOCIALE

56, RUE JACOB, 56

Octobre et Novembre 1910.

LA SCIENCE SOCIALE

REVUE PARAISSANT CHAQUE MOIS

On peut s'abonner sans frais dans tous les Bureaux de poste

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LA SCIENCE SOCIALE

But de la Société. — La Société a pour but de favoriser les travaux de Science sociale, par des bourses de voyage ou d'études, par des subventions à des publications ou à des cours, par des enquêtes locales en vue d'établir la carte sociale des divers pays. Elle crée des comités locaux pour l'étude des questions sociales. Il entre dans son programme de tenir des Congrès sur tous les points de la France, ou de l'étranger, les plus favorables pour faire des observations sociales, ou pour propager la méthode et les conclusions de la science. Elle s'intéresse au mouvement de réforme scolaire qui est sorti de la Science sociale et dont l'*École des Roches* a été l'application directe.

Enseignement. — L'enseignement de la Science sociale comprend actuellement quatre cours :

1° Celui de M. Paul Bureau au siège de la *Société de Géographie*, boulevard Saint-Germain, à Paris ; 2° celui de M. J. Durieu, au *Collège libre des Sciences sociales*, rue Serpente, 28, à Paris ; 3° celui de M. G. Melin, à la *Faculté de droit*, à Nancy ; 4° celui de M. Paul Descamps, à l'*École des Roches*, Verneuil.

Deux autres cours s'inspirent de la Science sociale :

1° Celui du Vte de Calan sur l'*Histoire*, à la Faculté de Rennes ; 2° celui de M. D. Alf. Agache, sur l'*Histoire des Beaux-Arts*, au Collège libre des Sciences sociales, à Paris.

Conditions d'admission. — La Société comprend trois catégories de membres, dont la cotisation annuelle est fixée ainsi :

1° Pour les *membres titulaires :* 20 fr. (25 fr. pour l'étranger) ;

2° Pour les *membres donateurs :* 100 fr. ;

3° Pour les *membres fondateurs :* 300 à 500 fr.

Les Membres de la Société reçoivent la Revue en échange de leur cotisation.

OCTOBRE-NOVEMBRE 1910 74e et 75e LIVRAISONS

LIBRARY MAR 29 1972 UNIVERSITY OF TORONTO

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE SCIENCE SOCIALE

SOMMAIRE : Nouveaux membres. — Les cours de Science sociale. — Les réunions mensuelles. — La transformation de l'éducation professionnelle aux États-Unis, par Paul de Rousiers. — Extraits du rapport de M. E. F. Du Brul à la *National Association of manufactures*, sur l'éducation professionnelle. — Extrait du discours prononcé par M. Charles W. Eliott, président de l'Université de Harvard, devant les Massachusetts Board, of trade, sur la révolution accomplie dans le monde des affaires. — Bibliographie. — Appréciations de la presse. — Livres reçus.

NOUVEAUX MEMBRES

M. Geo Grégoire, 109, Pershore Road Birmingham (Angleterre), présenté par M. Jean Périer.

Exmo Snr. Agostinho de Campos, rue de S. Bernardo, 118, 1°, Lisbonne, présenté par M. J. Mattos Braamcamp.

M. R. Royer, banquier à Dourdan (Seine-et-Oise), présenté par M. le Dr G. Bailhache.

LES COURS DE SCIENCE SOCIALE

Nous sommes heureux d'annoncer aux lecteurs de la *Science sociale* la prochaine ouverture à Paris d'un cours de Méthode de Science sociale, professé par M. Paul Descamps.

Depuis longtemps la Société de Science sociale se préoccupait de la lacune laissée dans l'enseignement de la science sociale par l'interruption du cours de Méthode confié pendant plusieurs années à M. Robert Pinot. Grâce à la fondation Henri de Tourville, le cours de M. Paul Bureau continue à faire connaître au public les résultats de la science sociale, comme le faisait jadis celui d'Edmond Demolins, mais les jeunes gens que ces résultats attirent se trouvent embarrassés quand ils veulent se livrer eux-mêmes à des travaux d'observation. L'instrument de la méthode leur reste souvent trop inconnu pour qu'ils en tirent profit et il leur faut un effort personnel considérable pour en acquérir l'intelligence. Dans ces conditions, la science sociale risque de recruter plus d'adeptes que de collaborateurs, plus d'apôtres que de disciples; or, une science a surtout besoin de former des disciples.

Un de nos adhérents et collaborateurs les plus dévoués, M. le Docteur J. Bailhache, frappé de ce danger, a pris l'initiative d'une souscription en vue d'assurer l'organisation matérielle d'un cours de Méthode. La Société de Science sociale, obligée jusqu'ici d'appliquer ses ressources exclusivement au service des missions d'études et aux frais des congrès annuels, a été heureuse de voir ainsi écarté l'obstacle qui avait arrêté jusqu'ici la reprise de l'enseignement de la méthode à Paris, et le cours de M. Paul Descamps s'ouvrira sous ses auspices le 25 *novembre*, à 5 *heures*, à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, 28, rue Serpente, pour continuer le vendredi de chaque semaine jusqu'à Pâques 1911.

Ce cours comprendra, après un exposé précis de la méthode d'observation appliquée à la science sociale, une explication détaillée de la nomenclature, c'est-à-dire de l'instrument d'analyse en usage pour l'étude des faits sociaux. Il constituera, par suite, la préparation la meilleure à cette étude. M. Paul Descamps est, au surplus, assez connu de tous ceux qui suivent nos publications pour que son nom seul soit une garantie de rigueur scientifique,

d'enchaînement logique et de clarté. Il possède à un haut degré, en même temps que la connaissance exacte et complète de la science sociale, l'esprit de saine critique qui permet de découvrir le point faible d'une règle adoptée et qui ouvre la voie à son redressement.

Mais pour faire un véritable apprentissage de l'observation, il ne suffit pas de bien connaître, pour l'avoir vu démonter et expliquer devant soi, l'instrument qu'est la nomenclature. Il faut avoir soi-même appris à s'en servir. M. Paul Roux, qui nous a donné toute une série de travaux remarqués à la suite d'observations poursuivies sur place en Allemagne, en Hollande, en Italie, a bien voulu accepter de guider dans cet apprentissage les jeunes gens désireux de travailler la science sociale. Un cours spécial professé par lui à Paris, et dont l'ouverture sera prochainement annoncée, viendra compléter la préparation immédiate des jeunes observateurs aux missions qui leur sont confiées par la Société de Science sociale.

Paul de Rousiers.

La réouverture du cours de M. Paul Bureau à la *Société de géographie*, 184, boulevard Saint-Germain, aura lieu le 23 *novembre* et se continuera tous les mercredis à 5 *heures*. M. Bureau traitera cette année le sujet suivant : *La famille : étude historique et analyse des principales variétés.*

Nous donnons ci-dessous le programme détaillé du cours que M. G. Melin professera cette année à la *Faculté de Droit de Nancy :*

La famille (*suite*). — *Préliminaires :* Définition et caractères généraux du groupement familial. — Les fonctions de la famille. — La famille, unité naturelle.

Les conditions de la prospérité familiale : Unité du lien conjugal (à cette occasion, étude de la polyandrie et de la polygamie). — Indissolubilité (divorce). — Autorité maritale et paternelle. — Ressources matérielles (l'habitation). — Observation de la loi morale. — Intelligence des temps nouveaux.

Jugement social porté sur les divers types familiaux étudiés au cours de l'année dernière.

La réouverture du cours de M. Durieu au *Collège libre des sciences sociales* aura lieu en janvier. Nous en publierons le programme en temps utile.

LES RÉUNIONS MENSUELLES

La reprise des réunions mensuelles aura lieu le *vendredi*, 25 *novembre*, à 8 *heures* 3/4, à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, 28, rue Serpente (près la place Saint-Michel), à Paris; M. J. Durieu fera une communication sur le *Portugal*. Les réunions suivantes auront lieu régulièrement le 4e vendredi de chaque mois.

LES TRANSFORMATIONS DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE AUX ÉTATS-UNIS.

Pendant toute la période du début du développement industriel des États-Unis, les Américains ont eu peu de souci de l'éducation professionnelle et de l'instruction technique. Toute préparation théorique à l'exercice et à la direction d'un art usuel leur paraissait une perte de temps et c'était une opinion indiscutable à leurs yeux que les connaissances techniques s'acquièrent à l'atelier, par la pratique du métier.

Cette manière de voir correspondait aux besoins de l'époque. La fabrication américaine était fruste. On n'avait ni le temps ni l'argent nécessaires pour se livrer à des travaux soignés. Il s'agissait, en effet, de pourvoir tout d'abord à des nécessités urgentes, par exemple, de créer des moyens de transport afin de pouvoir mettre le pays en valeur, et la simplicité des procédés employés vers 1865 pour l'établissement des chemins de fer est demeurée légendaire. Pas de ballast, les petits cours d'eau franchis sur deux rails avec un assemblage quelconque, des gares en planches, etc. De plus, les produits fabriqués n'avaient pas à redouter la concurrence de l'étranger, — on avait fait la guerre de Sécession pour l'écarter par un

protectionnisme féroce — et personne ne songeait encore à leur trouver des débouchés en dehors du territoire de l'Union. Enfin, la clientèle courante ne se montrait pas difficile; elle recherchait le bon marché plus que la qualité. Dans ces conditions, le *self made man* hardi, assez ingénieux et d'esprit assez ouvert pour apprendre au fur et à mesure ce qui lui était indispensable, faisait son apprentissage à l'atelier ou à l'usine, en le complétant tant bien que mal par des cours du soir, des lectures personnelles et tout ce que les circonstances lui permettaient d'acquérir de connaissances théoriques.

Mais la situation s'est profondément modifiée aujourd'hui. Il ne s'agit plus seulement de faire vite, il s'agit aussi de faire bien. L'industrie américaine doit répondre aux exigences d'une clientèle riche. Les chemins de fer ne peuvent suffire au trafic intense que comportent l'immensité du territoire et l'activité générale qu'en établissant leurs lignes avec le plus grand soin. Enfin, les Américains ont commencé, dans certaines branches de fabrication, à exporter leurs produits et ont, par suite, à tenir compte de la concurrence étrangère en dépit des barrières douanières dont leur pays est entouré.

Par suite, ils se sont aperçus que leur méthode primitive était insuffisante. Ils ont créé d'abord, un peu au hasard, une série d'instituts technologiques, d'écoles professionnelles; ils ont multiplié les cours du soir, imitant plus ou moins ce qui se fait dans d'autres pays, notamment en Allemagne. Mais il ne semble pas que ces imitations aient produit un résultat satisfaisant, et, actuellement, des systèmes d'instruction technique correspondant plus directement aux conditions de l'industrie et de la vie américaine sont à l'essai.

Ce qui les caractérise essentiellement, c'est l'union très étroite de la pratique et de la théorie. Tout en reconnaissant l'utilité de celle-ci, les Américains sont préoccupés de la maintenir dans une dépendance absolue de la pratique. Au fond, ils demeurent fidèles à leur conception ancienne; ils ont seulement reconnu qu'au lieu de laisser l'enfant ou le jeune homme acquérir lui-même les connaissances dont la pratique lui démontre l'utilité, il fallait les lui enseigner au fur et à mesure que cette nécessité lui apparaissait.

La Revue *American Industries*, organe de la *National Association of Manufacturers*, nous apporte trois documents très curieux, qui donneront aux lecteurs de la *Science sociale* une idée de l'orientation nouvelle qui se produit actuellement aux Etats-Unis sur cette question.

Le premier est un rapport sur l'instruction et la formation des apprentis. L'auteur, M. du Brul, prône une combinaison qui, sous le nom de *Continuation school*, constitue une sorte de transition entre l'école primaire et l'usine. Dans ce système, les jeunes apprentis vont à l'école à certains intervalles et les maîtres — qui ont l'obligation de fréquenter les ateliers — doivent les instruire en prenant pour point de départ le travail des ateliers. C'est, en somme, l'union intime et logique de l'école primaire et de l'atelier.

Le second est emprunté au même auteur et a trait à la formation des jeunes ingénieurs. Pendant un cycle de six ans, au moins, le jeune homme, après avoir reçu une instruction primaire développée, partage son temps également entre l'usine et l'école. Il est ouvrier, travaille de ses mains et reçoit un salaire pendant son séjour à l'usine. Mais pendant son séjour à l'école, il travaille de la tête et s'applique à comprendre ce qu'il a vu à l'usine. L'expérience a donné de merveilleux résultats [1]. Il faut reconnaître qu'elle a été faite uniquement sur des sujets d'élite, choisis avec le plus grand soin. Elle repose sur une base analogue à celle de la *Continuation school*. C'est l'union intime et logique de l'école technique et de l'atelier.

Enfin le troisième document émane d'une haute personnalité américaine, le Dr Charles Eliott, président, de la Harvard University. Le Dr Eliott constate que les *university men*, les jeunes gens

1. En Angleterre, la coutume du demi-temps *half time*) facilite pour les mêmes raisons l'ascension des jeunes ouvriers capables. (*La Science sociale*, février 1910. Etude de M. Descamps sur l'industrie textile dans la Flandre française, p. 45.

ayant reçu une haute culture générale, sont plus propres que les autres à diriger de grandes affaires. Et il trouve la raison de ce phénomène, un peu nouveau en Amérique, dans la transformation profonde de l'industrie et du commerce des Etats-Unis depuis vingt ans. Il est intéressant de rapprocher le discours du Dr Eliott de la conférence que notre ami M. Périer donnait à Paris vers la même date et sur un sujet analogue [1]. Ce n'est pas seulement en France, ni même en Europe, c'est en Amérique qu'on se rend compte aujourd'hui des hautes qualités de direction que les affaires modernes nécessitent de plus en plus et de l'élément utile que la culture désintéressée, le développement de l'homme intellectuel et moral, apportent à ces qualités.

Paul de Rousiers.

EXTRAITS DU RAPPORT DE M. E. F. DU BRUL A LA « NATIONAL ASSOCIATION OF MANUFACTURERS » SUR L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE.

American Industries. — August 1910.)

I

La « Continuation school ».

L'élément le plus curieux de l'éducation professionnelle primaire à Cincinnati est la Continuation school.

Cette école a été établie originairement comme école privée d'apprentis. Elle avait été créée et dirigée par un groupe de fabricants de machines pour leurs apprentis. On s'était rendu compte, en effet, que l'apprenti ordinaire arrivant dans un atelier pour apprendre le métier, avait perdu toute confiance dans la méthode sèche (*dry-as-dust*) et abstraite de l'école et que, abandonnant l'école de bonne heure, l'instruction qu'il y avait reçue était pratiquement sans utilité pour lui à l'atelier. Ce qu'il avait appris à l'école était même tellement dépourvu d'intérêt pour lui qu'il n'en retirait aucun profit.

Pour corriger les lacunes de cette première instruction, deux membres de notre Association créèrent à Cincinnati une école d'apprentissage, sous la direction d'un jeune instructeur qui avait été lui-même mécanicien : M. Renshaw a trouvé dans son expérience pratique la source de méthodes d'instruction entièrement différentes de tout ce qui a été fait jusqu'ici par les maîtres d'école. Il apprend aux enfants à épeler et à lire dans des catalogues; il leur enseigne l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre et la trigonométrie, en prenant pour point de départ les machines qu'ils ont sous les yeux. Il leur enseigne la composition littéraire en leur faisant écrire des essais sur le gaspillage de la main-d'œuvre. Il leur enseigne la comptabilité sur des listes de salaires et des dépenses d'usines, tout cela dans le but de faire de l'apprenti un meilleur ouvrier et de lui donner une appréciation exacte du métier qu'il apprend.

Le succès de M. Renshaw a été si grand dans les deux écoles privées que nous venons de dire, que d'autres chefs d'établissements industriels se sont intéressés à sa méthode. Un Comité de l'Association métallurgique de Cincinnati a adressé une pétition au School Board et a demandé qu'une continuation school fût établie, à laquelle tous les apprentis de la construction mécanique pourraient être envoyés. Le programme a été dressé par M. Renshaw et le School Board a créé l'école. Les usines et fabriques envoient leurs apprentis pour une session ou pour une demi-journée par semaine, d'après les convenances de chacune d'elles. Les élèves reçoivent un demi-salaire pendant le temps qu'ils passent à l'école. S'ils arrivent en retard à l'école, ils sont frappés de fortes amendes. Il y a actuellement environ 275 garçons inscrits et leur nombre augmente chaque semaine. Chaque instructeur employé à l'école doit passer un jour par mois dans un atelier, de façon à se rendre compte des problèmes pratiques que l'apprenti rencontre dans son travail journalier.

Aussitôt que des installations matérielles nouvelles seront prêtes, c'est-à-dire à

1. Voir la *Science sociale*, fascicule n° 72.

l'automne prochain, l'école recevra cinq cents garçons provenant uniquement des ateliers de machines. Les industriels engagés dans d'autres branches ont demandé au surintendant de l'école s'il ne serait pas possible d'avoir une continuation school pour leurs apprentis. Il leur a été répondu qu'aussitôt qu'ils seraient en mesure de fournir un nombre de garçons suffisant pour légitimer la création d'une classe, le School Board créerait pour leur spécialité un enseignement correspondant à celui qu'il a créé pour les ateliers de machines.

Une continuation school pour les filles sera créée à l'automne prochain pour les demoiselles de magasins et pour les jeunes filles employées dans la couture, les fabriques de chaussures et de vêtements. Cincinnati se trouve avoir la première en date des continuation schools existant dans le monde, mais nous espérons que notre exemple sera suivi ailleurs.

La continuation school s'occupera de l'ouvrier ordinaire et lui apprendra ce qu'il a besoin de savoir pour comprendre entièrement le métier auquel il s'adonne. L'école primaire supérieure, avec son cours créé d'après le cooperative system, préparera les garçons aux situations comportant une faible responsabilité et les cours de l'Université destinés aux ingénieurs et à la formation commerciale prépareront les jeunes gens aux situations supérieures réclamant un degré plus élevé d'éducation. Tout cela est basé sur le cooperative system avec un minimum de dépenses, l'enseignement scolaire, le travail scolaire, l'enseignement de l'atelier et le travail de l'atelier étant tous dirigés d'après les méthodes commerciales.

L'école ne se verra plus dans la nécessité de dépenser des sommes importantes pour acquérir un outillage qui bientôt ne correspond plus aux progrès nouveaux et se trouve ainsi dépourvu de toute utilité pour l'instruction des jeunes gens. L'école ne préparera plus d'ouvriers incomplets comme les écoles dites professionnelles l'ont toujours fait jusqu'ici. L'influence des ateliers sur les écoles sera fort utile et l'influence correspondante de maîtres bien choisis sur les contremaîtres des ateliers produira aussi d'heureux effets. Tous les deux travailleront en harmonie, chacun apprenant de l'autre ce qui lui manque, et nous sommes convaincus que, dans dix ans d'ici, ces méthodes d'éducation professionnelle feront de Cincinnati un centre industriel de premier ordre.

A ceux que la question intéresse, nous adressons une cordiale invitation de venir à Cincinnati faire une enquête sur nos méthodes; nous leur promettons le meilleur accueil, tant dans les écoles que dans les ateliers et nous croyons que le plus grand service que nous puissions rendre à ceux qui viendront nous visiter, est de les mettre en mesure de nous imiter selon la parole évangélique : « Allez et faites de même ».

II

Le « Cooperative system ».

Il y a deux ans, j'ai eu l'honneur de faire un rapport sur la création et la marche d'un système d'éducation professionnelle, créé et expérimenté par le professeur Herman Schneider, directeur du collège des ingénieurs de l'Université de Cincinnati, et connu sous le nom de « Cooperative system ». Le trait essentiel de cette méthode consiste en ce que l'élève est apprenti dans une fabrique en même temps qu'il suit les cours de l'Université. Dans ce but, les élèves sont groupés par couples, l'un d'eux étant à l'Université pendant une semaine, tandis que son partenaire est à la fabrique, et la semaine suivante, celui qui était à la fabrique venant à l'Université, tandis que celui qui était à l'Université travaille à la fabrique. Cet essai compte maintenant quatre années de succès. Il a rendu de grands services à la fois à l'Université et aux industriels de notre ville. La première année, il fut difficile de trouver assez d'élèves pour faire l'essai. La seconde année, l'Université reçut environ 800 demandes; 60 élèves furent choisis. La troisième année, plus de 2.000 demandes furent reçues et on put prendre 80 élèves. Enfin, l'été dernier, au commencement de la

quatrième année, l'Université reçut plus de 3.000 demandes et ne put donner satisfaction qu'à 75, des difficultés matérielles d'installation ne permettant pas d'en recevoir davantage. Cette année, à la suite de dispositions prises par l'Université, elle pourra choisir environ 125 élèves parmi les 4.000 ou 5.000 qui demanderont à être admis.

C'est actuellement, comme on le voit, l'Université qui limite le nombre des jeunes gens suivant ce système d'éducation professionnelle. Les industriels qui, au début, à peu d'exceptions près, montraient peu d'enthousiasme pour le système proposé, sont maintenant convaincus de ses mérites et sont disposés à donner des places à autant d'élèves que l'Université pourra en prendre elle-même. Ils se sont, en effet, rendu compte depuis quatre années que les élèves ayant suivi le cooperative system leur rendent plus de services que les jeunes gens ayant conquis leurs grades à l'Université après quatre années de travail et ayant fait ensuite deux ou trois ans d'apprentissage spécial dans une usine. De son côté, l'Université a reconnu que les élèves du cooperative system travaillent plus pendant la moitié du temps qu'ils consacrent aux études, que l'élève ordinaire ne le fait en donnant tout son temps à l'étude.

Il est vrai que les étudiants qui suivent le cooperative system présentent un degré de capacité et de volonté remarquablement élevé. C'est le résultat de la sélection opérée parmi le très grand nombre de jeunes gens qui envoient des demandes à l'Université. Nous n'avons pas ce genre d'étudiant qui est *envoyé* au collège par des parents prévoyants et dévoués. Nos étudiants appartiennent, au contraire, à la catégorie de ceux qui *viennent* au collège de leur plein gré avec un appétit personnel d'instruction. La plupart d'entre eux n'auraient jamais pu s'assurer le bénéfice d'un cycle complet d'études sans la combinaison du cooperative system. Au cours de ce cycle, ils arrivent à gagner environ 2.000 dollars à Cincinnati, ce qui couvre en grande partie les dépenses de leur entretien. Nous n'avons pas de jeunes gens perdant leur temps, et la preuve en est que, jusqu'ici, il n'y a pas d'exemple d'un étudiant du cooperative system puni disciplinairement par la Faculté. Ils sont là pour leurs propres affaires. Ils utilisent chaque minute du temps qui leur est laissé pour acquérir des connaissances qui leur assureront des positions dirigeantes dans les industries mécaniques, électriques, chimiques, etc... Il y a actuellement environ 100 établissements industriels coopérant avec l'Université à l'éducation professionnelle de ces jeunes gens. Les directeurs des usines qui ont accueilli les élèves de la première année, seraient disposés à leur accorder, dès à présent, des situations comportant une responsabilité sérieuse, s'il n'étaient pas convenus avec l'Université d'un cycle de six ans.

A partir de l'été de 1911, la durée du cycle sera modifiée. Le premier essai comportait une durée de six ans, avec huit mois et demi chaque année partagés entre le collège et la fabrique et trois mois et demi passés entièrement à la fabrique pendant les vacances de l'Université. Mais le progrès des élèves a été si rapide, aussi bien à la fabrique qu'à l'Université, que la durée du cycle peut être réduite avantageusement à cinq années de travail partagées également entre l'école et l'usine. Par suite, à partir de l'année 1910-1911, l'Engineering College de l'Université sera ouvert pendant onze mois de l'année; les élèves partageront leur temps également entre le collège et l'usine pendant ces onze mois; et pendant le mois d'août le collège chômera entièrement, chacun des élèves passant la moitié de ce mois à l'usine et l'autre moitié en vacances. Cette combinaison permettta aux fabriques d'avoir un chiffre de personnel d'ouvriers-élèves constant pendant toute l'année, alors que jusqu'ici elles étaient obligées d'accueillir pendant les mois d'été un nombre double d'élèves.

Depuis cette année-ci, le cooperative system a été étendu à la construction mécanique pour laquelle jusqu'ici nous n'étions pas arrivés à faire une combinaison efficace. Actuellement, des arrangements ont été pris permettant aux élèves de travailler à la construction des ponts,

en semaines alternées, pour une certaine période. Nous avons aussi fait un arrangement avec la Compagnie de l'Union Pacific Railway, qui prend nos élèves pendant l'été pour les préparer à l'industrie des chemins de fer. La compagnie a organisé pour nous une combinaison tout à fait différente de celle qu'elle avait créée pour les élèves d'autres institutions et qui est connue sous le nom de *summer job*. C'est un témoignage rendu au professeur Schneider et à ses méthodes, que le fait d'une organisation spéciale établie par la Compagnie Union Pacific, en faveur de ses élèves. L'année prochaine, nous organiserons sur le même plan une école de métallurgie en coopération avec les fonderies, les laminoirs, les aciéries et les hauts fourneaux qui se trouvent dans le voisinage de notre ville.

Nous préparons également des plans pour l'établissement d'un collège de commerce, d'après le cooperative system. L'idée essentielle est que les jeunes gens ayant conquis leurs grades partageront leur temps entre l'Université et des situations commerciales, soit par semaines alternées, soit par trimestres alternés, d'après ce que l'expérience montrera possible. Nous sommes informés que l'Université de Pittsburg a décidé d'établir une section sur le même plan que le nôtre. Pittsburg offre un champ magnifique au cooperative system, avec ses industries importantes et variées qui ont besoin d'hommes possédant une haute technologie, particulièrement dans les situations dirigeantes. Il n'y a pas de doute que l'Université de Pittsburg, profitant de ses avantages, arrivera à prendre une situation de premier ordre dans la formation des ingénieurs. Nous estimons que c'est actuellement une question de temps et que toute institution de ce genre se rendra promptement compte de la valeur de notre méthode, surtout lorsque les chefs d'entreprises, ayant besoin de recourir à des hommes techniques, obligeront les directeurs de l'Université à organiser à la fois l'apprentissage pratique et l'instruction technique des ingénieurs.

Nous croyons que le principal mérite du cooperative system est de produire des ingénieurs ayant eu un contact intime, en qualité d'apprentis, avec toutes les classes d'ouvriers. Ils gagneront à ce contact une appréciation exacte des difficultés rencontrées par les ouvriers, aussi bien que de celles que les ingénieurs éprouvent eux-mêmes. Cette connaissance aura une grande importance lorsque nos ingénieurs occuperont des positions leur donnant l'autorité et tendra à diminuer les conflits entre ouvriers et patrons. Souvent, en effet, ces conflits prennent leur source dans l'ignorance des Directeurs qui n'ont jamais été associés, d'une façon intime, à leurs ouvriers. Nous pensons aussi qu'un débouché important se trouvera pour les jeunes gens ayant passé par notre système, dans le corps enseignant des autres institutions de tout ordre. Il faut un homme pratique pour enseigner un travail pratique à de jeunes praticiens. Dès aujourd'hui, le maître qui n'a reçu aucune formation d'école, n'est pas à la hauteur de sa tâche pour l'apprentissage manuel. On peut dire sans crainte que ce qu'on appelle aujourd'hui l'enseignement professionnel est une pure invention de maître d'école, développée jusqu'à la folie. Les professeurs de l'apprentissage manuel ont gaspillé des milliers de dollars à équiper des ateliers dans les écoles publiques, sans intéresser le moins du monde les enfants au travail industriel.

D'une façon générale, les jeunes enfants aiment la classe d'apprentissage manuel et c'est une pitié de voir que les connaissances de leurs maîtres ne leur permettent pas d'en tirer plus d'avantages qu'ils ne le font actuellement. Dans le Massachusetts, la *Fitchburg High School* a établi, sur le modèle de Cincinnati un cours qui est un véritable succès. M. Hunter, le directeur de l'école, a cité dernièrement, à une réunion de la National Metal Trades Association, des articles envoyés par ses élèves à des journaux de Pittsburg, montrant toute la valeur, qu'ils ont acquise par son enseignement. Il y a là un profit très supérieur à celui qu'aucune High School a jamais retiré de son soi-disant apprentissage manuel.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR M. CHARLES W. ELIOTT, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE HARVARD, DEVANT LE MASSACHUSETTS BOARD OF TRADE SUR LA RÉVOLUTION ACCOMPLIE DANS LE MONDE DES AFFAIRES.

(*American Industries*, August 1910.)

La préparation aux affaires.

Il y a à Chicago un vieux gentleman à peu près de mon âge, qui a reçu une éducation d'affaires à la vieille manière et qui, pendant de longues années, a dirigé avec grand succès une importante industrie. Il soutenait avec fermeté qu'une éducation de collège était non seulement inutile, mais absolument pernicieuse pour l'homme qui devait être à la tête d'une usine ou d'une grande entreprise quelconque.

Il éleva son fils d'après ses principes. Son fils ne fréquenta jamais le collège, mais fut mis aux affaires aussitôt que possible, réussit comme avait fait son père et acquit toute sa confiance. Mais le fils n'adopta en aucune manière les principes de son père, en ce qui concerne l'éducation de collège. Il s'aperçut bientôt que la direction de l'industrie était devenue une affaire exigeant un haut dégré d'intellectualité; qu'elle réclamait un soigneux apprentissage de l'esprit avec une connaissance complète de tous les éléments de la branche d'industrie à diriger. En conséquence, il envoya son fils à Harvard, où le jeune homme prit ses grades, il y a environ cinq ans, avec distinction. Aussitôt après, il fut pris dans l'usine de son grand-père. Au bout de quatre ans, son grand-père reconnaissait loyalement qu'il était l'homme le plus compétent qui eût jamais contribué à la direction de l'usine. Aujourd'hui, ce jeune homme est à la tête de l'entreprise familiale, parce que son grand-père est devenu trop âgé et que son père a pris une situation dans un service public. Ce fait marque les changements prodigieux qui se produisent dans la conduite des grandes industries de ce pays. Elles sont toutes semblables à cet égard, qu'il s'agisse du coton, de la laine, du fer, de l'acier, du cuivre, de l'or ou de l'argent. Les hommes qui ont à conduire les industries se rapportant à ces objets, doivent être des hommes ayant reçu une haute éducation intellectuelle.

L'effort collectif et l'effort individuel.

J'ai souvent signalé la difficulté particulière qu'éprouve une démocratie à instaurer sur de sages principes une action collective; j'ai signalé que l'action collective ainsi établie peut souvent entraver la liberté individuelle que nos pères considéraient comme la seule chose qu'un gouvernement libre eût à assurer. Cette lutte entre l'action individuelle et l'action collective est à son début dans notre pays; elle continuera pendant plusieurs générations et, sans aucun doute, les intérêts collectifs séront de plus en plus importants par rapport aux intérêts individuels. Remarquons cependant que, dans son ensemble, la société humaine, dont tout groupement industriel fait partie, avance, comme le fait une armée, sous la direction d'individus, sous leur autorité et aussi grâce au dévouement des pionniers, de l'avant-garde d'hommes qui marchent en tête de la masse de l'armée. Les hommes qui inventent, grâce à la puissance de leur esprit, qui soumettent leur propre invention à des expériences de réalisation, prennent à leur charge les premiers risques. Nous ne nous passerons jamais des pionniers, des inventeurs, des conducteurs d'hommes, de ceux qui ont un grand pouvoir de commandement. Mais ce que nous voyons de plus en plus depuis ces vingt dernières années, c'est que, dans toutes sortes d'affaires, ces pionniers, ces chefs, ces inventeurs, ces hommes d'initiative dirigent des masses d'autres hommes, des intérêts d'une importance croissante et ont à leur disposition un pouvoir de plus en plus grand.

L'avenir nous montrera la continuation de ce que nous avons vu dans ces vingt dernière années. L'individu ne sera pas supprimé ou diminué. Il est possible qu'il y ait moins d'inventeurs et de pionnjers, mais ils seront de plus en plus importants pour le progrès de la société démocratique. Les armées démocratiques ont toujours

eu besoin d'un chef de génie. Les armées industrielles seront précisément dans le même cas, mais leurs chefs devront être des hommes d'une haute éducation, des hommes pour lesquels on aura fait tout ce qu'il est possible de faire en vue d'augmenter leur rendement et leur puissance. Je ne pense pas qu'ils arrivent à cette haute situation plus tard qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici ; au contraire, si on applique des moyens d'éducation et d'entraînement appropriés et efficaces, les hommes de premier rang parviendront plus jeunes aux situations dirigeantes. Le très grand avantage d'un système démocratique d'éducation sur le système aristocratique est que la gratuité de l'école primaire, du collège et de l'université permet au garçon le plus pauvre de mettre en valeur les dons intellectuels et les dons de direction dont il peut être doué. Les écoles gratuites devraient avoir pour effet de sélectionner tous les hommes de cette sorte que contient une démocratie. Les formes aristocratiques d'éducation comme celles qui prévalent en Europe n'ont jamais fait cela. Elles ne le pouvaient pas. Elles n'étaient pas organisées pour découvrir l'individu remarquable ; mais maintenant, par le moyen de notre organisation scolaire gratuite, nous pouvons, si les maîtres sont capables d'établir une sélection, découvrir des garçons de génie ayant des facultés remarquables, et arriver à ce que ces garçons ou ces filles soient entraînés au rôle élevé qu'ils peuvent remplir. Nous avons l'habitude de penser que les cinquante dernières années ont été une période de changements et de révolutions. Cela est exact. Mais il y a des raisons de croire que les cinquante années qui vont suivre seront une période de changements, de révolutions et de progrès plus extraordinaires encore. C'est là une pensée réconfortante. Ceux d'entre vous qui ont contribué au développement d'une industrie, d'un commerce, d'une fabrication quelconque et qui savent combien ont été grandes les améliorations produites depuis cinquante ans, doivent se réjouir à la pensée que les cinquante années qui suivront seront encore plus profitables à l'humanité dans toutes les directions.

BIBLIOGRAPHIE

L'émigration basque. — Histoire, Économie, Psychologie, par Pierre Lhande, avec une préface de C. Pellegrini, ancien Président de la République Argentine. Nouvelle librairie nationale, 85, rue de Rennes. Un vol. in-16 illustré. 3 fr. 50.

M. Lhande avait déjà donné, l'année dernière, les éléments d'une monographie du Basque souletin, en un volume dont nous avons rendu compte ici même[1]. Il complète aujourd'hui cette étude par un exposé attachant des résultats de l'expansion du peuple basque dans les siècles passés et aujourd'hui, en Europe et surtout en Amérique ; ces résultats ont consisté en une influence tellement intense exercée par ces émigrants sur les États sud-américains, notamment le Chili et l'Argentine, qu'il n'est pas exagéré de considérer ces deux pays comme de véritables colonies basques.

Comment, en face d'un spectacle enfin merveilleux, M. Lhande peut-il douter des avantages réels de ce mouvement, au point de vouloir le restreindre? On retrouve là un peu de ce pessimisme que je relevais déjà dans le livre précédent, et qui fait vraiment tache avec le sujet étudié : le pessimisme n'est pas un sentiment basque. Je ne m'attarderai pas à montrer les avantages qui pourraient en résulter pour la France en général, car l'auteur nous indique lui-même que si nos nationaux n'en retirent pas plus de fruits, c'est qu'ils négligent de se baisser pour les ramasser. En ce qui concerne le peuple basque lui-même, « qui compte à peine cent cinquante mille âmes, en France, en détache quatre-vingt-dix mille presque en pure perte dans le cours d'un siècle », le profit, pour être moins apparent, n'en est pas moins considérable. Ainsi que M. Lhande le remarque lui-même (p. 276), c'est l'émigration qui a développé les caractères du tempérament basque, ou, comme nous disons en science sociale, de sa formation particulariste. Ce qui donne au peuple basque sa pros-

périté et sa valeur, ce qui en fait une pépinière d'hommes énergiques et capables. les meilleurs soutiens du pays auquel ils appartiennent, ce ne sont pas les quelques « Américains » qui reviennent dépenser leur fortune dans le village natal, ni les quelques subsides que certains émigrés envoient — rarement — pour racheter le bien de famille ou relever l'église paroissiale : c'est la masse de ceux qui ont quitté le foyer natal avec la pensée de s'en créer un nouveau en Amérique et d'y faire souche de « Basques-Américains », comme ils disent eux-mêmes. La conéèquence — je dirais volontiers la récompense — de cette virile énergie, pour les souches qui émettent le tels rejetons, est que la formation morale nécessaire pour les produire s'accroît en intensité en s'étendant à tous les membres de la famille, à ceux qui restent comme à ceux qui partent. Contrairement à des préjugés assez répandus, ce ne sont pas les familles en voie de déchéance qui fournissent les meilleurs émigrants : seuls réussissent en règle générale ceux qui laissent derrière eux des familles prospères et vigoureuses. A ce sujet, je me permets de signaler à M. Lhande l'intérêt qu'il y aurait, d'une part, à rechercher ce que deviennent en Amérique les émigrants de ces foyers qui disparaissent, en Soule, et qu'il décrivait dans son précédent livre, et, d'autre part, à distinguer, parmi les Basques-Américains, ceux qui sont originaires de telle ou telle province française ou espagnole : les résultats d'une étude aussi précise serait certainement féconds en conclusions.

Au total, on ne peut en vouloir à M. Lhande de ses avertissements, même quand on ne les admet pas : ils lui sont inspirés par un ardent amour pour son pays, que tous ceux qui connaissent à fond le pays basque, autrement qu'à la surface, ne peuvent que partager. Ajoutons que ce livre contraste heureusement, par l'étendue et la sûreté de sa documentation, avec les autres ouvrages qui ont été parfois consacrés à des études de ce genre. Toutes réserves faites sur la méthode employée, c'est la meilleure source d'informations qui existe actuellement sur le sujet.

G. Olphe-Galliard.

Le Pôle latin de l'Amérique. La République Argentine. — Description, étude sociale et histoire, par H.-D. Sisson. Un vol. in-16. Prix : 3 fr. 50. Plon, Nourrit et Cie.

Voici un livre attachant et plein d'intérêt, tant par son sujet, qui nous reporte au milieu de l'une des évolutions sociales les plus curieuses des temps modernes, que par la façon dont il est traité. L'auteur nous conduit, grâce à ces descriptions pleines de vie et d'entrain, parmi les divers éléments de la société argentine, depuis les *gauchos* de la pampa jusqu'aux *portegnos* de la capitale. Il termine par un résumé substantiel et instructif de l'histoire du pays. Peut-être n'a-t-il pas suffisamment insisté sur les conditions du travail, principalement du travail agricole, ce qui l'empêche de déterminer d'une façon précise le rôle social des *gauchos* et des *candillos*. On le louera dans tous les cas d'avoir su apprécier avec clairvoyance les caractères quelque peu contradictoires au premier abord de ce peuple et de s'être passionné pour tout ce qu'il y a de noble et de généreux dans les tendances libérales et pacifiques de son évolution.

G. Olphe-Galliard.

Nouvelle méthode de prévision du temps, par Gabriel Guilbert (chez Gauthier-Villars).

Agriculteurs, voyageurs ou marins, bien des lecteurs de la *Science sociale* auraient avantage à savoir établir la précision du temps pour le lendemain. Aucune des méthodes proposées jusqu'ici n'avait donné de résultats satisfaisants. Celle de M. Guilbert est la première à y parvenir. Il en a publié l'exposé, qui vient de recevoir une haute récompense de l'Académie des Sciences. Le passage suivant de la préface, due à M. Bernard Brunhes, montrera à quelles questions répond la méthode de M. Guilbert. « En 1891, M. Gabriel Guilbert exposait à la Société

météorologique de France un certain nombre de règles pratiques qui lui permettaient de déduire d'une situation météorologique donnée, caractérisée par une carte d'isobares, les changements qu'éprouverait cette situation du jour au lendemain. Au Congrès que tint l'Association française pour l'avancement des sciences à Caen en 1894, il indiquait comment, en combinant l'observation des nuages et l'application d'une de ses règles, il pouvait prévoir l'arrivée imminente ou la brusque disparition d'une tempête, en un lieu quelconque, sans avoir besoin d'être en un bureau météorologique où le télégraphe apporte chaque matin des nouvelles de toute l'Europe. C'est en ce sens que le présent livre intéresse tous ceux que préoccupe, pour une raison pratique ou théorique, l'important problème de la prévision du temps à brève échéance. »

Le système de M. Guilbert n'est pas le résultat de considérations théoriques; il repose au contraire sur les observations de longues années faites par l'auteur sur la grève de son pays d'origine. C'est seulement pour relier ces constatations qu'il a formé des hypothèses. Entre ses mains sa méthode donne des réussites surprenantes dans des cas où les méthodes classiques échouent. Il y faut évidemment une certaine expérience et de l'habileté; mais l'exposé des règles est simple et de nombreux exemples d'applications sont analysés au cours de l'ouvrage.

La préface de M. Bernard Brunhes résume, discute et justifie les lois posées par M. Guilbert. Le problème fondamental de la prévision météorologique est celui des déplacements et des transformations de ces dépressions barométriques dont le passage fait, comme on dit, la pluie et le beau temps. Ce sont ces bourrasques (en entendant par ce mot l'ensemble de la dépression barométrique et du système des vents qui tournent autour de son centre) que M. Guilbert étudie. Qu'une bourrasque soit aperçue dans le ciel ou sur la carte, annoncée par l'apparition des cirrus ou par la distribution des isobares, la question est de savoir si elle va grandir ou diminuer, reculer vers l'ouest, s'échapper vers le nord ou vers le sud. C'est à quoi répond M. Guilbert au moyen de trois règles simples dont l'une s'appuie sur la considération de la force des vents par rapport à ce qu'ils devraient être en vertu de la seule dépression. La seconde établit que la bourrasque marche vers les régions de moindre résistance; et la troisième montre dans quelle direction se propagera le relèvement du baromètre d'après le sens et la force des vents. L'auteur termine par le projet d'un service de prévisions pratiquées à vingt-quatre heures d'avance, à l'usage des agriculteurs et des marins. En attendant que ce service fonctionne, chacun peut, avec quelque assiduité attentive, appliquer la méthode pour son propre compte.

G. B.

« **Le droit de Grève et les Grèves** », par Enée Bouloc (Arthur Rousseau, édit., 14, rue Soufflot, Paris).

Sous ce titre, M. Enée Bouloc a réuni récemment dans une brochure une série d'articles parus l'année dernière dans la *Nouvelle Revue* et dans lesquels il s'efforce de démontrer que le droit de grève n'existe pas. Ici, une remarque s'impose. Comment M. Enée Bouloc définit-il la grève? « C'est, dit-il, la cessation du travail convenu » et, plus loin, il ajoute pour expliquer et compléter sa pensée : « Dans toute grève se trouve donc inévitablement et manifestement une violation, une inexécution, une rupture de l'engagement de travailler ». Si l'auteur avait été davantage pénétré de la méthode d'observation, il aurait bien vite aperçu tout ce que cette définition renferme d'excessif et d'inexact. Nous ne lui en donnerons comme preuve que la grève des textiles du Lancashire de 1892-1893 ou celle de la branche londonienne de *Amalgamated Engineers* de 1897-1898. Les deux étaient des cessations de travail qui ne comportaient aucune violation, aucune rupture du contrat de travail. Il n'y avait eu aucune surprise de part et d'autre et les déclarations de guerre avaient été faites d'une façon régulière, après que le délai-congé eût été observé et les moyens de conciliation épuisés. C'est

pourquoi nous nous permettrons d'émettre des réserves au sujet de cette définition. Il nous paraît beaucoup plus juste de dire avec M. Charles Gide, le distingué professeur à la Faculté de droit de Paris que « la grève est un moyen de contrainte exercée par l'une des parties sur l'autre partie pour la forcer à modifier les conditions du travail » ou même de la qualifier plus simplement encore de cessation concertée de travail. Nous insistons à dessein sur ce point pour éviter une confusion qu'il importe au plus haut degré de dissiper.

M. Enée Bouloc s'efforce de montrer dans son ouvrage que le droit de rompre brusquement le contrat de travail (ce qu'il appelle le droit de grève) n'est pas, comme beaucoup le pensent, une conséquence des lois de 1864 et de 1884.

Pour nous expliquer ce fait, l'auteur nous rappelle l'origine de la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions. La Révolution avait prohibé les coalitions dans le but d'empêcher la reconstitution des anciennes corporations. Or, la grève suppose au préalable une entente ou plus exactement une coalition. La coalition peut ne pas être suivie de grève, mais elle en est la condition indispensable et nécessaire. Par conséquent, la Révolution ayant interdit les coalitions avait par là même prohibé les grèves. Qu'a fait la loi du 25 mai 1864? Elle a simplement abrogé les articles du Code pénal qui punissaient les coalitions.

« La loi du 25 mai 1864, dit M. Enée « Bouloc, ne fit pas autre chose que la loi « contemporaine du 27 mai 1867 qui a su- « primé la contrainte par corps en matière « civile. Et, de même qu'on n'a pas songé « à dire que celle-ci avait donné *le droit « de ne plus payer ses dettes*, de même on « ne peut dire que la première avait donné « *le droit de rompre le contrat de travail, « les engagements ou traités de travail.* »

La loi de 1884 a été plus loin encore. Elle a donné le droit d'association, c'est-à-dire de coalition permanente, et rien de plus. En d'autres termes, les lois de 1864 et de 1884 ont permis de faire collectivement ce que l'on avait jusqu'alors le droit de ne faire qu'isolément. Prenons un exemple. Avant la loi de 1864, un ouvrier pouvait aller trouver son employeur et lui signifier son congé en tenant compte du délai de préavis, ou, pour employer une expression courante, lui donner ses huit jours. Mais tous les ouvriers d'une même usine n'avaient pas le droit de se concerter et d'annoncer à leur patron qu'ils cesseraient le travail collectivement à telle date, même en respectant le délai-congé; à plus forte raison, cette interdiction était-elle faite à tous les ouvriers d'une même profession.

Actuellement, ces mêmes ouvriers peuvent tenir le langage suivant : « Les conditions de travail ne nous conviennent pas, nous abandonnerons collectivement le travail à l'expiration de notre contrat, si les clauses n'en sont pas modifiées. » Mais la loi de 1864, pas plus que celle de 1884, ne donnent le droit à l'ouvrier de rompre brusquement et sans préavis son contrat de travail, ce que M. Enée Bouloc appelle le droit de faire grève. On voit immédiatement les conséquences de ce raisonnement qui détruit cette légende malheureusement si répandue dans les syndicats ouvriers et même chez certains esprits cultivés, à savoir que la loi de 1884 a accordé à l'ouvrier le droit de rompre brusquement son contrat. Combien de conflits, au contraire, auraient pu être évités, si les délais de préavis avaient été toujours respectés, et, par suite, les situations envisagées avec calme et sang-froid. On n'aurait pas à regretter cet état d'insécurité dans lequel se trouve l'industrie et qui est si préjudiciable aux intérêts des patrons comme à ceux des ouvriers. Aussi doit-on savoir gré à M. Enée Bouloc d'avoir été un des premiers à essayer de dissiper cette erreur, source de tant de malentendus. L'idée d'ailleurs a fait des adeptes et le Conseil supérieur du travail était unanime à reconnaître, lors de sa dernière session (novembre 1909), la nécessité de ne pas confondre le droit de coalition, le droit syndical et le droit de grève. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à relire les déclarations très formelles faites sur ce point soit par M. Arthur Fontaine, directeur du Travail, soit par des repré-

sentants des patrons comme MM. Léopold Pralon et Touron, soit par des représentants des ouvriers comme MM. Edmond Briat et Keufer. Mais il importe aussi, dans l'intérêt même de cette thèse, de ne pas aller trop loin et de ne pas affirmer avec M. Enée Bouloc que le droit de grève n'existe pas. La cessation collective de travail est un droit; la rupture des engagements librement consentis est exorbitante de ce droit.

L'auteur effleure ensuite une série d'autres questions ayant un lien plus ou moins étroit avec le droit de grève et tels que le contrat collectif de travail, l'arbitrage, les syndicats jaunes, etc... En résumé, c'est là un ouvrage dont on ne saurait trop dire qu'il vient à son heure.

Maurice Fougère.

L'Énergie américaine (Évolution des États-Unis), par M. Firmin Roz. Bibliothèque de Philosophie scientifique, Ernest Flammarion. 1 vol. de 339 pages. Prix : 3 fr. 50.

Les ouvrages sur les États-Unis abondent, mais ils ne sont pas tous d'égale valeur. Celui que M. Firmin Roz vient de publier se classe, à coup sûr, parmi les meilleurs. Déjà le titre nous avertit que l'auteur cherche à dégager l'essentiel du copieux amas de faits dont tant de soi-disants observateurs se trouvent écrasés parce qu'ils donnent à chacun d'eux la même importance. Aux États-Unis, ce qu'il veut mettre en relief, c'est l'énergie américaine, et il a raison, car elle est le grand ressort de la société, le générateur de force motrice qui met tout en mouvement. Au surplus, il ne se borne pas à constater l'énergie américaine, à la mesurer, à en noter les manifestations; il en recherche aussi les causes, et c'est l'objet de son livre I consacré à l'*Individu et à la société*. Successivement, M. Firmin Roz passe en revue les éléments de la population, étudie le milieu et son caractère dominant, esquisse une psychologie de l'Américain et présente un tableau de la société américaine. Son entreprise, on le voit, se rapproche extrêmement, sinon par les procédés employés, au moins par le but poursuivi, de celle d'un adepte de la *Science sociale*. Le livre II a pour objet l'*Évolution économique* des États-Unis. C'est une histoire résumée du développement économique américain, d'abord dans la phase purement agricole, puis dans la phase actuelle où l'Est industriel soutient l'essor agricole de l'Ouest. Dans un chapitre intitulé : l'expansion économique, l'auteur indique les causes de ce double phénomène et les moyens employés pour réaliser le progrès matériel et en régler la marche. Enfin, fidèle à sa méthode, il cherche les caractéristiques de l'activité économique américaine et les trouve dans la concentration des moyens de production, notamment par les trusts, et dans la concentration des forces ouvrières. Le livre II fournit ainsi au lecteur, sous une forme succincte, un tableau exact et raisonné de la mise en valeur des États-Unis depuis leur origine. Il faut savoir un gré particulier à M. Firmin Roz de ne pas s'en être tenu là et de n'avoir pas borné son enquête aux faits purement économiques. Ces faits n'ont pas leur cause en eux-mêmes; la satisfaction des besoins matériels auxquels ils répondent ne suffit pas à les expliquer et les Peaux-Rouges auraient pu, tout aussi bien que les immigrants européens, faire *boomer* l'Amérique si des conditions d'ordre non matériel ne jouaient pas un rôle important dans leur détermination. Aussi l'auteur a-t-il présenté dans un livre III l'*Idéal national américain*, se rendant bien compte que le grand effort accompli dans l'ordre des moyens de production ne pouvait pas être étudié isolément. En lisant ses quatre chapitres : La Genèse d'une conscience collective, la Religion, l'Education, et l'Action sociale, on se rend bien compte que l'Amérique ne doit pas ses triomphes actuels au seul désir de gagner de l'argent, comme le croient et le répètent tant de braves gens. Les deux livres qui suivent traitent de l'*Évolution intellectuelle* et de l'*Évolution politique*. Enfin un sixième livre expose les principaux problèmes dont la solution s'impose à la société américaine.

Dans sa conclusion, M. Firmin Roz dé-

finit les États-Unis « une démocratie ordonnée et heureuse ». On peut toujours chicaner sur un jugement d'ensemble ramassé en une formule, mais je n'aurai garde de le faire. M. Roz explique, au surplus, sa pensée et, comparant la situation des Républiques Sud-Américaines à celle de la grande République du Nord, il constate que les premières n'ont pas su jusqu'ici s'adapter à la constitution politique qu'elles se sont donnée alors que la seconde a résolu ce problème. « Ce n'est donc pas, écrit-il, parce qu'ils sont en démocratie que les États-Unis ont la force dont nous les voyons doués et qu'ils ont pu accomplir les grandes choses dont nous leur envions la gloire : c'est parce qu'ils étaient capables de cette œuvre qu'ils ont pu réaliser une démocratie. » On ne saurait mieux dire. M. Firmin Roz ne dissimule pas, d'ailleurs, le rôle dirigeant que remplit dans la démocratie américaine l'aristocratie ouverte qui s'y forme. Il a compris l'importance considérable, et souvent ignorée ou méconnue, de ce facteur social La préoccupation du bien public, le souci d'élever tout ce qui est susceptible d'élévation, recommandent cette aristocratie à l'attention de tous ceux qui étudient le fonctionnement des sociétés modernes. Ce sont les traits les plus frappants de l'esprit américain; ce sont eux qui permettront aux États-Unis de résoudre les graves problèmes actuellement posés comme de surmonter les difficultés que l'avenir leur réserve.

Paul de Rousiers.

La France d'aujourd'hui, par Barrett Wendell. Traduction Georges Grappe. Paris, Henri Floury, éditeur, 1 vol. de 464 pages.

On n'a pas oublié la très intéressante série de conférences donnée à la Sorbonne il y a quelques années par M. Barrett Wendell, l'éminent professeur à l'Université de Harvard. M. Barrett Wendell inaugurait la chaire fondée par M. James Hazen Hyde, où chaque année un représentant autorisé de l'Amérique intellectuelle vient présenter au public français le fruit de ses études. Tous ceux qui ont suivi son enseignement à la Sorbonne ont pu juger de la pénétration de son esprit, de l'originalité de ses vues, de son constant effort pour découvrir la raison profonde des choses. Aussi un livre écrit par lui sur la société française devait-il justement exciter la curiostié. Ce n'est pas qu'on puisse attendre d'un étranger passant quelques mois en France une révélation de notre état social. M. Barrett Wendell ne connaît évidemment pas la France comme il connaît les États de la Nouvelle-Angleterre, ou même l'ensemble des États-Unis. Mais, s'ils sont moins complètement informés qu'eux, les étrangers ont sur les nationaux l'avantage d'observer avec un esprit plus libre, d'une manière plus objective. Les phénomènes qu'ils rencontrent sur leur chemin excitent leur curiosité d'une façon beaucoup plus vive. Et lorsque leur sagacité s'est aiguisée à l'occasion de leur propre pays, on est en droit de penser qu'elle leur inspirera des observations intéressantes sur ceux qu'ils visitent.

Cette attente n'est pas trompée par M. Barrett Wendell et, sur les sujets dont il traite, il donne des aperçus susceptibles à la fois d'éclairer ses concitoyens et d'éveiller la curiosité des Français. Tout naturellement, il a beaucoup fréquenté les membres de l'Université au cours d'un séjour en France qui comportait une mission officielle d'enseignement. Il en avertit loyalement son lecteur et consacre à l'Université le premier chapitre de son ouvrage. La comparaison de notre système d'instruction publique avec celui des États-Unis lui suggère des réflexions dont nous pouvons tirer grand profit. Je note en particulier ce trait sur lequel il insiste à plusieurs reprises, le caractère professionnel des études supérieures. Les étudiants des universités françaises, dit-il, « se préparent avec assiduité à une carrière fortement encombrée. Leur intelligence paraît manquer tout à fait de cette grâce de l'amateur qui caractérise, de manière si séduisante, l'étudiant américain; par comparaison, ils apparaissent intensément prodigieusement des professionnels. » Même remarque au sujet des professeurs : « Nul ne saurait imaginer un travail plus assidu que le

leur ni plus joyeux dans son ardeur. Professionnel, une fois encore, voilà le mot qui vient à l'esprit. De même que la vie de l'étudiant français manque des qualités d'humanité qui suffisent à justifier la brièveté des études en Amérique, de même la vie du professeur français manque de cet élément social qui domine de manière admirable les universités anglaises et qui n'est pas inconnu chez nous. » M. Barrett Wendell met ici le doigt sur une véritable plaie de notre enseignement supérieur. Je n'entends pas dire qu'il l'ait découverte; des universitaires l'ont signalée et ont cherché à y porter remède; des réformes ont été introduites, notamment grâce à la la constitution plus autonome des Universités; mais aujourd'hui encore, la technique professionnelle domine aux dépens de la culture générale. Et cela est grave. Il est même piquant qu'un Américain vienne faire ce reproche à la vieille Europe. Nous sommes trop portés à croire que la culture générale de l'esprit est notre monopole. La grande diffusion de l'instruction secondaire nous fait illusion à cet égard. De ce qu'un bourgeois français moyen, ayant passé par le collège, a entendu parler d'une série de choses, nous concluons à tort qu'il a des clartés de tout. En réalité, il a eu à un moment donné dans la tête des connaissances de manuel, des noms, des dates, quelques jugements sommaires. Et il triomphe aisément d'un commerçant américain entré dans les affaires avec le léger bagage des hautes écoles primaires. Mais un « university man » américain ou anglais, ayant fait jusqu'à vingt-deux ans environ des études désintéressées, possède une culture générale plus poussée qu'un élève de nos écoles de droit ou de médecine. De plus, il a vécu dans un milieu spécial qui n'existe pas dans la plupart de nos villes d'université. Il est vraiment le camarade de ceux qui ont étudié avec lui, même dans des branches de connaissances différentes; il ne s'est pas isolé dans un cercle restreint d'amis personnels. Et dans tout le cours de son existence, quel que soit le genre d'activité auquel il s'adonne, il conservera la marque distinctive de son passage à l'université; il restera, par rapport aux autres, ce qu'était un « honnête homme » du dix-septième siècle vis-à-vis de ses contemporains; son humanité aura été élargie et élevée. Voilà qui donne à réfléchir sur la nécessité de réformer en France et d'adapter aux conditions modernes de la vie l'enseignement supérieur d'ordre général auquel nos qualités nationales nous rendent si éminemment propres.

Sur la société française en général, M. Barrett Wendell émet des appréciations qui témoignent de sa sincère observation. Il nous lave du reproche tant de fois adressé aux Français de manquer de moralité et plaisante agréablement les étrangers venus à Paris en partie de plaisir qui raisonnent sur les hommes et les femmes de notre pays d'après les échantillons fâcheux qui se sont trouvés sur leur route. A ce propos, il étudie soigneusement l'influence déplorable du roman français sur notre réputation et recherche pourquoi nos plus illustres littérateurs mettent presque toujours en scène des hommes et des femmes d'une moralité douteuse. Toute cette partie de l'ouvrage mérite d'être lue avec une attention particulière. On voit que l'auteur, très frappé du contraste entre le tableau de mœurs que présentent nos romans et celui qu'offrent les familles françaises à ceux qui y pénètrent, s'est efforcé d'en découvrir les causes.

Un chapitre important est consacré à la Religion. Ce n'est pas le moins intéressant. On en appréciera le ton général par la phrase suivante sur la tolérance, qui en forme la conclusion : « Les Français croient qu'ils croient en la liberté. Ils ne paraissent pas pouvoir comprendre que la liberté, dans les choses de l'âme, signifie que nous devons rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Enfin, les deux derniers chapitres traitent de la question politique. L'un, intitulé : « La Révolution et ses effets » est de nature à rectifier beaucoup de préjugés courants en Amérique et fondés sur une similitude d'expressions qui ne correspond aucunement à une réelle analogie. La République française a une constitution très éloignée de celle de la République des États-Unis. Notre démocratie est très dif-

férente de la démocratie américaine. Notre Révolution n'a eu ni les mêmes causes ni les mêmes effets que celle de 1776. Tout cela apparaîtra clairement aux compatriotes de M. Barrett Wendell qui liront ce chapitre. Il en est de même de celui qui porte pour titre : « La République et la Démocratie ».

En résumé, on ne peut que savoir gré à l'auteur de son effort loyal et souvent couronné de succès pour connaître et faire connaître la France d'aujourd'hui. C'est une entreprise malaisée, délicate, éminemment complexe; il l'a poursuivie avec une sympathie non dissimulée pour notre pays, mais sans complaisance exagérée. Ajoutons que la traduction de M. Georges Grappe a le double mérite de se lire agréablement et de conserver au texte une saveur originale.

Paul DE ROUSIERS.

APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE

De la *Gazette de Lausanne* :

Un des élèves d'Edmond Demolins, l'auteur de *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, M. Joseph Durieu, continuant son œuvre, nous donne aujourd'hui un livre qui est, en quelque sorte, la suite de celui du maître sur *Les Français d'aujourd'hui*.

C'est une étude des plus documentées où tous sociologues, moralistes, hygiénistes, administrateurs, hommes d'État, ou simples curieux, trouveront des renseignements du plus haut intérêt.

Pourquoi le chiffonnier, le mégotier et leurs pareils sont-ils réfractaires au socialisme? Quelles sont les raisons de l'esprit si démocratique des petits cultivateurs de la banlieue parisienne? A quoi tient l'invasion du socialisme dans la grande culture? Toutes ces questions soulèvent de graves problèmes sociaux. Cette étude n'est pas seulement scientifique, le pittoresque y tient aussi une grande place.

Les courses en rase campagne avec le *Mouronnier*, les aventures désopilantes du *Trimardeur*, les excursions à la *Maub*, chez les *Ramasseurs de mégots*, le monde des halles dans ses rapports avec le petit cultivateur, sont décrits de main de maître.

Ce livre se classe à côté de ceux d'Edmond Demolins et mérite de recevoir du public le même accueil.

De la *Revue* :

Un brillant élève d'Edmond Demolins donne, dans cet ouvrage, en quelque sorte une suite au livre sur *Les Français d'aujourd'hui*. Dans cette étude documentée à souhait sur les *Parisiens d'aujourd'hui* qui complète la série des conférences faites par l'auteur sur ce sujet au Collège libre des Sciences sociales, sociologues et moralistes, hygiénistes et administrateurs trouveront des renseignements et monographies du plus haut intérêt. Sur les métiers urbains « de simple récolte », le mouronnier qui fait sa cueillette, le mégotier, le chiffonnier, comme sur les métiers d'extraction (agriculture, forêts, mines), l'auteur a réuni les « documents humains » les plus variés et les plus pittoresques. Ils éclairent à merveille certains problèmes sociaux : pourquoi les chiffonniers et leurs pareils, et les petits cultivateurs de la banlieue parisienne sont-ils réfractaires au socialisme? A quoi tient, au contraire, l'invasion de celui-ci dans la grande culture? Des tableaux de récapitulation permettent de se rendre compte, très clairement, de la répercussion des éléments du travail sur la propriété.

LIVRES REÇUS

Charity and social life, par C. S. Loch, 1 vol. (Macmillan and C°, édit. Londres).

Comment diminuer la misère (études faites en Belgique par un Anglais), par M. B.-S. Rowntree, 1 vol. in-8° avec graphiques, diagrammes, planches et similigravures, relié toile, 15 fr. (V. Giard et Brière, édit. Paris).

Le fléau romantique, par l'abbé C. Lecigne, 1 vol. in-12 à 3 fr. 50 (P. Lethielleux, édit. Paris).

L'accord social, par P. Desroches, 1 vol. in-12 à 1 fr. (Bureaux de l'Accord social, 29, rue J.-J.-Rousseau, Paris).

BIBLIOTHÈQUE DE LA SCIENCE SOCIALE

FONDATEUR

EDMOND DEMOLINS

LE PORTUGAL INCONNU

II

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA VIE PUBLIQUE

PAR

Léon POINSARD

PARIS

BUREAUX DE LA SCIENCE SOCIALE

56, RUE JACOB, 56

SOMMAIRE

IV. — L'INDUSTRIE ET LA VIE OUVRIÈRE

I. **L'Industrie du bâtiment.** P. 237.

Indications générales. — Maçon du Minho. — Charpentier de Braga. — Maître charpentier de Monchique. — Ouvriers et petits patrons de Lisbonne.

II. **La petite industrie et les artisans.** P. 273.

Situation actuelle de la fabrication à la main. — Bouchonnier de Barreiro. — Potier, Gantier, Sellier, Cordonnier de Lisbonne. — Cordonnier de Coïmbra.

III. **La grande industrie mécanique.** P 301.

Évolution de la grande industrie. — Fileur de Guimaraes. — Tisseur de Lisbonne. — Serrurier-mécanicien de Porto. — L'évolution industrielle.

V. — LES TRANSPORTS ET LE COMMERCE

I. **Les transports maritimes.** P. 325.

La marine marchande. — Le cabotage. — Maître-caboteur de Sétubal. — État des populations maritimes.

II. **Les voies terrestres.** P. 339.

Les routes. — Isolement de certaines régions. — Les chemins de fer. — Leur développement. — L'exploitation par l'État.

III. **Le commerce.** P. 345.

Le commerce intérieur et extérieur. — Le tarif douanier. — La politique économique. — État des institutions auxiliaires du commerce. — Conclusion.

VI. — LA VIE PUBLIQUE

I. **La vie intellectuelle et morale.** P. 357.

Les écoles et le corps enseignant. — La religion et le clergé. — Les carrières libérales.

II. **La vie locale.** P. 374.

La paroisse. — Le *concelho*. — Les grandes villes et la dictature municipale. — Le district.

III. **Le Gouvernement et la Politique.** P. 402.

Les services publiques et les finances. — Les clans politiques. — L'Administration. — Vices de l'organisme politique.

IV. **L'expansion extérieure.** P. 419.

Le problème colonial. — L'immigration étrangère.

V. **Vues d'avenir.** P. 426.

L'évolution sociale actuelle; moyens pratiques d'orientation nouvelle. — L'idéal national.

QUATRIÈME PARTIE[1]

L'INDUSTRIE ET LA VIE OUVRIÈRE

INDICATIONS GÉNÉRALES

Dans la seconde partie de ce travail, nous avons montré par quelles vicissitudes l'agriculture portugaise a dû passer à travers les siècles. L'histoire de l'industrie n'est guère moins accidentée. Toutefois, cette branche du travail n'a jamais eu, en Portugal, une importance comparable à celle de la culture, même chez les Maures, qui cependant avaient su développer une fabrication active et remarquable pour l'époque. La guerre de reconquête ayant détruit la plupart des ateliers et dispersé les ouvriers, la fabrication subit une éclipse qui dura longtemps. La population consommait alors, en grande majorité, des articles grossiers, fabriqués au moyen des procédés les plus primitifs, soit par le consommateur lui-même, soit par de petits artisans. Les articles de luxe venaient du dehors. A bien des reprises les souverains s'efforcèrent d'encourager la fabrication par des subventions et des privilèges. Mais cette initiative ne donna des résultats un peu importants qu'à partir du jour où les expéditions coloniales commencèrent à enrichir un certain nombre de familles, formant une clientèle pour les artisans spécialistes. A la fin du XVI[e] siècle, les orfèvres se comptaient par centaines à

1. V. les trois premières parties dans la *Science sociale*, mars-avril 1910.
• Ce travail était à l'imprimerie, lorsque se sont produits les événements du 5 octobre. Nous n'avons rien changé à notre texte, le lecteur comprendra pourquoi, en parcourant la sixième partie, consacrée à la vie publique.

Lisbonne et à Porto. On y trouvait aussi des brodeurs, des dentellières, des gantiers, dont les produits étaient recherchés. En même temps, certaines industries et quelques métiers d'art florissaient dans une certaine mesure. Nous citerons comme exemples : la fabrication des faïences décorées (*azulejos*), celle des meubles sculptés, etc. Cette formation industrielle d'art et de goût a atteint un développement assez marqué pour laisser dans le pays une tradition persistante, en dépit des circonstances économiques nouvelles des révolutions et de l'appauvrissement du pays. Aujourd'hui encore, on trouve en Portugal certains centres où les métiers de luxe se maintiennent avec une remarquable persistance. Il en est ainsi notamment pour l'orfèvrerie à Porto et aux environs, pour la ganterie et l'ébénisterie à Lisbonne, etc. Du reste, les Portugais montrent une tendance si prononcée pour ce genre de production, que les écoles industrielles fondées dans les vingt-cinq dernières années se sont orientées tout naturellement vers l'art décoratif. Nous reviendrons sur cette question.

Les révolutions et la politique ont considérablement entravé l'essor de la grande industrie en Portugal. Mais, d'ailleurs, tout manquait pour constituer la grande usine. Nous savons comment l'éducation et les préjugés éloignaient la classe aisée des professions usuelles. Son instruction, superficielle et purement théorique, ne la préparait nullement aux occupations techniques. En outre, depuis 1703, le traité de commerce conclu avec l'Angleterre avait donné à celle-ci, en échange de quelques concessions favorables aux produits agricoles et surtout aux vins de Porto, un véritable privilège pour l'importation des produits manufacturés. Dans ces conditions, le Portugal, n'ayant pu suivre le mouvement industriel des autres pays, se trouvait encore, il y a peu d'années, sans patrons capables, sans ouvriers formés, sans matériel et sans capitaux disponibles, sans institutions auxiliaires de crédit, d'assurances, etc., sans bonnes écoles préparatoires. La nation était comme endormie dans une molle et obscure médiocrité, pendant que ses voisines déployaient une activité toujours plus grande.

Cette situation a notablement changé. Les vieux préjugés ont

en grande partie disparu. Beaucoup de jeunes gens sont allés chercher à l'étranger l'instruction pratique dont ils avaient besoin. L'enseignement des écoles spéciales a du reste été amélioré dans une mesure déjà sensible. Les entrepreneurs et les capitalistes du dehors, attirés soit par des circonstances spéciales[1], soit par la protection douanière, ont fondé, développé ou soutenu des usines plus ou moins importantes. C'est ainsi qu'une grande industrie mécanique a réussi à conquérir dans le pays une place encore restreinte, mais déjà appréciable. On estime à 80.000 à peu près le nombre des individus qu'elle emploie, et à 50.000 chevaux la force motrice qu'elle met en action dans ses ateliers. C'est peu pour un pays qui ne manque ni de matières premières, ni de main-d'œuvre, et qui, en outre, dispose d'un merveilleux réservoir de force constitué par son système de montagnes, qui condense les eaux, les canalise et les échelonne en chutes successives. Depuis bien longtemps, les Portugais emploient les chutes d'eau comme moteurs, mais sur une bien petite échelle en comparaison de ce que la nature leur offre. Ils déplorent la pauvreté de leur sol en charbon minéral, et ils ont raison. Mais pourquoi laissent-ils couler librement vers la mer tant de torrents et de rivières qui pourraient à bon compte les éclairer, mouvoir leurs usines et leurs chemins de fer, et arroser leurs champs par-dessus le marché? La chose paraîtrait invraisemblable, si elle ne s'expliquait par les circonstances compliquées exposées dans notre première partie.

Il faut dire aussi que la grande industrie est contenue dans son développement par l'insuffisance de sa clientèle la plus immédiate. La nation portugaise est petite, et en outre elle est pauvre; nos observations sur la classe rurale, de beaucoup la plus nombreuse, l'ont assez démontré. Nous savons de quelle façon sommaire le paysan se meuble et s'habille. L'ouvrier vit dans les mêmes conditions. Et si la classe moyenne recherche naturellement davantage le confort et l'élégance, il n'en est pas moins certain que son mode d'existence est en général d'une

1. V. plus haut ce que nous disons de l'industrie des conserves de poissons.

remarquable simplicité. Le luxe se manifeste principalement par l'usage de tissus très fins, de diamants, d'objets coûteux, d'automobiles, et autres articles analogues qui ne se fabriquent pas dans le pays. L'industrie locale ne profite donc guère de cette consommation. Bien plus, elle en souffre passablement, parce que l'or exporté pour payer les achats faits à l'étranger diminue d'autant les capitaux disponibles, lesquels se reconstituent péniblement, puisque l'exportation des produits nationaux est insuffisante pour équilibrer la circulation monétaire. Si les émigrants temporaires portugais n'envoyaient pas à leurs familles, chaque année, une cinquantaine de millions de francs, la situation deviendrait extrêmement difficile. Mais il est à la fois singulier et dangereux que le régime économique d'un pays dépende étroitement du travail accompli et de l'épargne réalisée en pays étranger par quelques milliers d'émigrants. Il y a dans ce fait un formidable aléa et, de plus, une rencontre curieuse, puisque, sous une forme nouvelle, l'or du Brésil pèse encore si lourdement sur la destinée de l'ancienne métropole. Mais il importe que le Portugal se libère le plus tôt possible de cette dépendance dangereuse. Comment pourrait-il le faire? Nous avons déjà répondu partiellement à cette question dans nos conclusions sur l'agriculture. L'idée se complétera plus tard. Maintenant, nous devons étudier de près l'industrie dans ses diverses manifestations, toujours en nous appuyant, pour juger les résultats, sur le témoignage précis que nous donnera l'étude de la famille ouvrière. Nos premières observations porteront sur l'industrie du bâtiment, qui a le mieux conservé les formes anciennes, et qui en même temps est la plus répandue. Elle nous fournira un bon point de départ et une base de comparaison. Ensuite, nous rechercherons quelle est la situation de la petite industrie artisane, qui se ressent davantage de l'influence de la complication de la vie moderne. Nous arriverons enfin à la grande industrie mécanique, entièrement dominée par cette même complication. Nous apercevrons mieux ainsi les détails de la marche et de l'enchaînement des phénomènes sociaux et économiques.

I

L'INDUSTRIE DU BATIMENT

L'industrie du bâtiment en Portugal. — Maçons, charpentiers et menuisiers des campagnes et des petites villes. — Les ouvriers du bâtiment à Lisbonne. — Le petit patron dans l'industrie du bâtiment. — Moyens d'élévation des ouvriers dans cette industrie.

L'industrie du bâtiment, qui joue dans les pays occidentaux un rôle si étendu, si considérable, comporte toute une série de métiers exigeant beaucoup de main-d'œuvre. En effet, presque tout le travail du bâtiment se fait à la main, au moins pour ce qui concerne la mise en place des matériaux et des accessoires. Dans les pays les plus développés au point de vue de la fabrication mécanique, certains des métiers du bâtiment ont été transformés par l'emploi du métal ou de la machine, et c'est en grand atelier mécanique que l'on y fabrique les charpentes en fer ou en acier, les pièces de menuiserie, les parquets, la serrurerie, etc. Mais, dans les pays moins avancés, presque tout se fait encore en petit atelier et à la main. Il en est ainsi notamment en Portugal. Il en résulte que, dans toute l'étendue du territoire et dans toutes les localités, on retrouve les différents types de gens de métier que le travail du bâtiment fait vivre et parfois prospérer : entrepreneurs, artisans, compagnons et apprentis. Cette branche d'activité mérite l'attention par le nombre des ateliers, la diversité des intérêts en jeu, les phénomènes économiques auxquels elle a donné lieu. Elle offre

aux familles ouvrières certains moyens d'élévation, grâce à la simplicité du travail dans la plupart des professions qui s'y rapportent. Mais ces moyens sont assez minces et exclusivement personnels, c'est-à-dire qu'ils profitent seulement à une élite restreinte de gens doués de qualités exceptionnelles ou favorisés par les circonstances. La grande majorité des familles végète dans une condition qui touche de fort près à la misère. Nous avons dû limiter nos observations à quelques cas suffisamment caractéristiques, car il eût été trop long de passer en revue tous les métiers qui se rattachent au bâtiment. On verra d'ailleurs qu'ils précisent d'une manière très nette la physionomie et les effets de cette industrie, car les faits enregistrés ici se retrouvent très analogues dans les autres professions connexes.

1. — MAÇON DE FAQUELLO (MINHO).

Voici d'abord un ouvrier maçon[1] qui habite une petite localité de l'extrême nord, Faquello, concelho d'Arcos-de-Val-de-Vez, dans l'ancienne province de Minho. Cette région montagneuse ne présente pas une bien grande activité. Elle est surtout rurale, assez pauvre, et le travail n'y abonde pas. Le bourg, qui compte à peu près 2.000 habitants, est bâti sur le Vez, affluent du fleuve Lima, à 100 mètres d'altitude à peu près. Le climat est humide et relativement froid en hiver, ce qui constitue encore une cause de chômage. La contrée, très fertile, produit en abondance le maïs, les légumes et des fruits variés, ainsi que du bétail ; le voisinage de la mer procure à bas prix du poisson salé ou frais ; ce sont là des conditions favorables au bon marché de la vie.

Antonio José de Freitas est âgé de 52 ans ; il a eu trois frères. Sa femme, Clara Joaquina, compte 48 ans ; elle a encore sa mère qui, ne pouvant plus travailler, vit surtout de la charité

1. D'après des notes dues à M. M. J. Ferreira Mendes, médecin à Arcos-de-Val-de-Vez.

publique, car ses quatre fils et sa fille n'arrivent pas à la faire subsister. Les époux Freitas ont quatre enfants : Manoel, 26 ans; Mariano, 18; José, 16; Julia, 26. En outre, ils en ont perdu un. Le père est ouvrier maçon, ainsi que ses deux fils aînés, et travaillent pour le compte d'un petit patron de la localité; José apprend le métier de cordonnier; la jeune fille est couturière : la mère se consacre exclusivement aux soins du ménage. Ainsi, tout le monde, sauf la mère, apporte de l'argent à la maison. Freitas est payé par jour 400 r. (2 fr. 20); Manoel reçoit 360 r. (1 fr. 95), et Mariano 140 r. (0 fr. 77). Le jeune José, encore apprenti, a 40 r. (0 fr. 22) et la nourriture. La couturière qui va en journée chez des particuliers du voisinage, obtient 100 r. (0 fr. 55), et elle est nourrie. Le total des salaires cumulé par cette famille dépasse donc 4 fr. 50, sans compter la valeur des aliments dont profitent deux des enfants. La situation serait assez favorable si tous travaillaient régulièrement. A raison de 300 journées par an, le ménage recevrait une somme totale d'environ 1.300 francs, qui lui permettrait de vivre sans privations. Malheureusement, les chômages sont fréquents, surtout en hiver. La perte qui en résulte est au moins d'un sixième, chiffre moyen. Le gain total se trouve ainsi ramené aux environs de 1.100 francs, plutôt moins que plus. Notons, du reste, que, pendant bien des années, le salaire des parents a dû pourvoir à lui seul aux besoins de la nichée, qui alors ne mangeait certainement pas à sa faim tous les jours.

Dans ces conditions, on s'explique que le ménage n'ait pas réalisé une épargne importante. Notre maçon n'a même pas pu réussir à se construire une maison. Il loue deux petites chambres, mesurant à peu près chacune 27 mètres cubes, où toute la famille s'entasse. L'une d'elles sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher pour les garçons; les parents et la jeune fille couchent dans l'autre. Le mobilier est aussi sommaire que possible : deux lits de fer, des bancs sur lesquels on peut jeter des matelats, un coffre à linge, des vêtements suspendus au mur et abrités sous une toile, des ustensiles en fer battu, en terre ou en bois, quelques outils de maçon. Le

tout ne vaut pas plus de 300 francs. Dans un petit enclos attenant, Freitas élève des poules et deux porcs.

L'alimentation se compose : le matin, d'un morceau de pain de maïs avec quelques olives, ou des fruits, ou par exception un peu de morue sèche ; à midi, d'une soupe aux légumes, avec un plat de viande de porc, ou de morue, ou de riz, et de temps en temps un peu de vin ; le soir, on mange la soupe, du pain de maïs accompagné parfois d'une sardine. La ménagère achète ses provisions partie au comptant, partie avec un crédit qui ne dépasse pas la semaine. La dépense quotidienne peut être évaluée à 2 francs à peu près, chiffre moyen, ce qui fait pour l'année environ 750 francs. L'entretien coûte, tout compris, à peu près 200 francs. Le loyer s'élève à 55 francs. Nous arrivons ainsi à un total de dépenses nécessaires qui atteint 1.000 francs. On voit que la marge actuelle entre les recettes et les sorties est fort limitée. Le moindre écart, un chômage trop prolongé, une maladie, suffirait pour mettre le budget en déficit. Aussi les économies du ménage se réduisent-elles à une petite somme de 200 francs à peu près, qui, selon l'habitude répandue dans tout le Portugal, a été placée en bijoux : une montre d'argent et une chaîne d'or dont la mère se pare le dimanche.

En dehors des fêtes religieuses, ces gens n'ont guère d'autre distraction que le cabaret, où ils se rendent l'après-midi du dimanche ; ils y boivent du vin en quantité modérée et leur dépense est minime. L'ivrognerie est, dans la contrée, un fait exceptionnel. Cette existence si étroite, troublée trop souvent par le chômage, parfois aussi par la maladie, — car l'hygiène est nulle parmi ces pauvres familles, — trouve au besoin un appui, forcément limité, auprès de la Miséricorde, qui possède un hôpital et distribue des secours à domicile. Les parents sont totalement illettrés ; les enfants, qui ont fréquenté l'école publique, savent un peu lire et écrire. Tous pratiquent avec zèle la religion catholique.

Freitas ne paie pas d'impôts directs, sauf une petite somme de 600 r. (3 fr. 30) pour le culte. Les taxes indirectes qu'il acquitte sur sa consommation montent à 50 francs environ, si on les

calcule au taux très modéré de 6 à 7 p. 100. L'ouvrier et son fils Manoel ont fait chacun trois années de service militaire. Aucun n'est électeur, le père faute de capacité, le fils aîné, parce qu'il n'a pas pris souci de se faire inscrire.

Les ouvriers de cette contrée ont à supporter la concurrence de quelques immigrants galiciens, presque tous maçons, dont la province est limitrophe de la frontière; quelques-uns sont marchands ambulants et vendent du poisson. Beaucoup de gens, rebutés par cette vie si souvent misérable, émigrent surtout vers les pays de l'Amérique du Sud, dont les villes à rapide développement leur offre un travail bien rémunéré. Certains envoient de l'argent à leurs familles, ou reviennent au pays avec de petites économies. La plupart disparaissent, usés de bonne heure par la dissipation des grandes cités.

L'ouvrier maçon que nous venons de décrire représente un type très commun dans les petites villes et les villages des diverses provinces. La modicité des salaires, les longs chômages, les charges de famille maintiennent indéfiniment ces gens dans un état de pauvreté très voisin de la misère. Il leur est donc très difficile de réunir les avances nécessaires pour sortir de la condition de salarié et passer dans celle de petit entrepreneur. Ce phénomène d'élévation sociale se produit plutôt parmi ceux qui, ayant reçu par héritage une petite exploitation rurale, peuvent y employer leurs journées de chômage, en tirent de précieux moyens de subsistance, et réussissent ainsi à épargner une fraction notable de leur salaire. Mais ce cas est exceptionnel. La situation est-elle meilleure pour les ouvriers des autres métiers du bâtiment, travaillant dans les petites agglomérations? C'est ce que nous allons voir par les exemples qui suivent.

II. — CHARPENTIER DE BRAGA.

Avec le charpentier de Braga[1] nous abordons un centre beaucoup plus important, en voie de développement depuis

1. Monographie faite avec le concours de M. le Dr Manuel Monteiro, avocat à Braga.

quelques années, où le travail est par conséquent assez actif. La comparaison est donc intéressante.

Braga, avec ses 25.000 âmes, est la troisième ville du royaume. Bâtie dans la riante vallée de la Deste, affluent du Cavado, elle est entourée de belles campagnes, et dominée par des collines boisées, qui se succèdent dans un capricieux désordre, en laissant entre elles de charmantes échappées de vue. Les terres environnantes produisent des céréales, des pommes de terre, des légumes, des fruits, de l'huile d'olive et du vin; l'humidité relative du climat permet l'élevage du gros bétail sur des pâturages naturels. La région fournit encore des porcs, des volailles, et des chèvres dont le lait sert à la fabrication des fromages. Le voisinage de plusieurs ports de pêche, reliés à la ville par le chemin de fer, permet d'avoir le poisson en abondance et à bas prix. Les marchés hebdomadaires de la ville peuvent donc être largement approvisionnés, si bien que la vie serait à très bon marché, sans le poids des taxes de consommation qui surchargent tous les prix.

Braga constitue un centre industriel assez actif. Des fabriques de cordonnerie et de chapellerie occupent ensemble à peu près 2.000 personnes; elles fonctionnent sous la forme du comptoir collectif; c'est-à-dire que la plupart des ouvriers viennent chercher les matières premières chez le patron, pour les élaborer ensuite à domicile. Les principales usines mécaniques sont des filatures et des tissages de lin et de coton; on trouve encore dans les environs un certain nombre de métiers à la main, conduits surtout par des femmes, dont les salaires sont extrêmement minimes. Le nombre de ces métiers décroît d'ailleurs d'année en année. Depuis un certain temps, une industrie nouvelle, celle de la coutellerie, tend à se développer dans cette ville; elle s'est organisée, elle aussi, sur le type de la fabrique collective avec travail à domicile. Enfin, de nombreux petits ateliers, d'origine ancienne, font à la main des articles de consommation courante : clous, soufflets en bois garnis de peau, articles de fer-blanc, serrurerie, etc. En somme, c'est la petite industrie et le travail à la main qui prédominent encore ici, si bien que

Braga présente assez fidèlement l'aspect des villes du nord de l'Europe il y a une cinquantaine d'années, alors que l'industrie mécanique n'avait pas encore pris la première place et réduit le travail à la main à une situation accessoire, quand même elle ne l'a pas fait disparaître. D'une façon générale, les salaires payés à Braga dans les diverses spécialités sont très modiques, car la concurrence de la main-d'œuvre est d'autant plus grande que les villages environnants fournissent beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières aux comptoirs et aux ateliers du chef-lieu.

Braga fut autrefois, dit-on, une ville immense, capitale de la Lusitanie romaine. Sous la domination successive des Suèves, des Visigoths, des Maures et des Espagnols, son ancienne splendeur a disparu, ne laissant que quelques vestiges à peine visibles. C'est pourtant encore une cité intéressante, composée d'un vieux bourg fortifié dont l'aspect s'est à peine modifié depuis cinq siècles; les maisons anciennes y sont entassées près de la cathédrale et du château. Tout autour s'étendent des faubourgs largement percés, dont les rues se terminent en pleine campagne. Depuis quelques années, on a fait de sérieux efforts pour améliorer les services publics. L'eau de source a été amenée jusque dans la ville, où elle est distribuée par des fontaines publiques. Mais la quantité en est insuffisante — on s'en aperçoit à l'état des rues — et des travaux sont commencés pour amener l'eau du Cavado. Il existe un réseau d'égouts, resté d'ailleurs fort incomplet. Une compagnie a établi une usine à gaz, et une autre a construit récemment une usine électrique actionnée en partie par le Cavado, en partie par la vapeur. A ce point de vue encore Braga se trouve dans une position intermédiaire. Elle est certainement en progrès, tout en restant sensiblement au-dessous des besoins reconnus en matière de salubrité publique. Beaucoup de maisons sont malsaines, faute d'air, de lumière et d'eau pure. Bien des gens, du reste, parmi la population ouvrière, n'ont aucune notion d'hygiène, et la propreté laisse beaucoup à désirer. L'état moral de la population souffre aussi de la promis-

1. V. plus loin quelques indications sur la Miséricorde de Lisbonne.

cuité et de l'abandon dans lesquels vivent les familles ouvrières. Cette situation aggrave encore les effets de la misère résultant de la médiocrité des salaires. Aussi a-t-il fallu multiplier les institutions de charité. En outre de la confrérie de la Miséricorde, cette institution si répandue et si justement populaire en Portugal, on trouve à Braga : un hôpital public et un autre tenu par les Frères de Sainte-Croix ; un dépôt de mendicité, d'ailleurs insuffisant ; diverses autres institutions de charité, comme la société de St-Vincent-de-Paul ; plusieurs orphelinats, et asiles de correction et de réhabilitation pour garçons et filles, etc. De leur côté, les ouvriers ont fondé un certain nombre de sociétés de secours mutuels pour l'assistance en cas de maladie. Tel est le milieu dans lequel vit la famille étudiée.

Custodio de Carvalho, âgé de 32 ans, s'est marié de bonne heure, mais sa femme est morte en lui laissant deux enfants : Joaquino, 10 ans, et Antonio, 5 ans. Sa mère, Francisca-Thereza Neves, qui a aujourd'hui 49 ans, veuve elle aussi, s'est alors installée chez lui. Le père est ouvrier charpentier, la grand'mère s'occupe du ménage, et les enfants vont à l'école.

L'ouvrier possède, en commun avec sa mère, dans un des faubourgs de la ville, deux petites maisons, composées d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, avec grenier au-dessus. Il habite la première, derrière laquelle s'étend un jardin potager planté d'arbres fruitiers, et muni d'une pompe avec lavoir. La seconde est louée moyennant 30 milreis (166 fr. 50) par an. En outre, Carvalho possède les outils de son métier, valant 110 à 120 francs. Le mobilier qui garnit la maison est ainsi réparti : au rez-de-chaussée, la pièce qui donne sur la rue, et sert à la fois d'entrée et de parloir, est meublée d'une table ancienne, d'une armoire de sapin et de quelques chaises de paille. A côté se trouve la cuisine garnie d'une table, de bancs et des ustensiles indispensables, puis une petite pièce servant de débarras. L'escalier occupe le reste de l'espace disponible. Au premier étage, une chambre est réservée à la grand'mère et aux enfants ; elle contient deux lits en fer et une commode ancienne sur laquelle est posée une pendule ;

le père couche dans un étroit cabinet que son lit occupe presque en entier; une seconde chambre renferme une armoire ou garde-robe, deux commodes, une horloge, un prie-Dieu, et quelques photographies et images religieuses suspendues aux murs. L'ensemble de cette modeste habitation présente un certain aspect d'aisance, bien rare dans les demeures ouvrières. Si nous essayons d'évaluer l'avoir représenté par ce que nous venons d'énumérer, nous arrivons au résultat suivant : les deux maisons valent ensemble environ 7.500 francs, le mobilier, le linge et les vêtements, les outils, à peu près 1.000 francs: cela forme un total de 8.500 à 9.000 francs, somme qui provient principalement de l'épargne accumulée par les parents de Carvalho.

Le charpentier travaille pour un entrepreneur de la ville, qui l'emploie aussi régulièrement que possible, mais il se produit de temps en temps des périodes de chômage. En hiver, la journée dure du lever au coucher du soleil; en été, le travail commence à 6 heures du matin et se termine à 7 heures du soir; une heure est accordée pour le repas de midi. Le salaire est de 400 reis (2 fr. 20) par jour. Quand l'année est bonne, cela représente une recette totale de 670 francs environ, mais il est rare que l'on atteigne ce résultat. Il faut ajouter à cela le loyer de la seconde maison et la valeur des produits du jardin, soit ensemble 250 francs tout au plus. La famille doit donc vivre avec un budget dont les recettes annuelles sont comprises entre 800 et 900 francs, rarement plus.

On conçoit que, dans ces conditions, l'alimentation est d'une extrême frugalité. Elle se compose : le matin, d'un morceau de pain de maïs avec un peu de morue salée, une sardine ou du fromage; à midi, d'une soupe maigre, et d'un plat de légumes ou de riz, avec du pain de maïs et un peu de vin; le soir, d'une soupe, de poisson sec ou salé sardines ou morue), de pain de maïs et de vin. Le dimanche, on ne fait que deux repas, mais ils sont un peu meilleurs; dans la matinée, on a du café au lait avec du pain de froment, et l'on dîne d'un pot-au-feu préparé soit avec du bœuf, soit avec du porc, et des lé-

gumes ou du riz. Quand le verger donne des fruits, leur dîner en est un peu amélioré. Les dépenses de nourriture peuvent être évaluées normalement à environ 14 francs par semaine, soit pour l'année entière à peu près 730 francs. Comme la famille n'a pas de loyer à payer et reste peu nombreuse, elle peut se tirer d'affaire tout juste. Mais, dans d'autres circonstances, elle devrait souvent se priver de nourriture, faute d'argent, car ici le crédit est exceptionnel, les achats devant être soldés au comptant, ou à peu près.

Les récréations principales de ces braves gens sont les fréquents pèlerinages dirigés vers les sanctuaires des environs, comme celui de *Bom Jésus*, construit sur une colline voisine de la ville dans un site admirable ; ou encore les brillantes cérémonies religieuses organisées dans les diverses paroisses les jours de fête. Ils vont aussi se promener dans les charmantes campagnes qui entourent Braga. Il va sans dire que ces distractions ne coûtent rien à l'ouvrier, sinon ses ressources ne les permettraient pas.

Bien que cette famille n'observe qu'une hygiène tout à fait rudimentaire, ses membres jouissent d'une bonne santé, et ne souffrent que rarement du fait de la maladie ; lorsque celle-ci survient, c'est une calamité qui menace de troubler rapidement le pauvre budget du ménage.

Carvalho a reçu une assez bonne instruction primaire, et il a même passé l'examen final. Ses enfants fréquentent après lui l'école paroissiale gratuite. La loi rend cette fréquentation obligatoire ; mais bien des parents se soucient fort peu des prescriptions légales et laissent leurs enfants vaguer par les rues. La famille du charpentier est catholique et pratique sa religion avec beaucoup de ferveur. Elle assiste régulièrement aux offices, prend part aux processions, etc. Carvalho supporte l'impôt direct sur ses immeubles, et paie la *congrua*, ou impôt paroissial, dont le chiffre est de 800 reis (4 fr. 40). Il a été dispensé du service militaire, et classé dans le service auxiliaire, deuxième réserve. Il est électeur municipal et politique.

La famille dont nous venons de donner une description som-

maire se trouve dans une condition de médiocrité caractérisée, qui deviendrait de la misère sans l'appoint du revenu des économies réalisées par les parents de l'ouvrier. Beaucoup d'autres familles de la région vivent sur un salaire aussi mince, sans autres ressources accessoires que celle de la charité publique ou privée. Les moins malheureuses sont celles qui, habitant les villages de la banlieue, combinent le travail salarié avec l'exploitation d'une petite ferme. Dans tous les cas, l'existence est pour ces ménages particulièrement étroite et dure. L'observateur ne peut se défendre, en les étudiant, d'un douloureux sentiment de pitié, et il reste surpris de la paisible résignation de ces bonnes gens, que l'esprit de révolte n'a point encore démoralisés. Mais les excitations commencent à devenir pressantes, et, en exploitant une misère trop réelle, elles pourraient bien provoquer dans un avenir prochain des désordres regrettables. Ce ne sont pas, en effet, l'agitation politique et la révolte qui améliorent la condition des travailleurs. L'important est de leur assurer du travail ainsi que de meilleurs salaires, en développant l'activité de la production. C'est à la classe moyenne qu'il appartient d'y pourvoir, et elle réussira dans cette utile besogne, non pas en prononçant des discours, mais en prenant la direction du travail et en cherchant les meilleurs moyens de le faire progresser.

III. — MAITRE CHARPENTIER DE MONCHIQUE.

Transportons-nous maintenant dans l'extrême sud, en Algarve, contrée que nous avons déjà décrite[1], et nous observerons un type un peu plus développé et plus prospère. Il s'agit ici, non plus d'un simple ouvrier, mais d'un petit patron à la fois entrepreneur de charpente et de menuiserie et marchand de bois dans la petite ville de Monchique. Ce gros bourg rural est placé à mi-hauteur de la montagne, et tout entouré de futaies de

1. V. précédemment les monographies du paysan des environs de Monchique, et du saunier de Faro.

châtaigniers et de chênes-lièges occupant les pentes et les croupes, coupées de nombreuses vallées cultivées. Cette pittoresque et riante contrée produit une grande quantité de bois employé à la fabrication des meubles communs, des douves pour futailles, des planches et des madriers pour le bâtiment. Le Portugal, pays naturellement forestier, a été largement défriché; cependant il exporte encore des bois pour 4 à 5 millions de francs, et on en consomme sur place une quantité bien plus considérable.

La fabrication et le commerce des meubles ainsi que des bois d'œuvre ne pouvaient manquer dans ces conditions de prendre à Monchique une certaine importance. Il n'y a pas eu là d'ailleurs un développement industriel à proprement parler. Tout le mouvement est resté entre les mains de quelques artisans occupant un petit nombre d'ouvriers, et qui pour la plupart sont en même temps marchands de bois. Ils achètent les arbres sur pied, les abattent, les débitent à la main, travaillent eux-mêmes une partie du bois et vendent le reste à des intermédiaires. La difficulté des communications, le mauvais état des chemins, rendent cette exploitation fort difficile et opposent à tout progrès un obstacle insurmontable.

Grâce à la fertilité des vallées environnantes et à l'humidité relative du climat, l'approvisionnement de la ville est aisé pour ce qui concerne les aliments végétaux, mais la viande de boucherie est rare; le poisson et les autres provisions et marchandises viennent de Portimao (25 kilom.) ou de Silves (18 kilom.), par voiture, sur une route accidentée, ce qui en relève le prix. Les logements sont d'un loyer peu élevé, mais d'un confort médiocre, surtout pour un climat d'une grande humidité hivernale.

Antonio Messias Pinto, âgé de 43 ans, exploite à Monchique un atelier de menuiserie et charpente, et un commerce de bois. Sa femme est âgée de 38 ans, et ils ont cinq enfants : Antonio, 17 ans; Francisco, 15; Maria, 12; Anna, 9; Joao, 5. Les fils secondent leur père avec l'aide d'un apprenti âgé de 16 ans. La mère se consacre aux soins du ménage en y associant déjà ses fillettes.

Pinto possède en ville une petite maison avec un terrain qui lui sert de chantier et de dépôt de bois et en outre un jardin situé hors du bourg, qui fournit des légumes et des fruits pour l'alimentation de la famille. Un petit capital est engagé dans son commerce comme fonds de roulement. L'habitation, composée de cinq pièces, est garnie de quelques bons meubles fabriqués par le père, tenue avec beaucoup de propreté et avec un souci du confort que l'on trouve rarement en dehors des grandes villes.

L'ouvrier produit surtout de la menuiserie ordinaire, ainsi que des planches et des madriers, le tout en bois de châtaignier. Il estime le salaire quotidien représentatif de son travail à 600 ou 700 r. (3 fr. 30 à fr. 3.88) par jour, mais ce chiffre s'applique à un contremaître plutôt qu'à un ouvrier; les salaires courants ne dépassent pas ordinairement 2 francs par jour.

L'alimentation est un peu plus recherchée que celle des paysans ou simples ouvriers. Le premier déjeuner se fait avec de la soupe ou du café et du pain; le repas de midi comprend : la soupe, des légumes, du porc et des fruits; au souper, on mange du poisson salé, de la bouillie de millet ou des châtaignes, le tout arrosé d'un peu de vin. Les achats indispensables se font partie au comptant, partie à crédit, avec prompt règlement.

Le mode d'existence de cette famille reste, en somme, très simple, et dans les conditions favorables où elle se trouve actuellement, puisque les enfants commencent à travailler, elle pourrait jouir d'une phase de réelle prospérité. Malheureusement certaines causes de trouble agissent pour diminuer leurs chances de succès. La distraction à peu près unique des hommes consiste en de longues séances au cabaret où on joue en buvant de l'eau-de-vie d'arbouses. Cette habitude paraît avoir sur la santé générale une influence déprimante assez sensible, d'autant plus que les règles, même élémentaires, de l'hygiène sont partout mal observées. Pinto sait lire et écrire. Ses enfants peuvent fréquenter les écoles gratuites du bourg, qui d'ailleurs sont imparfaites et très insuffisantes; la commune verse à l'État pour sa part dans les dépenses scolaires 1 conto 800 milreis, c'est-à-dire

près de 10.000 francs. L'administration ne rend sur cette somme que 6.700 francs à peu près et garde le reste, au lieu de compléter l'organisation scolaire de la ville. Au point de vue religieux, cette famille a abandonné toute pratique, cas assez fréquent dans cette partie du pays. L'ouvrier paie l'impôt foncier à raison de ses propriétés et une taxe industrielle comme artisan, sans parler des impôts indirects. Il a été exempté du service militaire pour insuffisance physique. Son instruction lui vaut le droit électoral. Enfin, nous observons que l'immigration est très faible dans cette petite ville peu active où la main-d'œuvre est suffisante. L'émigration est également presque nulle, parce que les ressources locales ont réussi jusqu'à présent à maintenir la population dans une condition médiocre sans doute, mais pourtant à l'abri de la misère.

Ce type d'artisan relativement aisé, mais peu développé et peu progressif, est assez répandu dans la montagne de Monchique, où il est soutenu par l'abondance du bois d'œuvre, et par le commerce qui en résulte. On le retrouve dans les autres parties du pays, mais, généralement, les ateliers sont plus dispersés, parce que les conditions sont moins favorables. La simplicité générale de la vie fait que le travail du bâtiment reste assez peu abondant, sans beaucoup de recherche ni de complication. Cela explique à la fois la modicité des salaires des ouvriers, et celle des bénéfices des petits patrons. Les premiers ne peuvent que difficilement sortir de leur condition; les autres ont beaucoup de peine à développer leurs affaires et à s'élever au-dessus de la médiocrité.

Telle est la situation en province. Il est utile de montrer maintenant comme vont les choses dans une grande ville en plein progrès comme Lisbonne, où l'on élève beaucoup de constructions neuves, tout en améliorant les anciennes.

IV. — MAÇON DE LISBONNE.

Lisbonne compte dans le vaste périmètre de son mur d'octroi environ 360.000 âmes; il y a trente ans, elle avait à peine 250.000 habitants. C'est dire que son développement a été rapide. On connaît la position avantageuse de cette capitale sur le profond estuaire du Tage, qui forme un des plus beaux ports du monde. Bâtie sur le revers septentrional de la vallée, la ville forme, avec son amphithéâtre de rues escarpées, un panorama qui ne manque pas de grandeur. Les alentours, assez peu fertiles en général, ne donnent pas une production agricole très variée, mais comme Lisbonne est reliée avec toutes les parties du pays, son approvisionnement est aisé et on pourrait y vivre à très bon marché sans les lourds impôts de consommation qui grèvent toutes les denrées. La concentration de l'activité économique dans la capitale y procure aux ouvriers un travail assez abondant, mieux payé que dans les autres villes, et surtout dans les campagnes. On s'explique ainsi que Lisbonne soit devenue un centre d'attraction non seulement pour les Portugais, mais aussi pour un certain nombre d'étrangers. La salubrité est bonne, l'eau pure abondante, la circulation facile. De nombreuses institutions d'assistance interviennent pour soulager la misère et la maladie, et beaucoup sont dues à l'initiative privée.

Les industries assez nombreuses qui se sont développées à Lisbonne avec une certaine vigueur depuis un quart de siècle, ont constitué principalement des ateliers de réparation ou d'entretien ainsi qu'un certain nombre d'usines de moyenne importance pour la construction mécanique, la filature ou le tissage. Les métiers du bâtiment sont naturellement très actifs dans cette cité en voie de progrès, où se font déjà beaucoup d'affaires, bien que les choses soient encore, à tous égards, sensiblement en retard sur les grandes villes industrielles du nord de l'Europe.

Tel est, en résumé, le milieu particulier dans lequel vivent les familles que nous allons décrire. La première est celle d'un ouvrier maçon travaillant à la journée chez un entrepreneur de la capitale[1]. Elle est composée de cinq personnes : le père, Luiz Antonio, âgé de 45 ans; la mère, Joaquina Maria, 42 ans; trois enfants : Aurelia da Conceiçao, 20 ans; Maria Candida, 19; Manuel Francisco, 7. L'ouvrier est né à Aldéia Gallega, village situé en face de Lisbonne, sur l'autre rive du Tage. Son père était journalier, et s'employait surtout aux travaux qui exigent beaucoup de force, comme la manutention du sel. Cette denrée, produite dans de nombreuses salines établies sur les deux rives de la Mer de Paille, véritable lac marin, formé par l'estuaire un peu au-dessus de Lisbonne, est l'objet d'un commerce important[2]. Antonio a deux frères et deux sœurs, tous mariés dans le village natal et vivant du travail de leurs mains. Les relations entre eux sont nulles, car le prix de la traversée du Tage (2 fr.) suffit pour empêcher les visites réciproques. Ils ne s'écrivent même pas et savent seulement que les autres existent encore, qu'ils ont des enfants, mais très peu d'argent, et c'est tout. La mère est née à Linda-a-Pastora, dans les environs de Lisbonne; son père, charpentier de son état, est mort, et sa mère vit au village avec un de ses fils, auquel on a abandonné pour ce motif les pauvres meubles composant la succession du défunt. Joaquina Maria a eu dix frères et sœurs, dont quatre sont encore vivants : deux garçons, l'un maçon, l'autre charpentier, et deux sœurs, dont une déjà veuve sans enfants, l'autre mariée et mère d'une fillette. Ils ont en outre quelques autres parents habitant tous hors de Lisbonne.

Antonio est ouvrier maçon, employé régulièrement chez un entrepreneur, M. Carvalho, rua da Victoria, 53. Son salaire varie entre 700 et 750 reis (3 fr. 85 à 4 fr. 15) par jour. Sa femme est couturière-lingère; elle travaille à domicile pour

1. Monographie faite avec le concours de M. J. de Mattos Braamcamp, au printemps de 1909.

2. V. dans la troisième partie la monographie du *Saunier de Faro*.

une petite clientèle, et en outre s'occupe de son ménage; avec l'aide de ses deux filles, elle gagne en moyenne, selon sa propre estimation, environ 200 reis par jour (1 fr. 10). Le garçonnet va entrer à l'école. Le salaire total de la famille peut ainsi être évalué à 5 francs par jour, chiffre moyen. Si le travail était régulier, ces gens arriveraient à gagner annuellement entre 1.500 et 1.600 francs. Mais il n'en est point ainsi, car les chômages causés par le mauvais temps ou par les retards imputables aux autres corporations, réduisent cette somme à un chiffre qui ne doit guère dépasser 1.400 francs. Le fait ne peut pas du reste être établi d'une manière absolue, car ces pauvres gens ne tiennent aucune espèce de compte, et, vivant au jour le jour, ils sont dans l'impossibilité de donner des renseignements plus précis.

Cette famille ne possède absolument que son petit mobilier. Antonio et sa femme n'ont rien hérité de leurs parents et n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à réaliser la moindre épargne en argent. Assez souvent même ils doivent recourir au crédit lorsque survient le moment où il faut payer le loyer et l'impôt, ou bien quand une période de chômage dure trop longtemps. Dans ce cas, on s'adresse au bureau de prêt sur gage, qui exige un intérêt de 7 p. 100.

Notre maçon habite la rue Saraiva de Carvalho; cette rue, assez propre, est bordée de maisons anciennes, presque toutes semblables, d'un aspect uniformément grisâtre et quelque peu triste. Son logement est situé au n° 88, dont il forme le 1er étage. Il se compose : d'un petit vestibule, d'une cuisine pourvue de l'eau de la ville, d'une grande chambre à deux fenêtres, l'une au nord, l'autre au sud, occupée par les deux jeunes filles; d'une autre chambre, celle des parents, exposée au nord; enfin d'une salle à manger donnant sur le midi, et près de laquelle se trouve un petit atelier. Toutes les pièces sont claires et bien aérées; les murs sont nus et blanchis à la chaux. Un jardinet, planté de quelques fleurs et de légumes, dépend de ce logement; Antonio y a installé une petite basse-cour, où se trouvent quelques poules. Toute la famille s'intéresse

vivement à ce coin de verdure ainsi qu'au poulailler. Le loyer annuel est de 60 milreis, c'est-à-dire environ 330 francs, prix modéré pour Lisbonne. Les meubles qui garnissent ce modeste logis ne sont ni neufs ni nombreux, mais ils sont tenus proprement. On voit dans la salle à manger, qui joue aussi le rôle de salon, une grande table servant pour les repas; une table plus petite, placée dans un coin, couverte d'un tapis et portant une plante verte dans un cache-pot de faïence; un dressoir pour la vaisselle; six chaises. La grande table repose sur un tapis de fabrication locale, imitant la moquette; au mur sont suspendus quelques chromos et des assiettes peintes, ainsi qu'une petite glace et une horloge au tic tac monotone. Une corbeille à ouvrage en osier occupe un angle, et une suspension au pétrole complète l'ameublement de cette pièce; dans sa pauvreté il révèle une intention de recherche et de confort qui paraît due principalement aux jeunes filles. L'atelier voisin est garni d'une table à repasser, d'une machine à coudre et de quelques sièges. La chambre des parents est meublée d'un grand lit à deux places, en fer, d'un lit plus petit pour Manuel, d'un lavabo aussi en fer à cuvette de faïence, et de deux coffres, un pour le linge, l'autre pour les vêtements; la chambre des jeunes filles renferme deux lits de fer, un lavabo et deux coffres. La cuisine est munie de deux petits fourneaux portatifs en fonte, de vaisselle de faïence placée sur des planches, et de quelques ustensiles en terre et en fer battu, le tout assez propre.

Chacun des membres de la famille a pour les jours ouvrables un vêtement de cotonnade, complété, pour les femmes, par un châle de laine, et, pour les dimanches, un autre costume un peu plus recherché, mais sans luxe. Le linge ne comporte pas un grand nombre de pièces, mais il est soigneusement entretenu. La mère, aidée de ses deux filles, confectionne la plus grande partie des vêtements et du linge. Enfin, les femmes possèdent quelques bijoux d'or : une paire de boucles d'oreilles pour chacune et deux chaînes de cou; en fait, ces modestes ornements constituent les économies du ménage : dans les moments de gêne, ils servent de gage pour les emprunts dont nous avons

parlé. La valeur totale des biens mobiliers de la famille peut être estimée à 1.400 francs environ. Il va sans dire que, s'il s'agissait de vendre tous ces objets, le produit de l'opération n'atteindrait certainement pas le chiffre que nous venons d'indiquer ; mais si ces braves gens devaient reconstituer aujourd'hui leur mobilier, il leur faudrait dépenser au moins cette somme, et probablement davantage. Nous avons déjà remarqué que c'était là tout leur avoir.

L'alimentation est, comme on peut s'y attendre, à la fois simple et frugale. Le matin, on déjeune d'une tasse de café noir et d'un morceau de pain sec ; pour l'enfant, un peu gâté par tout le monde, on prépare parfois l'*assorda*, soupe nationale à l'huile d'olives et au pain. Le père mange avant de partir à son travail — la journée commence à 7 heures en été, — les autres prennent ce léger repas un peu plus tard. A midi on dîne, généralement d'une soupe à l'huile et aux légumes, garnie de pain ou de pâtes, d'un plat de légumes ou de riz, avec du poisson frais ou de la morue salée ; de temps en temps, on remplace le poisson par un peu de viande. Le soir, à 7 heures, on se contente souvent des restes du dîner, ou bien d'un potage maigre, de pain et de fromage.

Les dépenses de nourriture sont évaluées par la ménagère au chiffre moyen pour un mois de 85 francs environ, ce qui fait par an un peu plus de 1.000 francs.

En y ajoutant le loyer, qui coûte 330 francs, l'impôt, 24 fr. 75, diverses cotisations, 17 fr. 50, cela fait un total tout près de 1.400 francs qui laisse une bien faible marge pour l'entretien et le renouvellement du linge et des vêtements. En fait, pour couvrir les dépenses de cette nature, quand elles deviennent nécessaires, il faut économiser sur l'alimentation. Dans ces conditions, la moindre perturbation suffit pour troubler ce mince budget. Une maladie, un chômage jettent ces pauvres gens dans de poignantes angoisses, car le pain du lendemain dépend littéralement du salaire de chaque jour, d'autant plus que la pratique du crédit est très limitée, les achats se faisant presque toujours au comptant soit dans les petits magasins du

quartier, soit auprès des marchands ambulants qui promènent leurs échoppes roulantes à travers la ville.

Les récréations prises par Antonio et les siens sont peu coûteuses. Quelques rares visites faites à des connaissances, les promenades dans la ville le soir, après la journée faite, les dimanches et les jours de fête, et surtout l'entretien du jardinet, et c'est tout, ou à peu près. L'ouvrier quitte rarement son logis en dehors des heures de travail.

L'hygiène des familles de cet ordre est assez rudimentaire. Sans doute, l'aspect du logis et de ses occupants indique une préoccupation de soin et de propreté qui s'aperçoit tout d'abord. Mais de là au raffinement il y a loin, et d'ailleurs il serait difficile de demander beaucoup plus à des gens qui côtoient de si près la misère. Il est évident en outre que, en cas de maladie un peu grave, il faudrait recourir à l'hôpital pour se procurer les soins nécessaires, sinon il deviendrait indispensable de se priver davantage encore pour payer le médecin et le pharmacien. Or, il est bien certain que, même quand tout le monde se porte bien, on doit mesurer très juste à chacun la nourriture pour arriver à joindre les deux bouts. Ajoutons immédiatement que le chef de famille fait partie de diverses associations de secours mutuels, dont il tirerait quelques subsides en cas de maladie. La première est le *Monte pio de Nossa Senhora dos Remedios* [1]; moyennant une cotisation de 60 reis (33 centimes) par semaine, l'ouvrier gravement malade reçoit 160 reis (90 centimes) par jour, les soins médicaux, ainsi que les médicaments, et, en cas de décès, les frais d'inhumation sont à la charge de la société. La seconde est une association ouvrière : *A Voz do Operario,* à laquelle Antonio paie une cotisation hebdomadaire de 20 reis (11 centimes), ce qui lui donne le droit d'être porté au cimetière sur le char funèbre de la société et assure dans ce cas à sa famille un léger secours, 6 milreis (32 fr. 50); sa femme et ses enfants auraient

1. Cette société reçoit des membres des deux sexes, divisés en deux classes : 1° de 14 à 50 ans; 2° de 50 à 65 ans. Le droit d'entrée est de 240 reis (1 fr. 40), et la cotisation mensuelle de 240 reis (1 fr. 40) pour la première classe, 120 reis (70 centimes) pour la seconde. Les secours varient entre 160 et 80 reis par jour, selon la gravité du cas.

également droit aux honneurs funéraires. Ce sont là de bien faibles appuis, et les seuls sur lesquels l'ouvrier peut compter en dehors de la charité publique. Le petit effort pécuniaire qu'on exige de lui en échange : 260 reis (1 fr. 43) par mois en tout, représente un notable esprit de prévoyance, qui probablement s'élèverait jusqu'à l'épargne, si les ressources de la famille n'étaient pas si étroitement limitées.

La société ouvrière dont nous venons de parler, fondée en 1879, et reconstituée en 1904, est intéressante à titre de tentative d'auto-patronage mutuel, faite par les travailleurs eux-mêmes. Son titre complet indique bien son but : *Société d'instruction et de bienfaisance « la Voix de l'Ouvrier »*. Elle se propose spécialement de fonder une ou plusieurs bibliothèques, ainsi que des cours, ouverts dans la journée et le soir; d'acquérir un immeuble destiné à être le siège de la société; de venir en aide à ses membres et à leurs familles; enfin, de continuer la publication du journal hebdomadaire *A Voz do Operario*, qui a pour but de répandre parmi les ouvriers des renseignements utiles et des informations sommaires sur la vie publique du pays; la rédaction s'attache principalement à vulgariser les idées de coopération et de mutualité. Ce journal, tiré à plus de 30.000 exemplaires, est lu dans un grand nombre de familles et constitue un moyen de propagande d'une importance réelle. Nous avons dit plus haut le chiffre de la cotisation, et la nature des secours fournis par la société au moment du décès de ses membres. On se préoccupe surtout ici, en effet, de rendre aux camarades, à leurs femmes et à leurs enfants des honneurs funèbres, auxquels ces gens tiennent beaucoup, et d'assurer à la famille dont le chef vient de disparaître un viatique qui lui permet de traverser les premiers jours et de chercher un moyen de se retourner. Peut-être pourrait-on trouver dans une telle institution le germe d'une combinaison plus complète donnant aux ouvriers une sécurité qui leur manque actuellement. Mais, pour obtenir ce résultat, il faudrait qu'il y eût coopération entre patrons et ouvriers.

Comme un grand nombre de Portugais élevés à la campagne,

Antonio est complètement illettré. Sa femme et ses filles ont au contraire fréquenté l'école et savent lire et écrire; de temps en temps, elles lisent à haute voix un journal populaire, ou quelque médiocre roman publié par livraisons; il leur arrive bien rarement d'écrire une lettre. Néanmoins, on comprend dans cette famille l'utilité de l'instruction; les grandes sœurs ont commencé celle du jeune Manuel, qui entrera cette année à l'école privée ouverte par la *Voz do Operario*, moyennant un écolage de 100 reis (55 centimes) par mois. Il y recevra non seulement l'enseignement, mais encore les fournitures scolaires. Cette école a la réputation de faire travailler les enfants plus et mieux que l'école communale; elle les conduit jusqu'aux examens primaires du 1er et du 2e degré, qui procurent un certificat d'études.

Parents et enfants ont été élevés dans la religion catholique, mais ils ne la pratiquent plus, ni comme culte privé, ni comme culte public. Ils ont perdu l'habitude de la prière et abandonné toute pratique extérieure, en conservant toutefois des sentiments de moralité; aussi, leur conduite est régulière.

Les familles ouvrières de Lisbonne sont assujetties à toute une série d'impôts. Elles paient d'abord une taxe directe sur le loyer, dont le taux nominal est fixé au dixième; en fait, cette proportion n'est jamais atteinte. Dans le cas présent, l'impôt est d'environ 4.500 reis, soit à peu près 24 fr. 75, obligation déjà lourde pour un si modeste budget. En outre, l'ouvrier supporte sa part des nombreux impôts indirects qui frappent toutes les consommations, et qui atteignent au moins 6 % de la valeur des objets, et souvent bien davantage. Nous ne croyons pas exagérer en estimant à 100 francs environ, soit à peu près 7 % de son revenu total, les charges publiques qui pèsent sur cette pauvre famille. L'excès est évident, et l'on peut dire que, dans ce cas, l'impôt est véritablement prélevé sur la subsistance même des gens qui le paient, ce qui entraîne certainement une réduction notable à la fois dans la puissance productrice et dans la capacité de consommation de la classe inférieure.

Le service militaire est, en principe, obligatoire depuis 1887. Mais comme on n'appelle sous les drapeaux qu'un contingent

réduit[1], un bon nombre de jeunes gens échappent à l'obligation, soit parce qu'ils ont amené au tirage au sort un numéro élevé, soit parce qu'ils ont payé au Trésor une prime de remplacement. Une loi de 1901 a fixé à trois ans la durée du service actif dans l'armée de terre, mais ce temps peut être réduit à deux ans pour les hommes suffisamment instruits, et même à cent jours pour les très bons tireurs. Antonio n'a fait que six mois de service militaire, mais il a payé à l'État une somme de 50 milreis (275 francs).

Bien que cette famille soit établie au milieu d'une grande ville, elle vit dans un état d'isolement social à peu près complet. Nous avons constaté que ses deux points d'appui extérieurs sont les deux sociétés de secours mutuels. Nous savons aussi que ses relations de famille et d'amitié sont à peu près nulles. Il en est de même avec le voisinage. Les autres étages de la maison sont occupés par des *Gallegos* ou Galiciens d'Espagne immigrés dans la capitale portugaise. On trouve aussi dans cette catégorie des individus venus de l'extrême nord du Portugal. Ces gens, issus de populations montagnardes et rurales de formation nettement communautaire[2], sont poussés à l'émigration temporaire par la pauvreté de leur sol, et ils se répandent dans les régions avoisinantes, tout à fait comme les Auvergnats et les Savoyards français, pour exercer une foule de petits métiers. Dans leur désir de gagner leur vie, rien ne les rebute, et ils acceptent les travaux les plus pénibles et les plus grossiers. A Lisbonne, ils se chargent de toutes les corvées que les Méridionaux trouvent trop pénibles ou trop humiliantes. Ils sont débardeurs, portefaix, terrassiers, commissionnaires et cireurs de bottes, charbonniers, domestiques, etc. Les voisins d'Antonio sont, l'un ouvrier jardinier, l'autre marchand de charbon. Ils ont une famille et logent en outre des compatriotes. Tout ce monde vit entassé dans une promiscuité et une malpropreté qui

1. Environ 16.000 hommes pour l'armée de terre, et un millier de marins pour la flotte.

2. V. dans la première partie ce que nous disons des paysans du Barroso (Tras os Montes), et dans *Les Ouvriers européens*, t. V, p. 249, une curieuse monographie de paysans galiciens.

excitent à juste titre le dégoût chez notre maçon. Sa femme raconte que, chez le charbonnier, cinq personnes couchent dans la même chambre, et elle se plaint amèrement de l'état de malpropreté dans lequel ces gens laissent l'escalier. On pense bien que la famille d'Antonio ne tient pas à fréquenter des voisins si frustes et si mal appris. A vrai dire, ceux-ci n'ont guère le temps de causer. A force de travail, de privations et d'économie, ils réussissent à épargner quelque argent. On les voit alors s'établir dans un petit commerce : épicerie, débit de boissons, gargotes ou hôtels garnis, etc. ; parfois, ce sont des entreprises interlopes : prêts sur gage à la petite semaine (à raison de 25 % l'an), exploitation des enfants par la mendicité ouverte ou plus ou moins dissimulée, etc. [1]. Au cours de ce second stade, ils augmentent leur magot; beaucoup retournent alors au pays pour rentrer dans leurs familles et redevenir paysans. Quelques-uns demeurent à la ville, élargissent leur cercle d'opérations et font fortune.

On aperçoit dans cette situation deux phénomènes intéressants et d'ailleurs bien connus. D'abord, les communautés réduites de la montagne envoient au loin des émigrants que la nécessité a rendus laborieux et prévoyants. Ensuite, ces émigrants d'origine communautaire, obligés par les circonstances à montrer une certaine initiative, ne sont cependant pas aptes à la développer beaucoup, et sont maintenus par l'effet de leur formation dans une situation inférieure, à de rares exceptions près. Ils profitent en somme des avantages d'une éducation organisée, mais celle-ci est insuffisante pour les élever au-dessus d'un certain niveau.

Si Lisbonne renferme beaucoup d'étrangers, dont la collaboration contribue à développer son activité commerciale et industrielle, la capitale envoie aussi des émigrants au dehors. Ils se rendent principalement au Brésil, où le nombre des Portugais ayant conservé leur nationalité est évalué à 220.000.

En ce qui concerne la vie publique, Antonio y reste com-

1. Ce dernier fait est surtout imputable aux Castillans, qui se font aussi volontiers colporteurs.

plètement étranger. En effet, selon la constitution portugaise, tous les pouvoirs sont exercés par délégation, c'est-à-dire par l'intermédiaire de représentants élus. Or, notre maçon n'est électeur ni pour le conseil communal ni pour la chambre des députés. Cela tient à ce qu'il ne prend aucun souci de son inscription sur les listes électorales.

Le type de famille que nous venons de décrire représente à peu près la moyenne des ouvriers du bâtiment dans la capitale. Toutefois, sa situation est plutôt un peu meilleure que celle de la plupart des familles analogues, d'abord parce que le père est un homme sobre et rangé, et ensuite parce que sa femme et ses filles, économes et laborieuses, contribuent dans une large mesure au bien-être du ménage. Et cependant, nous avons constaté combien la vie de ces pauvres gens est étroite et comment elle confine constamment à l'état de misère, où le moindre accident suffirait à les précipiter. Antonio est relativement jeune, il peut espérer que son travail le fera vivre durant un bon nombre d'années encore. Mais rien ne permet de prévoir pour lui la possibilité de réaliser des économies. Aussi, bien qu'il vive avec régularité, la vieillesse le trouvera dépourvu de toute ressource. Si ses enfants sont alors en état de l'aider, il achèvera tranquillement ses jours. Mais dans le cas contraire, il connaîtra la vraie misère au moment où elle est le plus difficile à supporter. On sent immédiatement la douloureuse incertitude d'une telle existence, et on comprend du même coup la nécessité de faire quelque chose pour corriger cette incertitude. A qui appartient-il de le tenter? Aux intéressés avant tout, c'est-à-dire aux patrons et aux ouvriers. S'ils ne savent pas prévoir cette nécessité et s'entendre pour y pourvoir, on verra sous peu les politiciens s'emparer de la question pour essayer de la résoudre à leur manière, c'est-à-dire par des combinaisons artificielles, compliquées et coûteuses.

V. — MAITRE CHARPENTIER DE LISBONNE.

L'exemple que nous venons d'exposer représente bien la condition de la généralité des ouvriers du bâtiment à Lisbonne, et nous avons dû constater que cette condition n'est pas satisfaisante, surtout par l'effet de la cherté relative des logements et de la nourriture. Cependant, quelques-uns d'entre eux, bien servis par leur intelligence, par leur énergie, et aussi par les circonstances, réussissent à émerger de la masse salariée et à s'élever jusqu'au patronat. Tel est le cas pour les deux types que nous allons décrire. Le premier est un *maître charpentier* (petit patron), ancien compagnon qui a su trouver le moyen de s'établir, voici comment [1].

Joao Miguel da Cruz, âgé de 42 ans, est né à Ancora, province de Minho. Son père était maçon, mais notre homme préféra devenir charpentier. Il apprit son métier dans le nord, puis vint à Lisbonne, où le travail abondait. Il a eu deux frères, aujourd'hui décédés. Sa femme, Amelia dos Anjos, âgée de 36 ans, née à Carvalhal da Loiça, concelho de Ceia (Basse Beira), est la fille d'un ouvrier maçon, comme son mari. Le ménage n'a point d'enfants. Il est évident que ce fait lui a facilité les choses en réduisant ses dépenses nécessaires.

Da Cruz a débuté comme compagnon charpentier; puis, profitant adroitement de l'occasion favorable, il prit à son compte de petits travaux, réalisa quelques bénéfices, et augmenta l'importance de ses affaires, si bien qu'il est devenu entrepreneur de bâtisse. Il emploie actuellement huit ouvriers : deux charpentiers, cinq maçons, un tailleur de pierres. Ces ouvriers sont payés de 4 fr. 40 à 4 fr. 95 par jour. Le patron, ayant un courant d'entreprises assez régulier, les garde presque toute l'année.

1. Précis recueilli avec l'obligeante collaboration de M. A. Braamcamp de Matos, à Lisbonne.

La femme s'occupe exclusivement de son ménage, qu'elle tient elle-même, sans l'aide d'aucune servante.

Les époux da Cruz louent, dans une vieille maison de la rua Diario de Noticias, n° 44, un modeste logement de trois pièces et une cuisine; encore une des chambres à coucher est-elle sous-louée à un jeune homme pour 6 francs par mois. La maison est proprement tenue, mais comme le propriétaire se refuse à toute réparation, l'aspect des lieux n'est pas très gai, bien que l'air et la lumière n'y manquent pas. Le loyer de l'appartement n'est que de 36 milreis, ou environ 200 francs par an. Si on en déduit la sous-location, soit à peu près 72 francs par an, on voit que le ménage est logé pour 128 ou 130 francs à peu près. C'est un loyer fort modeste pour des gens qui sont relativement aisés, et ce fait atteste leur esprit d'économie.

Le mobilier qui garnit ce logis est simple, mais très soigneusement entretenu. La pièce qui donne sur l'escalier, et qui sert de salon, est meublée d'un canapé d'osier tressé, de deux chaises, d'une petite commode, de deux coffres à linge, et d'une machine à coudre. La commode porte quelques bibelots sans valeur, et les parois sont ornées de deux horloges et de photographies encadrées. Une lampe à pétrole est posée sur la table. Dans la chambre à coucher du ménage se trouvent un grand lit en bois, une armoire, une table, deux chaises, un lavabo en fer; des miroirs sont suspendus aux murs, et le lit est recouvert d'une cretonne imprimée. La seconde chambre contient un lit de fer, une table portant une lampe à pétrole, une malle; cette chambre est louée, ainsi que nous le disons plus haut. La cuisine est garnie d'un fourneau de fonte, de deux tables et de deux bancs de bois, d'ustensiles en fer battu et en terre, de la vaisselle et de la verrerie indispensables. C'est là que les époux prennent leurs repas.

Le ménage est pourvu largement du linge et des vêtements nécessaires. En outre, selon l'usage général, une partie des économies réalisées a été convertie en bijoux. M^me^ da Cruz et son mari montrent, non sans fierté, une chaine et deux montres en or, deux montres en argent, une pièce de dix milreis (55 fr. 50)

— chose devenue bien rare dans le pays, — neuf bagues, trois paires de boucles d'oreilles, trois épingles de cravate, une paire de boutons de manchettes, un bouton de plastron, une chaîne de cou, le tout en or. La valeur totale des bijoux est évaluée par da Cruz à 750 francs, celle du linge et des vêtements à 500 francs; le mobilier vaut environ 350 francs, et l'outillage dont l'entrepreneur a garni son chantier, situé dans un faubourg de la ville, est estimé par lui-même à 750 francs à peu près. Le total représente une somme de 2.350 à 2.500 francs environ.

Comme da Cruz travaille personnellement avec ses ouvriers, il gagne d'abord un salaire quotidien auquel il faut ajouter le bénéfice qu'il réalise par ses entreprises. Mais il est impossible d'évaluer exactement son gain, car sa comptabilité est fort sommaire. Il estime son salaire normal à 1.200 ou 1.500 reis (6 fr. 65 à 8 fr. 25) par jour, mais c'est là un chiffre très élevé pour Lisbonne, et il est évident que les deux éléments : salaire et profit, sont ici plus ou moins confondus. Il est probable que le revenu moyen du ménage dépasse 4.000 francs par an.

Le maître-charpentier ne dépense pas beaucoup pour son loyer, mais il se nourrit confortablement. Le matin, dès 6 heures, premier déjeuner avec pain, beurre et café; à midi, déjeuner solide, composé d'une soupe, d'un plat de viande ou de poisson frit, d'un plat de légumes; le repas du soir est à peu près analogue à celui de midi, mais un peu moins copieux. Pour montrer la différence de cette alimentation avec celle des ouvriers déjà décrits, il suffira de dire que ce ménage de deux personnes consomme 5 kilos de viande par semaine, et 14 litres de vin, sans parler du reste.

Il en est de même pour les dépenses d'entretien. Da Cruz et sa femme s'habillent très convenablement. En outre, ils s'offrent de temps en temps une petite distraction : courses de taureaux ou théâtre; mais ces plaisirs coûteux sont plutôt rares. En général, on se contente de la promenade, ou bien l'on fait visite à des amis. De temps en temps une fête de famille : mariage ou baptême, fournit une occasion de s'amuser honnêtement.

Somme toute, le chapitre des distractions ne grève pas lourdement le budget.

En résumé, ces bonnes gens ont toujours vécu avec régularité et modération, ce qui leur a permis de réaliser des économies. Aujourd'hui, ils ne manquent de rien parce que, grâce à l'initiative et à l'esprit d'entreprise du mari, ils ont su se créer une bonne position. Mais leurs débuts n'ont pas été si commodes: ils ont dû alors se priver plus d'une fois pour joindre les deux bouts, ou pour réaliser leurs premières économies. Leur effort a du moins été récompensé; da Cruz est aujourd'hui bien lancé. Il est connu et apprécié; ses fournisseurs lui accordent un crédit suffisant; il a en banque un dépôt de plus de 1.000 francs qui forme son capital roulant. Sa santé est excellente, il est dans la force de l'âge, et l'avenir lui apparaît riche de promesses. C'est un ouvrier en plein développement, ou plutôt, c'est déjà un patron en voie d'atteindre la fortune.

Au point de vue de l'hygiène, le ménage montre une excellente tenue. Le petit logement est parfaitement propre et sain; la cuisine est munie d'un évier, chose rare dans les maisons de ce genre. Les soins du corps laissent également peu à désirer. On reconnaît là un sentiment de respectabilité très accusé.

Da Cruz n'a jamais recherché aucun appui extérieur, pas même celui des associations mutualistes. Il n'appartient à aucune d'entre elles et, d'ailleurs, il est aujourd'hui en mesure de se suffire pleinement à lui-même.

Il a fréquenté jusqu'à douze ans l'école primaire, où il a appris à lire, écrire et compter. C'est là tout son bagage intellectuel. Son succès provient donc avant tout de son caractère, de son intelligence et de sa capacité professionnelle. Sa femme n'a appris à lire que tard, et ne sait pas grand'chose. Les deux époux sont catholiques et montrent du respect pour la religion. A l'occasion : mariages, baptêmes, obsèques, ils vont à l'église et assistent aux offices sans aucune répugnance; mais, en fait, ils ne pratiquent pas, sous le prétexte que le temps leur manque. En réalité, l'esprit religieux les a abandonnés.

En ce qui touche les charges publiques, on peut dire qu'elles

pèsent assez lourdement sur notre petit entrepreneur. Il supporte un certain nombre d'impôts directs : taxe locative, timbre, taxe industrielle, etc., et les impôts indirects le frappent en raison de sa consommation. Il acquitte au moins 300 francs tant à l'État qu'à la commune. Assujetti au service militaire, il a pu s'en dispenser en payant un remplaçant. Il s'est associé pour cela avec deux autres conscrits, et a versé pour sa part 54 milreis (300 francs).

Au point de vue de la vie publique, nous observons que da Cruz est électeur municipal et politique. Mais le fait d'émettre un vote de loin en loin ne l'intéresse que médiocrement. Ce qu'il réclame avant tout, c'est la tranquillité nécessaire pour que les affaires marchent régulièrement et lui apportent du travail.

Bien qu'il y ait à Lisbonne beaucoup d'ouvriers étrangers, on ne les rencontre pas en grand nombre dans l'industrie du bâtiment. Notre entrepreneur n'en emploie pas actuellement. En sens contraire, sa famille a fourni une recrue à l'émigration. Un de ses frères est allé tenter la fortune au Brésil comme peintre en voitures. Mais, ayant médiocrement réussi, il revint mourir au pays sans avoir réalisé ses espérances. Le fait n'est d'ailleurs pas rare, et pour « un brésilien » qui revient avec une fortune plus ou moins ronde, beaucoup d'autres périssent misérablement ou rentrent sans sou ni maille. Mais on ne tient pas compte des insuccès, tandis que l'on remarque avec envie les villas et les équipages de ceux qui ont su trouver le chemin de la réussite.

VI. — PLOMBIER-INSTALLATEUR (PETIT PATRON DE LISBONNE.

Voici un second exemple pris dans une autre profession, et dans des circonstances très analogues. Toutefois, l'ouvrier dont il s'agit ici en est encore à ses débuts comme petit patron, fait qui va nous permettre de saisir sur le vif toutes les difficultés d'une pareille évolution. Il appartient à la catégorie des

plombiers-installateurs, qui établissent dans les bâtiments les conduites d'eau et de gaz, les salles de bain, etc. [1].

Paulo Tavares est un brave ouvrier plombier qui, âgé aujourd'hui de 35 ans, a réussi par ses seules forces à se créer une position indépendante, nous verrons tout à l'heure comment. Il est né à Nesespeira, concelho de San Pedro do Sul, dans la province de Beira Alta, c'est-à-dire dans le nord du pays. Son père était un ouvrier rural, qui eut six enfants : quatre fils et deux filles. Paulo ne voulut point rester aux champs et demanda à apprendre un métier. On le plaça comme apprenti chez un plombier du chef-lieu, où il resta trois ans en cette qualité. Payé d'abord 80 reis (44 cent.) par jour, il vit son salaire augmenter peu à peu jusqu'à 160 reis (88 cent.). Devenu ouvrier, il travailla dans différentes villes ; puis, à peine âgé de dix-sept ans, il se rendit à Lisbonne, où il entra dans une grande maison d'installation du bâtiment, occupant 300 ouvriers. Tavares étant resté plusieurs années dans cet atelier, il y devint contremaître, ce qui lui valut à la fois un travail régulier et un bon salaire. Malheureusement pour lui, la maison ayant été fermée, il se trouva brusquement sur le pavé. Il lui eût été facile de trouver de l'emploi dans une autre entreprise du même genre. Mais comme il était actif et intelligent, il préféra s'établir comme petit patron. La chose n'était pas aisée, car il fallait avec de minces économies, et des relations extrêmement restreintes, organiser un atelier, trouver une clientèle, faire les avances indispensables, et assurer la vie de son ménage. Car, dans l'intervalle, Tavares s'était marié avec la fille d'un maçon de Lisbonne, Zulmira Marques, âgée aujourd'hui de 24 ans. Ils ont eu un bébé, Joel, qui a 2 ans.

Actuellement, notre plombier occupe, moyennant un loyer annuel de 375 francs, dans la *rua do Arco do Limoeiro*, un atelier qui donne sur la rue par une large porte, seule et unique ouverture du local. En outre du patron, qui travaille sans relâche, deux ouvriers et deux apprentis sont employés à monter des installations

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

pour l'eau et le gaz, à monter et à réparer des appareils sanitaires de toute espèce. Le salaire des ouvriers est de 900 reis (5 fr.) pour une journée de dix heures; bien souvent Tavares la prolonge pour lui-même et ne quitte son atelier que vers 9 heures. Actuellement le travail ne manque pas; mais pour soutenir la concurrence des grandes maisons, il faut accepter des prix très bas et se contenter d'un bénéfice minime. Aussi, le plombier assure qu'il est obligé de se donner beaucoup de peine, tout en gagnant moins qu'à l'époque où il était contremaître. Mais il espère qu'à force d'énergie et de persévérance, il élargira sa clientèle, augmentera ses bénéfices et réussira à se faire une bonne position. Cette belle confiance en l'avenir est assurément une force qui soutiendra efficacement Tavares dans la rude tâche si hardiment entreprise. Mais, pour le moment, il en est encore à ses débuts comme patron et ne s'élève guère au-dessus de la condition d'ouvrier. Toutefois, il sent déjà peser sur ses épaules les obligations, les charges, les initiatives du patronat, et son caractère en est développé et renforcé. Malheureusement, il ne dispose que de faibles moyens et se trouve par là à la merci d'un accident, par exemple d'une crise paralysant les travaux du bâtiment pendant une période un peu prolongée. Il est vrai que, dans ce cas, il congédierait ses ouvriers, et ferait lui-même, aidé par ses apprentis, les travaux qu'il pourrait encore trouver.

Le plombier occupe, au troisième étage d'une maison de la *rua Direita de Graça*, un logement composé de trois pièces et d'une cuisine, orienté à l'est, clair et aéré. Le loyer est de 36 milreis (200 fr.) payables en deux termes. Le logis est garni d'un modeste mobilier ainsi composé : dans la chambre à coucher, un grand lit de fer et un petit pour le bébé, un lavabo, une table de nuit, un bidet; dans la seconde pièce, qui sert de bureau, se trouvent un secrétaire en acajou, un guéridon, six chaises, une horloge et des portraits encadrés suspendus au mur; dans la troisième pièce on voit une machine à coudre, une commode, un coffre, un tub; la cuisine contient une table et trois bancs de bois, un fourneau portatif, la

vaisselle et les ustensiles indispensables. Le tout est estimé environ 425 francs. Quant à l'outillage de l'atelier, il vaut à peu près 3.400 francs, et l'achat de ce matériel a absorbé toutes les économies de l'ouvrier.

L'alimentation du ménage, bien qu'elle témoigne d'une grande sobriété, est cependant déjà meilleure que celle des ouvriers en général. Le matin, le mari se contente d'une tasse de lait, la femme prend du café, du pain et du beurre; à midi, on mange une soupe, un plat de viande ou de poisson avec des légumes; le repas du soir est plus ou moins analogue au déjeuner. La dépense hebdomadaire est évaluée à 36 fr. 40, ce qui représente une dépense d'environ 1.900 francs pour l'année entière. Il faut y ajouter le loyer : 200 francs; les frais d'entretien : environ 350 francs; les menues dépenses, évaluées à 40 ou 50 francs; les cotisations payées à diverses sociétés dont il sera question tout à l'heure : 246 francs. Le tout forme une somme globale de 2.746 francs, qui représente le budget courant du ménage. Notre petit entrepreneur pourvoit aux dépenses de ce budget au moyen des profits que lui procure son atelier. Il estime à 1.000 francs par mois environ le produit brut de ses ventes d'appareils et autres fournitures; mais il faut ajouter au profit net réalisé la rémunération des travaux exécutés, travaux dont Tavares fait lui-même une bonne partie. Son revenu comprend donc deux éléments : salaire et bénéfice. Faute d'une comptabilité détaillée, il n'est pas possible d'en établir exactement le chiffre. Mais comme ce brave homme, loin de faire des dettes — il paie tout au comptant ou à court terme, — réussit au contraire à fournir les avances indispensables dans toute affaire, on peut être certain qu'il gagne net au moins 3.000 francs, et probablement davantage. Il est donc en bonne voie pour arriver à l'aisance, si aucun accident ne l'arrête en route. Sa santé n'est malheureusement pas excellente; il se croit même phtisique, bien que le médecin le déclare plutôt cardiaque. Sa femme et son enfant se portent bien, et comme ces gens se nourrissent convenablement, se tiennent proprement et occupent un logement sain et aéré, il est permis d'espérer

que la maladie du chef de famille ne viendra pas les arrêter dans leur développement.

Nous avons déjà constaté que Tavares s'est élevé par son seul effort, sans bénéficier d'aucun appui extérieur. Cependant il a senti le danger d'un isolement complet, et l'esprit de prévoyance, qui a été pour lui un si puissant élément de succès, l'a poussé à entrer dans plusieurs associations mutualistes ou coopératives. Il fait partie de trois sociétés de secours mutuels (maladie et invalidité), de deux sociétés coopératives de consommation, d'une société de récréations, enfin d'une société de bienfaisance. Sa femme est membre d'une société de secours mutuels et d'une coopérative. Nous avons noté plus haut qu'ils paient ensemble sous la forme de cotisations à ces divers groupements la somme considérable de 246 francs par an. Le type de la société de secours mutuels s'est présenté déjà dans les monographies précédentes; il ne diffère pas sensiblement des institutions analogues organisées dans les autres pays. Les coopératives de consommation, très prospères à Lisbonne, sont connues dans cette ville depuis assez longtemps déjà. La *Caisse économique ouvrière*, fondée en 1876, est dans sa 33e année d'existence, et si ses débuts ont été difficiles, sa situation est actuellement florissante. D'après ses statuts, elle pratique à la fois au profit de ses membres l'approvisionnement et le crédit mutuel. Elle compte à peu près 1.700 participants, avec un mouvement d'affaires d'environ 170.000 francs. Les bénéfices sont répartis entre les membres sous forme d'actions; Tavares possède un de ces titres. Les associés peuvent déposer leurs économies en compte courant portant intérêt, ou bien au contraire demander des prêts pour lesquels ils doivent présenter deux cautions faisant partie de la société. Ces institutions, fort intelligemment administrées par les ouvriers eux-mêmes, marchent avec beaucoup de régularité et de succès.

Les associations récréatives ne sont pas rares en Portugal. Ordinairement elles louent un local, de préférence avec jardin, où les associés se réunissent pour causer, jouer aux cartes, aux boules, etc., faire de la musique instrumentale ou chorale, ou

jouer la comédie. Elles organisent de temps en temps des concerts, des soirées familières, des bals, des excursions à la campagne, etc. On ne boit pas dans les réunions de ce genre. Ces associations sont tantôt exclusivement laïques, et tantôt placées sous le patronage du clergé.

Tavares et sa femme savent lire, écrire et compter. La femme a puisé son petit bagage intellectuel dans une école publique gratuite. Le mari, parti complètement illettré de son village, a appris seul, à force de patience et de persévérance. Cette énergie laborieuse explique le succès obtenu par l'ouvrier, qui doit tout à la fermeté de son caractère, à son travail et à son esprit d'économie. Au point de vue religieux, bien que Tavares et sa femme soient catholiques d'origine, ils ont abandonné toute pratique, se sont mariés civilement et n'ont pas fait baptiser leur enfant. Le mari déclare que la religion n'est qu'un ensemble de rites inutiles et qu'il suffit de suivre l'enseignement du martyr auquel on a donné le nom de Christ, c'est-à-dire de ne faire du mal à personne.

En ce qui concerne les charges publiques, ce petit entrepreneur devra payer un impôt direct d'une quarantaine de francs au moins — il n'a pas encore été taxé — et en outre les impôts indirects qui ne sont certainement pas inférieurs à la somme de 125 francs. Tavares n'a pas fait de service militaire. On l'a exempté pour une inaptitude physique. Il est électeur municipal et politique.

L'exemple de cet ouvrier montre bien que, en passant par la condition d'artisan petit patron, les ouvriers appartenant à certains métiers peuvent s'élever par leur propre effort, lorsqu'ils sont bien doués au point de vue du caractère, et bien préparés professionnellement. Mais ce cas ne peut être, et n'est en effet qu'une exception rare, d'abord parce que les ouvriers pourvus de toutes les qualités nécessaires : intelligence, volonté, capacité, audace, esprit d'épargne, sont eux-mêmes peu nombreux; ensuite, les professions et industries ne se prêtent pas toutes à de tels commencements. Le métier de plombier-installateur est précisément un des plus favorables à cet égard;

en effet, avec un matériel peu considérable et un faible capital, un artisan qui travaille de ses propres mains, peut facilement s'engager dans de petites entreprises, puis étendre peu à peu son champ d'action et finalement, s'il est assez capable, devenir un grand entrepreneur ou même un grand fabricant. Mais, répétons-le bien, ce ne peut être là que le fait d'une élite restreinte, dont le succès très légitime, mais sporadique, laisse dans son infériorité souffrante la masse de la classe ouvrière. Pour apporter un remède efficace à cette situation, il faudrait que la classe moyenne sût donner au travail une plus grande activité, que les charges fiscales fussent réduites pour diminuer le prix de la vie, enfin que les ouvriers apprissent à s'organiser pour défendre avec une énergie sage et mesurée leurs intérêts collectifs. Ce programme si vaste, bien qu'il tienne en peu de mots, n'est d'ailleurs pas spécial aux industries du bâtiment. Il s'impose également à toutes les autres, ainsi que nous allons le voir.

II

LA PETITE INDUSTRIE ET LES ARTISANS

La fabrication à la main, sa situation actuelle. — Les artisans et les ouvriers en province. — Le travail à la main dans les grandes villes. — Les petites industries de luxe à Lisbonne et à Porto. — Décadence du travail à la main. — Les petits métiers urbains. — Condition générale de l'ouvrier de la petite industrie.

I. — SITUATION ACTUELLE DE LA PETITE INDUSTRIE.

La fabrication à la main, à domicile ou en petit atelier, n'a disparu nulle part, en dépit des progrès de la machine et de l'usine. C'est que, par sa simplicité, sa souplesse, sa facilité d'adaptation, elle répond encore à des besoins déterminés, auxquels elle donne pleine satisfaction, et qui la maintiennent en lui conservant une clientèle fidèle. Par exemple, le cordonnier de village, accoutumé au goût des gens de la campagne, souvent même aux nécessités spéciales d'une contrée, indispensable d'ailleurs pour les réparations, trouve encore le moyen de vivre à côté de la grande manufacture. On en peut dire autant pour le forgeron, le charron, etc. Bien plus, certaines industries demeurent attachées au petit atelier pour des raisons techniques. C'est ainsi que les spécialités où l'habileté de la main et le goût jouent un grand rôle, restent principalement entre les mains de petits fabricants, qui déploient, ainsi que leurs ouvriers, une adresse, une intelligence, un sentiment

artistique surprenants ; tels sont les orfèvres, les bijoutiers, et en général les fabricants d'articles de fantaisie, principalement dans les qualités fines et chères. Ceci revient à dire que le petit atelier et l'échoppe d'artisan gardent encore et garderont sans doute longtemps un rôle important à la fois par la diversité de la production et par le nombre des ouvriers qu'ils font vivre.

Cette importance, toutefois, n'est évidemment pas semblable dans tous les pays, ni même dans toutes les régions de chaque pays. Chez les nations où la grande industrie a pris tout son essor, l'article usiné à très bas prix remplace souvent dans la consommation le produit plus solide ou plus fin du petit fabricant. Celui-ci doit alors ou bien se spécialiser dans la production de luxe, ou bien devenir un simple réparateur employant ou revendant les produits de l'industrie mécanique, ou même abandonner la partie. Le Portugal se trouve actuellement dans une position intermédiaire. La grande industrie y fait évidemment des progrès, nous le constaterons tout à l'heure. Mais elle est encore bien loin de suffire aux besoins, en sorte que la fabrication à la main, tout en ressentant déjà, d'une façon assez pénible, les effets de la concurrence, conserve encore un large marché. Mais elle souffre dans plusieurs de ses branches, et son personnel ouvrier éprouve naturellement le contre-coup de cette crise irrémédiable. Jusqu'à présent, elle n'a pas causé des troubles bien visibles, parce que l'évolution a été lente. Mais la difficulté n'en existe pas moins, et elle s'aggravera en proportion de l'extension du machinisme. Il serait bon de profiter des expériences faites dans les pays plus avancés, pour étudier et prendre les mesures susceptibles de faciliter la transition. On éviterait par là des misères, des souffrances et des désordres dont nous avons pu déjà constater certains symtômes[1]. Nous en retrouverons dans ce chapitre un écho douloureux.

Dans les études qui vont suivre, nous exposerons la condition

1. V. plus haut, dans la troisième partie de ce travail, les observations relatives à l'industrie des conserves de poisson.

actuelle d'un certain nombre d'ouvriers et d'artisans appartenant à divers métiers, et dont la physionomie est suffisamment caractéristique. Nous ajouterons, en terminant, quelques observations complémentaires, propres à bien fixer les idées sur les dangers de la situation actuelle et les moyens les plus simples, les plus naturels, de les prévenir et d'en atténuer les effets.

II. — LE LIÈGE. BOUCHONNIER DE BARREIRO.

L'industrie du liège est actuellement très importante en Portugal, principal producteur de cette matière employée à tant d'usages différents. C'est un ouvrier bouchonnier que nous allons étudier. Il habite Barreiro, petite agglomération construite en face de Lisbonne, dont elle est en quelque sorte un faubourg. C'est là que, après avoir traversé le large estuaire du Tage, on trouve la tête de ligne des chemins de fer du Midi. Ses quelques centaines d'habitants sont concentrés sur un étroit espace autour de la gare et du quai qui sert de débarcadère. Quelques usines ont été établies dans cette localité, mais l'industrie principale est celle du liège, qui donne naissance à un trafic très important. Elle a été développée en ce lieu, qui est un point d'embarquement pour l'exportation, surtout par des Israélites d'origine allemande.

En parlant de la situation de l'agriculture dans les provinces méridionales, nous avons eu l'occasion d'indiquer les particularités intéressantes de la culture et de l'exploitation du *Quercus suber*. Nous nous bornerons ici à esquisser les effets de la fabrication du produit principal extrait de la précieuse écorce : le bouchon. Disons immédiatement que l'industrie bouchonnière n'est pas concentrée à Barreiro. On trouve des ateliers plus ou moins importants disséminés dans toute la région méridionale, notamment à Evora, à Faro, dans les environs de Monchique, à Lisbonne, et aussi dans le nord, à Montalegre et à Bragança. Le travail se fait généralement à la main; cependant quelques

fabriques, surtout à Barreiro, sont munies de machines. Il arrive assez souvent que les maisons portugaises se bornent à dégrossir les planches de liège, pour les exporter ensuite, ou bien encore à tailler les matières en petits cubes de diverses grosseurs, expédiés ensuite à l'étranger pour y être transformés en bouchons. De même, les débris et rognures sont le plus souvent mis en balles et vendus au dehors pour la fabrication de certains matériaux de construction et aussi de poudres fines employées à divers usages. La valeur des produits ainsi exportés varie entre vingt et trente millions de francs par an; c'est une des branches capitales du commerce extérieur du Portugal.

Les ouvriers établis à Barreiro y forment une sorte de colonie de spécialistes du liège, parmi lesquels le métier passe de génération en génération. C'est dire que ces gens sont, en général, extrêmement habiles. Payés à la tâche, il fut un temps où tous ceux d'entre eux qui travaillaient bien et vite, gagnaient des salaires très élevés, presque fabuleux pour le Portugal. Les bouchonniers qui se faisaient jusqu'à 15 francs par jour n'étaient pas rares. Mais, aussi, ils vivaient pour la plupart sur un pied de véritable prodigalité. Bien que la vie fût bon marché à Barreiro, l'économie n'était pratiquée que par un petit nombre de ménages. Mais les mauvais jours sont venus. Les ouvriers se sont multipliés au moment même où les patrons introduisaient des machines anglaises et américaines très économiques. Dès lors les salaires ne pouvaient manquer de baisser, et ils ont été réduits, en effet. Les ouvriers, accoutumés à gagner beaucoup et à dépenser en proportion, ont protesté, se sont syndiqués, et ont organisé grève sur grève. La situation était fort difficile pour les patrons, qui se trouvent dans une assez large mesure à la merci de leurs ouvriers. Ceux-ci peuvent en effet, par une coupe plus ou moins adroite, réduire ou augmenter la quantité des déchets et, par suite, le prix de revient de la marchandise. Cependant, ils ont dû finalement subir la loi inévitable et se contenter de salaires plus modérés, qui d'ailleurs peuvent passer pour très avantageux, si on les

compare aux tarifs en usage dans les autres industries du pays.

Thomaz Campos est âgé de 30 ans; il a épousé, il y a quelques années, Maria Gertrudes, qui a maintenant 26 ans. Tous deux sont nés dans la localité, et ne l'ont jamais quittée. Leurs parents vivent encore, et ils ont autour d'eux une quantité de proches, souvent aussi ouvriers du liège. Le jeune ménage n'a encore qu'un enfant, José Pedro, âgé de 5 ans.

Campos est ouvrier bouchonnier, travaillant à la main dans la maison Herold et C^ie^, qui fait le commerce du liège en planches et en débris, ainsi que la fabrication des bouchons préparés ou finis. Il reçoit le liège en plaques d'épaisseur diverse, et, avec une lame mince et tranchante comme un rasoir, il y taille de petits cubes, dont il abat ensuite les angles pour leur donner une forme cylindrique ou légèrement conique. Ce travail est fait avec une régularité et une rapidité qui surprennent, et avec un outillage très réduit. Le salaire de Campos est variable, comme le travail lui-même. Lorsque le bouchon est demandé, l'ouvrier est occupé à la tâche et réalise de belles journées. Lorsqu'il doit coopérer, faute d'autre travail, à la préparation des planches, son gain descend à 900 r. (5 fr.) par jour. On peut estimer à 2.500 francs environ, chiffre moyen, le salaire annuel du bouchonnier. Sa femme n'y ajoute rien, parce qu'elle est absorbée par les soins du ménage. Dans ce faubourg, la nourriture n'est pas chère, et d'ailleurs on se contente d'une alimentation assez frugale, dont le pain, les pommes de terre, les pâtes, le poisson frais ou salé, les légumes, forment les éléments essentiels; la viande constitue un aliment plutôt exceptionnel. En revanche, on consomme assez largement le vin, le café, le sucre et le tabac. Les loyers sont, en général, peu élevés; Campos habite avec ses beaux-parents qui lui abandonnent deux chambres et une cuisine, moyennant la somme très minime de 2.200 r. (12 fr. 20) par an. L'ouvrier se trouve donc dans des conditions très favorables pour réaliser quelques épargnes; cependant il ne semble pas qu'il ait réussi à mettre de côté une réserve notable. La raison de cette imprévoyance se

trouve dans le fait que les ouvriers de cette catégorie sont grands amis du plaisir. Campos fait partie de diverses sociétés de récréation et va de temps en temps au théâtre à Lisbonne.

En outre de son salaire, notre bouchonnier reçoit de son patron un appui fort rare en Portugal ; en cas de maladie, il aurait droit, pendant deux semaines, à un secours de 380 r. (2 fr. 10), par jour, qui ensuite est réduit de moitié pendant une seconde période. En outre, les soins médicaux et les médicaments sont fournis, avec une petite indemnité quotidienne de 100 r. (0 fr. 55) par un *Monte pio* ou société de secours mutuels, moyennant une légère cotisation hebdomadaire. Campos jouit d'ailleurs d'une bonne santé et son fils aussi, mais sa femme souffre d'une maladie de foie.

Les deux époux savent lire et écrire. Ils ont appris à l'école paroissiale gratuite, que les enfants doivent fréquenter de six à treize ans. Ils sont catholiques d'origine, mais ils ont abandonné toute pratique, chose fréquente dans ce milieu.

Campos paie un impôt direct assez lourd : 7.500 r. (41 fr. 30), à titre de taxe industrielle, et, de plus, l'impôt paroissial, qui se monte à 100 r. (0 fr. 55). Il faut ajouter à cela les taxes indirectes dont sont grevés certains articles de consommation. L'ouvrier a obtenu sa libération du service militaire moyennant un versement de 150 milreis (832 fr. 50). Il est électeur politique et municipal au double titre de son instruction et du paiement de l'impôt direct.

Cette famille représente assez exactement le type du bouchonnier. Il faut noter seulement que, dans les familles nombreuses, on est obligé de restreindre le chapitre des distractions afin d'arriver à nourrir les petits. Mais le résultat final est à peu près le même. En dépit de ses gains élevés, l'ouvrier du liège est exigeant et indiscipliné. Dépensier, vivant au jour le jour, il n'a guère plus de sécurité que les travailleurs manuels moins bien payés.

Sa situation est d'ailleurs extrêmement menacée par l'introduction des procédés mécaniques, qui ne peuvent manquer de prévaloir si les fabricants veulent maintenir leur position. Sinon,

la concurrence des maisons étrangères restreindra de plus en plus leur champ d'action et le limitera à la simple préparation de la matière première. Nous retrouvons donc ici un état de choses identique à celui dont souffre les soudeurs de boîtes, et cela pour des raisons analogues.

L'ouvrier spécialisé voit la machine entrer en lutte avec lui, et il s'organise, non pas pour composer avec elle au mieux de ses intérêts, mais pour essayer de l'évincer. Là est son erreur. Il ne peut manquer d'être vaincu dans cette lutte inégale, soit qu'il accepte finalement une diminution de salaire en rapport avec la plus grande facilité de son travail, soit que son industrie disparaisse sous la pression de la concurrence extérieure. Les moyens artificiels préconisés parfois, comme l'interdiction d'exporter le liège brut ou en planches, ne suffiraient nullement à arrêter la marche de l'industrie. Ils aboutiraient seulement à restreindre la vente du liège portugais, au grand détriment de tout le monde.

III. — LA POTERIE. FAÏENCIER DE LISBONNE[1].

Parmi les plus anciennes industries du Portugal figure celle de la faïence qui, probablement, fut introduite dans le pays par les Hollandais[2]. Beaucoup de monuments publics et d'habitations particulières ont des parois revêtus d'*azulejos*, ou plaques de faïence décorées d'ornements, et parfois même de dessins dont l'exécution est remarquable. Cette fabrication a décliné, comme tant d'autres, au cours des deux derniers siècles, mais elle semble en voie de se reconstituer. Quelques bonnes fabriques produisent soit à Lisbonne, soit dans les provinces du nord, la majeure partie des articles communs utilisés dans le pays. Comme le Portugal possède d'excellentes matières premières : argiles,

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

2. Ou peut-être même par les Arabes, qui ont employé le même procédé d'ornementation.

kaolins, oxydes minéraux et sables siliceux, il serait tout naturel que l'on y établît d'importantes manufactures de poteries, ordinaires ou réfractaires, de faïence, de porcelaine ou de verrerie. Il faudrait pour cela de l'initiative, des capitaux, des connaissances techniques. Malheureusement ces trois éléments de succès sont trop rares. Les fabriques actuellement existantes sont peu nombreuses, d'une importance médiocre, dépourvues d'engins mécaniques, sauf exception rare, et limitent leur activité au marché national. Un type pris parmi les familles ouvrières qui vivent de cette fabrication, nous permettra de préciser ces indications générales.

Miguel Ferreira, âgé de 44 ans, sort d'une famille établie depuis longtemps à Lisbonne. Son père, né dans cette ville, était déjà potier-faïencier. Sa mère était originaire d'Evora (Alemtejo). Il a cinq sœurs, toutes mariées à des ouvriers de la capitale ou des environs. Sa femme, Léonarda Pina, 42 ans, est originaire d'Alcochete, où son père était matelot. Sa mère a servi comme nourrice dans une famille riche de la capitale, où Léonarda est venue elle-même comme servante. Suivant un usage répandu, le chef de cette famille a été son « parrain de noces », c'est-à-dire son témoin, honneur très recherché par les petites gens, d'autant plus qu'il leur vaut, en outre, quelque cadeau agréable. Elle a quatre sœurs, dont une est institutrice, et un frère, ouvrier tourneur. Les époux Ferreira ont deux enfants : une fille, Ilda, âgée de 19 ans, et un fils, Miguel, qui a 17 ans.

L'ouvrier travaille depuis longtemps comme tourneur en poteries dans une fabrique de faïences déjà ancienne, celle de M^me^ V^ve^ Lamego, qui occupe un assez nombreux personnel. Il remplit les fonctions de contremaître et surveille la fabrication. Son fils Miguel est employé dans la même maison comme peintre sur faïence. La mère travaille à domicile comme repasseuse, et la jeune fille exerce, dans un magasin de la ville, le métier de modiste. Ainsi, tous les membres de la famille sont en état de travailler et de contribuer à alimenter le budget du ménage. Ferreira reçoit un salaire quotidien de 1.200 reis (6 fr. 65) et en

outre, à titre de contremaître, une gratification mensuelle de 6 milreis (39 fr. 30). Cela représenterait pour lui un gain annuel de près de 2.500 francs, si le travail était régulier. Sa femme et sa fille, qui gagnent l'une et l'autre en moyenne, 300 reis (1 fr. 65) par jour, recevraient chacune environ 500 francs par an, si tout leur temps était occupé. Enfin, le fils, qui n'est pas encore sorti d'apprentissage, est payé 160 reis (0 fr. 90) par jour, ce qui, pour une année complète, représente à peu près 280 francs. En totalisant, nous voyons que les recettes normales de la famille pourraient atteindre et même dépasser 3.700 francs, si chacun employait effectivement toutes ses journées. Mais les chômages sont assez fréquents, si bien que les recettes réelles du ménage ne dépassent guère, tout compris, une somme nette de 3.200 francs. Cet ouvrier ne possède rien en dehors de son petit mobilier et ne bénéficie d'aucune autre ressource que celle du salaire.

Les Ferreira occupent un logement spacieux au n° 19 de la *Travessa da Bica, aos Anjos*. Il est situé au 2e étage, avec des fenêtres orientées au nord-est. Ce quartier présente l'inconvénient d'être un peu excentrique, mais en revanche les logements y sont moins étroits et moins chers que dans le centre.

L'appartement comprend sept pièces, presque toutes fort grandes, l'une d'elles a 8 mètres de longueur. Trois de ces pièces sont des chambres à coucher, la quatrième sert de salle à manger et d'atelier pour la mère ; une cinquième est arrangée pour servir de salon; viennent enfin une antichambre assez vaste et une cuisine. Le tout est clair, gai et proprement tenu. Le loyer est de 50 milreis (277 fr. 50) par an.

Le mobilier qui garnit ce logis n'est certes pas luxueux, mais il est suffisant et révèle un sentiment réel de confort et de dignité personnelle. La chambre des parents est meublée d'un grand lit en bois, d'une commode, d'une garde-robe, d'une table et de quelques chaises. Celle de la jeune fille renferme un lit de fer, une garde-robe, une étagère supportant quelques modestes bibelots. Celle du jeune homme est garnie également d'un lit de fer, d'une table et d'un coffre pour le linge et les vêtements. Dans la salle à manger on trouve un vaisselier en bois commun verni,

une table ronde et au-dessus une petite suspension en cuivre avec lampe à pétrole, une machine à coudre et quelques chaises. Le mobilier du salon se compose d'un sofa recouvert d'une cotonnade à fleurs, six chaises de bois à siège de paille fine, un petit guéridon et, suspendus aux murs, une étagère supportant quelques menus objets sans valeur, ainsi que des photographies et des chromos encadrés. Enfin, la cuisine contient une table et deux bancs de bois, un petit fourneau de fonte, divers ustensiles de ménage et un peu de vaisselle placée sur des planches fixées au mur. La famille possède encore le linge et les vêtements indispensables, propres et bien entretenus mais sans luxe. Les parents et le fils sont pourvus chacun de deux vêtements complets; Ilda, qui taille et coud pour toute la famille, en a trois; tous disposent de deux paires de chaussures. Enfin, comme la famille jouit, depuis quelques années, d'une réelle aisance, grâce à ce double fait qu'elle est peu nombreuse et que tout le monde travaille et gagne, elle en a profité pour s'offrir le luxe de quelques bijoux. Nous savons d'ailleurs que c'était là autrefois, pour beaucoup de petites gens, le seul moyen de placement. Maintenant, on commence à organiser des institutions pour provoquer et faciliter l'épargne, mais elles sont encore rares, peu connues et peu appréciées. Les Ferreira s'en tiennent encore à l'ancienne coutume; ils n'ont point réalisé d'économies en argent, mais les deux femmes ont chacune une chaîne et une montre d'or, des boucles d'oreilles et quelques bagues, le tout valant environ 700 francs. En y joignant le mobilier, on arrive à un total d'à peu près 2.000 francs, qui représente toute la fortune de la famille.

En ce qui concerne l'alimentation, tout en se montrant sobre, ce qui est une qualité nationale chez les Portugais, les Ferreira se nourrissent bien. Le premier déjeuner se compose de café, pain et beurre; à midi, on mange la soupe à l'huile, au pain et aux légumes, avec un plat de poisson, de viande ou de morue salée et des légumes verts ou secs; le repas du soir est composé à peu près de même, mais il est moins copieux. La dépense moyenne par semaine est évaluée à 34 fr. 10.

Tous les achats sont faits au comptant.

Les dépenses annuelles de nourriture atteignent donc une somme ronde de 1.800 francs. En y joignant : pour l'entretien, à peu près 200 francs; le loyer, 277 fr. 50; l'impôt direct (taxe locative), 5 milreis (27 fr. 75); les cotisations payées à diverses sociétés, 580 reis (3 fr. 20) par semaine ou 166 fr. 40 par an, on arrive à la somme de 2.491 fr. 65; soit, en chiffre rond, 2.500 francs. En rapprochant cette somme de celle des recettes, on constate que les Ferreira disposent actuellement d'un excédent annuel de 600 à 700 francs, sur lequel il devrait leur être facile de réaliser de notables économies. Mais il ne semble pas que leur prévoyance aille jusque-là. Garantis des risques les plus immédiats par leur affiliation à des sociétés de secours mutuels, ils se bornent à jouir du bien-être du moment présent et à acquérir des bijoux qui, après tout, constituent une réserve. Ils font partie de trois associations différentes; le père appartient à la société *Fernandez da Fonseca,* la mère à la société *Fradernidade das Senhoras e Fernandez Thomaz,* les enfants sont membres de la société *Assura da Liberdade;* toutes ces associations garantissent à leurs participants des secours de maladie pendant une période limitée, ainsi que les soins médicaux, les médicaments, et aussi des funérailles convenables.

Nous avons constaté déjà que les Ferreira occupent un logement bien aéré, aussi sain que peut l'être un logis urbain. Cette famille a une bonne hygiène personnelle. Elle laisse une impression très favorable de propreté et de bonne tenue, tant au point de vue corporel qu'à celui de la demeure elle-même. Du reste, tous jouissent d'une bonne santé.

Indépendamment des distractions usuelles : promenades, concerts publics, etc., Ferreira offre quelquefois, en hiver, le théâtre à sa femme et à ses enfants. C'est la récréation la plus coûteuse qu'ils se permettent. Ils vivent en bons termes avec tout le monde, mais n'ont point de relations avec leur voisinage. Ils rendent visite de temps en temps soit à des parents, soit à des amis, qu'ils reçoivent également en des occasions d'ailleurs assez rares. Parents et enfants savent lire et écrire;

la jeune fille a même passé un examen élémentaire analogue à celui qui aboutit en France au certificat d'études primaires. Son frère, un peu négligent, a manqué cet examen.

Au point de vue de la religion, les Ferreira sont catholiques d'origine, mais ils ont abandonné toute pratique.

En ce qui concerne les charges publiques, indiquons d'abord que l'ouvrier n'a pas fait de service militaire; il en a été dispensé pour cause d'inaptitude physique. Actuellement il supporte l'impôt locatif et des taxes proportionnées à la consommation de la famille, et dont le total doit être voisin de la somme de 200 francs par an, si même il ne la dépasse pas. Ferreira est doublement qualifié pour jouir de l'électorat municipal et politique, puisqu'il est à la fois censitaire et instruit. Cependant, il affirme qu'il a été rayé des listes à la suite d'intrigues politiques, et il se propose de réclamer pour obtenir sa réinscription.

En résumé, cette famille traverse actuellement des circonstances particulièrement favorables; cette situation tient surtout aux qualités techniques de l'ouvrier, à l'esprit laborieux et à la bonne conduite de tous, à une certaine régularité dans le travail, enfin au petit nombre d'enfants que les Ferreira ont eu à élever. Mais c'est là un ensemble de conditions qui se trouvent assez rarement réunies, en sorte que les familles de ce type forment dans la classe ouvrière une minorité.

IV. — L'ARTICLE DE LUXE. GANTIER DE LISBONNE.

Nous prendrons comme type de cette catégorie un *gantier* travaillant à domicile pour une maison de Lisbonne, qui lui fournit la matière première et paie un salaire convenu à raison du travail accompli. C'est le système dit de la fabrique collective [1].

José Rufino Freire de Miranda, actuellement âgé de 58 ans, est

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

né à Lisbonne. Il était le fils unique du concierge de l'un des hôpitaux de cette ville. Sa femme, Euphemia da Conceicao, âgée de 38 ans, est née probablement à Bejà où elle fut trouvée peu de temps après son arrivée dans ce bas monde, sa mère l'ayant abandonnée. Ils ont trois filles : Mathilde, 19 ans; Alice, 17 ans, et Gabriela, 2 ans.

Miranda a appris le métier de coupeur de gants. C'est un bon et habile ouvrier, très apprécié par la maison qui l'emploie depuis des années et lui fournit du travail avec beaucoup de régularité. On lui confie des peaux qu'il emporte à domicile, et dans lesquelles il coupe les gants en s'appliquant à réduire les déchets au minimum. Son salaire dépend de la quantité d'ouvrage qu'il réussit à faire dans la journée. Il l'estime à 1 milreis (5 fr. 55) par jour, soit environ 1.700 à 1.750 francs par an.

La mère est entièrement absorbée par les soins du ménage. La fille aînée est modiste; quand elle est occupée, elle gagne environ 240 reis (1 fr. 32) par jour; la seconde coud des gants, et son salaire équivaut à peu près à celui de sa sœur. La famille n'a pas d'autres ressources que les salaires dont nous venons de parler; leur total est évalué à 2.500 francs, bon an mal an.

Les Miranda habitent la rue Francisco Sanches, artère nouvelle, tenue très proprement et bordée de maisons neuves. Ils occupent un logement assez spacieux, clair et gai, situé au deuxième étage, et composé de quatre pièces : une salle à manger, une chambre à coucher pour les parents, qui sert aussi d'atelier, une autre chambre pour les jeunes filles et enfin une cuisine. Derrière la maison se trouve un enclos subdivisé en petits jardins; les Miranda ont le leur, avec une cabane abritant quelques poules et quelques pigeons. Ce jardinet est partagé en petits carrés où croissent des herbes potagères : persil, menthe, coriandre, etc., entourées de bordures de fleurs. Ce coin de verdure est soigné avec amour, et la famille y passe la plupart de ses soirées. L'appartement coûte 60 milreis (330 fr.) par an.

Le modeste mobilier qui garnit le logement du gantier est ainsi composé : dans la salle à manger, qui est en même temps

la pièce de réception, nous voyons une table, avec une toile cirée servant de nappe et des tapis; six chaises recouvertes en tapisserie; au mur est suspendue une étagère qui porte de menus objets: coquillages, tasses de porcelaine, etc... Des chromos et des photographies ornent les parois; une suspension à pétrole se balance au-dessus de la table qui porte un vase rempli de fleurs. On voit qu'une préoccupation sensible de goût et d'élégance a présidé à l'arrangement de cette pièce. La grande chambre à coucher est meublée d'un lit à deux places, d'une table sur laquelle le gantier travaille, de deux tables plus petites, d'un lit pour le bébé et de quelques chaises; on y voit, en outre, les outils de l'ouvrier, deux machines à coudre, dont l'une ordinaire et l'autre pour la ganterie. La chambre des jeunes filles contient deux lits, une commode et deux ou trois chaises. La cuisine est garnie de deux tables, de deux bancs de bois, d'un buffet avec la vaisselle indispensable, de quelques ustensiles et d'un fourneau de fonte; c'est là aussi qu'on fait sa toilette.

Chacun des membres de la famille est pourvu de deux costumes : un pour le travail, un autre pour sortir. Les vêtements féminins sont faits par Mathilde, l'aînée des filles. Chacune des femmes possède en outre quelques bijoux très modestes. Enfin, le ménage est muni du linge indispensable, très soigneusement entretenu par la mère et les jeunes filles. La valeur totale de l'avoir de ces braves gens, calculée d'accord avec eux, ne dépasse pas 1.800 francs.

Les repas de la famille sont, selon l'habitude du pays, au nombre de trois : le matin, du café et du pain avec un peu de beurre; à midi, la soupe à l'huile et aux légumes, du poisson ou de la viande; le soir, un peu de viande ou de fromage, du pain et du thé. Le tableau de la dépense hebdomadaire s'établit ainsi : pain 1.260 reis (7 fr. 10 , sucre 240 reis (1 fr. 32), poisson 400 reis (2 fr. 20), légumes verts 160 reis (90 cent.), huile 540 reis (2 fr. 92), épiceries, lard, etc., 840 reis (4 fr. 62), morue 240 reis (1 fr. 32), viande 540 reis (2 fr. 95), pommes de terre 280 reis (1 fr. 55), vin 350 reis (1 fr. 92), eau 100 reis

0 fr. 55), charbon 350 reis (1 fr. 87). La dépense totale s'élève à 29 fr. 22, soit pour une année 1.519 fr. 44. En y ajoutant le loyer, 330 francs, on arrive au chiffre approximatif de 1.850 francs. A cette somme il faut ajouter les frais d'entretien, calculés à 50 francs par personne en moyenne, en tout 250 francs, et l'impôt direct qui monte à 40 fr. 73. L'ouvrier paie encore diverses cotisations, ensemble 63 francs. Tout compté, cela représente un budget des dépenses montant à 2.200 francs en chiffre rond. La différence entre cette somme et celle des recettes est faible. Du reste, il y a très peu d'années que le travail des jeunes filles est vraiment productif, et il semble que les dépenses sont un peu plus fortes que le chiffre calculé à peu près faute de tout compte de ménage, car cette famille n'a réalisé aucune épargne. Ce n'est pas qu'elle soit tout à fait dépourvue de prévoyance. L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels appelée *Adriano Cavalheiro* à laquelle il paie une cotisation hebdomadaire de 200 reis (1 fr. 10). En retour, il recevrait en cas de maladie 300 reis (1 fr. 65) par jour, les soins médicaux et les médicaments. La seconde association a pour but l'entretien d'une école privée destinée aux enfants de la communauté protestante; l'ouvrier verse dans ce but 100 reis (55 cent.) par mois.

Tous les membres de la famille savent lire et écrire; Miranda a même reçu une bonne instruction primaire et sait un peu de français. Ajoutons qu'il a été exempté du service militaire. Au point de vue religieux, Miranda appartient à la petite congrégation protestante évangélique qui a un temple à Lisbonne. La famille suit avec assiduité le service divin et les conférences organisées par la paroisse. Ce sont à peu près ses seules distractions, avec la promenade, les soins prodigués au jardinet et quelques visites à des amis.

L'ouvrier est en outre en correspondance avec un ancien camarade qui, parti il y a déjà des années pour la colonie portugaise de Lourenço-Marquès comme employé dans une maison de commerce, a réussi à s'établir et dirige maintenant une affaire à lui.

Bien que Miranda ait doublement le droit de se faire inscrire sur les listes électorales comme censitaire et comme citoyen instruit, il ne s'est pas soucié de la revendiquer, et, par conséquent, ne prend pas part à la vie politique.

Cette famille se trouve placée, comme la précédente, dans des circonstances plutôt favorables. Son existence est très régulière ; elle n'a point à souffrir de chômages prolongés, et les salaires qu'elle gagne représentent une somme totale relativement élevée, grâce à l'habileté du père et au travail des deux filles. Ses dépenses ne montrent aucune exagération notable. Cependant elle se plaint des difficultés de la vie et déclare qu'elle a peine à joindre les deux bouts. Cela confirme les mélancoliques confidences des ouvriers moins favorisés encore, qui connaissent trop souvent la faim ! Il faut dire que, à la rigueur, la famille Miranda pourrait économiser quelque chose sur son loyer, en se contentant d'un logement situé dans une vieille maison et dans un quartier moins agréable. Mais qui donc oserait reprocher à ces gens le sentiment de respectabilité qui leur fait aimer leur chez-soi, et les conduit à se priver de certains plaisirs pour être un peu mieux logés. Nous constatons en définitive que, si les Miranda parviennent à vivre mieux que beaucoup d'autres familles de leur condition, une maladie ou un chômage prolongés, une infirmité, seraient pour eux des causes de profondes misères. Pour le moment, les choses s'équilibrent à peu près. Le gantier trouve même le moyen d'obliger de temps en temps un camarade encore plus pauvre, en lui prêtant une petite somme. Mais il se voit au seuil de la vieillesse sans aucune garantie pour lui et pour les siens, et cette situation n'est pas sans l'effrayer.

V. — CORDONNIER A FAÇON DE LISBONNE.

Nous venons d'étudier toute une série d'ouvriers, salariés par la petite industrie, mais travaillant cependant pour des entrepreneurs dont les affaires sont souvent considérables. Ces deux

termes : petite industrie et grandes affaires, peuvent sembler au premier abord inconciliables. Mais, en réfléchissant, on verra que la fabrication à la main garde toujours un caractère de simplicité, de lenteur relative, qui est indépendant de l'importance des transactions réalisées par une maison. En outre, la fabrication à la main exige toujours un personnel étroitement spécialisé, ce qui fait naître une quantité de questions, dont la fabrication mécanique se préoccupe assez peu. Ces questions sont à peu près les mêmes pour tous les ateliers où l'on travaille à la main, et pour donner une idée de leur importance, il suffira de citer celles de l'apprentissage, du recrutement des ouvriers habiles, du travail à domicile, etc.

Toutes ces difficultés se retrouvent avec une acuité particulière chez le petit artisan qui, avec des connaissances et des moyens limités, doit faire face à toutes les nécessités techniques et commerciales de son métier. A la fois patron et ouvrier, il doit suffire à tous les besoins et en outre fournir un travail personnel aussi large que possible; aussi son existence est-elle souvent fort dure. Nous avons déjà rencontré ce type sous un aspect un peu particulier parmi les ouvriers du bâtiment. Nous devons maintenant préciser la condition de cette catégorie de travailleurs, en étudiant des artisans pris dans l'une des professions les plus usuelles.

Observons d'abord que la position économique du petit patron se présente sous un aspect bien différent, selon le lieu où il est établi. Dans les grandes villes, les difficultés d'établissement sont plus grandes, la concurrence est plus active, les frais sont plus élevés, les clients moins fidèles que dans les bourgs et les campagnes. Dans le premier cas, la réussite est plus brillante, mais aussi plus difficile et plus rare que dans le second. C'est ce que nous allons vérifier en observant deux cordonniers à façon, établis l'un à Lisbonne, l'autre dans la banlieue de la petite ville de Coimbra. Le premier, qui est un débutant, se trouve en proie à toutes les difficultés d'une position extrêmement pénible. Le second, au contraire, a rencontré le succès modeste auquel l'artisan doit, en général, limiter son ambition.

Joao Sertié, ouvrier cordonnier[1], est établi au numéro 2 de la rue dos Cegos, qui escalade la colline en pente raide, ce qui n'empêche pas le tramway de la gravir allègrement. Cet ouvrier est âgé de 40 ans; son père, d'origine belge, marié deux fois, eut de sa première femme neuf garçons, qui tous sont morts âgés de plus de 50 ans; sa seconde femme lui donna cinq garçons, dont deux seulement survivent : Joao et un frère émigré au Brésil. La femme de notre cordonnier, Dulce, âgée de 31 ans, est née à Rio Dadeo, concelho de S. Joao da Pesqueira, près de Porto. Son père était menuisier, sa mère tenait un petit commerce. Elle a eu quatre sœurs, dont deux survivent. Déjà mariée une première fois, paraît-il, elle a apporté en dot à Sertié un jeune garçon nommé Mario, âgé aujourd'hui de 12 ans, dont la première éducation a été sans doute fort négligée, car il montre un incorrigible esprit de vagabondage et de mendicité. En dernier lieu il s'était échappé tête nue et sans veste; sa mère l'ayant aperçu quelques jours plus tard, mais sans pouvoir le rejoindre, avait constaté qu'il était de nouveau vêtu. On en concluait qu'il devait être tombé entre les mains d'un de ces entrepreneurs qui recrutent des enfants pour les exploiter par la mendicité. Les deux époux ont eu depuis leur mariage une fille, Maria, actuellement âgée de 5 ans. Ces gens habitaient précédemment Porto, où la vie est un peu moins chère qu'à Lisbonne; ils ont quitté la métropole du nord pour des raisons mal déterminées.

Sertié travaille comme ouvrier à domicile pour deux marchands de chaussures de la ville, qui lui fournissent les pièces toutes préparées pour l'assemblage, et le paient à la tâche. En outre, il travaille à façon pour une petite clientèle qu'il a réussi à former. Il lui faut pour cela acheter les cuirs et les fournitures, les préparer et les couper. Sa femme l'aide comme piqueuse. Malheureusement, le travail n'est pas régulier. L'ouvrier souffre non seulement de la concurrence des quelques fabriques mécaniques de chaussures établies à Lisbonne, mais encore de celle

1. Observations faites avec le concours de M. A. Braamcamp.

des paysans de l'Algarve qui, tout en cultivant leurs petites exploitations, fabriquent de la chaussure commune à très bas prix. L'irrégularité des commandes l'oblige parfois à travailler avec acharnement jusque tard dans la nuit, tandis qu'en d'autres moments le travail manque presque totalement. Aussi, Sertié préférerait-il travailler en grand atelier dans une bonne fabrique pour avoir des journées et des gains plus réguliers. Le fait est important à noter, car il constitue un symptôme caractéristique du malaise qui atteint bien souvent l'artisan sous la pression du machinisme, et montre en même temps comment celui-ci peut atténuer la crise causée par son propre développement.

Le salaire de cet ouvrier est estimé par lui-même à 600 reis (3 fr. 35) par jour, chiffre moyen. Il évalue son gain annuel total à 250 milreis (1.375 fr. environ), y compris les gains de sa femme qui, lorsqu'elle a de l'ouvrage, se fait 400 reis (2 fr. 20) par jour; mais le travail lui manque souvent et pour de longues périodes. A l'époque où nous avons visité cette famille, la femme était sans ouvrage depuis plus d'un mois. En fait, elle s'occupe principalement des soins du ménage. Ainsi, bien que la chaussure se vende cher à Lisbonne, l'ouvrier en petit atelier ne gagne que péniblement sa vie, d'abord parce que le travail est irrégulier, et ensuite parce qu'on doit payer cher le cuir, les outils, le logement et la nourriture.

Sertié ne possède rien en dehors de son mobilier et de ses outils. Les parents de sa femme ont laissé un petit bien dont elle a eu pour sa part une maisonnette, vendue presque aussitôt 50 milreis (275 fr.). Cet argent fut dépensé en peu de temps.

Le logement occupé par cette famille est extrêmement médiocre. C'est une chambre de 4 à 5 mètres de côté, donnant directement sur la rue par une porte à double battant, seule et unique ouverture de ce logis. La chambre a été divisée en deux parties au moyen d'une cloison légère de 2 mètres de hauteur à peu près. La première, sur la rue, sert d'atelier; pour l'éclairer, il faut laisser la porte ouverte en toute saison. La seconde partie forme chambre à coucher pour les parents et le jeune garçon. Au fond, une petite pièce noire munie, d'une cheminée,

est utilisée comme cuisine. On y a placé le lit de la fillette. Le loyer de ce logis étroit, triste et malsain, s'élève à 70 milreis (385 fr.). Ce prix est exorbitant, et l'ouvrier ne l'a subi que parce qu'il espérait se faire dans le quartier une bonne clientèle. Ses prévisions ont été en grande partie déçues, aussi ne sait-il pas si son séjour à Lisbonne se prolongera encore longtemps ; son espoir est de pouvoir bientôt émigrer au Brésil ; nous verrons tout à l'heure pourquoi et comment.

Le mobilier qui constitue toute la fortune de cette famille est réduit à sa plus simple expression. Il se compose d'un lit en fer à deux places; de deux petits lits, également en fer, pour les enfants; d'une table, avec deux bancs, en sapin, d'une autre petite table couverte d'un tapis fait au crochet; de deux coffres à linge ; d'un porte-manteau ; d'un peu de vaisselle et de quelques ustensiles de cuisine ; enfin de l'outillage professionnel, y compris une machine à piquer les tiges de bottines. Le tout ne vaut pas 500 francs. Ce pauvre ménage est proprement tenu.

L'alimentation est nécessairement très frugale. Elle se compose : le matin, de thé avec un peu de lait et de pain ; à midi, d'une soupe à l'huile, d'un plat de viande ou de poisson, avec des légumes, et deux décilitres de vin ; le soir, on mange la même soupe, et les restes de midi avec du thé. La ménagère évalue ainsi la dépense hebdomadaire :

Pain, 700 r. (3 fr. 85) ; vin, 1/2 litre, 80 r. (0 fr. 44) ; thé, 75 r. (40 cent.) ; sucre, 1 kilo, 200 r. (1 fr. 10) ; viande, 1.250 r. (6 fr. 40) ; poisson, 120 r. (70 cent.) ; pommes de terre, légumes, huile, épicerie, 2.100 r. (11 fr. 60) ; légumes verts, 210 r. (1 fr. 15) ; charbon, 210 r. (1 fr. 15) ; eau, 50 r. (28 cent.). Soit une dépense totale de 27 fr. 07, et, pour l'année entière, 1.400 francs environ. En ajoutant à cette somme celle du loyer, soit 385 francs, on arrive au total de 1.785 francs, cela sans tenir aucun compte des dépenses d'entretien. On voit que, dans ce cas encore, la famille ne peut s'alimenter d'une façon régulière, et qu'elle est obligée bien souvent de restreindre ses dépenses de nourriture. On mange à sa faim quand il y a de l'argent au logis, mais on doit fréquemment se contenter de pain sec. La vie de ces pau-

vres gens est donc à la fois difficile, pénible et incertaine, bien qu'on ne puisse leur reprocher, semble-t-il, aucun excès ni aucun écart de conduite. Ils ne reçoivent aucun appui de l'extérieur[1], aussi longtemps qu'ils ne se résignent pas à recourir à la charité publique ou à l'hôpital.

En ce qui concerne l'instruction, les époux Sertié savent lire et écrire, et ils apprécient la valeur de la culture intellectuelle. Ils avaient soin d'envoyer à l'école publique le jeune Mario, qui, du reste, n'en a guère profité. La mère commence à enseigner à sa fillette les éléments de l'alphabet. Les deux époux sont catholiques, mais ne pratiquent pas.

Sertié supporte les charges publiques dans la même proportion que les autres familles ouvrières déjà décrites. Il paie certainement une somme d'impôts supérieure à 120 francs par an, étant donnée l'importance de son loyer. Il n'a pas fait de service militaire, la commission de revision l'ayant déclaré dispensé. Enfin, bien qu'il ait le droit d'être inscrit sur les listes électorales, il ne s'en est point soucié et n'a fait aucune démarche dans ce but. On voit que les questions politiques ne le préoccupent guère ; celles qui se posent presque chaque jour dans le cours de sa vie privée suffisent en effet pour retenir toute son attention.

Nous avons déjà dit qu'un frère de Sertié a émigré au Brésil. Parti comme compagnon menuisier, il fut employé dans une fabrique de meubles de Sao-Paulo, fondée par un Français, dont il devint l'associé. Un incendie ayant dévoré leurs ateliers, les deux hommes se séparèrent et revinrent chacun dans son pays. Mais bientôt après, le Français repartait pour le Brésil, et, en passant à Lisbonne, il décida son ancien associé à le suivre. Ils ont remonté leur fabrique, qui paraît aujourd'hui en voie de prospérer. L'émigré a promis aux époux Sertié de leur fournir

1. A Porto, l'ouvrier faisait partie de plusieurs sociétés, dont quatre de secours mutuels, deux pour secours funéraires, une coopérative de consommation. Le total de ces cotisations montait à 500 r. (2 fr. 75) par semaine. En cas de maladie, il aurait reçu 1.200 r. (6 fr. 60) par jour pendant la première période. Mais, n'étant pas certain de rester à Lisbonne, il ne s'était pas encore préoccupé de cette question à l'époque de notre visite.

les moyens de le rejoindre, et ils attendent ce moment avec une grande impatience, espérant que là-bas, dans le pays neuf, la vie leur sera plus clémente. Un grand nombre de Portugais vivent actuellement dans le même rêve, dans la même espérance.

On trouve à Lisbonne et à Porto bien des familles de ce genre, les unes placées dans une position à peu près analogues, les autres plus prospères. Mais, d'une façon générale, l'existence leur est plutôt difficile, soit parce qu'elles ont à subir la concurrence du grand atelier mécanique, soit parce que, trop nombreuses, elles se concurrencent elles-mêmes. Il n'est donc pas surprenant que, obligés de se priver et de travailler beaucoup, les artisans se montrent exigeants et avares vis-à-vis des ouvriers qu'ils emploient. A Lisbonne comme ailleurs, le *sweating system* sort directement du petit atelier et du travail à la main. Il est cependant plus rare ici que dans les grandes capitales, parce que l'entassement de la main-d'œuvre est moins accentué et la misère moins sombre, moins cruelle. Quoi qu'il en soit, nous trouvons là un contingent assez nombreux de travailleurs, dont la situation est souvent précaire ou même douloureuse.

VI. — MAITRE CORDONNIER DE LA BANLIEUE DE COÏMBRA.

Nous arrivons maintenant au second des deux types que nous voulons comparer. Il s'agit d'un maître cordonnier[1] établi dans un village situé dans la banlieue de la petite ville universitaire de Coïmbra, nommé Cellas. Il est bâti sur un plateau sec, mais assez fertile, qui domine la ville. Les paysans trouvent à Coïmbra, cité de 18.000 âmes, un débouché pour leurs produits, et forment une clientèle qui n'est pas à dédaigner. Mais c'est parmi les bourgeois urbains que notre artisan a su trouver ses meilleurs clients. Ce voisinage a donc été pour lui un point

1. Cette étude a été faite avec la collaboration de M. le Dr Serras e Silva, professeur à l'Université de Coïmbra.

d'appui très précieux. Il est resté cependant dans son village natal, au lieu d'aller s'établir en ville, parce que cette combinaison présentait de grands avantages, surtout pour un homme actif et avisé. En effet, à Cellas, qui n'est séparé de Coïmbra que par quelques centaines de mètres, les loyers, la nourriture, et aussi la main-d'œuvre sont sensiblement moins chers qu'en ville. Ainsi, à la condition de se remuer, de savoir chercher et trouver de l'ouvrage à la fois dans les deux localités voisines, on pouvait profiter de ces avantages et arriver à concurrencer les boutiquiers de Coïmbra, qui aujourd'hui vendent le plus souvent des chaussures fabriquées à la mécanique dans les grands centres ou même à l'étranger. Toutefois, des droits de douane élevés atténuent très sensiblement la concurrence du dehors.

Avelino de Moura, âgé de 46 ans, est né dans ce village, où son père exerce encore la profession de tailleur d'habits. Ce dernier a eu douze enfants, dont six sont encore vivants. C'est dire que la misère a souvent fait sentir ses effets dans le ménage. L'ouvrier, ayant appris le métier de cordonnier, a été occupé longtemps chez divers patrons de la ville voisine. C'était un bon travailleur, sobre et économe, comme le sont souvent les gens du nord. Avec un maigre salaire il réussissait non seulement à vivre, mais encore à aider ses parents. C'est d'ailleurs une tradition générale dans le pays que les enfants en état de travailler soutiennent leurs parents malades, infirmes ou âgés. Tantôt ils se cotisent pour fournir aux anciens une subvention mensuelle en argent ou en nature, tantôt ils les hébergent à tour de rôle pendant une période déterminée, ordinairement mensuelle, coutume usitée parmi toutes les populations désorganisées. L'ouvrier s'est marié il y a près de dix-huit ans avec Maria da Conceiçao, qui a également 46 ans. Ils ont deux enfants : Guilherme, 17 ans; Mario, 15 ans.

Moura avait trop d'énergie et de valeur morale pour rester simple ouvrier. Malgré la modicité de son salaire et les charges qu'il avait acceptées, il réussit à mettre de côté les quelques centaines de francs nécessaires pour monter un petit atelier de

cordonnier à façon. Par son activité, la qualité des articles qu'il livrait, et aussi par son intelligente initiative, il parvint à trouver peu à peu, tant à Coïmbra qu'à Cellas, des pratiques assez nombreuses pour nécessiter l'aide de plusieurs ouvriers ou apprentis. Actuellement Moura en emploie neuf, qui travaillent dans son atelier, sous sa direction immédiate. Le patron va visiter les clients, prend les commandes, fait ses achats, coupe les cuirs, distribue et dirige la besogne. Il ne fabrique rien à l'avance, ce qui limite au minimum le capital engagé. Enfin, il se charge des réparations. Sa femme, tout en faisant son ménage, trouve encore le temps de piquer à la mécanique les pièces de chaussure et de surveiller l'atelier pendant les absences obligées du mari. Le second des fils apprend le métier de son père et travaille avec lui; son frère aîné a préféré le métier de typographe, qu'il exerce à Coïmbra, tout en demeurant chez ses parents.

Les ouvriers employés par Moura sont de braves gens, simples, rarement ivrognes, mais peu développés, volontiers flâneurs et babillards. Ils ne consentent à travailler le lundi que lorsque la besogne est particulièrement urgente. Ils sont payés à la tâche, et gagnent de un à deux milreis (5 fr. 55 à 11 fr. 10) par semaine, selon leur habileté. Cela représente un salaire de 1 fr. 11 à 2 fr. 22 par journée de 11 heures. Ces ouvriers campagnards ignorent totalement l'association, et n'ont guère à compter, en cas de besoin, que sur les sentiments charitables du voisinage. S'ils réussissent à vivre dans ces conditions, c'est grâce au bon marché de la vie dans ce village, à leur frugalité et aussi à ce fait que presque tous disposent d'un petit potager qui leur fournit une partie de leur subsistance.

Notre artisan est propriétaire de la maison dans laquelle il a son atelier au rez-de-chaussée et son logement au premier étage. Trois pièces sont réservées à l'atelier : la plus grande, avec une porte et une fenêtre sur la rue, réunit tous les ouvriers; dans la seconde, très petite, et éclairée seulement par la porte, se trouve l'établi de coupe et la machine à piquer; au fond, la troisième pièce, simple cabinet noir, sert de magasin pour les cuirs, etc. Le logement, auquel on accède par un esca-

lier placé au fond de la cour, comprend cinq pièces : une cuisine où l'on mange; une sorte de petit salon ou parloir; une chambre pour les parents, garnie d'un grand lit de bois; une autre chambre pour les fils, avec deux lits de fer; enfin une chambre en réserve. Toutes sont claires, bien aérées, et leur volume varie de 20 à 25 mètres cubes. Le mobilier est très simple, mais proprement tenu. La valeur de l'immeuble est de 900 milreis (4.550 fr. environ). Moura loue une partie du rez-de-chaussée moyennant une redevance annuelle de 10 milreis (55 fr. 50). Cette maison représente les économies qu'il a faites sur ses bénéfices, et ce n'est pas là un mince résultat pour un homme qui non seulement est parti de rien, mais encore a dû traverser beaucoup de difficultés. Il convient d'y ajouter la valeur du mobilier, 100 milreis (environ 555 fr.), et celle de l'outillage, qui vaut à peu près autant.

L'alimentation de ces bonnes gens, bien que meilleure déjà que celle des ouvriers, reste simple et frugale. Le matin, ils déjeunent d'un bol de café avec un morceau de pain blanc; à midi, ils ont la soupe aux légumes, un plat de morue avec des pommes de terre, ou des sardines, et un peu de vin; le jeudi et le dimanche, l'éternelle morue sèche est remplacée par un plat de viande; le repas du soir est composé d'une soupe à l'huile et de quelques sardines, avec du vin. Le pain est communément fait de farine de maïs. Les denrées de consommation se paient au comptant, mais l'artisan jouit d'un crédit raisonnable chez le négociant de Coïmbra qui lui vend ses matières premières. Ce crédit ne dépasse d'ailleurs guère 30 milreis (165 fr.).

Moura évalue son gain quotidien à un milreis (5 fr. 55), mais il comprend dans cette somme la valeur du travail de sa femme. Cela représente pour l'année entière un revenu net qui doit varier entre 1.700 et 1.800 fr. L'aîné des fils reçoit à l'imprimerie 200 r. (1 fr. 35), et le plus jeune gagne chez son père 200 r. (1 fr. 10). Le total des recettes de la famille est ainsi de 8 fr. par jour environ, soit 2.400 à 2.500 fr. par an. Si le travail se maintient sans chômage prolongé, les Moura sauront en profiter pour économiser sur ce modeste budget les ressources néces-

saires pour la garantie de leur vieillesse. Pour le moment, les choses vont bien, et, sauf quelques mauvaises créances qui occasionnent chaque année pour une centaine de francs de pertes, rien ne vient troubler la quiétude de ces laborieux artisans. Leur santé est bonne, grâce à la salubrité du lieu plus qu'à leur hygiène, qui est très élémentaire.

Moura a toujours soutenu ses affaires par son propre effort, sans recourir à aucun appui extérieur. Il a pour maxime que l'on doit déranger les autres le moins possible. En revanche, il rend volontiers service à ses voisins, par exemple en prêtant à un confrère un outil qui lui fait défaut. Son fils Guilherme fait partie du *Montepio* de son imprimerie, c'est-à-dire d'une société de secours mutuels, dont il recevrait une subvention de 240 r. (1 fr. 32) par jour en cas de maladie, et en outre les soins médicaux et les médicaments en échange d'une petite cotisation hebdomadaire de 80 r. (0 fr. 42). Il a versé en outre un droit d'entrée de 2.400 r. (13 fr. 30).

Tout le monde dans cet atelier, à l'exception d'un apprenti, sait lire et écrire, grâce à l'école paroissiale gratuite, dont la fréquentation est légalement obligatoire de six à douze ans. Au point de vue religieux, les Moura sont catholiques et pratiquent assez régulièrement, mais sans ferveur. Nous sommes ici au village, où la foi s'est mieux conservée que dans les villes, et où l'on tient au moins à garder les apparences.

Moura acquitte toute une série de taxes directes. C'est d'abord l'impôt sur les loyers qui monte à 4 milreis 22 fr. 20); puis viennent : l'impôt foncier (*predia*), 2.800 r. (15 fr. 50); la contribution industrielle, 3.000 r. (16 fr. 65); la taxe de voirie 200 r. (1 fr. 10); la taxe sur les chiens (l'ouvrier possède un de ces animaux), 640 r. 3 fr. 52); la *congrua* paroissiale, 200 r. (1 fr. 10). Cela fait un total de 60 fr. 07, auquel il faut ajouter le montant des impôts indirects sur la consommation, soit au moins 90 fr., et pour l'ensemble environ 150 francs. Nous estimons que ce chiffre est plutôt inférieur à la réalité. L'ouvrier a été dispensé du service militaire.

Le maître cordonnier possède les droits électoraux au double

titre du cens et de l'instruction primaire ; il y tient et les exerce régulièrement.

Dans ce village, les influences étrangères n'ont presque aucune action. On n'y voit paraître que très exceptionnellement des ouvriers du dehors. En revanche, il commence depuis quelques années à fournir son contingent à l'émigration. Plusieurs membres de cette famille sont partis pour le Brésil. Ce fut d'abord un frère du père ; il a passé l'océan avec le projet de gagner sa vie comme ouvrier. On pense qu'il réussit à vivre, mais comme jusqu'ici il n'a point envoyé d'argent, les siens commencent à craindre un insuccès. Tout récemment, un neveu de la mère, jeune ouvrier cordonnier, a émigré à son tour ; puis un second l'a suivi dans l'intention d'ouvrir là-bas un petit commerce. On ignore encore ce qu'ont été leurs débuts.

En résumé, si cette famille vit d'une manière modeste, presque pauvre, il n'en est pas moins certain qu'elle se trouve actuellement dans un état de prospérité bien caractérisé. Ce résultat, que l'on doit considérer comme exceptionnel, tient à trois causes principales : 1° à l'effort laborieux et à l'esprit d'économie de l'ouvrier et de sa femme ; 2° à ce fait que leurs enfants sont restés peu nombreux et, par conséquent, ne leur ont pas coûté beaucoup ; 3° enfin, à ce que ces mêmes enfants sont maintenant en état de gagner leur vie, si bien que leurs salaires viennent alimenter le budget commun. Il est évident, en effet, que si les Moura avaient à leur tour élevé douze enfants, ils ne seraient certainement pas arrivés au degré d'aisance relative que nous venons de constater. En outre, il a fallu des conditions de milieu très favorables pour permettre à Moura de réussir même dans ces proportions modestes. Le voisinage immédiat de la ville et l'extrême bon marché de la main-d'œuvre l'ont particulièrement servi. Mais pour un ouvrier qui s'élève ainsi d'un degré, combien d'autres sont retenus indéfiniment dans la pauvreté, sinon dans la misère ! Ainsi, la condition générale de la petite industrie est très analogue à celle du bâtiment en ce qui concerne la situation des familles ouvrières et les moyens d'élévation dont elles disposent.

A un autre point de vue, il est bien évident que la petite industrie à la main ne saurait constituer, à notre époque, la base d'une grande expansion économique. Cependant, elle représente encore, surtout dans un pays comme le Portugal, un élément de prospérité qui n'est pas à dédaigner. Les Portugais conservent des traditions de goût, d'élégance, de luxe, qui leur permettraient de reconstituer assez facilement et sur un pied avantageux certaines fabrications artistiques, qui ne peuvent se faire parfaitement bien qu'à la main. On peut citer à ce propos l'exemple du Danemark qui a su, dans ces dernières années, ouvrir le marché international à sa production d'articles de goût : porcelaines, orfèvrerie, objets d'ornementation. De même, le Portugal pourrait vendre au dehors avec profit des meubles, des bijoux, des faïences, des porcelaines et d'autres articles de prix, à la condition de leur donner une originalité et un fini propres à tenter la clientèle riche. Il faudrait aussi chercher à atteindre cette clientèle par des moyens appropriés. Nous verrons bientôt qu'il existe déjà dans le pays une tendance très caractérisée vers cette branche d'activité économique. Il convient de l'encourager avec sollicitude, car elle pourra donner avec le temps des résultats très appréciables.

III

L'INDUSTRIE MÉCANIQUE

Retard de la grande industrie en Portugal, ses causes. — La fabrication mécanique dans le nord. — La filature et le tissage à Guimaraes et dans les montagnes de l'est. — La fabrication mécanique à Porto et à Lisbonne. — État de la vie ouvrière dans la grande industrie. — Tendance actuelle de l'évolution industrielle. — Le problème de l'avenir.

En Portugal, le développement de la grande industrie a été singulièrement gêné par les événements. Au moment même où la machine allait faire son apparition et transformer la fabrication, les Portugais délaissaient celle-ci pour se consacrer à l'exploitation administrative ou commerciale de leurs colonies. Trompés par une fausse richesse, basée sur une action politique, bien plus que sur le travail, ils se considéraient un peu comme des grands seigneurs opulents, qui laissent à autrui les professions techniques. Quand vint la période funeste des révoltes et des coups d'État, la fortune disparut, sans que le travail pût y suppléer. Et lorsque enfin cette nation réussit à se reprendre et à jouir d'une paix suffisante pour laisser les affaires suivre un cours régulier, les hommes d'action se heurtaient à une situation extraordinairement difficile. Ils étaient peu nombreux. L'instruction technique était faible, le capital rare et timide, la clientèle petite et pauvre, la concurrence extérieure puissante. En un mot tout était à faire pour conquérir non pas les marchés étrangers, mais le marché national lui-même. Voilà le fait dont il est juste de

tenir compte pour juger la situation actuelle du Portugal au point de vue industriel.

Malheureusement ce qui faisait le plus défaut, c'étaient les hommes et surtout les chefs, les patrons. Nous avons constaté combien ils manquent à la culture. Leur petit nombre a causé de même la faiblesse de l'industrie, en la laissant aux mains de l'artisan, comme la terre était abandonnée aux mains du paysan. Depuis cinquante ans, cette situation tend à se modifier lentement. La classe moyenne s'est développée; le nombre des industriels a augmenté peu à peu; l'esprit d'entreprise s'est répandu. Mais l'engouement irréfléchi pour les carrières libérales et la politique a considérablement gêné le recrutement de la classe industrielle supérieure. En outre la gestion médiocre des affaires publiques a porté la fiscalité à un degré excessif, qui surcharge la production. La politique douanière a généralement manqué d'unité et de logique; après le régime du traité Methuen, qui ouvrait le pays aux articles anglais, on s'est porté vers un système de protection excessive, qui a dépassé le but. De tout cela est résulté un retard industriel qui n'est point encore récupéré, et qui ne le sera jamais si les Portugais de la classe aisée ne s'appliquent pas à évoluer dans un sens propre à les mettre en mesure de soutenir la compétition étrangère.

Aujourd'hui, on remarque aisément dans ce pays un mouvement industriel progressif qui certes n'est pas négligeable. Il est dû à deux causes principales. D'abord, la jeunesse instruite trouve les carrières intellectuelles si encombrées, si peu productives, qu'elle est poussée presque malgré elle à se tourner vers d'autres métiers. L'industrie et le commerce, et même l'agriculture, en ont profité quelque peu. Ensuite, la protection douanière, en réservant le marché national, a certainement favorisé ce mouvement. Mais cette seconde cause, toute artificielle, renferme un sérieux péril. Si la protection se relâche, les industries basées sur l'élévation des prix, conception anti-économique par excellence, tomberont certainement. Mais alors, par crainte de provoquer une telle crise, on se trouve lié au régime de la protection exagérée, qui a pour effet d'imposer aux consommateurs

un sacrifice, et les porte à réduire leur consommation. C'est là un cercle vicieux dont on ne sortira que par l'effort individuel des entrepreneurs. Sans eux, la protection ne donnera rien de bon, et restera un expédient employé en permanence pour soutenir la faiblesse et le laisser aller. Si au contraire ils veulent prendre la peine de préparer le terrain par leur intelligence, leur savoir, leur application, leur activité, la protection sera ce qu'elle doit être, c'est-à-dire un appui temporaire propre à préparer l'avènement d'un régime régulier et naturel du travail industriel.

En supposant que les jeunes gens de la classe aisée reconnaissent enfin que le travail productif constitue la base essentielle de la prospérité, de la force des familles et de la nation entière, trouveraient-ils dans leur pays les éléments nécessaires pour alimenter la grande industrie? Oui, dans une mesure très suffisante. Le Portugal est muni d'une population ouvrière nombreuse, intelligente et assez laborieuse; elle n'attend que des chefs capables pour produire un travail considérable à un prix modéré. Le territoire fournit une quantité importante de matières premières, qui seraient plus abondantes encore si elles étaient bien exploitées. D'ailleurs, la position maritime de ce pays lui permet d'importer dans les meilleures conditions les minerais, les métaux, les textiles, etc. Il en est de même pour le charbon qui pourrait du reste être suppléé par les forces hydrauliques immenses de la région montagneuse. Ainsi, ce ne sont pas les ressources qui font défaut, mais bien la volonté, le savoir, l'expérience et l'activité nécessaire pour les employer.

Parmi les industries qui déjà ont évolué vers le régime du grand atelier mécanique, la plus ancienne et la plus importante est celle des textiles qui occupe à elle seule environ 25.000 personnes; elle est établie principalement dans les provinces du nord. La métallurgie a des usines à Lisbonne et à Porto, mais leur production est relativement faible, et se limite à des objets généralement peu compliqués et d'usage commun. En dehors de ces deux branches on ne trouve guère que des fabriques isolées, ou du moins très peu nombreuses dans chaque spécialité. Au-

dessous, on peut encore citer des fabriques d'une certaine importance, mais où le travail se fait surtout à la main, en sorte que leur condition se rapproche de celle de la petite industrie, au moins quant aux répercussions sociales; telles sont les tanneries, les fabriques de poteries et de briques, les teintureries, etc. Nous le répétons, des progrès notables ont été réalisés surtout depuis vingt ans dans la plupart de ces industries. Elles ont augmenté fréquemment leurs installations, leur personnel et le chiffre de leurs affaires. Mais, tout compte fait, l'activité de la grande industrie compte relativement pour peu de chose dans l'ensemble de la production du pays. Elle est encore loin d'offrir à la population le travail et les salaires qui pourraient compléter utilement les ressources fournies par l'agriculture, et améliorer d'une façon générale la condition de la classe ouvrière. Ces deux branches de l'activité nationale sont encore bien loin de s'équilibrer. La culture est trop pauvre pour consommer largement les produits fabriqués et faire prospérer l'industrie. Celle-ci est trop faible pour concentrer les travailleurs et offrir à la culture des débouchés avantageux. Ainsi se maintient de part et d'autre l'état de médiocrité économique, de retard technique, de pauvreté de la famille ouvrière qui caractérise la situation actuelle. Nous allons voir cette impression générale se dégager avec netteté des monographies qui suivent.

I. — L'INDUSTRIE TEXTILE DANS LE NORD.

Les centres principaux de l'industrie textile sont Lisbonne et Porto, mais surtout cette dernière ville, qui renferme les filatures et les tissages les plus considérables de tout le pays. Nous en parlerons tout à l'heure. Il nous paraît préférable de décrire en premier lieu un type appartenant à l'une des petites villes de fabrique dispersées dans les montagnes du nord et de l'est. Ici, l'industrie est généralement rurale, ce qui lui donne une physionomie particulière.

Guimaraes est une petite ville de moins de 10.000 âmes, située

dans la région verdoyante et pittoresque qui s'étend entre le Douro et le Minho. Elle est dominée par de hautes collines granitiques entre lesquelles se creusent de profondes vallées couvertes d'une belle végétation. La région environnante donne en abondance le seigle, le maïs, la pomme de terre, les légumes, les fruits, l'huile et le vin. On y élève beaucoup de porcs et un peu de gros bétail. Autrefois, les terres basses produisaient en notable quantité le chanvre et surtout le lin. Cela explique l'ancienneté de la fabrication des tissus dans cette région. La concurrence des pays du nord a réduit de beaucoup la production des plantes textiles. Mais l'industrie de la filature et du tissage s'est pourtant maintenue et développée, toutefois aujourd'hui elle emploie principalement le coton. Il n'y a pas très longtemps que tout se faisait à la main; les femmes filaient à la quenouille et tissaient la toile, pendant que les hommes se livraient à la culture des champs. Un assez grand nombre de métiers, disséminés dans tous les villages de la région, battaient de façon plus ou moins régulière. Aujourd'hui, tout cela a bien changé. On ne trouve plus de fileuses promenant avec elles leur paquet de fibres grises ou blondes qu'elles tordaient entre leurs doigts. Quant aux métiers à bras, on en entend encore, mais ils disparaissent d'année en année devant le métier mécanique. En même temps, cette industrie tend naturellement à se centraliser, et elle a maintenant à Guimaraes un de ses groupements principaux.

Nous avons indiqué tout à l'heure que cette ville n'a qu'une faible population. Mais cela ne donne pas une idée exacte de son activité, car un bon nombre de ses ouvriers habitent les villages avoisinants, où ils peuvent se loger et se nourrir à meilleur compte. En outre, les familles paysannes envoient aux usines un assez grand nombre de femmes et de jeunes filles dont le salaire s'ajoute au produit de la petite ferme. Enfin, des fabriques sont établies dans les vallées voisines, où elles utilisent la force des cours d'eau. Guimaraes est reliée par un embranchement à la ligne ferrée qui, partant de Porto, se dirige vers le nord pour se rattacher au réseau espagnol. Quelques

bonnes routes la mettent en communication avec les autres villes de province, mais, plus on avance vers le nord et plus les chemins deviennent étroits et difficiles. Ce fait n'est évidemment pas favorable à la prospérité industrielle de la contrée. Etudions maintenant, à titre d'exemple, une famille ouvrière adonnée principalement à la filature.

L'ouvrier habite un hameau, nommé Campellos, situé à quelques kilomètres de Guimaraes, sur le territoire de S. João da Ponte, paroisse de 700 habitants. Il s'appelle Antonio da Silva, et est âgé de 47 ans. Originaire de la localité, il a épousé la fille d'un de ses voisins, Joana Rosa, âgée de 49 ans. Le ménage a cinq enfants : trois filles et deux fils, qui tous vivent avec leurs parents. La mère de famille se consacre aux soins de la maison. Le second fils, âgé de 14 ans, est entré l'année dernière en apprentissage. Son aîné, âgé de 16 ans, a choisi l'état de forgeron et travaille comme aide chez un artisan du voisinage. Da Silva et ses trois filles sont occupés dans la même filature. Cette fabrique a été établie à Campellos en 1890, sur les bords d'une petite rivière qui lui fournit la force motrice, assez irrégulièrement d'ailleurs; cela nécessite l'emploi intermittent d'une machine à vapeur. L'établissement appartient à une société anonyme, et fonctionne avec des capitaux et un personnel portugais. En 1902, la même société a fondé à Guimaraes un tissage, qui facilite la marche de la filature; cette nouvelle usine est mue exclusivement par la vapeur. Un directeur gère l'ensemble des affaires, et des agents techniques dirigent les deux fabriques. Celle de Campellos ne travaille que du coton, importé brut des Etats-Unis et du Brésil. Elle compte 30.000 broches, et emploie environ 150 personnes. Les produits de cette filature ont pour unique débouché les tissages de la région; elle ne fabrique d'ailleurs que des filés dans les numéros moyens et gros, avec un matériel acheté en Angleterre. L'affaire marche avec régularité, et paraît être assez prospère. Mais cela tient surtout au bon marché de la main-d'œuvre, d'une part, et, de l'autre, à une protection douanière très élevée. Sans cette double circonstance, l'industrie cotonnière ne pourrait certainement pas sou-

tenir longtemps la concurrence extérieure. Son marché est trop restreint; elle n'est pas suffisamment spécialisée, ce qui complique beaucoup ses conditions techniques et économiques: enfin le rendement du personnel est médiocre. Chaque ouvrier conduit en moyenne 420 broches et produit à peu près 32 kilos de filés, avec une journée de 11 heures [1]. L'organisation syndicale et les grèves sont inconnues parmi cette population ouvrière, composée pour les quatre cinquièmes de femmes. La direction de l'usine dont il est ici question se préoccupe d'une manière notable du bien-être de ses ouvriers, ainsi que nous le constaterons tout à l'heure.

Da Silva est employé principalement comme fileur, mais, quand les machines chôment, on l'occupe à la manutention des marchandises. Son salaire est de 500 r. (2 fr. 75) par jour. Ses filles, âgées de 24, 22 et 19 ans, sont toutes les trois fileuses et reçoivent 200 r. 1 fr. 10). Ces salaires sont bien au-dessous de ceux que reçoivent les ouvriers similaires du nord de l'Europe, mais aussi la productivité de ces derniers est supérieure.

La famille que nous étudions ici tire presque tous ses moyens d'existence du travail salarié. Elle ne possède aucune propriété foncière, et occupe à titre de locataire un rez-de-chaussée composé de deux chambres, d'une cuisine et d'un bûcher. Cet étroit logis est meublé de la façon la plus sommaire, et ses habitants sont entassés les uns sur les autres; le loyer en est de 12 milreis (66 fr. 60) par an. Da Silva loue, en outre, pour 3 milreis (16 fr. 65), un petit enclos planté d'arbres fruitiers et cultivé en légumes; il élève un porc qui lui fournira sa provision de viande pour l'hiver. Ces ressources accessoires sont précieuses pour compenser la médiocrité du salaire. En effet, l'ouvrier gagne, dans les bonnes années, tout au plus 825 fr.; ses filles apportent ensemble, également dans les conditions les plus favorables, un

1. En Alsace, l'ouvrier fileur travaille 10 heures, conduit 450 à 500 broches, produisant en chaîne, nos 28-33 anglais, 30 kilos sur métiers renvideurs et 35 kilos sur métiers continus à anneaux. On estime que la production est sensiblement la même en Belgique, en France et en Suisse, mais que le rendement est un peu supérieur en Angleterre.

peu moins de 1.000 fr.; le jeune forgeron, payé 190 r. (1 fr. 05) par jour, se fait environ 315 fr. par an. Ainsi, le revenu de la famille, sans y comprendre les produits du verger et le porc engraissé, atteindrait, au maximum, le chiffre de 2.100 fr. Ce résultat est assez satisfaisant, surtout dans un lieu où la vie est peu coûteuse. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il est dû à ce fait que quatre enfants sur cinq sont déjà en état de gagner quelque argent. Du reste, on ne peut considérer ces gains comme acquis d'une manière régulière. De temps en temps, des périodes de chômage viennent en réduire le chiffre. Aussi est-il à peu près certain que le revenu réel en argent du ménage ne dépasse guère 1.800 francs. Il est donc heureux que, dans cette région, le prix de la vie soit plutôt bas, pourvu qu'on se contente des denrées du pays.

L'alimentation de la famille est suffisante mais frugale. Le matin, on déjeune généralement d'une soupe aux légumes et au pain; à midi, le dîner se compose d'un plat de poisson sec ou de viande de porc, avec des pommes de terre, ou du riz, ou des haricots, du pain et du vin; le soir, on se contente d'une soupe. La dépense n'est pas considérable, car on n'achète guère qu'un peu d'épicerie, d'huile et de poisson. Comme le linge et les vêtements sont d'une extrême simplicité, l'entretien n'est pas non plus très coûteux. Il semble donc que Silva devrait être actuellement en état de réaliser de petites épargnes. Sa situation est d'ailleurs assez exceptionnelle, surtout parmi les familles qui vivent complètement du travail industriel; leur condition est la plupart du temps inférieure à celle des Silva, soit parce que leurs salaires sont moins élevés, soit parce qu'elles ont à leur charge des enfants en bas âge. La société propriétaire de la filature où travaille da Silva a fait des efforts louables pour améliorer cet état de choses. Elle patronne une coopérative de consommation, distribue des secours aux malades et aux infirmes, subventionne des écoles et commence à construire des maisons ouvrières.

En ce qui touche l'instruction, da Silva, sa femme et l'une des filles, Maria, savent lire; les garçons également. On trouve dans

la paroisse une école fondée par l'initiative particulière. Tous sont catholiques et pratiquent.

L'ouvrier paie, d'une part, à l'État la taxe industrielle : 1.020 reis (5 fr. 65) et, de l'autre, la *congrua* ou impôt paroissial : 150 reis (0 fr. 85). Il faut y ajouter, bien entendu, le montant des taxes indirectes sur les articles de consommation que nous estimons à 70 ou 75 francs. L'ouvrier a été dispensé du service militaire pour cause d'incapacité physique. Il est électeur politique et municipal.

Dans son ensemble, la population industrielle de cette région vit pauvrement, souvent même misérablement, parce que les salaires sont très modiques, tandis que les familles sont en général nombreuses. De plus, la combinaison du travail agricole avec celui de l'usine tend à rendre la main-d'œuvre moins exigeante, mais aussi elle est en moyenne peu habile. L'industrie textile rurale, maintenue principalement par le bon marché de la main-d'œuvre, et par une forte protection douanière, dépend exclusivement d'un marché intérieur fort limité. Il est donc difficile de prévoir une amélioration du régime actuel, qui au contraire serait aisément troublé par la moindre perturbation économique. C'est ainsi que, dans la région de l'Estrella où la filature et le tissage de la laine ont été prospères, les affaires ont périclité au cours des dernières années, en présence d'une concurrence étrangère par trop supérieure pour la qualité comme pour les prix. Une partie de la population ouvrière a cruellement souffert de cette décadence et a été rejetée soit vers la culture, déjà encombrée, soit vers l'émigration. D'où provient cet état de crise quasi permanent? Évidemment d'une médiocre organisation technique et économique. Les usines sont pour la plupart petites et faiblement outillées; elles ne produisent que des articles communs, et elles sont obligées de varier beaucoup les types, ce qui complique le travail. Les fabricants ne se donnent pas grand'peine pour chercher la clientèle; ils considèrent que l'exportation leur est impossible, sauf vers les colonies portugaises, qui leur sont réservées au moyen d'un tarif prohibitif; mais c'est là un débouché peu

important. Pourrait-on mieux faire et rendre à cette industrie une prospérité qui est aujourd'hui bien compromise? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord étudier cette même industrie dans les villes de Lisbonne et de Porto, où elle a maintenant ses centres principaux.

II. — L'INDUSTRIE TEXTILE A LISBONNE ET A PORTO.

L'industrie textile s'est développée à Lisbonne assez récemment, principalement sous l'influence des mesures artificielles prises pour favoriser l'extension du travail mécanique. Lisbonne est d'ailleurs admirablement placée pour devenir un grand centre industriel, car la concentration des ouvriers, des matières premières et des denrées alimentaires y est très facile. En revanche, on y manque de capitaux et il faut importer à peu près tous les engins et outils dont on a besoin pour installer les usines. Ce sont là des difficultés sérieuses, mais non pas insurmontables, puisqu'un certain nombre de fabriques ont été montées et travaillent avec activité. Le plus difficile est de trouver les hommes capables d'écarter les difficultés en profitant des avantages de la situation.

L'ouvrier étudié dans ce précis se nomme Antonio d'Almeida Marcello [1]. Né à Rio Torto, concelho de Gouveia, où son père était ouvrier rural, il a aujourd'hui 35 ans. Sa femme, Maria Thomazia, âgée aussi de 35 ans, fille également d'un journalier, est originaire du même village. Ils ont émigré vers la grande ville dans l'espoir d'y trouver de meilleurs salaires.

Les époux Marcello ont trois enfants : Adelaïde, 12 ans; José, 10 ans; Antonio, 2 ans. Ce dernier est actuellement en nourrice à la campagne. Une cousine, Adélaïde Martins Passas, âgée de 34 ans, habite avec la famille moyennant un petit loyer mensuel; elle prend en outre sa part des travaux du ménage, lorsque ses occupations le lui permettent. L'ouvrier et sa

1. Étude faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

femme sont employés dans la même fabrique : celle de M. Rato, qui produit des tapis et des tentures de qualité commune, en laine, en jute et en fibres, ainsi que des toiles d'emballage et des sacs confectionnés. Fondée en 1888 sur un pied très modeste, avec des métiers à la main, cette usine a réussi et occupe actuellement 170 ouvriers. Des métiers mécaniques et des machines accessoires ont été intallés, ainsi qu'une machine à vapeur de 25 chevaux, qui consomme annuellement environ 250 tonnes de charbon anglais, dont le prix actuel est de 31 francs la tonne, rendue à la fabrique. En parcourant les ateliers, on a l'impression que l'affaire est prospère et aussi qu'elle a grandi vite, car elle se trouve maintenant à l'étroit dans les bâtiments qu'elle occupe. Il en résulte de l'entassement et un certain désordre dans la distribution du matériel. Cependant, d'une façon générale, on remarque une préoccupation de bonne tenue et de propreté, bien que les locaux manquent un peu d'entretien. L'outillage vient d'Allemagne, d'Angleterre ou de France. Les matières premières : fils de laine, de coton, de jute et de coco, sont tirées principalement d'Angleterre, d'Égypte et de l'Inde. Quant à la production, elle se répartit entre la métropole et ses colonies; la première achète les tapis et tentures; les colonies demandent des sacs pour emballer le sucre, le cacao et le café. Ces débouchés se maintiennent grâce à une forte protection douanière, que les fabricants jugent absolument nécessaire. Le travail est assez régulier, et les ouvriers n'ont que rarement à souffrir du chômage; notons à ce sujet que, visitant la fabrique le 1[er] mai, nous l'avons trouvée déserte, le personnel observant soigneusement ce jour férié du calendrier syndical. Cela ne veut pas dire, du reste, que les ouvriers de Lisbonne sont des révolutionnaires ardents et turbulents. Ils ont bien leurs syndicats (*Associaçaoes de Classes*), et il existe même un groupement socialiste qui a un centre, et aussi des règlements minutieusement détaillés en de nombreux articles. Mais il y a là plus de façade que de fond. Les syndicats n'ont que peu de membres et une faible activité. Quant au parti socialiste, ce n'est guère, lui aussi, qu'une juxtaposition de petits

groupes dirigés par des personnalités rivales. D'une façon générale, l'ouvrier portugais est intelligent et s'adapte facilement aux nouveautés; il est tranquille et assez docile, lorsqu'il est dirigé d'une main ferme. Mais, comme tous les désorganisés, il devient aisément frondeur et flâneur, aussitôt que la direction faiblit. Dans ces conditions, bien que les conflits du travail ne soient pas très rares dans les grandes villes du Portugal, ils sont cependant moins fréquents et moins aigus que dans beaucoup d'autres pays. Le personnel de la maison Rato est passablement mélangé; on y trouve non seulement des Portugais venus un peu de toutes les provinces, mais encore des Espagnols, déjà anciens dans l'établissement, qui ne donnent aucun sujet de plainte. La journée normale dure dix heures. Les patrons sont bienveillants pour tout le monde, sans faire rien de spécial pour le bien-être ou l'avancement de leurs ouvriers. La seule institution à noter est une caisse de secours aux malades, alimentée avec le produit des amendes infligées au personnel en cas de retard, de malfaçon, etc.

Revenons maintenant aux époux Marcello. Le père, qui conduit un métier à tisser, gagne en moyenne 500 reis (2 fr. 75) par jour. Comme il s'agit ici de tissus communs ou même tout à fait grossiers, l'apprentissage est court et le travail facile. Il est rare qu'un tisseur surveille à la fois plusieurs métiers; ce n'est pas l'habitude, et on estime qu'il y a là une trop grande difficulté pour l'ouvrier. Cela explique, pour une part, la modicité du salaire. La mère, qui est employée comme aide et fait toutes sortes de menues besognes, reçoit 140 reis (0 fr. 78). Cela représente un gain annuel d'environ 825 francs pour le mari, et de 235 francs pour la femme, pour 300 journées de travail. Le total serait à ce compte 1.060 francs à peu près, bon an mal an. Mais comme le patron réserve à cet ouvrier certains travaux supplémentaires qui se font le dimanche matin, on peut estimer l'ensemble des salaires à une somme ronde de 1.200 francs. C'est avec cette maigre somme que la famille doit pourvoir à tous ses besoins, car elle ne possède aucune autre ressource, sauf une petite pièce de terre

dont Marcello a hérité de ses parents, et qui vaut 20 milreis (110 fr.); elle est louée à un beau-frère et rapporte annuellement 2 milreis 11 fr. 10), impôt non déduit. Les enfants ne gagnent encore rien; toutefois, la petite Adelaïde s'applique déjà aux soins du ménage pendant que son frère José est à l'école. La cousine qui demeure avec eux travaille au dehors à la journée, pour son compte personnel.

Cette famille habite tout près de la fabrique, rua des Admoreiras, une vieille maison construite dans une cour, le Pateo de Viagem. Leur logement, situé au rez-de-chaussée, se compose d'une chambre dont la porte d'entrée constitue l'unique ouverture; au fond de cette pièce s'ouvrent deux cabinets entièrement dépourvus d'air et de lumière, et c'est tout. La pièce d'entrée sert de cuisine et de salle à manger; en outre, la cousine y couche avec Adélaïde et son frère aîné dans un seul et même lit. Les parents dorment dans un des cabinets noirs. Le loyer coûte 26.400 reis (144 fr.) payables à raison de 12 francs par mois; la cousine verse pour sa part 700 reis (3 fr. 85), ce qui réduit la dépense mensuelle à 8 fr. 15.

Le mobilier de ce pauvre logis est réduit au strict nécessaire. La chambre des parents est garnie d'un lit de fer et de trois coffres en sapin qui servent à resserrer le linge et les vêtements. Dans la pièce d'entrée se trouvent une table et quatre bancs en sapin, un lit de fer, une malle, un petit fourneau en terre cuite, que l'on place dehors près de la porte quand on l'allume; quelques planches fixées au mur supportent la vaisselle indispensable et quelques ustensiles de cuisine. Il est à peine besoin de dire que les objets de lingerie et d'habillement répondent tout juste aux nécessités élémentaires. Tout compris, l'inventaire ne représente pas une somme supérieure à 350 francs. Ajoutons que mobilier et hardes sont tenus proprement.

Passons maintenant à l'alimentation de la famille. Elle est extrêmement simple : le matin, on mange un peu de pain avec du café noir; à midi, une soupe maigre, au pain ou aux pâtes et les légumes qui ont servi à la faire; le soir, une soupe à l'huile, ou bien un plat de morue avec des pommes de terre,

et du pain, tel est l'ordinaire. On y ajoute de temps en temps un verre de vin. La dépense normale par semaine est évaluée à 23 fr. 55.

Si cette dépense hebdomadaire se reproduisait régulièrement pendant cinquante-deux semaines, on arriverait à une somme totale de 1.224 fr. 60 qui, indépendamment de tout autre dépense, dépasse déjà les ressources du ménage. Aussi, quand un achat ou un paiement s'impose, on économise sur la nourriture. Les commerçants font d'ailleurs très peu de crédit. On paye au comptant les articles d'alimentation, et pour le surplus le crédit ne dépasse pas une semaine. Il s'ensuit que, si une période de chômage vient aggraver cette situation déjà si pénible, c'est la noire misère qui pénètre chez ces pauvres gens. Il en est de même en cas de maladie prolongée.

Marcello ne fait partie d'aucune association, principalement parce que l'étroitesse extrême de ses ressources ne lui permet pas de payer régulièrement les cotisations. D'ailleurs, il est peu au courant de ces choses. Son travail l'absorbe, d'une part, et de l'autre, étant complètement illettré, il reste en dehors du mouvement créé ou développé par les journaux populaires. Sa femme n'est pas plus savante que lui, et sa fillette, utilisée dans le ménage le plus tôt possible, n'a pas pu fréquenter l'école. L'aîné des garçons est plus favorisé, il va en classe, mais sans grand enthousiasme, car il n'est guère avancé pour son âge puisqu'il commence à peine à lire, et écrit tout juste son nom.

Les Marcello sont catholiques, mais ils ne pratiquent pas. Tout leur temps, disent-ils, étant absorbé par le travail, il n'en reste pas pour aller à l'église. En réalité, ils ont perdu l'esprit religieux, comme la grande majorité des ouvriers urbains.

En ce qui concerne les charges publiques, l'ouvrier ne paie pas l'impôt direct à Lisbonne ; mais nous avons constaté qu'il est taxé pour le lopin de terre dont il est propriétaire au village. Il acquitte en outre les impôts indirects et verse ainsi à l'État une somme qu'on peut évaluer à 50 ou 60 francs. Malgré cela, il est exclu du droit électoral. Marcello n'a pas fait de service

militaire, grâce au bon numéro qu'il a tiré au sort; un de ses neveux est actuellement soldat dans la Guinée portugaise.

Quant aux influences extérieures, nous avons constaté plus haut que la fabrique Rato emploie des ouvriers de nationalité espagnole. Ce fait est fréquent dans l'industrie textile. Celle-ci étant assez développée dans le nord de l'Espagne, principalement en Catalogne, les industriels portugais ont été souvent très satisfaits d'accueillir des ouvriers catalans expérimentés pour organiser chez eux la filature et le tissage mécaniques. On a fait venir aussi parfois, surtout pour le travail du coton, des contremaîtres anglais, belges ou allemands.

Cette famille représente un type social très analogue au précédent, en dépit de la différence des milieux. On peut donc le considérer comme normal dans les industries textiles portugaises. Il se place à un niveau très inférieur de la vie ouvrière, car les familles de ce genre sont maintenues indéfiniment dans un régime de pauvreté qui confine à la misère, et leur ferme toute issue vers une condition meilleure, ainsi que tout espoir d'avancement. Cette douloureuse situation a pour cause principale la simplicité extrême du travail, dans la grande majorité des fabriques, où on ne fait que l'article commun. Cela permet d'employer des hommes peu habiles, des femmes et des enfants, auxquels on offre un salaire d'autant plus minime que la main-d'œuvre abonde, grâce à la fécondité des familles et à la petitesse des exploitations rurales, insuffisantes pour employer tous les bras. Dans le nord de l'Europe, la situation de l'ouvrier textile est bien meilleure en général. Mais il est aussi plus adroit, plus actif et conduit par des patrons qui ont su porter leur industrie à un haut degré de perfection, tout en s'ouvrant des débouchés immenses.

Nous compléterons ce qui précède par quelques indications sommaires relatives à la situation de l'industrie textile dans la seconde ville du royaume, Porto. La capitale du nord a, depuis de longs siècles, la réputation d'une ville de commerce importante; mais, depuis cent ans, l'industrie a rapidement développé sa prospérité. Vers 1810, elle comptait à peine 80.000

âmes; en 1850, elle en avait 100.000, puis 140.000 en 1880; elle a 172.000 habitants aujourd'hui. Cette ville est ainsi devenue un centre assez important de fabrication, surtout pour les matières textiles; on y trouve des filatures et des tissages de coton, dont plusieurs occupent jusqu'à 2.000 ouvriers.

Quelques-unes de ces usines sont bien organisées, et installées dans des locaux vastes et aérés. Mais d'autres sont médiocres et insalubres. Leur situation économique est assez difficile, parce qu'elles doivent varier beaucoup leurs genres, ce qui augmente les faux frais et les pertes de temps. Elles ne produisent guère, du reste, que des articles de consommation courante, vendus soit dans le pays, soit dans ses colonies. Les ouvriers et ouvrières sont aisés à conduire, quoique enclins à la flânerie et à la critique. Beaucoup d'entre eux n'habitent pas la ville. Ils appartiennent à des familles agricoles des environs; comme il leur est impossible de rentrer chez eux chaque soir, ils se groupent pour louer dans les faubourgs des logements sordides, où ils s'entassent pour dépenser moins. Afin de leur permettre de retourner au village le samedi de bonne heure, on ne travaille ce jour-là que pendant la matinée, mais les autres journées sont portées à 10 heures et demie, au lieu de 10 heures, durée usitée dans les autres industries. On pense bien que ce régime de promiscuité n'est favorable ni à leur santé ni à leur moralité. La plupart vivent au jour le jour, sans souci du lendemain, sans réaliser la moindre économie sur un salaire d'ailleurs très modique. C'est dire que le niveau technique de ces ouvriers n'est pas supérieur à ce que nous connaissons déjà. Cependant, on nous a signalé quelques tentatives faites pour améliorer la production, notamment en habituant quelques tisseurs à conduire deux métiers à la fois. Mais cela est encore peu de chose, et l'organisation générale de ces industries reste loin en arrière de celle de leurs concurrentes étrangères. Ici encore on est amené à constater une insuffisance parallèle chez l'entrepreneur et chez l'ouvrier, qui ne sont évidemment ni l'un ni l'autre en état de faire face aux difficultés de l'organisation moderne du travail industriel.

C'est à la même cause qu'il faut attribuer la quasi-disparition du mûrier, du ver à soie, du moulinage, des cocons et du tissage de la soie dans le nord du Portugal, districts de Portalegre et de Bragança, où la production de la soie était autrefois assez prospère. Quelques tissages survivent encore, et Porto en possède un de quelque importance. Mais tous tirent maintenant de l'étranger leur matière première, et ne trouvent, comme les autres industries textiles, que des débouchés très limités.

III. — INDUSTRIES DIVERSES.

Après l'industrie textile, la plus importante paraît être celle de la construction mécanique, qui est représentée à Lisbonne et à Porto par des établissements d'une certaine importance. Ces usines, qui font de la petite construction et de la réparation, ont été généralement fondées par des étrangers. Il en est du reste de même pour les quelques fabriques qui produisent des tabacs, du sucre, de la pâte à papier et du papier, de la verrerie commune, etc. Elles achètent au dehors la majeure partie de leur matériel, — en particulier leurs machines, — ainsi qu'une forte proportion de leurs matières premières. Leurs ouvriers sont portugais pour la plupart. On rencontre quelques contremaîtres ou spécialistes appelés des pays du nord, et surtout des ingénieurs, bien que les techniciens portugais formés en France, en Belgique, en Suisse ou en Allemagne commencent à être assez nombreux.

Le personnel ouvrier ne manque ni d'intelligence, ni d'adresse, ni de docilité. Mais sa formation technique est en moyenne assez faible, et son rendement reste médiocre à cause de sa tendance à la lenteur et à la flânerie. Pour en obtenir un résultat suffisant, il faut le surveiller de très près, le tenir continuellement en main, et le guider d'une façon soutenue, sinon l'ouvrier perd du temps et travaille avec une certaine négligence. Or, il arrive trop souvent que le patron portugais ne se montre pas très assidu à ses affaires. C'est une habitude natio-

nale de veiller fort tard, aussi n'arrive-t-on au bureau qu'à une heure avancée dans la matinée, quand les ateliers sont en activité depuis longtemps. Malgré cela, on quitte les bureaux d'assez bonne heure dans l'après-midi, et ces courtes journées ne suffisent pas pour donner à une entreprise moderne l'élan et la surveillance dont elle a besoin. Comme, d'un autre côté, les capitaux sont rares et chers, les prix de revient et de vente se maintiennent à un niveau élevé, vis-à-vis d'une clientèle intérieure dont le pouvoir d'achat est relativement minime. Quant à l'exportation, il n'y faut pas songer en présence d'une concurrence extérieure qui domine le marché portugais lui-même pour tous les articles frappés modérément par la douane, et aussi pour beaucoup d'appareils, de machines et d'objets que l'industrie locale se voit dans l'impossibilité de fabriquer.

La condition des ouvriers employés dans les industries précitées n'est pas très sensiblement supérieure à celle de la main-d'œuvre textile, au moins en règle générale. On trouve là, sans doute, des spécialistes dont le salaire atteint un niveau assez avantageux, parce que les individus habiles sont relativement rares. Mais la majorité des travailleurs manuels doit se contenter d'une rémunération faible, même pour un pays où les gens n'ont pas de grands besoins. On a tenté d'organiser les ouvriers pour arriver à améliorer leur sort. Nous connaissons déjà les syndicats créés sous le nom de « Associations de Classes ». Ces groupements ont sur le papier une existence abondamment réglementée, mais en réalité leur action est faible et leur influence à peu près nulle. En fait, l'ouvrier est, dans la plupart des cas, abandonné à lui-même. Il essaie de se couvrir partiellement contre les risques de la vie au moyen des associations de secours mutuels, mais il n'y parvient même pas toujours, parce que ses ressources ne lui permettent de payer que de très faibles cotisations. Aussi ressent-il souvent l'étreinte de la misère, et on ne doit pas s'étonner de le voir recourir, quand il le peut, à l'émigration pour échapper à une position si peu sûre et souvent si pénible.

L'esquisse rapide d'une famille d'ouvrier mécanicien de Porto

va nous permettre de donner une portée plus précise et plus vivante aux observations qui précèdent.

Il y a quelques années, un Portugais, M. C. dos Santos, a fondé à Porto un atelier mécanique pour la construction et la réparation des appareils électriques, de la petite mécanique et de l'automobile. Son affaire a réussi, et marche avec une activité satisfaisante. Il occupe assez régulièrement 50 à 60 ouvriers de diverses spécialités, principalement des mécaniciens. La réparation des moteurs à gaz et à pétrole fournit une part importante du travail exécuté par l'atelier. La diffusion de l'électricité, pour laquelle on forme beaucoup de projets, pourra donner à cette entreprise un sérieux développement, quand on aura réussi à vaincre les obstacles politiques et administratifs qui, ici, tendent toujours à paralyser les initiatives.

José Fillippe, âgé de 24 ans, est employé dans cette maison comme ouvrier mécanicien. Il est occupé plus spécialement à l'entretien et à la réparation des voitures automobiles qui fréquentent un garage annexé à l'établissement. Il a appris en outre à conduire, ce qui lui vaut certains profits supplémentaires. Ainsi, sans être absolument spécialisé, cet ouvrier montre pourtant des aptitudes qui le placent au-dessus de l'ouvrier ordinaire. Il est marié, et sa femme, Rosa-Maria Silva, âgée de 25 ans, a eu déjà deux enfants ; Diamantino, 3 ans ; Maria, 17 mois. Elle s'occupe uniquement des soins réclamés par le ménage et les enfants. Fillippe reçoit un salaire de 600 reis (3 fr. 30) par jour, soit, pour l'année, environ 1.000 francs. En outre, lorsque son patron l'emploie comme conducteur d'automobiles, cet ouvrier reçoit des gratifications, dont il estime le total à environ 40 milreis (222 fr.) par an. Cela représente en tout un revenu dépassant un peu 1.200 francs. C'est avec cette somme que le ménage doit subvenir à tous ses besoins. Il occupe au deuxième étage un petit logement composé de deux pièces et d'une cuisine, pauvrement meublé et d'une propreté médiocre. Le mobilier se compose de : un lit de fer, un berceau, une commode, une table de sapin, quatre chaises, une toilette, un bain de pied, un petit fourneau de

cuisine, les ustensiles et la vaisselle indispensables. En outre de quelques vêtements très simples, le ménage possède : six draps, deux couvertures, douze chemises, quatre caleçons, six paires de bas, six jupons, des mouchoirs et autres menues pièces de lingerie ; une paire de bottes, une paire de sabots, une paire de souliers, une paire de pantoufles. La valeur approximative de tous ces objets ne dépasse pas 40 milreis (220 fr.).

Essayons maintenant d'évaluer les dépenses de la famille. Le loyer du logement est de 24 milreis (132 francs). L'alimentation, très frugale, se compose essentiellement de soupes à l'huile et aux légumes, de morue sèche ou de poisson, qui est abondant et à bon marché, de légumes frais ou secs, de riz et de pain. Les jours de fête, on remplace le poisson par un peu de viande. L'ouvrier boit du vin en petite quantité : à peu près un verre à chaque repas. L'ordinaire comprend trois repas : le matin, une tasse de bouillon et du pain ; à midi, la soupe, du poisson avec des pommes de terre et un plat de légumes ; le soir, le menu est à peu près le même qu'à midi. Ceci représente le régime normal, mais il est arrivé plus d'une fois qu'on a dû réduire la consommation pour équilibrer la recette et la dépense. En effet, les frais de nourriture, calculés sur la base que nous venons d'indiquer, atteignent 525 reis (2 fr. 90) par jour, ce qui ferait pour l'année entière 1.058 francs. L'entretien coûte environ 100 francs. Les dépenses nécessaires forment donc un total de 1.300 francs, qui dépasse déjà sensiblement le revenu constaté. Mais ce n'est pas tout. Il faut ajouter à cela certains besoins, les uns exceptionnels, les autres réguliers. Tels sont les frais occasionnés par la naissance des enfants ; l'un d'eux, malade dès ses premières semaines, a coûté à lui seul 30 milreis (160 fr.) ; chaque baptême est revenu à 1.500 reis (8 fr. 50), y compris le petit régal traditionnel. L'ouvrier a obtenu de son patron un prêt dans le but de racheter une partie de son service militaire, et il rembourse peu à peu cette somme à raison de 600 reis (3 fr. 33) par semaine. Enfin, Philippe est fumeur, et boit de temps en temps un verre de vin avec les camarades ; l'ouvrier estime à 600 reis (3 fr. 33) par semaine les

dépenses de ce chef, dont 420 reis (2 fr. 30) pour le tabac; on sait que les besoins superflus sont aussi les plus tyranniques. Ces chiffres indiquent à quel point le budget de cette famille est instable. Comme elle fait la plupart de ses achats au comptant et n'obtient aucun crédit au delà d'une semaine, quand l'argent manque, il faut économiser sur la nourriture. On vit alors de soupe, de pommes de terre et de pain sec.

Notons encore une autre dépense dont l'utilité n'est pas contestable. L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels, à laquelle il verse 33 cent. par semaine. En échange, il recevrait en cas de maladie 260 reis (1 fr. 43) par jour, pendant un mois et, en outre, les soins médicaux. Il appartient aussi à un syndicat dont la cotisation est de 42 reis (20 cent.) par semaine; en cas de décès, le syndicat pourvoit aux funérailles de ses membres. Le ménage trouve encore un certain appui réciproque chez ses voisins. En cas de besoin, on garde les enfants, on soigne les malades, on se rend de petits services. Tout cela n'est pas à dédaigner, car cette aide mutuelle est précieuse pour de pauvres gens dont les moyens d'existence sont si étroits.

Fillippe et sa femme savent un peu lire et écrire; ils ont appris à l'école paroissiale gratuite. Ils sont catholiques et vont à l'église sans répugnance lorsque l'occasion s'en présente, par exemple pour un mariage, un baptême ou un enterrement. Mais, en dehors de cela, ils ne pratiquent point, et c'est là un esprit très général chez les travailleurs de Porto.

L'ouvrier paie, en outre, des taxes indirectes sur sa consommation, l'impôt direct sur les loyers, dont le montant est pour lui de 3 milreis (16 fr. 65) par an. Il a été déclaré propre au service militaire et incorporé, mais, après six mois de séjour à la caserne, il a obtenu sa libération moyennant un versement de 85 milreis (471 fr. 75). Nous avons déjà indiqué que cette somme lui a été avancée par son patron, dont il a reçu par là une remarquable preuve de confiance et d'intérêt.

Au point de vue des droits politiques, l'ouvrier ignore s'il

est inscrit sur les listes électorales, et ne paraît pas s'en soucier beaucoup[1].

Les ouvriers de Porto ont à soutenir la concurrence d'un assez grand nombre de travailleurs venant soit des campagnes du nord, soit de la Galice espagnole. Nous avons déjà signalé l'activité de l'émigration dans les provinces du nord, ainsi que ses causes. Elle se fait surtout par Porto, qui lui fournit aussi son contingent sous la poussée de la misère.

La famille Fillippe représente assez exactement le type moyen de l'ouvrier de Porto. Quelques-uns sont dans une situation meilleure, mais beaucoup se trouvent dans une position plus difficile encore parce que leurs enfants sont plus nombreux. Il en est ainsi jusqu'au jour où ceux-ci, commençant à gagner leur vie, apportent dans la maison une aisance relative. C'est là un état de choses que nous avons rencontré déjà bien des fois, parce qu'il indique vraiment le niveau habituel de l'immense majorité des familles ouvrières en Portugal. Nous pensons que la démonstration de ce fait capital résulte indiscutablement des monographies qui précèdent.

*
* *

Les observations que nous venons de résumer nous amènent à une double conclusion.

En premier lieu, il est évident que la classe aisée, prise dans son ensemble, s'est montrée jusqu'à ce jour hors d'état de surmonter les difficultés très réelles qui s'opposent en Portugal au développement de la grande industrie mécanique. Il ne faudrait pas croire, en effet, que ces difficultés sont la cause unique ou même principale du retard industriel de la race lusitanienne. Si le milieu a ses inconvénients, il présente aussi des avantages dont on aurait pu tirer bien meilleur parti. Aussi l'observateur se sent-il en droit d'affirmer que l'obstacle essentiel provient de l'insuffisance sociale de la classe supérieure. Paralysée par ses défauts d'éducation, par ses préjugés, par

1. Les éléments de cette notice ont été réunis par M. dos Santos, chimiste à Porto.

son instruction superficielle et purement théorique, par sa prédilection pour les carrières intellectuelles et politiques, cette classe n'a pas suivi le mouvement moderne. Elle s'est attardée dans des idées, des méthodes et des procédés vieillis qui la mettent dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis des peuples du nord. On observe sans doute en Portugal un réveil de l'opinion, bien tardif malheureusement, mais déjà sensible, qui paraît orienter la jeunesse vers des préoccupations plus pratiques et plus utiles que celles du passé. Il faut encourager ce mouvement par tous les moyens possibles, et si on réussit à lui donner l'ampleur nécessaire, on verra bientôt que le Portugal peut faire avec succès de la grande industrie, car il possède de magnifiques réserves en forces vives, en main-d'œuvre, en matières premières. Nous le répétons, la seule chose qui manque encore ici, c'est le ressort humain. Tant qu'il demeurera insuffisant, la fabrication mécanique sera dans l'impossibilité d'étendre son activité, de varier sa production, d'alimenter la consommation intérieure, de tenir tête à la concurrence du dehors.

En second lieu, nous constatons que, grâce à sa faiblesse constitutionnelle, la grande industrie ne parvient pas à procurer le bien-être aux ouvriers qu'elle appelle dans ses ateliers. Elle ne peut leur offrir que des salaires très faibles, insuffisants pour permettre à la très grande majorité des familles de s'élever au-dessus de la misère. Cette situation est une conséquence naturelle de la précédente. Une industrie faible, médiocrement outillée, pauvre en capitaux et en débouchés, ne peut se maintenir que par la compression énergique des frais généraux, et par conséquent des salaires. Ajoutons que, si la classe dirigeante montre une aptitude assez médiocre pour l'industrie, la classe ouvrière, malgré de réelles qualités, n'est pas elle-même dressée suffisamment pour soutenir l'effort très rude du travail moderne. Nous dirons donc, pour nous résumer, que le peuple portugais n'a aucune chance de prendre rang parmi les nations industrielles, s'il ne réussit pas au préalable à modifier son éducation, de manière à préparer pour ses ate-

liers de nombreux patrons en état de comprendre, d'organiser et de conduire le grand atelier très concentré et très puissant, ainsi que des ouvriers assez adroits, actifs et avisés pour bien manier le machinisme moderne et pour s'entendre et s'associer en vue de défendre avec une ferme modération leurs intérêts collectifs.

CINQUIÈME PARTIE

LES TRANSPORTS ET LE COMMERCE

I

LES TRANSPORTS MARITIMES

Situation de la marine marchande en Portugal. — La navigation intérieure et le cabotage. — La navigation au long cours; l'intercourse avec les colonies. — Position actuelle du Portugal au point de vue maritime. — Le marin portugais; état des populations maritimes.

1. — INDICATIONS GÉNÉRALES.

Nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer suffisamment les avantages et les inconvénients de la position maritime du Portugal [1], et nous avons constaté que les progrès de la marine à vapeur lui ont plutôt nui. En effet, la marine à voile y trouvait autrefois des points de relâche presque indispensables dont les paquebots n'ont plus autant besoin. D'un autre côté, le Portugal n'étant ni une région de grande production, ni un pays de transit, un mouvement maritime intense ne s'expliquerait

1. V. la première partie de ce travail.

guère. Malgré cela, les ports du royaume voient entrer chaque année plus de dix mille navires jaugeant environ 13 millions de tonneaux, et si on ajoute à ce mouvement celui des ports coloniaux, on dépasse les chiffres respectables de vingt-six mille navires et de 24 millions de tonnes. Hâtons-nous de dire, du reste, que ces chiffres imposants, tout en montrant que les ports portugais sont encore très fréquentés, ne représentent nullement la circulation réelle des marchandises introduites dans le Portugal et dans ses colonies, ou exportées. En effet, beaucoup de bâtiments ne débarquent ou ne prennent que des voyageurs, des ballots de correspondance, ou quelques tonnes de provisions ou de marchandises. La part du pavillon national dans ce trafic est minime [1]. En 1907, la marine marchande ne comptait dans la métropole que sept cents embarcations de toute espèce [2] pour 120.000 tonnes, dont cent six bateaux à vapeur pour 58.000 tonnes, et le reste à voile. Ces bateaux sont employés presque exclusivement au petit cabotage de port à port, ou bien au grand cabotage colonial, strictement réservés à la marine portugaise. La navigation au long cours se réduit à une ligne régulière entre Lisbonne et New-York, et à quelques voyages faits vers la côte d'Afrique, le Brésil et l'Argentine, surtout par des voiliers. Encore doit-on dire que ce mouvement est plutôt en voie de diminution. Ainsi, d'une part, malgré les circonstances nouvelles, le Portugal est encore touché par de nombreux navires, et, de l'autre, sa propre marine est en décadence. Cette anomalie s'explique par les causes générales qui ont déprimé l'essor économique de la nation, en la désorganisant dans ses institutions sociales.

Après ces indications générales, nous entrons dans l'examen sommaire de diverses branches des transports par eau.

1. Nous devons sur ce point de précieux renseignements à M. Pereira de Mattos, lieutenant de vaisseau et secrétaire de la *Liga navale;* il a publié un important ouvrage sur la marine marchande.

2. Non compris les bateaux de pêche.

II. — LA NAVIGATION INTÉRIEURE ET LE CABOTAGE.

La navigation intérieure n'est pas sans importance en Portugal, parce que les fleuves de ce pays, soutenus par la marée, peuvent être remontés plus ou moins. Mais seul le Douro, le Tage et le Guadiana admettent dans leur cours inférieur des bâtiments de mer d'un certain tonnage. La batellerie ne va pas beaucoup plus loin, parce qu'elle ne tarde pas à se heurter aux terrasses de la zone montagneuse, qui rendent les courants rapides et irréguliers. D'ailleurs, la sécheresse de l'été ne laisse aux rivières que bien peu d'eau. Quant aux canaux de navigation, ils sont inconnus en Portugal; ils seraient, du reste, difficiles et coûteux à établir en un tel pays; mieux vaut donc s'en tenir aux voies de terre. Ainsi, les transports fluviaux ne peuvent jouer qu'un rôle très secondaire, mais cependant déjà utile.

Le cabotage présente un intérêt beaucoup plus considérable, à cause du développement des côtes et de l'importance économique des villes qui les avoisinent. Les ports sont relativement nombreux et souvent très bons pour la petite navigation, qui n'a pas besoin d'une grande profondeur. Au nord du Tage, on en trouve cinq qui se relient aux chemins de fer, ce sont : Vianna do Castello, Villa do Conde, Leixoes, Aveiro, Figueira dâ Foz. Quelques autres sont séparés de la voie ferrée par une distance de plusieurs kilomètres, ce qui réduit sensiblement leur action. Au sud du Tage, le cabotage se rattache aux rails à Setubal; mais ensuite il faut aller jusqu'en Algarve pour les retrouver; là, les caboteurs desservent Lagos [1], Portimao, Faro, Olhao, Tavira et Villa Real. Mais ici le chemin de fer suit la côte et ne pénètre dans l'intérieur que par une seule voie, celle qui se dirige vers le nord du pays. Si les voies de terre étaient plus développées, le cabotage en profiterait sûrement

1. Ce petit port est situé sur une vaste baie, qui pourrait bien devenir l'une des stations de la grande voie maritime rattachant la Méditerranée au canal de Panama.

dans une mesure sérieuse. Dans les conditions actuelles, il occupe un certain nombre de barques à voile, jaugeant presque toutes moins de 100 tonnes et montées par quelques centaines de matelots. Ces braves gens font un dur métier dans cette mer presque toujours agitée et souvent dangereuse. La monographie qui suit va nous donner à cet égard des indications précises et intéressantes. Elle concerne un *Patron caboteur de Sétubal* [1], qui représente la moyenne des entrepreneurs de cette catégorie.

Nous avons eu déjà l'occasion de décrire la petite ville de Sétubal, située à l'embouchure du fleuve Sado. C'est à la fois un port de pêche très important, principalement pour la sardine, mais il arme aussi pour Terre-Neuve. On y trouve même de petits chantiers de construction, où l'on fait des bateaux en bois jaugeant jusqu'à 500 tonneaux, très fins voiliers, destinés à pratiquer le grand cabotage entre la métropole et l'archipel des Açores ou la côte d'Afrique. Depuis des siècles, on y récolte dans de nombreuses salines un sel très estimé pour la conservation du poisson, et qui s'exporte au loin. De multiples fabriques de conserves de sardines se sont établies sur l'estuaire, de telle sorte que les barques peuvent leur apporter directement le poisson ou charger les caisses préparées pour l'expédition. Aussi la ville, qui n'était guère qu'un gros bourg il y a trente ans, compte aujourd'hui plus de 25.000 âmes. Elle est reliée par chemin de fer avec Barreiro, faubourg de Lisbonne, sur la rive gauche du Tage, et de là avec le réseau général du pays. Mais c'est principalement par le cabotage que Sétubal expédie ses produits à Lisbonne, qui en consomme une partie et exporte le reste.

Parmi ces produits, outre le sel et le poisson conservé, il faut noter le vin, les oranges et autres fruits, ainsi que les légumes des nombreuses *quintas* qui font à la ville une ceinture verdoyante et fleurie. Les alluvions du Sado sont fertiles et la campagne est protégée des vents du nord par une chaîne assez

1. Étude faite avec le concours de M. Oliveira Leone, capitaine au long cours.

élevée, la Serra de Arrabida, qui sépare les deux fleuves voisins. Aussi peut-on pratiquer dans ce coin de terre privilégié les cultures les plus variées [1]. Les habitants de Sétubal disposent donc de ressources variées, en sorte que la vie matérielle n'est pas chère.

Le chef de la famille étudiée dans cette monographie, Manoel dos Santos Casaca, âgé aujourd'hui de 43 ans, est un petit entrepreneur de transports maritimes. Fils d'un capitaine au long cours [2], il a lui-même appris le métier de marin et a navigué d'abord comme mousse, puis comme matelot, puis comme patron de barque. Il habitait alors Lisbonne, où il fit en 1889 la connaissance d'une servante, Maria Caetana, originaire de Vizeu, où elle est née en 1861 ; ses parents étaient des paysans. Le marin l'épousa, bien qu'elle fût plus âgée que lui de quelques années, et il n'a pas eu à le regretter, car elle se montra excellente ménagère. Casaca alla s'établir à Sétubal il y a quatorze ans, réalisa quelques économies, ce qui lui permit de trouver un peu de crédit et de devenir maître caboteur, en profitant d'une bonne occasion. En 1902, un bateau de 70 tonnes, du type employé dans ces parages, encore en très bon état, fut mis en vente. Pour l'avoir neuf, il aurait fallu payer à peu près 14.000 francs ; on l'adjugea à notre marin pour 10.000 francs. Il ne possédait que 3.000 francs d'économies, mais l'une de ses tantes et quelques amis lui vinrent en aide pour compléter la somme. Auprès des banques il n'aurait trouvé aucun crédit, malgré son bon renom.

Entre temps, le ménage avait eu deux enfants : Adélaïde, âgée aujourd'hui de 19 ans, et Manoel, qui en a 17. La jeune fille aide sa mère dans les soins du ménage, et le jeune homme navigue avec son père depuis l'âge de quatorze ans.

L'entreprise de Casaca ne tarda pas à prospérer. Chargeant à

1. Nous y avons vu notamment une pépinière établie par un Français, M. Perrier, pour la culture du palmier d'ornement, qu'il expédie dans les pays du nord.

2. Les officiers de la marine marchande sont brevetés après un examen pratique passé à dix-huit ans. Ils doivent naviguer au moins une année comme lieutenants.

Sétubal les produits de la région, il les transportait à Lisbonne, passant par une courte traversée de l'estuaire du Sado à celui du Tage, et revenait avec un chargement destiné au commerce de son port d'attache. Ce trafic côtier, réservé au pavillon portugais, est assez strictement réglementé. Le nombre des hommes d'équipage, notamment, est fixé par la loi; les patrons et les pilotes doivent être munis d'un brevet, etc. Les matelots sont généralement rétribués à la part; on fait masse des sommes payées à titre de fret, et, après déduction des dépenses de navigation et de nourriture, le produit net est divisé en deux portions inégales. La première, fixée par l'usage à 55 %, appartient à l'équipage, le reste est attribué au bateau. En moyenne, le patron touche une centaine de francs par mois, et en plus une gratification de 10 francs par voyage. Les matelots reçoivent environ 60 francs, et le mousse de 30 à 60 francs, selon son âge. Lorsque le propriétaire du bateau est en même temps patron, il cumule le salaire prélevé comme chef de l'équipage et le profit acquis à titre d'entrepreneur. Dans ces conditions, Casaca pouvait réaliser bon an mal an entre 3.500 et 4.000 francs. Son fils gagnait de son côté, en dernier lieu, de 40 à 50 francs par mois. C'était là un excellent résultat, qui avait permis au marin de rembourser les emprunts faits pour acheter son premier bateau. De plus, la douane ayant mis en vente une barque de 20 tonnes confisquée à des contrebandiers, Casaca s'en était rendu acquéreur. Elle avait valu neuve 5 à 6.000 francs. Il l'eut pour 3.000 francs, somme qu'il put fournir en partie, et il emprunta le surplus. Il l'emploie également au service de cabotage entre Sétubal et Lisbonne. Mais un grand malheur est venu interrompre cette prospérité, qui lui avait permis de rembourser déjà presque complètement sa seconde dette. Dans l'hiver de 1908-1909, le plus grand des deux bateaux drossé par les courants, par temps de calme plat, s'est échoué et perdu sur les rochers de la côte. Il n'était pas assuré, à cause du taux élevé de la prime exigée par les compagnies, si bien que Casaca n'aurait reçu aucune indemnité, sans la touchante solidarité des maîtres caboteurs de Sétubal, au nombre d'une dizaine,

qui, se cotisant spontanément, remirent à leur camarade une somme de 1.000 francs et lui payèrent en outre six mois de son loyer. De leur côté, les clients de Casaca lui ont offert aussitôt de lui prêter la somme nécessaire pour acheter un autre bateau. Nous saisissons ici une application des lois économiques qui font des transports une industrie auxiliaire, nécessaire à toutes les autres. Le commerce qui a besoin du cabotage, vient au besoin le soutenir de son argent. Mais le brave homme hésite devant ces charges nouvelles et préférerait trouver un emploi de patron sur un bateau appartenant à autrui.

Comme toutes les villes en progrès, Sétubal a des quartiers anciens, avec des rues étroites, tortueuses, mal odorantes. Le niveau du terrain ne dépasse guère celui du fleuve, et il en résulte une humidité malsaine. Mais à côté, sur un sol plus élevé, on trouve des voies nouvelles que l'on a eu le bon goût de faire larges, propres, égayées par de la verdure et des fleurs. Les Casaca habitent dans le quartier neuf, avenue Todi, dans une maison de bonne apparence. Leur appartement, placé au dernier étage, est fortement mansardé. Il se compose de huit petites pièces, y compris la cuisine. Plusieurs sont claires et gaies; d'autres, avec leurs lucarnes, en forme de hublot, rappellent un peu trop une cabine de navire. Néanmoins, comme il est neuf, peint de couleurs claires, et tenu avec une propreté méticuleuse, ce logis est avenant et sympathique.

Le loyer annuel est de 66 milreis (366 francs). L'ameublement est très simple, mais suffisant et bien entretenu. On sent ici l'action d'une parfaite ménagère. La mère de famille est activement secondée par sa fille qui sait introduire dans le logis une certaine recherche en ornant les murs et en brodant des napperons, des tapis et des rideaux. Cet intérieur, où vit une famille que ses antécédents, son éducation, son mode d'existence rattachent évidemment à la classe ouvrière, laisse une excellente impression de confortable, de décence, de respectabilité. L'alimentation de ces braves gens, sans être recherchée, est cependant meilleure que celle des familles de simples matelots. Elle se compose principalement de légumes, de poisson,

de fruits; de temps en temps on remplace le poisson par de la viande de boucherie, qui dans cette ville est d'assez bonne qualité et d'un prix abordable. Les achats se font ordinairement au comptant, sauf pour l'épicerie que l'on paie par semaine. Les membres de cette famille ne sont guère exigeants au point de vue des récréations : les promenades dans la campagne avec des amis, avec arrêt dans quelque auberge où l'on joue aux boules en buvant un verre de vin, de temps en temps une séance de cinématographe — institution devenue partout essentiellement populaire, — parfois aussi le spectacle, quand une troupe théâtrale passe à Sétubal, voilà leurs distractions les plus coûteuses. Les Casaca étaient trop préoccupés d'amortir leurs dettes pour gaspiller leur argent en dépenses inutiles. C'est ce qui leur a permis de devenir en peu d'années propriétaires de deux bateaux, instruments d'une petite fortune espérée à bon droit, lorsque le malheur est venu ruiner d'un seul coup le résultat principal d'un si laborieux effort. Aussi comprenons-nous avec sympathie l'émotion du marin et des siens quand ils nous montrent, placé sous verre, un petit modèle du bateau qu'ils viennent de perdre. Cette catastrophe a douloureusement troublé leur existence, mais Casaca se sent encore jeune et vigoureux, et, loin de se décourager, il compte bien reconstituer son épargne et assurer la paix de sa vieillesse.

Nous avons constaté que le maître caboteur avait trouvé chez ses collègues, ses amis et ses clients un appui efficace, que lui-même saurait à l'occasion donner réciproquement. Il n'a recherché aucun autre soutien, bien qu'il existe dans la localité diverses associations. On y trouve notamment des syndicats de marins, de charpentiers de navires, d'ouvriers du liège, de soudeurs de boîtes, etc., et aussi diverses sociétés de secours mutuels. Les pauvres sont secourus par la Miséricorde, qui possède en outre des hôpitaux, où elle soigne les malades gratuitement ou moyennant pension, selon les cas.

Casaca a reçu une bonne instruction primaire, et ses deux enfants ont été instruits dans les mêmes conditions. La mère sait à peine lire. On trouve à Sétubal quatre écoles primaires

pour les garçons, et autant pour les filles. Un lycée donne l'enseignement secondaire aux jeunes gens. Au point de vue religieux, les ouvriers pratiquent peu; ceux qui sont originaires du nord du pays, ainsi que les femmes, montrent un peu plus de zèle, mais la véritable ferveur est rare.

Notre marin paie comme impôt direct 10 % de son loyer, c'est-à-dire environ 36 francs. En outre, la ville est assujettie à l'octroi sur les denrées de consommation au profit de l'État, sans parler des diverses autres taxes indirectes. Il n'a pas fait de service militaire, grâce à des influences qui l'ont fait dispenser. Il est électeur politique et municipal.

En ce qui concerne le mouvement de la population, on trouve dans les ports de Sétubal et de Cézimbra de nombreux marins pêcheurs, originaires de la côte nord du Portugal et attirés dans les ports du midi par l'activité de la pêche de la sardine et du thon pour l'approvisionnement des fabriques de conserves. Ces gens du nord gardent assez fidèlement leurs mœurs, un peu différentes de celles des méridionaux; ils sont plus calmes, plus sobres, plus religieux, mais aussi plus lourds, plus routiniers, plus indifférents au confort et à l'hygiène. On remarque aussi une nuance sensible dans le caractère féminin. Dans les ménages du nord, la femme se montre généralement active et énergique; souvent c'est elle qui mène la maison. Dans le midi, les femmes sont plus molles, plus insouciantes; elles vivent volontiers un peu isolées dans leur intérieur et ne cherchent guère à exercer une influence dirigeante. Il y a là une différence d'éducation qui paraît tenir surtout aux conditions du travail. Les marins du nord naviguent beaucoup au long cours et pratiquent souvent l'émigration temporaire. Pendant l'absence des maris, ce sont les femmes qui gouvernent la maison, dont dépend fréquemment une petite exploitation rurale. Cela leur donne une autorité que les habitudes différentes du midi ne font pas naître.

En sens contraire, la région de Sétubal fournit quelques émigrants pour l'Afrique et le Brésil. Mais ils sont peu nombreux, parce que le travail ne manque pas dans la localité.

La famille que nous venons de décrire est exceptionnelle par

son esprit d'entreprise et de prévoyance. Cependant, on trouve à Sétubal plusieurs exemples analogues, qui témoignent des qualités propres de la race, et montrent ce qu'elle pourrait donner avec une éducation familiale plus forte, produisant en plus grand nombre les individus d'élite. Nous voyons en outre par cet exemple comment le petit cabotage est maintenu à Sétubal à la fois par les besoins du commerce qui trouve un grand avantage à l'employer, et par la protection de l'État. La situation est exactement la même non seulement pour les caboteurs des autres ports métropolitains, mais encore pour les petits bâtiments qui vont porter aux Açores, à Saint-Thomé, à Angola, des vins, des tissus et autres articles, et en rapportent du sucre, du café, des arachides, etc. L'activité de cette navigation reste naturellement, comme importance, en relation étroite avec celle des affaires. La première ne peut progresser que parallèlement à la seconde. Grâce au privilège légal assuré au pavillon national, le cabotage est d'ailleurs certain de conserver sa clientèle et de prospérer avec elle, le cas échéant.

III. — LA MARINE AU LONG COURS.

Abordons maintenant la question de la navigation au long cours, qui se divise en deux catégories. La première s'applique aux relations entre la métropole et ses colonies. Ici, le mouvement d'affaires n'est pas sans importance, et, de lui-même, le pavillon portugais en prend une certaine part au moyen de la navigation à voile, la plus simple, celle qui exige le moins de capitaux. Mais il se fût totalement effacé devant la concurrence étrangère, pour les services à vapeur, sans l'appui énergique du gouvernement. Le trafic avec les colonies africaines a été réservé, par assimilation avec le cabotage, et des lignes régulières ont été créées avec le secours du Trésor public. Le grand cabotage colonial vit donc surtout par l'emploi de moyens artificiels et il en sera ainsi tant que le Portugal restera placé dans les circonstances sociales et économiques que nous connaissons, tant que ses colonies seront

elles-mêmes dans une condition médiocre comme population et comme production. On nous a d'ailleurs affirmé que les services maritimes privilégiés et subventionnés ne sont pas dirigés de façon à répondre entièrement aux besoins. Le public se plaint fréquemment de la lenteur, de l'insuffisance, de l'irrégularité et de la cherté des transports. Ceci est un résultat inévitable du régime social combiné avec le monopole.

La navigation au long cours proprement dite, c'est-à-dire celle qui a pour but de mettre le Portugal en relation avec des pays étrangers, est réduite à peu de chose, nous le savons : une ligne de vapeurs vers New-York, quelques bateaux, presque tous voiliers de faible tonnage, expédiés dans l'Amérique du Sud, rien de plus. Comment pourrait-il en être autrement? Il n'y a en Portugal ni constructeurs, ni fabricants qui s'intéressent directement à la marine, ou du moins leur nombre est insignifiant, et leurs moyens d'action sont minimes. Pour constituer une marine marchande, on devrait acheter tout au dehors et engager des capitaux considérables, qui seraient fort mal rémunérés, car la concurrence étrangère ne permettrait pas de surélever le prix des frets. On ne peut s'attendre à voir les capitalistes jeter inutilement leur argent à la mer. Aussi, la marine au long cours aurait-elle déjà totalement disparu sans le secours de l'État qui, à force de subventions et de faveurs, lui permet de végéter chétivement. Le Trésor a fait dans ce but des dépenses considérables. Des entrepreneurs étrangers ont construit à ses frais : à Lisbonne des quais de 4.470 mètres de longueur, avec des hangars, des grues de 40 à 75 tonnes, deux formes de radoub, des voies ferrées ; à Leixoes, près de Porto, un port d'abri qui reste très incomplet [1] : à Vianna dans le nord, un autre port plus petit, mais intéressant. L'usage de ces installations coûte aux navires portugais moitié moins cher qu'aux étrangers. Mais cela ne suffit pas pour créer ou pour entretenir une marine ; ce qui manque, ce sont les grands intérêts particuliers, seuls capables de faire les efforts et les sacrifices nécessaires pour atteindre un pareil but. Ces intérêts

1. Dans ces ports on a créé, à l'usage des émigrants, des postes de désinfection bien organisés.

sont si peu développés qu'ils interviennent à peine dans la gestion des ports. Celui de Lisbonne est administré par une commission nommée par le gouvernement, et celui de Leixoes, par une compagnie de chemins de fer qui le laisse dans un déplorable abandon. Les Chambres de commerce, si directement intéressées, n'ont qu'une influence très restreinte sur l'administration des ports; cela est le contraire même de la logique. Ajoutons que la législation maritime, quoique souvent remaniée, est incomplète et confuse, surtout en matière d'avaries, d'hypothèques, d'assurances, ce qui donne lieu à une jurisprudence contradictoire.

La condition du personnel de la marine au long cours est naturellement en harmonie avec l'état de cette industrie. Les matelots, originaires pour la plupart des villages maritimes qui bordent la côte nord, reçoivent un maigre salaire, dont ils délèguent une partie à leurs femmes. Souvent ils sont propriétaires d'une petite maison et d'un champ; la femme cultive celui-ci avec l'aide de ses enfants, et en tire de précieuses ressources alimentaires. Mais il est bien difficile à ces familles de marins de s'élever à une meilleure situation. Nous savons déjà que la pêche ne leur est pas beaucoup plus favorable. Il faut donc des circonstances tout à fait exceptionnelles pour qu'une famille de matelot échappe à la pauvreté chronique et parvienne à une certaine aisance.

Est-il permis d'espérer qu'une amélioration interviendra au profit de la marine marchande portugaise? Pour répondre à cette question, il faut distinguer. Le cabotage est certainement susceptible d'un sérieux progrès, car les éléments à transporter sont relativement abondants. Pour réaliser ce progrès, il faudrait employer des capitaux plus considérables, remplacer par de petits vapeurs les barques à voiles employées jusqu'ici, donner au service plus de rapidité et de régularité. Tout cela est possible, et nous savons que l'on y pense. Mais les projets de cette sorte se heurtent toujours au défaut d'argent. Si les négociants sont disposés à consentir exceptionnellement de petites avances à un marin tel que Casaca dont la conduite et les capacités sont bien connues, il n'en est plus de même quand

il s'agit de monter une entreprise exigeant des sommes assez élevées. Aussi est-il à prévoir que les choses resteront encore longtemps dans l'état primitif et médiocrement avantageux où elles se trouvent aujourd'hui.

Quant à la grande navigation, ses chances d'avenir sont plus faibles encore. En effet, la concurrence maritime est arrivée à un tel degré d'intensité, que toutes les marines du monde, ou à peu près, souffrent d'une crise extrêmement grave. Les navires sont si nombreux, les frets si bas, que beaucoup d'entreprises doivent laisser inactifs et désarmés une partie de leurs bateaux. Ainsi, le moment n'est pas favorable à un développement maritime quelconque. Mais en outre, quand bien même les transports maritimes n'auraient pas à souffrir de la pléthore actuelle et de la concurrence qui s'ensuit, le Portugal serait-il en position de constituer une marine au long cours un peu considérable? Nous devons insister sur ce point, qui préoccupe en Portugal beaucoup de bons esprits, car ils y voient l'un des éléments principaux du problème économique actuellement posé dans leur pays.

Rappelons d'abord que la concurrence acharnée des grandes marines ne permettrait en tout cas le développement de la marine marchande en Portugal qu'à l'ombre d'une protection allant jusqu'à la prohibition des navires étrangers, ou à peu près. C'est là déjà une grave difficulté. Ensuite, pour alimenter une marine, il lui faut un fret de départ. Nous savons que le Portugal en fournit peu, soit par lui-même, soit par le transit. Il faudrait donc avant tout augmenter considérablement la production indigène en vue de l'exportation. Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour. La marine, pour couvrir ses dépenses, doit trouver en outre du fret de retour. Elle en obtient une certaine quantité dans les colonies portugaises, qui fournissent à la métropole du sucre, du café, des arachides, etc. Elle pourrait aussi, si la concurrence le lui permettait, importer du charbon, des matières premières et des marchandises de consommation. Mais, la chose fût-elle possible, que cela n'irait pas très loin, parce que le pays n'est pas un grand consommateur et ne demande pas, par conséquent, de grosses quantités de marchandises. Le Portugal

pourrait-il devenir un entrepôt emmagasinant des matières premières et des denrées pour les répartir ensuite entre les autres pays? La chose est devenue pratiquement impossible, parce que des pays mieux placés ont déjà pris ce rôle et le remplissent d'une manière à peu près complète. On ne voit pas bien comment une petite nation faiblement organisée pourrait réussir à concurrencer les pays du nord, qui ont une avance si sérieuse.

Nous ne pouvons donc partager l'illusion des Portugais, qui espèrent rendre à leur patrie une prospérité maritime appréciable. Ce pays a aujourd'hui contre lui trop d'éléments contraires. Mais si, par un effort soutenu et vigoureux de l'initiative privée, on pouvait arriver à augmenter peu à peu la production agricole et industrielle, à développer les colonies, à activer les relations commerciales entre le Portugal et certains pays consommateurs, comme l'Angleterre, la France, les États-Unis et le Brésil, il est bien évident que la marine nationale, privilégiée comme elle l'est, ne pourrait manquer d'en profiter. Mais sa prospérité ne peut être qu'une conséquence du progrès général de la production métropolitaine et coloniale. C'est ce progrès qu'il convient donc de poursuivre avant tout. En attendant, il serait bon d'étudier de près la situation et le fonctionnement des lignes subventionnées, afin de voir s'il n'y a pas là des erreurs à redresser et des réformes utiles à réaliser. Nous avons déjà constaté que la même étude s'impose d'une manière urgente en ce qui touche l'organisation, la gestion et les débouchés des ports.

II

LES VOIES TERRESTRES

Routes et chemins. — Leur insuffisance. — Isolement de certaines régions. — Dommage économique causé par cette situation. — Les chemins de fer. — Lenteur de leur développement. — Intervention de l'État. — Situation actuelle. — Les ouvriers de chemins de fer.

1. — ROUTES ET CHEMINS.

A bien des reprises, nous avons dû constater l'insuffisance des routes et chemins, soit au point de vue du nombre, soit à celui de l'entretien. Et pourtant, il n'est que juste de le reconnaître, des efforts sérieux ont été faits au siècle dernier pour réparer la négligence impardonnable des générations précédentes. Des routes ont été établies entre tous les centres de population un peu importants. Ces routes sont souvent bonnes, quoique l'entretien en soit médiocre. Mais en beaucoup d'endroits, de simples pistes ou des sentiers défoncés relient entre eux les villages. Des contrées entières sont absolument dépourvues de chemins dignes de ce nom, et demeurent ainsi dans un état d'isolement qui ne permet ni de les mettre en valeur, ni de les coloniser. Aussi les procédés de transport sur routes sont-ils fort primitifs. Le paysan ne connaît que le char à bœufs, lourd et lent. Souvent même ce véhicule ne peut passer, et il faut porter les denrées à dos de mulet, de cheval ou d'âne. Dans ces conditions, tout charroi est onéreux. Beaucoup de

produits deviennent invendables, et restent sur place. Les denrées agricoles se répartissent mal, ne se vendent pas au meilleur prix. Il est du reste impossible, dans bien des cas, de faire les cultures les plus avantageuses, parce que le transport rapide des récoltes est impossible. Enfin les chemins de fer ne sont pas alimentés comme ils devraient l'être pour donner de bons résultats. C'est là évidemment une cause capitale de stagnation économique et sociale.

Cette situation si dommageable n'est pas imputable aux pouvoirs publics seuls. Peut-être auraient-ils pu faire davantage, mais ils avaient à pourvoir à des besoins immenses et variés, non seulement dans la métropole, mais encore aux colonies. La tâche dépassait réellement les ressources. Les particuliers auraient dû aider l'État, et dans ce pays de grande propriété foncière, il semble bien que les maîtres du sol auraient pu contribuer de leur côté, et dans leur propre intérêt, à l'amélioration et au développement des chemins secondaires. Mais pour cela il eût fallu résider dans les campagnes, s'intéresser aux choses de la terre, prendre une part active à la gestion des affaires communales, comprendre le rôle des transports, et s'associer pour les organiser. Des propriétaires absentéistes ne songent guère à ces détails. Leurs domaines rapportaient, soit par le petit fermage, soit par l'élevage extensif, cela suffisait; à quoi bon se donner du souci pour mieux faire? Mais, pendant ce temps, le pays ne se développait que fort peu, en comparaison des autres États occidentaux, et peu à peu l'orientation sociale s'établissait dans le sens de l'expropriation graduelle des anciennes familles. Ainsi va le monde. Les forces sociales méconnues agissent sourdement, sans repos ni trêve, et se tournent contre ceux qui n'ont pas su comprendre leur fonction et faire leur devoir. Pour créer et maintenir la propriété dans toute sa réalité et dans toute sa puissance, il ne faut rien négliger pour la rendre productive et utile à l'ensemble de la société. Malheureusement, cette grande vérité sociale est, aujourd'hui encore, trop peu comprise en Portugal, et cette erreur a sa répercussion naturelle dans l'insuffisance des voies de

communication. Cela maintient une partie importante de la surface du pays à l'état de désert inculte et gêne partout le mouvement des échanges.

II. — LES VOIES FERRÉES.

Tous les transports sont régis par les mêmes lois générales, qui agissent avec une force proportionnelle à celle des moyens mis en œuvre. Lorsqu'une agriculture déjà florissante, une industrie en progrès, un commerce actif, en sentent vivement le besoin, ni les concours, ni les capitaux ne font défaut. L'initiative privée suffit pour entreprendre et construire les chemins de fer; elle sait trouver à bon compte les capitaux nécessaires. En outre, la même influence intervient pour conserver à l'exploitation le caractère d'industrie auxiliaire qui est également celui de la marine. Elle veille à ce que les tarifs restent modérés, et, au besoin, elle suscite des lignes concurrentes. Le fait s'est produit maintes fois en Angleterre et aux États-Unis. On comprend alors que, en règle générale, un chemin de fer ne doit pas être considéré comme destiné à réaliser par lui-même de forts bénéfices. Il suffit qu'il rémunère à un taux modéré les capitaux employés. Sinon, il manque à sa fonction la plus essentielle, qui est de faciliter le jeu de toutes les autres entreprises. Pour quelle raison, en effet, attribuerait-on aux compagnies des concessions comportant des avantages si exceptionnels : faculté d'user du domaine public, d'exproprier et de traverser la propriété d'autrui, de créer des causes de gêne et de trouble pour les particuliers, etc. Tout cela est accepté dans l'intérêt public, mais cet intérêt est trompé si le chemin de fer ne donne pas en échange toutes les facilités possibles aux transports. Ici encore le principal bénéfice doit être indirect, et se répandre sous la forme de travaux, de fournitures, de salaires, de fret à bon marché. Quand ces intérêts indirects n'existent pas, les chemins de fer n'apparaissent pas davantage. Il faut alors que l'initiative vienne du dehors, ou de l'État.

Mais, dans ce cas, la règle générale est faussée; l'entrepreneur exige davantage, ou bien l'État construit plus chèrement, le public paie la différence, grâce à l'élévation des tarifs ou à l'impôt. C'est là précisément ce qui s'est produit en Portugal. Dès 1844, le comte de Thomar proposa la construction d'une voie ferrée entre Lisbonne et la frontière. Mais ce projet ne fut réalisé que beaucoup plus tard, avec le concours des capitaux, des entrepreneurs et des ingénieurs étrangers, français surtout. En même temps, et avec la même lenteur, on établissait une autre ligne pour relier Porto à la précédente. Cette première artère reçut peu à peu de petits embranchements pendant qu'une ligne était poussée par lentes étapes de Barreiro, au delà du Tage, vers Beja et l'Algarve. Mais certains échecs financiers s'étant produits, le progrès s'arrêta et le réseau demeura incomplet. En pareil cas, l'intérêt général est trop évident pour qu'un gouvernement tant soit peu éclairé reste indifférent. Il est fatalement amené à intervenir. Déjà le Trésor avait soutenu la construction au moyen de garanties d'intérêt et de privilèges. En présence de l'indifférence des particuliers, on alla plus loin, et un réseau d'État fut commencé. Aujourd'hui, il s'étend sur une longueur de 1.000 kilomètres environ, et tend à faire des progrès assez rapides sous l'impulsion d'un fonctionnaire énergique et instruit, M. F. de Sousa, qui, en même temps, a su donner à l'exploitation une marche normale et régulière à laquelle on n'était pas habitué. De leur côté, les compagnies exploitent à peu près 1.700 kilomètres, dont près de 300 à voie étroite.

Il faut dire que la construction des chemins de fer présentait des difficultés sérieuses dans ce pays presque tout en montagne, hérissé d'obstacles, et où il fallait importer tout le matériel nécessaire. En outre, on ne pouvait compter sur un trafic très considérable, car l'agriculture vend et achète relativement peu, et les industries établies dans l'intérieur sont de faible importance. Cela suffit pour expliquer l'hésitation des capitalistes et les sacrifices prolongés du Trésor public. Aujourd'hui, malgré tant de difficultés, un réseau déjà étendu parcourt les régions

les plus riches du pays, commence à pénétrer les contrées les plus isolées, et se relie dans toutes les directions aux lignes espagnoles. Il est divisé en deux parties principales : celle qui est administrée par la Compagnie royale, et celle qui est régie par l'État; le surplus, exploité par de petites compagnies, est peu de chose. D'une façon générale, la gestion est bonne et régulière, mais dominée par une tendance qui ne répond pas à la nature des choses. Déjà, l'insuffisance du trafic tend à maintenir les tarifs à un niveau assez élevé. En outre, d'autres circonstances agissent encore dans le même sens. Les capitaux étrangers engagés dans cette entreprise réclament de hauts dividendes; de son côté, l'État, toujours besoigneux, s'efforce de tirer des chemins de fer le plus d'argent possible, soit pour enrichir le budget des recettes, soit pour fournir une garantie d'intérêt aux constructions neuves. Tout le système reste ainsi en dehors de la règle générale posée plus haut; il se meut dans un cercle vicieux, où personne ne trouve vraiment son avantage, car, si les capitalistes sentent leurs intérêts toujours plus ou moins menacés, le public, de son côté, paie les transports trop cher.

Le personnel des chemins de fer est assez nombreux. Aucune autre industrie portugaise n'emploie sous une forme aussi concentrée une telle foule de salariés. Il en est peu qui patronnent aussi largement le personnel, au moins pour ce qui concerne les grands réseaux. Des caisses de secours et de retraites ont été établies; elles sont alimentées par des retenues sur les traitements, auxquels s'ajoutent des subventions fournies par l'exploitation. Mais l'échelle des salaires est plutôt faible, et les petits employés se trouvent sensiblement dans la condition ordinaire de l'ouvrier en Portugal, c'est-à-dire qu'ils ont de la peine à vivre.

Nous pouvons résumer cette rapide esquisse en quelques formules indiquant les répercussions principales de la situation.

La lenteur du développement de la production a fait celle de la construction des voies ferrées.

La nécessité de tirer du dehors tout le matériel employé a

contribué également à retarder l'extension des chemins de fer, car celle-ci n'était appuyée directement sur aucune industrie nationale.

Le recours aux capitaux et au personnel étrangers, en accroissant les charges, a dénaturé dans une certaine mesure le rôle des chemins de fer en renchérissant le prix du transport.

L'intervention de l'État a contribué à accélérer la construction, mais celle-ci a été entravée, d'un autre côté, par les charges fiscales imposées aux compagnies. D'ailleurs, l'État agit directement pour maintenir les tarifs à un niveau assez élevé, afin de se procurer les ressources nécessaires pour étendre son réseau. Or, il n'est pas normal que le trafic subventionne la construction, car alors celle-ci se fait aux dépens des transports actuels, qui sont surchargés au profit de l'avenir.

Enfin, les chemins de fer ont à souffrir d'une façon générale de l'insuffisance des routes et chemins, des ports, de la médiocre organisation du travail, qui entraîne l'insuffisance de la production, enfin des agitations politiques, qui troublent la vie économique par une foule d'interventions injustifiées.

III

LE COMMERCE

Les spécialités commerciales, leur raison d'être et leurs effets. — Commerce intérieur. — Commerce d'importation. — Commerce d'exportation. — Protection ou libre-échange. — Le tarif douanier et les traités de commerce. — La Banque et les capitaux. — La circulation monétaire et le crédit.

1. — GÉNÉRALITÉS.

Le commerce, intermédiaire placé entre la production et la consommation, leur est si nécessaire, que nous le voyons apparaître dès les origines de l'histoire. Un facteur économique de cette importance ne peut manquer, évidemment, de jouer en même temps un rôle social de premier ordre. En effet, le commerce, exercé comme métier principal, a positivement dirigé l'évolution de certains peuples, parmi lesquels il suffira de citer les Grecs et les Carthaginois. Plus tard, les Italiens ont été aussi fortement influencés par le commerce, et les Portugais eux-mêmes, après la décadence des républiques marchandes de l'Italie, se sont tournés, également, avec trop d'exclusivisme vers cette branche du travail. La découverte de la route des Indes et de l'Amérique les a par la suite engagés plus encore dans cette voie. Or, la pratique trop exclusive du commerce présente un grand danger. Comme c'est là une fonction économique auxiliaire, si elle n'est pas basée sur une production nationale

intense, elle reste soumise à bien des causes de trouble. Et si la concurrence, la guerre, la découverte de voies nouvelles, ou de nouveaux centres de production viennent à réduire l'activité commerciale, la prospérité entière de la nation est compromise. C'est l'inconvénient ordinaire des spécialités exclusives, mais ici il est aggravé encore par la mobilité extrême des circonstances susceptibles d'influencer le mouvement commercial. En outre, le commerce, par ses exigences spéciales, tend à désorganiser les familles qui le pratiquent. Il ne les attache pas très solidement au pays, car un comptoir se déplace assez aisément; il pousse au mélange des types, puisque le commerçant voyage et s'établit là où le mènent les affaires; son caractère aléatoire basé sur le calcul et les combinaisons, donne à l'esprit une tournure particulière, faite de finesse et de tendance spéculative; le gain facile, l'accumulation de la richesse, portent au luxe et à la corruption, agents très actifs de désorganisation sociale. L'habitude d'un travail, qui repose avant tout sur les prévisions et les combinaisons de l'esprit, éloigne des métiers techniques et pousse vers les professions purement intellectuelles. Plus la formation sociale primitive est ébranlée, et plus grande est l'action dissolvante de ces diverses influences. La race portugaise a ressenti vivement toutes ces influences, qui furent un des facteurs essentiels de son évolution.

Aujourd'hui, le commerce n'a plus le caractère trop exclusif d'autrefois. Il est rentré dans son rôle normal d'auxiliaire. Aussi est-il dans une situation exactement parallèle à celle de la production, qui l'alimente, et à celle de la consommation, aux besoins de laquelle il pourvoit. Nous savons que la production agricole est peu variée, et qu'elle ne dispose pas d'une grande quantité de denrées pour la vente; il va de soi que ce fait prive le commerce d'un aliment important. L'industrie ne déploie qu'une activité assez médiocre, elle ne saurait fournir au commerce une quantité considérable d'articles. Enfin, la masse de la population est pauvre, et vit le plus possible sur son propre fonds; dans ces conditions, on achète relativement peu, et le commerce ne trouve pas le moyen de progresser

beaucoup. Tout cela est naturel, par conséquent fatal, inévitable[1].

II. — LA SITUATION COMMERCIALE.

Mais serrons les faits de plus près en examinant les diverses branches du commerce. Voici d'abord le trafic intérieur. Il se subdivise en deux catégories : le débit des denrées et articles de consommation courante et commune ; la vente des produits de luxe. Le premier est directement soumis à l'influence déprimante de cette pauvreté moyenne du peuple rappelée tout à l'heure. Le commerçant ne trouve devant lui qu'une clientèle à faible pouvoir d'achat, d'ailleurs sobre et peu exigeante ; sa vente est minime, et il cherche une compensation dans l'élévation des prix. Peu aisé, il se refuse au crédit, ce qui empêche bien des transactions. Du reste, il ne trouve pas lui-même grand crédit, et ne peut s'approvisionner facilement, d'autant moins que les transports sont souvent chers et lents. La valeur des marchandises débitées se ressent enfin de la protection douanière et de l'élévation des impôts. En résumé, la faible consommation engendre un commerce faible et une cherté qui tend à la restreindre davantage encore. Nous nous retrouvons toujours dans le même cercle vicieux difficile à franchir. Or, ce n'est pas le commerce qui peut le rompre, précisément parce que son rôle est purement auxiliaire. Si la production et la consommation se développent, il progressera avec elles, mais ce n'est pas lui qui les entraînera. Quant à la vente des articles de luxe, elle ne trouve naturellement qu'une clientèle restreinte, et elle est considérablement entravée par ce fait que, obligée de tirer presque toutes ses marchandises de l'étranger, elle se heurte à un tarif fiscal porté à un taux presque exorbitant. Ainsi, dans son ensemble, le commerce purement intérieur est limité par des obs-

1. Andrade, dans son *Portugal economico* (Lisbonne, 1902) reconnaît que, dans son pays, le commerce s'est développé moins vite que dans les autres Etats européens, même en Espagne.

tacles naturels ou artificiels contre lesquels il ne peut pas réagir d'une façon efficace par ses seuls moyens. Les sociétés coopératives, fondées çà et là par des groupements ouvriers et les syndicats agricoles, s'occupant d'achats ou de ventes pour le compte de leurs membres, constituent des palliatifs d'un effet local et restreint. Mais ces institutions clairsemées ne peuvent suffire à corriger tous les inconvénients qui résultent de la condition générale de la race.

Le commerce extérieur est retenu par les mêmes entraves, mais, ici, elles sont peut-être plus lourdes encore. A l'importation, le négociant est gêné par les besoins limités de la clientèle, par la cherté des capitaux, par l'élévation des taxes douanières, par la permanence de l'agio sur l'or. Le tarif douanier affecte un double caractère. D'une part, il est protecteur, et l'on a eu grand soin de grever les articles que peut fournir l'industrie portugaise. D'autre part, les produits que celle-ci ne fabrique pas ont été divisés en deux catégories. La première comprend les machines, instruments, outils, matières premières[1], indispensables à la fabrication locale; ils sont modérément taxés. Dans la seconde figurent les produits de luxe, lourdement frappés par un tarif qui devient un véritable impôt somptuaire, car ces articles ne rencontrent dans le pays aucune marchandise similaire à concurrencer. En outre, le commerce d'importation est limité par des prohibitions ou des monopoles portant sur les céréales, le sucre, l'alcool, le tabac, etc. Enfin des taxes de consommation viennent encore surcharger les prix. Il est difficile d'imaginer un régime, à la fois plus artificiel, plus compliqué, plus fiscal, établi dans un pays où déjà les circonstances sont médiocrement favorables à l'action du commerce. Aussi le Portugal est-il un des États où le mouvement de l'importation est le plus réduit, toute proportion gardée. La douane l'estime à environ 340 millions de francs pour 5 1/2 millions d'habitants[2].

1. Pour favoriser la fabrication, on a admis la restitution des droits sur la matière première lors de l'exportation, ce qui a conduit à la surveillance effective (exercice) de beaucoup de fabriques.

2. Ce chiffre est certainement inférieur à la réalité, d'abord parce que le com-

En Suisse, il est évalué à environ 900 millions de francs pour moins de 3.500.000 âmes; la Norvège, pays peu industriel, dont la population n'est que de 2.250.000 habitants, importe pour plus de 360 millions de francs de produits, et cependant son territoire est plus restreint et plus pauvre que celui du Portugal.

Le commerce d'exportation a pour effet d'étendre hors des frontières la clientèle des producteurs nationaux, et semble mériter par conséquent toute la faveur des pouvoirs publics. En Portugal, on lui oppose cependant des difficultés assez gênantes, notamment des droits de sortie dont on a d'ailleurs dispensé certains produits parmi les plus abondants, comme l'huile et le liège. Avec une production aussi strictement limitée que celle du Portugal, l'exportation est nécessairement restreinte en quantité et en valeur. Nous avons constaté l'imperfection de certains produits agricoles, et l'insuffisance des autres; l'industrie ne trouve un marché que dans les colonies. Il résulte de tout cela que le total des exportations ne dépasse guère la moitié de celui des importations, d'après les chiffres officiels; en réalité, cette proportion n'est probablement même pas atteinte. Les articles qui alimentent principalement ce commerce sont le vin, le liège, le poisson conservé et les fruits. L'industrie proprement dite n'expédie guère que des cotonnades à destination de l'Afrique. Cette faiblesse de l'exportation fait naître un phénomène monétaire fort préjudiciable aux affaires. Les Portugais achètent ou dépensent relativement beaucoup au dehors, et y vendent peu. Il en résulte nécessairement une rareté permanente de la monnaie d'or, seule acceptée dans les relations internationales. En outre, l'abus du crédit a substitué le papier d'État à la monnaie métallique. Ces faits élèvent le prix du métal jaune, évalué en papier, et cette augmentation constitue l'agio dont nous avons déjà constaté la mauvaise influence. Il agit à la fois par son poids qui augmente les prix, et par sa variabilité, qui rend les transactions instables. La situation économique très défavorable

merce s'ingénie à réduire ses déclarations, ensuite parce qu'une contrebande active s'exerce sur toutes les frontières.

qui résulte de cet ensemble de circonstances est en partie masquée par un fait dont nous avons constaté l'existence à bien des reprises. Les nombreux émigrants portugais qui vont travailler à l'étranger, surtout au Brésil, envoient incessamment au pays une forte partie de leurs épargnes. On estime qu'une cinquantaine de millions de francs, payables en or, se trouvent ainsi chaque année, par l'intermédiaire de la poste, mise à la disposition du Trésor portugais. Celui-ci s'acquitte à l'intérieur en argent ou en papier, et dispose d'un crédit en or qui lui permet d'améliorer sa situation financière, notamment pour le paiement des coupons de sa dette extérieure. Mais c'est là encore une circonstance artificielle qui offre peu de sécurité. Des causes diverses peuvent venir la troubler et jeter le pays dans une crise économique périlleuse. Ainsi, on a prêté au Brésil l'intention d'entraver cette exportation d'or qui complique sa propre situation. Ce serait là, de la part de la république sud-américaine, à la fois une injustice et une maladresse. En effet, si le Brésil importe du travail, c'est qu'il en a besoin ; et si le Portugal exporte ce travail, il doit en être payé. Somme toute, chacune des deux parties tire profit de la combinaison : le Brésil en attirant une main-d'œuvre qui lui est nécessaire, le Portugal en compensant par l'exportation du travail l'insuffisance de celle des produits. Ce n'est certes pas la position de ce dernier pays qui est la plus enviable et la plus solide. Pour l'établir sur une base inébranlable, il n'y a qu'un moyen : développer à l'intérieur le travail et la production surtout par l'initiative et l'effort des particuliers, et bientôt on verra s'établir un équilibre économique durable. C'est là, dira-t-on peut-être, une vérité élémentaire. Sans doute, mais encore faudrait-il la comprendre et la mettre en pratique, ce qui n'est pas chose si facile ; elle demanderait des efforts considérables, éclairés et soutenus.

III. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE.

L'étude du commerce nous amène à parler de la question si importante, si controversée, et généralement si mal comprise de la politique douanière. Nous avons montré ailleurs[1] que l'on peut diviser les États en quatre catégories parfaitement distinctes, ayant chacune sa direction naturelle, son penchant logique, vers un certain système économique. La première comprend les pays où la production prépondérante vient avant tout de la nature, où le pâturage, la pêche, la culture, la simple extraction des minéraux bruts sont la principale affaire, parce que le milieu est particulièrement favorable à ce genre de travaux, tandis que la race est peu capable d'organiser d'autres exploitations. Dans la seconde catégorie, se rangent les États qui, au contraire, sont arrivés à développer l'industrie avec une puissance colossale, dominatrice, auprès de laquelle les productions naturelles ne jouent plus qu'un rôle très secondaire. Ces deux premiers types sont spontanément libre-échangistes, parce qu'ils n'ont guère à redouter la concurrence du dehors. L'Argentine a-t-elle besoin, par exemple, de se protéger contre les blés et les bestiaux? Évidemment non : les qualités particulières de son sol et de son climat lui donnent à ce point de vue une supériorité manifeste, et son intérêt primordial est de favoriser la production agricole en ne faisant rien qui puisse renchérir les articles dont le cultivateur a besoin. De même, l'Angleterre a été longtemps sans rivale pour la fabrication du fer, de l'acier et des articles métalliques ou textiles. Elle ne songeait guère alors à protéger ses usines métallurgiques, et si des idées restrictives ont pris corps en ces dernières années, c'est parce que des États aussi favorisés que la Grande-Bretagne, et aussi actifs, ont commencé à lui faire concurrence sur son propre marché. Malgré cela, bien des Anglais se refusent encore

1. *La Production, le Travail et le Problème social*, etc. Paris, Alcan, 1908.

à rétablir le tarif, parce que leur puissance industrielle, basée sur une organisation sociale très forte, ne leur paraît pas menacée de façon alarmante. Ainsi, le libre-échange nous apparaît ici comme une suite logique des circonstances sociales, naturelles, économiques de certains peuples.

Prenons maintenant les deux autres catégories. Dans la première, nous rangeons les nations chez lesquelles, sous l'influence de l'état social et du milieu, la production naturelle et la production industrielle ont progressé en même temps. Ce caractère mixte ne permet point la prééminence, et rend la concurrence plus difficile dans les deux branches d'activité à la fois. Ainsi la France n'est pas par son éducation, son sol, son climat, en situation de rivaliser avec la pampa ou la prairie américaines. Il ne lui est pas moins difficile de soutenir la concurrence des pays où les matières premières abondent sous la main d'une race très énergique. Aussi lui fut-il toujours impossible de se passer tout à fait de la protection. Elle n'a pas besoin d'un tarif élevé ; ceux qui le réclament n'écoutent que des intérêts limités et égoïstes. Mais des droits modérés lui sont indispensables pour compenser les avantages naturels ou sociaux dont jouissent certains autres pays. Tous les États placés dans cette position mixte seront donc fondés à recourir à une protection raisonnable,

Une dernière catégorie réunit les pays qui, admirablement doués par la nature, sont occupés en outre par une race dressée à l'activité, à l'initiative énergique. A leurs débuts, ces peuples se trouvent en présence de groupes plus anciens, organisés et outillés pour une production intense, contre lesquels il est impossible de lutter avec des moyens encore incomplets et imparfaits. Pour permettre au travail local de former son personnel, d'outiller ses usines, de réunir des capitaux, il faut opposer à la concurrence étrangère une haute barrière, sans laquelle il serait impossible de développer l'industrie et de tirer parti des ressources offertes par le pays. Ici, la protection peut être énergique, car on n'a pas à craindre que la nation s'en fasse un oreiller de paresse : elle en profitera au contraire pour préparer sa propre suprématie. Tel est encore le cas des États-Unis, qui

du reste ne tarderont guère, sans doute, à changer de situation, et à passer dans la catégorie des pays à production industrielle prépondérante. On les verra alors devenir les champions fervents du libre-échange et soutenir au besoin leur nouvelle doctrine à coups de canon.

Il y a donc une politique douanière naturelle, qui répond mieux que toute autre aux besoins réels d'un pays donné. Cette politique, indiquée par la nature des choses et la logique des faits, doit être l'idéal d'un gouvernement éclairé. Mais cela ne veut pas dire qu'il sera toujours possible de la suivre intégralement. Des circonstances contingentes et passagères peuvent exiger des tempéraments, et on serait bien maladroit en ne s'en rendant pas compte. Quoi qu'il en soit, il faut de toute nécessité bien distinguer la tendance générale de la situation du pays dont on a la charge afin de s'en écarter le moins possible. C'est ainsi certainement que l'on parviendra le mieux, en tout état de cause, à sauvegarder l'intérêt général de la nation, sans sacrifier absolument certains intérêts particuliers respectables. Demandons-nous donc dans quelle catégorie économique on doit ranger le Portugal.

Les études qui précèdent nous ont révélé les faits suivants. La terre lusitanienne jouit d'avantages naturels considérables : sol souvent fertile, climat doux, minerais abondants, rivages poissonneux, position maritime commode. Toutefois, ces qualités sont balancées dans une certaine mesure par des défauts graves : la montagne écarte souvent la charrue, la sécheresse de l'été exige des travaux d'irrigation compliqués, la formation de la race est affaiblie, la richesse publique est insuffisante. Ces défectuosités rendent la concurrence difficile vis-à-vis de beaucoup d'autres pays. Faut-il donc protéger énergiquement les producteurs portugais pour leur permettre de prendre le dessus? Non, car leur organisation sociale les porterait à s'endormir à l'abri de ce mur presque impénétrable. Il convient plutôt de les aider par des droits modérés en faisant tout le possible pour les pousser à perfectionner et à développer leur production. Un tarif élevé n'est donc ici qu'un procédé fiscal qui renchérit la vie

sans profiter réellement au progrès économique, ou même qui lui nuit plutôt. En conséquence, le haut tarif ne doit servir qu'à former une base de négociation avec les autres pays, pour obtenir chez ceux-ci des conditions plus favorables au profit des denrées nationales. Toute mesure excessive ne peut manquer de devenir, en pareille situation, une source d'abus, de privilèges plus ou moins directs, de spéculations malsaines, et finalement une cause de malaise pour la masse du peuple.

Le gouvernement de M. Wenceslao Lima, en 1909, semblait avoir bien compris cette situation, puisqu'il s'attachait à négocier des traités de commerce inspirés par une tendance plutôt libérale. Malheureusement, les variations de la politique et les besoins du Trésor interviennent incessamment pour introduire dans le régime douanier un regrettable élément d'incertitude et de fiscalité. Cet inconvénient grave n'est pas près de disparaître, parce qu'il résulte de toute une série de faits étroitement liés les uns aux autres, et dont nous avons déjà constaté l'effet sur l'organisation de la vie privée. Ils agissent tout aussi fortement sur la vie publique, ainsi que nous le verrons bientôt, et entravent constamment la marche normale des affaires publiques. La politique économique ne peut échapper à cette influence déplorable ; de là ses excès et ses irrégularités.

IV. — LES CAPITAUX

Les agriculteurs, les industriels et les commerçants ont besoin de divers auxiliaires qui facilitent leurs opérations, ou bien donnent à celles-ci plus de sécurité. Ce sont d'abord les banques, dispensatrices du crédit. En Portugal, il y a une banque nationale dont l'action est utile, mais cependant très limitée par l'insuffisance de la circulation monétaire. Un tel établissement devrait être le régulateur du marché des capitaux, en empêchant, par ses interventions raisonnées et mesurées, les fluctuations trop accentuées de l'intérêt, de l'escompte et du change. Mais pour cela, il faut avoir de puissantes réserves métalliques

qui n'existent pas ici. Quant aux banques privées, qui sont pour une bonne part des succursales de maisons étrangères, elles ne disposent, en général, que de capitaux restreints, les prêtent difficilement et à gros intérêts. Lorsqu'il s'agit de transactions avec l'extérieur, le règlement se stipule nécessairement en or, et il faut supporter, en outre, des intérêts, commissions, remises, etc., un agio qui, au moment de notre passage à Lisbonne, s'élevait à près de 8 % ; c'est-à-dire que, pour payer 100 francs en or, il fallait verser en monnaie locale 107 fr. 70. On comprend à quel point les affaires sont entravées par des difficultés aussi grandes et des charges aussi lourdes. Dans un système économique bien équilibré, les banques ne sont pas seulement d'amples réservoirs de capitaux, toujours prêts à seconder le travail aux meilleures conditions possibles. Ce sont encore des centres d'information et d'initiative, qui recherchent et suscitent les affaires afin de procurer au capital une rémunération plus considérable. Cette féconde et naturelle liaison des intérêts n'existe guère en Portugal, parce que l'argent disponible y est trop rare, l'initiative trop insuffisante, le travail trop peu actif, la tendance à la spéculation pure trop fréquente. Celle-ci paraît même en voie de se développer d'une façon tout à fait anormale, et cela s'explique encore par les circonstances de ce milieu où beaucoup de gens sont désireux de s'enrichir, mais non pas de travailler. Or, une loi inéluctable veut que les affaires saines souffrent et se raréfient partout où foisonnent les affairistes. Il faut donc voir là un danger grave, surtout pour un pays qui, déjà, a beaucoup de peine à maintenir sa position.

Les autres organisations économiques auxiliaires sont restées à un niveau inférieur encore à celui de la banque. Les institutions d'épargne, si utiles pour le petit commerce, les assurances, les services de renseignements, les associations propres à faciliter les achats ou les ventes au dehors, en un mot tout ce qui simplifie la tâche du négociant, tout ce qui atténue ses risques ou ses pertes, se trouve dans un état de retard marqué et de notoire insuffisance. Il y a donc pour les jeunes gens, dans toutes ces branches de l'activité économique, un champ d'action

où les chances de succès abondent. On peut rappeler ici, à juste titre, le mot du vieux fabuliste : C'est le fonds qui manque le moins. Quelques-uns s'en rendent compte et se tournent vers les professions lucratives. Ce mouvement doit être encouragé, éclairé, guidé, par tous les moyens possibles, notamment par une orientation plus pratique et plus moderne de l'enseignement public. Il existe bien en Portugal des écoles de commerce, d'ailleurs très rares, mais, de l'avis de personnes autorisées, elles sont bien au-dessous des besoins actuels. Il faudrait reviser leurs programmes, y instituer des cours pratiques, envoyer les élèves à l'étranger pour y faire des stages et apprendre les langues. Surtout, il est indispensable de rétablir l'équilibre des finances publiques, d'assainir la circulation monétaire, de rassurer les capitaux, enfin — nous sommes toujours ramenés à ce point essentiel — il est indispensable d'activer la production, qui apportera alors au commerce de nouveaux éléments de transactions. Et nous apercevons ainsi une fois de plus, l'enchaînement étroit de toutes les circonstances sociales et économiques qui forment la trame de la vie nationale, car, en effet, on ne parviendra à activer la production qu'en organisant mieux le travail, et la bonne marche de celui-ci dépend étroitement du régime de la famille. En d'autres termes, la vie privée n'est pas établie, en Portugal, sur des bases suffisamment normales, stables, progressives, et tout en souffre, même la vie politique, ainsi que nous allons le voir.

SIXIÈME PARTIE

LA VIE PUBLIQUE

I

LA VIE INTELLECTUELLE ET MORALE

L'éducation et ses auxiliaires. — L'enseignement primaire, son organisation, son insuffisance. — L'enseignement professionnel, les écoles de Navarro, leur évolution et leurs résultats. — Encore un mot sur l'enseignement agricole. — L'enseignement secondaire, son caractère et ses effets. — L'enseignement universitaire et les carrières libérales.

I. — L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET PROFESSIONNELLE.

Les faits très nombreux énumérés dans cette étude montrent à quel point le régime du travail influe sur l'organisation sociale. Nous avons indiqué aussi que le type social est conservé par l'éducation, qui peut par conséquent modifier ce même type, si on oriente dans une direction nouvelle la formation du caractère chez les jeunes. L'éducation, cet élément capital de la vie nationale, est surtout une formation familiale. Il est bien évident que la famille est l'organisme le plus naturel, le mieux adapté aux besoins de l'éducation, qui doit commencer son action dès le plus jeune âge et la continuer jour par jour,

heure par heure, au moins jusqu'à l'adolescence. Rien ne peut remplacer complètement une famille bien constituée dans cette œuvre faite d'affection, de dévouement, de devoir et de sacrifice. Aussi est-ce commettre une colossale méprise que d'attribuer à une administration ou à un corps de pédagogues le rôle d'éducateur exclusif. Ces instruments artificiels peuvent bien suppléer la famille quand cela est indispensable, mais d'une façon générale leur fonction consiste à l'aider plutôt qu'à en tenir lieu.

Dans nos sociétés compliquées, la famille a besoin en effet de certains auxiliaires pour remplir complètement sa fonction. Le premier est l'enseignement scolaire, car il est impossible que tous les enfants reçoivent dans la famille une instruction même élémentaire. L'école est ainsi devenue l'aide indispensable des parents pour donner aux enfants ce complément nécessaire de l'éducation : la culture de l'esprit. Nous avons montré ailleurs le véritable rôle de l'éducation [1], nous ne pouvons y revenir ici. Cependant, nous devons insister sur cette idée essentielle, qu'il faut absolument distinguer entre l'éducation, qui a pour but la formation du caractère, et l'instruction, accessoire précieux, mais simple auxiliaire destiné à seconder le caractère par le développement des aptitudes intellectuelles. Quelle est actuellement la situation de l'instruction publique en Portugal? On ne saurait méconnaître qu'elle a progressé notablement depuis vingt ans. Mais cela ne veut pas dire que son état présent donne toute satisfaction, il s'en faut de beaucoup. Voici, résumées en peu de mots, les observations que nous avons pu réunir à ce sujet.

L'instruction primaire a été longtemps abandonnée au clergé, qui, jouissant alors de grands revenus, devait entretenir les écoles. Ce devoir était d'ailleurs médiocrement rempli [2]. Aussi, lorsque l'Église fut privée de ses biens, l'enseignement primaire

1. *La Production, le Travail et le Problème social dans tous les pays au début du* XX^e^ *siècle*, t. II, conclusions.

2. Selon R. Oliveira, au XVI^e^ siècle, l'ignorance était générale et profonde. Deux personnes seulement s'occupaient à Lisbonne d'enseigner la lecture aux jeunes filles. On trouvait alors dans cette ville douze écrivains publics.

tomba presque complètement, en dépit de quelques louables initiatives particulières. A la fin du dernier siècle, le nombre des illettrés atteignait ou dépassait en Portugal le chiffre de 80 p. 100. Ce fait regrettable suscitait de temps en temps de vives critiques, auxquelles fut donnée une apparence de satisfaction par la loi de 1894 sur l'enseignement obligatoire et gratuit, qui créait d'un seul coup, sur le papier, tout un régime scolaire : écoles normales de district, inspections et sous-inspections, écoles paroissiales, corps d'instituteurs divisé en trois classes, avec primes d'encouragement, indemnités de logement et retraites[1]. Les communes doivent fournir les locaux et le matériel scolaire; l'État solde les dépenses avec l'aide de subventions fournies par les communes qui, en fait, supportent presque toute la charge, et parfois même au delà. Les enfants sont obligés de fréquenter l'école de six à douze ans, sinon les parents ou tuteurs peuvent être frappés d'amende.

Malheureusement cet appareil législatif n'est qu'un beau décor, les monographies qui précèdent l'ont suffisamment prouvé. Presque partout, hors des villes importantes, les écoles sont insuffisantes, mal aménagées, mal outillées, si bien qu'un grand nombre d'enfants ne reçoivent aucune instruction, ou bien ne sont munis que de notions insuffisantes. La loi est donc fort mal appliquée, grâce à la pauvreté des communes, à la pénurie du Trésor, à l'indifférence fréquente des parents[2] et à la mollesse des autorités, tenues en échec par les influences politiques. Aussi le nombre des illettrés est-il encore de 60 à 70 p. 100.

L'initiative privée fait quelques efforts pour pallier l'insuffisance de l'enseignement public. Nous avons cité des exemples intéressants. Mais ce sont là des cas exceptionnels et de faible in-

1. Le traitement annuel de l'instituteur est de 130, 150 ou 170 milreis (715, 830, 935 francs), selon la classe. Les primes peuvent augmenter ces chiffres de 192 fr. 50, 247 fr. 50, ou 367 fr. 50, selon la classe.

Les instituteurs libres doivent être pourvus d'un diplôme et autorisés : leurs écoles sont soumises au contrôle de l'État.

2. D'où vient cette indifférence chez des paysans d'ailleurs intelligents? De la petitesse de leurs exploitations auxquelles suffit un travail simple et routinier, en sorte que le besoin de l'instruction se fait peu sentir.

fluence. Comment en serait-il autrement dans un pays où les gens aisés sont concentrés dans les villes, laissant à elle-même la population paysanne, qui est de beaucoup la plus nombreuse.

A l'école primaire, il faut rattacher l'enseignement professionnel, qui doit la continuer et la compléter. Le législateur portugais s'en est occupé également, mais son succès n'a pas été ici plus décisif. Un ministre très bien intentionné eut l'idée, il y a un peu plus de vingt ans, d'improviser tout un réseau d'écoles industrielles. Il fit décréter qu'il y aurait une de ces écoles par district, soit 17 au total, et fit venir un certain nombre de professeurs étrangers pour en organiser l'enseignement, pour installer des laboratoires, des ateliers, des collections, des bibliothèques. Mais il fallait de l'argent, et c'est là ce qui manquait le plus. Aussi, les professeurs, bientôt découragés, reprirent-ils pour la plupart le chemin de leurs pays respectifs. Que reste-t-il aujourd'hui de cette grande entreprise? Sauf les trois écoles de Lisbonne, Porto et Coimbra, on ne trouve plus que de simples cours où l'enseignement se borne au dessin, au portugais et au français. Il n'y a ni ateliers, ni outillage, ni matériel. Quant aux établissements qui ont gardé leur caractère primitif, ils ont évolué d'une façon assez curieuse, mais logique. On avait voulu fonder beaucoup d'écoles industrielles dans un pays sans industrie; elles ne pouvaient manquer, soit d'échouer, et c'est ce qui est arrivé dans la plupart des cas, soit de s'orienter d'après les besoins réels du pays. Quels sont ces besoins? La majeure partie de la population se contente d'articles très communs, que des ouvriers ordinaires suffisent à fabriquer. Point n'est besoin d'écoles pour préparer ces ouvriers. La classe aisée, qui demande des objets de luxe, doit les faire venir pour la plupart et à grands frais de l'étranger. C'est qu'ici les ateliers et les bons ouvriers font en général défaut. Comme on peut contribuer à la préparation des ouvriers spéciaux par l'enseignement technique, celui-ci devait trouver naturellement sa place dans les centres les plus actifs et les plus riches. Nous ne devons donc pas nous étonner en constatant que les deux

écoles professionnelles qui ont subsisté, celles de Lisbonne et de Porto, sont devenues avant tout des écoles d'art industriel. Une troisième, créée récemment, celle de Coimbra, a suivi d'emblée leur exemple. Il n'est pas sans intérêt de résumer ici l'histoire de cette dernière. En 1884, conformément au vaste plan de Navarro, des cours publics du soir furent créés à Coimbra. Ils portaient principalement sur les sciences usuelles, avec travaux de laboratoire, et sur le dessin. Le succès de cet enseignement fut très vif, grâce au tour pratique qu'on lui donna dès le début. Nous signalons avec plaisir la grande part prise dans cette organisation par un chimiste français, M. Lepierre, appelé dès l'origine comme professeur. Aujourd'hui, plus de 400 auditeurs fréquentent ces cours; un bon nombre sont des étudiants de l'Université, qui viennent chercher là un enseignement scientifique expérimental. L'école professionnelle a été pour ainsi dire le couronnement de ces cours du soir; elle a reçu l'impulsion artistique qui la domine actuellement, d'un homme de talent : M. Antonio Augusto Gonsalvès. Organisée depuis quatre ans, elle comporte une durée d'étude de cinq années, et par conséquent n'est pas encore au complet. Les programmes portent sur la céramique décorative, l'ébénisterie et la sculpture sur bois, la serrurerie artistique et mécanique, le modelage et le stuccage. Ils comportent des leçons de mathématiques, de sciences, de dessin, et des travaux d'atelier. Cet enseignement est nettement destiné à préparer des ouvriers d'art. Les élèves reçoivent d'abord un petit salaire quotidien de 27 centimes qui s'élèvera graduellement jusqu'à 1 fr. 10 pour la cinquième année. L'école a déjà reçu quelques commandes de meubles, de céramique, de sculpture religieuse, etc., et ses débuts permettent d'espérer le succès.

L'école professionnelle de Porto, plus ancienne, a suivi une évolution très analogue à celle que nous venons de résumer. C'est aussi une pépinière d'ouvriers d'art. L'école de Lisbonne, placée dans un milieu plus étendu, mieux soutenue, mieux pourvue, est devenue un établissement assez important, où l'instruction technique proprement dite a pris une plus grande extension

que dans les deux autres, mais ses programmes sont trop chargés, trop ambitieux pour ainsi dire. Aussi est-elle bien plus théorique que pratique, et elle tend à former surtout des demi-ingénieurs, qui généralement dédaignent l'atelier et deviennent de préférence employés, dessinateurs ou fonctionnaires de l'État. Cette institution a dépassé le but et ne rend pas les services qu'on attendait d'elle.

En résumé, pour les raisons que nous avons exposées précédemment, l'industrie portugaise trouverait avantage à se spécialiser d'une façon générale dans les industries de luxe et de goût. La direction prise spontanément par les écoles professionnelles montre bien que cette spécialisation répond à une tendance caractérisée de la tradition nationale, et aussi à l'impulsion des circonstances. Il y a là une indication que l'on aurait tort de négliger.

En ce qui concerne l'enseignement agricole, nous avons suffisamment insisté déjà sur son importance capitale, sur le défaut de direction dont souffre la culture et sur la faiblesse de son instruction technique. Celle-ci ne saurait d'ailleurs remplacer l'influence directrice d'une classe patronale nombreuse et éclairée. Cependant un enseignement professionnel bien organisé rendrait de notables services. On s'en rend bien compte en Portugal, et une quantité de projets ont été mis en avant. Par exemple, on a parlé d'instruire d'un seul coup toute la population paysanne au moyen de cours itinérants ou de conférences[1]. On a proposé encore de rappeler au pays des Portugais établis en Californie, où ils réussissent dans la culture fruitière, afin d'en faire des moniteurs pour leurs compatriotes. Dans tout cela il y a beaucoup d'illusions, car on ne peut songer, ni à aller trop vite en besogne, ni à éclairer d'un seul coup toute une population de paysans ignorants, routiniers

1. Nous avons noté déjà les efforts faits dans ce sens par M. le comte Sucena. On nous a signalé, depuis, l'intelligente initiative de M. Bento Carqueja, professeur à l'Académie polytechnique de Porto, directeur du journal *O Commercio de Porto*. Des conférences itinérantes sont faites le dimanche, d'une façon très pratique, et sur des sujets bien spécialisés, avec exemples à l'appui (taille de l'olivier, emploi des engrais, etc., etc.).

et pauvres. On obtiendrait des résultats bien plus certains et sérieux en créant quelques bonnes fermes-écoles, avec un enseignement simple, pratique, approprié aux besoins spéciaux de chaque région, et réparti sur deux années au plus.

Ce qui manque surtout, en effet, ce sont les chefs d'exploitation bien préparés pour la conduite d'une entreprise agricole. L'école d'agriculture de Coïmbra, avec son vaste domaine et ses belles installations, est loin de rendre à ce point de vue les services qu'on attend d'elle, en dépit de l'intelligence, du savoir et du zèle déployés par ses professeurs. Son organisation est bien trop complexe; c'est à la fois un lycée, une école professionnelle et une faculté agricole où l'on prétend tout enseigner à la fois. Dans ces conditions, le résultat ne peut être que médiocre, car, à vouloir trop faire, on n'aboutit qu'à préparer des diplômés, qui savent mal une quantité de choses différentes. Il faudrait simplifier cet organisme, élever l'âge d'admission, et créer pour certaines branches des écoles spéciales : laiterie, huilerie, culture fruitière et florale, où les élèves pourraient trouver un enseignement complet en vue d'un genre d'entreprise déterminé. Quant à l'Institut agronomique de Lisbonne, il a pu rendre des services par les recherches et les observations personnelles de ses professeurs. Mais son enseignement théorique n'exerce qu'une influence bien minime sur la culture.

Des tentatives intéressantes ont été faites par des hommes de bien pour organiser l'enseignement professionnel des enfants infirmes : aveugles ou sourds-muets, ainsi que des enfants abandonnés ou coupables. Il nous est impossible d'étudier ici ces institutions, mais nous ne voulons pas manquer de citer celles qui nous ont été signalées : l'école des aveugles fondée à Lisbonne et dirigée par M. Branco Rodriguez [1], et l'asile de correction pour enfants, actuellement dirigée par M. E. de Vasconcellos, qui a la réputation d'un homme plein de dévouement pour son œuvre, laquelle a donné de bons résultats. Mais nous ré-

1. Il en existe également une à Porto, dirigée par M. Miguel Motta.

pétons ici ce que nous avons dit ailleurs : l'éducation ou le relèvement en masse des âmes délaissées, déviées ou déchues est une œuvre presque irréalisable. Le succès, quand il se rencontre, dépend entièrement de la valeur d'un homme ; lorsque celui-ci disparaît, son œuvre est compromise. Le meilleur système consiste à placer les enfants isolément dans des familles rurales choisies et contrôlées où ils sont élevés d'une façon naturelle. Les enfants trop âgés ou incorrigibles ne peuvent être pliés à ce régime, et pour eux il faut bien admettre l'internement. Il convient de limiter l'emploi de ce procédé aussi étroitement que possible et de replacer l'enfant dans le cadre familial, chaque fois que cela est faisable.

II. — L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR.

L'enseignement secondaire a été dispensé autrefois, lui aussi, par des collèges religieux florissants, dans lesquels on cultivait à peu près exclusivement les belles-lettres. La grande crise religieuse du siècle dernier a fait disparaître presque tous ces établissements. En 1910, on n'en trouvait plus que quelques-uns, dirigés surtout par les Jésuites sous la forme de l'internat[1]. Pour remplacer et étendre à la fois l'ancien enseignement des congrégations, on a créé dans chaque district un lycée, qui reçoit exclusivement des externes, et conduit les élèves jusqu'au baccalauréat ; la durée des études est de cinq ans. Sept lycées, placés à Lisbonne, Porto, Coïmbra, Braga, Évora, Vizeu et Ponte Delgado, dits lycées centraux, comportent un cours supérieur d'une durée de deux ans. La population de ces établissements a sensiblement augmenté au cours des dernières années : c'est un résultat du développement de la classe aisée, précédemment noté. Le corps enseignant est assez hétérogène. On recrute les professeurs effectifs parmi les élèves diplômés du cours supérieur des lettres de Lisbonne, du cours supérieur

1. Les journaux ont annoncé la fermeture immédiate de ces collèges aussitôt après le succès du régime républicain.

des lycées centraux, de la faculté de mathématiques de Coïmbra, enfin des écoles polytechniques de Lisbonne et de Porto. Mais leur nombre est insuffisant : l'augmentation du chiffre des élèves a nécessité l'admission de maîtres provisoires (*interinos*), qui doivent être agréés par le corps des professeurs effectifs. Il arrive trop souvent qu'ils sont imposés par des influences politiques. Pour être *interino*, il faut posséder au moins le diplôme de bachelier. Des médecins, des avocats, des fonctionnaires même ont ainsi ajouté à leur pratique ou à leur charge une chaire de lycée.

Au lycée central de Coïmbra, on compte 14 professeurs titulaires, et 16 provisoires. Les traitements sont modestes : pour les maîtres des lycées centraux, 600 milreis (3.330 fr.) et un tiers en sus comme prime d'exercice, laquelle est réduite proportionellement aux absences; ceux des autres lycées ont 500 milreis (2.715 fr.) avec une prime d'un tiers; les maîtres provisoires touchent un tiers en moins. Les professeurs titulaires sont inamovibles et ont droit à une retraite. La valeur de ce personnel est très inégale; les bons maîtres, laborieux et zélés, n'y manquent pas. Mais d'autres sont au-dessous de leur tâche; le contrôle est d'ailleurs à peu près nul. Dans l'ensemble, la préparation pédagogique est plutôt insuffisante, surtout au point de vue de l'enseignement scientifique, qui exigerait une formation à la fois plus complète et plus pratique. Aussi les leçons restent-elles encore beaucoup trop théoriques et livresques. Souvent les cours sont faits sans grand effort personnel, au moyen de manuels, sans applications objectives et surtout sans expérimentation. Comme les programmes sont excessivement chargés, on gave les élèves d'une érudition superficielle, mal dirigée et mal comprise, qui les prépare médiocrement à la vie active. Ce grave défaut ne pourra être corrigé que par une préparation technique des professeurs, mieux adaptée aux besoins modernes, par la simplification des programmes, par la création dans les lycées de collections et de laboratoires, enfin par une inspection sérieuse.

L'enseignement secondaire libre échappe pratiquement au

contrôle de l'État : ses maîtres ne sont astreints qu'au diplôme de bachelier. Les élèves passent les mêmes examens que ceux des lycées nationaux et sont, par conséquent, soumis aux mêmes programmes surchargés.

L'enseignement supérieur se trouve actuellement en Portugal dans un état de transition, et peut-être aussi de confusion, qui n'est pas sans inconvénients. Autrefois, il était représenté par la seule université de Coïmbra, fondée en 1290 à Lisbonne, et installée définitivement à Coïmbra, en 1537. On a évité de nuire à cette vénérable institution, en créant d'autres universités, qui semblaient avoir peu de raison d'être dans un petit pays. Toutefois, les grandes villes prospères développent toujours un besoin de haute culture qui a fait surgir à Lisbonne et à Porto des établissements d'enseignement supérieur. On trouve dans la première une école supérieure des lettres, des écoles de médecine et de pharmacie, une école polytechnique, une école des beaux-arts, un conservatoire de musique, un institut agronomique; en outre, les écoles militaire, navale, coloniale et de médecine tropicale ont été également installées dans la capitale. Porto a créé des écoles de médecine et pharmacie, polytechnique, des beaux-arts. Cette abondance de l'enseignement supérieur chez une nation où la classe aisée n'est pas très nombreuse, relativement, est encore un symptôme de la tendance exagérée de cette classe vers les carrières intellectuelles[1]. Cet enseignement fabrique incessamment une sorte d'aristocratie nouvelle, celle des diplômés, dont les inconvénients sont au moins aussi grands que ceux de l'aristocratie nobiliaire. Nous avons déjà suffisamment signalé ce fait.

Le centre universitaire de Coïmbra s'enorgueillit d'un long passé, qui n'est ni sans mérite ni sans gloire. Jadis, il a joui d'une assez grande autonomie, et son enseignement avait alors de la réputation. Mais il a décliné comme tout le reste sous l'influence de la crise sociale et politique du XVIII[e] siècle. En 1836, une réorganisation partielle fit de l'université un simple

1. Andrade, dans son ouvrage déjà cité, note le penchant exagéré des jeunes gens à délaisser le métier paternel pour se porter vers les carrières libérales.

corps administratif, gouverné par un recteur à la nomination du pouvoir central, et les professeurs se trouvèrent en fait réduits à la condition de simples fonctionnaires. Sous ce régime, elle s'engourdit dans un demi-sommeil, fait de coutumes vieillotes, d'imitations serviles, de traditions qui donnaient à l'enseignement un caractère purement théorique et livresque. L'université se trouva en peu de temps bien en retard sur celles des autres pays d'Occident, transformées par la critique, l'observation et l'expérimentation. Certains professeurs s'étant enfin rendu compte de la stérilité d'une telle pédagogie, commencèrent à préparer une renaissance qui, aujourd'hui, paraît être en bonne voie. Quelques laboratoires ont été créés et certains professeurs ont abandonné les formules purement livresques, les procédés scolastiques, pour s'attacher davantage à l'examen des faits et à l'expérience. En 1907, une louable réforme a rendu à l'université une autonomie suffisante pour lui permettre de secouer de façon notable la torpeur du passé. Elle envoie en mission des professeurs qui entrent en contact avec leur collègues du dehors, étudient les méthodes nouvelles et rapportent des tendances progressives. Sans doute, il reste beaucoup à faire, mais on peut augurer favorablement de l'avenir.

L'université se divisait en six facultés : théologie, droit, médecine, mathématiques, sciences, pharmacie; la faculté de théologie vient d'être supprimée par simple décret. Les professeurs sont nommés au concours. Il faut acquérir successivement les grades de bachelier, de licencié et de docteur, en traversant des épreuves qui pourraient être avantageusement dégagées de certaines controverses directement inspirées par le vieil esprit scolastique. Du reste, les jeunes professeurs montrent, dans leurs interrogations, une tendance très nette à remplacer les discussions vaines par un examen serré des faits et des idées. Après cela vient le concours du professorat, qui comporte une thèse, deux leçons d'essai et des discussions portant sur les sujets traités dans ces leçons. Tout cela peut du reste se faire plus vite qu'on ne le penserait au premier abord, puisqu'un jeune homme arrive, au besoin, à terminer toute la série d'épreuves à

vingt-deux ans. Ceci montre bien que le système est assez superficiel, en dépit de sa rigueur apparente. Avec une bonne mémoire et un esprit un peu délié, on se tirait assez facilement de toutes ces épreuves, mais elles tendent à devenir pratiques, et par suite plus difficiles.

Il va sans dire que l'enseignement valait naguère en raison de la préparation des professeurs. On se bornait en général à paraphraser devant les étudiants un livre, étranger le plus souvent, dont on leur faisait apprendre par cœur un résumé, sans jamais exercer leur jugement par un travail personnel, et sans l'éclairer par l'analyse ou des travaux pratiques. Ces procédés arides et inféconds sont abandonnés de plus en plus, et la renaissance s'accentue d'année en année. Si cet effort est continué avec persévérance, Coïmbra deviendra enfin un centre scientifique digne de l'intelligence et de l'activité d'esprit qui sont l'apanage naturel de la race portugaise. Mais il faut continuer un mouvement à ses débuts, qui nécessitera encore beaucoup d'efforts énergiques et persévérants. C'est la démonstration documentaire et expérimentale qui a donné à l'enseignement moderne sa puissance de pénétration et ses précieuses qualités d'application pratique. L'instruction ne peut plus être un simple ornement de l'esprit, ou un instrument de pure controverse. C'est un flambeau qui éclaire le chemin devant les pas du producteur. Dans les hautes écoles portugaises, ce flambeau est loin d'avoir acquis tout son éclat. Mais la réforme est en bonne voie, et si les ressources ne manquent pas, on arrivera au but. Déjà l'intérêt s'accentue pour ces organes rajeunis de la vie intellectuelle. Les anciens élèves de l'Université ont fondé une association dans le but de créer des bourses de voyage en faveur des étudiants; cela montre bien que tout ce qui vit, entraîne les esprits et appelle leur sollicitude.

Les diverses écoles supérieures de Lisbonne et de Porto sont de création moderne, mais leur enseignement appelle à peu près les mêmes observations que celui de Coïmbra. Il est plutôt en progrès, tout en présentant encore de graves lacunes au point de vue de l'orientation et des procédés pédagogiques. Tou-

tefois, la sanction des études n'est pas identique. Ces écoles ne confèrent pas le grade de docteur, réservé à l'université de Coïmbra. Elles n'enseignent pas le droit, également réservé à cette université. Leurs diplômes ne sont en fait que des certificats d'études, et pour exercer les professions libérales, il faut au préalable subir un examen d'État devant un jury officiel. Ici encore, il y a beaucoup à faire pour donner à l'enseignement le caractère original, précis, expérimental, indispensable pour préparer les jeunes esprits aux nécessités de la vie contemporaine.

Puisque les carrières libérales sont encombrées, il en résulte naturellement que la vie intellectuelle a plus d'activité que l'on ne pourrait s'y attendre au premier abord. Pour une nation qui compte tant d'illettrés, plus de 400 publications périodiques sont mises au jour, et il y en a d'excellentes. Le peuple aime naturellement la musique, le chant, le théâtre. La classe aisée montre de la curiosité d'esprit, du goût, de l'intérêt pour les questions scientifiques ou artistiques. Il existe un certain nombre de littérateurs et quelques artistes, qui font honneur à leur pays. La capitale est le siège de deux Académies : celle des Sciences et celle des Beaux-Arts, ainsi que d'une Société de géographie déjà ancienne, dont les collections sont remarquables. On y trouve encore diverses sociétés scientifiques et une bonne bibliothèque. Porto et Evora ont aussi des bibliothèques intéressantes. Coïmbra a également la sienne, installée dans une magnifique annexe de l'Université, bâtie au XVIII[e] siècle; cette ville a son Institut scientifique et littéraire, mais il est sans activité et sans influence. Du reste, la plupart de ces institutions sentent trop l'artificiel et l'imitation, mais le rajeunissement des études supérieures ne manquera pas de leur donner une vitalité plus active.

III. — L'ORGANISATION CULTUELLE.

Si l'éducation est basée sur la formation du caractère, obtenue par un dressage méthodique et patient, on peut dire que l'enseignement de la loi morale constitue le couronnement de l'œuvre, et porte au plus haut degré sa valeur sociale. Or, toute religion digne de ce nom est constituée par une double doctrine : celle qui a pour but de formuler le dogme, et celle qui codifie en quelque sorte les préceptes de la loi morale. C'est à ce dernier titre que les églises peuvent être considérées comme les auxiliaires de l'éducation, et que leur rôle doit être étudié.

Chez les Portugais, le catholicisme tient une place presque exclusive. Les cultes dissidents sont tolérés, à la condition de ne faire aucune manifestation extérieure. L'Église était représentée autrefois par un double élément : le clergé séculier et les congrégations. Ces dernières ont tenu jadis dans le pays une place immense. Supprimées en 1834 [1], elles ont laissé la place libre ou à peu près devant le clergé séculier, qui est assez nombreux, et dont l'organisation est reconnue et subventionnée par l'État. Pour nous rendre compte plus clairement de cette organisation, nous prendrons comme type un des principaux évêchés du pays. Ce diocèse compte 319 paroisses et 672.500 âmes. Le bas clergé se recrute principalement dans les familles rurales, surtout dans celles du nord. Les enfants sont admis à douze ans au séminaire, où ils reçoivent pendant cinq années une instruction générale analogue à celle des lycées, et tout aussi superficielle. Viennent ensuite les cours que l'on peut appeler professionnels; leur durée est de quatre ans à Coïmbra et à Santarem, de trois ans dans les autres diocèses. Les études théologiques sont partout conduites par une méthode ancienne, basée sur une vénérable routine. Aussi sont-elles d'une faiblesse constatée et reconnue par tous les prêtres éclairés. Le séminaire

1. Jusqu'à la récente révolution, quelques congrégations enseignantes ou charitables étaient tolérées, mais elles ne pouvaient posséder que les immeubles indispensables.

de Coïmbra, sans échapper à cette règle, montre cependant des tendances progressives notables. Ainsi, à côté de l'enseignement ordinaire, on y a institué des cours complémentaires d'archéologie, de sociologie, d'agriculture et d'hygiène. Il y a dans cette innovation une idée très juste. Si le prêtre peut rendre à ses paroissiens des services matériels, son influence religieuse et morale en sera fortifiée et facilitée. D'ailleurs, dans un pays où les autorités sociales sont rares parmi le peuple des campagnes, il est excellent de préparer le prêtre à les suppléer dans toute la mesure du possible. Donc, plus il sera muni de connaissances pratiques et plus son rôle prendra de l'importance, même au point de vue religieux.

Le clergé paroissial est divisé en deux classes. Les jeunes prêtres débutent dans la seconde, et peuvent entrer dans la première, au fur et à mesure des vacances, après trois ans d'exercice comme curés; le diplôme en droit de l'Université donne un droit de préférence pour les postes les plus avantageux. Les revenus des paroisses sont fournis par deux éléments : 1° la *derrama,* impôt spécial, établi d'après les facultés de chacun par une commission, laquelle procède d'une manière assez arbitraire; il est du reste payé d'une façon irrégulière, car, soit par l'effet de la mauvaise volonté du contribuable, favorisé souvent par des influences politiques [1], soit par suite de l'indifférence ou du désintéressement des curés, bien des gens y échappent; 2° le *pé d'altar*, ou casuel, qui rend généralement peu, à cause de la pauvreté moyenne des paroissiens. On estime que le revenu des curés peut varier entre 200 milreis (1.100 fr.) et 500 milreis (2.775 fr.).

Il arrive parfois qu'une fondation en rentes est constituée au profit d'une cure; dans ce cas, on réduit ou on supprime la *congrua*. Somme toute, le curé se trouve, on le voit, au point de vue matériel, dans la condition d'un petit employé.

En ce qui concerne les garanties assurées aux prêtres et le contrôle de leur gestion, nous constatons que, une fois nommé

1. La *derrama* est perçue par l'autorité administrative, qui souvent la néglige pour se concilier les électeurs.

dans un poste (*collado*), le curé devient inamovible. Il jouit dans sa paroisse d'une grande liberté; il faudrait un véritable scandale pour provoquer l'intervention de l'autorité supérieure, c'est-à-dire de l'évêque, qui applique alors la peine de suspension. Le curé préside le conseil paroissial, qui contribue à la gestion communale, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les évêques sont présentés par le gouvernement à la curie romaine, qui leur donne l'investiture. La politique joue dans ces désignations un rôle d'autant plus grand, que les prélats ont un siège de droit à la Chambre des pairs. Les revenus des évêchés proviennent : 1° d'une *congrua* payée par le Trésor et fixée à 2.400 milreis (13.330 fr.), somme dont on déduit les revenus de la mense épiscopale; 2° un émolument fourni par la *camara* ecclésiastique; 3° les revenus de la mense. Pour le siège que nous avons pris comme type, ces trois éléments montent respectivement à 1.200, 1.600 et 1.300 milreis, en tout 4.100 milreis (22.750 fr.). Chaque évêché a son comité de chanoines, qui assiste l'évêque et assume la charge de l'enseignement du séminaire. Les relations de l'évêque avec son clergé sont réduites au minimum, si bien que son action sur les curés est faible. Les rapports entre évêque et archevêque sont à peu près nuls. Ils sont fort rares avec le patriarche de Lisbonne. La curie romaine est représentée par un nonce qui se tient en relations, assez peu suivies du reste, avec les évêques, auxquels il transmet les instructions du Saint-Siège. Mais la faiblesse du pouvoir épiscopal sur des curés inamovibles et laissés à eux-mêmes rend cette intervention peu efficace sur la masse des prêtres et des fidèles. Il y a là certainement une grande force, mais elle est pour ainsi dire latente et sans influence concertée, tant qu'on ne la menace pas dans sa source.

La situation morale de ce clergé est plutôt médiocre en moyenne. Il compte dans ses rangs un bon nombre de prêtres dont l'intelligence, la respectabilité, la piété sont indiscutables. Mais beaucoup d'autres sont inférieurs à leur tâche [1]. Cela tient

1. On incrimine souvent, dans certains milieux, les mœurs du clergé. Il est probable qu'il se produit des cas isolés de corruption, mais, après notre enquête, nous

à leur préparation médiocre, à l'absence de toute émulation, ainsi que de tout contrôle efficace. Certains tombent dans l'oisiveté et la négligence, délaissant complètement l'enseignement religieux, qui doit être donné à l'église les jours de congé scolaire. Généralement, cet enseignement reste tout à fait superficiel et machinal. Malgré cela, la tradition religieuse se maintient fortement dans les esprits parmi les populations agricoles et paysannes du nord, tandis qu'elle est très affaiblie au sud du Tage et dans la plupart des villes ; nos observations précédentes nous ont montré tout cela d'une façon précise. Il va sans dire que l'influence du clergé dans chaque région est proportionnée au nombre des croyants. Elle est renforcée dans une certaine mesure par des éléments étrangers à la religion, auxquels pour ce motif même le clergé tient beaucoup. Il dresse les actes de l'état civil, délivre les certificats d'indigence, et, très souvent, s'occupe passionnément de politique. En s'appuyant sur ces soutiens artificiels, le clergé portugais commet une fatale erreur, qui compromettra sa situation comme elle a compromis celle de l'Église de France. Son champ d'action naturel, c'est l'exercice du culte, l'enseignement infatigable, éclairé, pratique, du dogme et de la loi morale; accessoirement, il peut rendre aux petites gens de grands services, en les aidant à améliorer leur méthode de travail et leur vie matérielle. Mais, en compromettant leur caractère dans les luttes politiques, en se faisant les recruteurs de tel ou tel parti, ils perdent peu à peu leur prestige et courent au devant de la persécution. On voit par ce bref exposé que le clergé, considéré comme auxiliaire de l'éducation, ne remplit pas sa noble fonction comme il le pourrait et le devrait. Il est à craindre qu'il ne porte lui-même, dans un avenir assez rapproché, la peine de son erreur et de son insuffisance[1].

avons lieu de croire qu'ils ne sont pas aussi fréquents qu'on le dit dans des groupes et des journaux hostiles.

1. Le régime nouveau ne manquera pas de modifier l'état de choses que nous venons de résumer, et aussi de justifier nos prévisions.

II

LA VIE LOCALE

Indications préliminaires. — La commune rurale, organisation et ressources. — Le *concelho*, caractère exceptionnel de cette circonscription. — Les grandes villes : la dictature municipale et ses effets. — La municipalisation des grands services urbains. — Le district, son caractère et son rôle. — La politique dans les affaires locales.

1. — INDICATIONS PRÉLIMINAIRES.

Beaucoup de gens, dans tous les pays, aiment à croire que la vie publique, c'est-à-dire le fonctionnement des organes de gestion des intérêts communs de la nation, constitue la chose essentielle, la machine motrice, le cœur même de la vie nationale. Cette idée si répandue est radicalement fausse, et par conséquent fort pernicieuse. Il convient de la combattre en toute occasion avec la dernière énergie. Toute société est composée de groupements distincts, ayant chacun son régime particulier et sa fonction propre. Le premier et le plus important de tous, celui qui constitue la véritable molécule sociale, sans lequel il ne peut y avoir par conséquent ni nation, ni gouvernement, c'est la famille, et non pas l'État. Voilà un premier point qu'il faut bien saisir et retenir, car il est capital. En effet, ce n'est pas la constitution du gouvernement qui importe le plus, mais bien celle de la famille, car le régime de celle-ci déterminera facilement, par une série de répercussions, la

forme de celui-là, ainsi que son organisation et son fonctionnement. En second lieu, quelles sont les sources vives où la famille puise ses moyens d'existence? Ce sont le travail et la propriété. Sans eux ni la famille, ni la société ne pourraient subsister et durer. Aussi déterminent-ils la constitution de toute une série de groupements spéciaux, superposés à la famille : ateliers, comptoirs, associations diverses. C'est le rapprochement de tous ces groupements qui rend nécessaire l'organisation de la vie publique, c'est-à-dire le règlement harmonique des relations entre eux. Ainsi, il apparaît comme évident, que les groupements de la vie publique ne sont que la conséquence et le complément de ceux de la vie privée. Et voilà pourquoi, précisément, la vie privée a tant d'influence sur l'organisation et la marche de la vie publique, pourquoi, loin d'être le moteur de la vie nationale, la politique n'est qu'une suite et une dépendance du régime de la famille et du travail. Dès lors, ceux qui espèrent modifier et améliorer sensiblement et de façon durable la situation d'un pays par la seule action gouvernementale, vivent dans une illusion qui trompera tous les efforts, découragera leur bonne volonté, et les laissera finalement dans le désarroi et l'angoisse.

Ceci nous explique en même temps pourquoi il est absurde de vouloir imposer à tous les peuples des gouvernements et des constitutions identiques. Les groupements primordiaux, ceux qui naissent de la famille, du travail et de la propriété, n'étant pas régis partout par la même coutume, il est naturel et nécessaire que les groupements auxiliaires soient adaptés aux premiers et par conséquent différents eux aussi. Partant de là, on pourra donc dire : 1° que le régime de la vie privée commande dans la plus large mesure celui de la vie publique ; 2° que les formes des organes de gestion de la vie publique doivent être adaptées au régime de la vie privée, sinon, et en dépit de toutes les combinaisons artificielles, le gouvernement s'y adaptera de lui-même. Mais alors la contradiction entre la forme et le fond de l'organisme public produit des difficultés et des troubles souvent dangereux. Ainsi, il ne suffit nullement

d'instaurer dans un pays le régime représentatif et parlementaire pour y faire naître vraiment la liberté; un État sans Chambres ou sans responsabilité ministérielle peut jouir en fait d'une liberté très étendue. Ici plus qu'ailleurs les apparences sont trompeuses, mais il est périlleux de se tromper, car les erreurs ont un retentissement douloureux sur la vie nationale tout entière.

Nous avons rappelé, au début de ce travail, qu'il existe trois types de sociétés, dont tous les autres ne sont que des variétés ou des mélanges. Chacun de ces trois genres a son système naturel de gouvernement, celui qui s'adapte le mieux à son mode d'existence, et qui, ainsi que nous le disions tout à l'heure, reparaît avec une persistance inéluctable derrière les façades artificielles dont on le décore. Pour bien comprendre la situation actuelle du Portugal, il est nécessaire de préciser cette indication importante.

Le type qui repose essentiellement sur la communauté des biens et le patriarcat plus ou moins absolu, combine toujours l'autonomie de l'unité communautaire : famille, tribu, commune, avec le despotisme réel, mais tempéré par la coutume, du pouvoir central. Pour ne prendre qu'un exemple, nous rappellerons que, dans l'empire chinois, la famille dans les basses terres, la tribu pastorale sur les hauts plateaux de l'intérieur, s'administrent avec une très grande liberté par application de traditions immémoriales. Le pouvoir impérial n'intervient autocratiquement que dans les rapports entre communautés ou entre tribus. En fait, son autorité est fort réduite, mais devient facilement abusive à cause du défaut d'entente entre les petites unités sociales qui vivent repliées sur elles-mêmes, sous le despotisme intérieur du chef de famille. Quand le mal devient trop grand, il se produit des coalitions temporaires qui aboutissent à la révolte. Ce régime est favorable à la paix intérieure des communautés, mais non à l'ordre général, ni au progrès des institutions.

Avec le type désorganisé, le groupe communautaire disparaît, et il ne peut plus être question d'autonomie. L'autorité du pouvoir

central ne rencontrant plus aucun obstacle, s'étend et se renforce. Elle domine tout et règle tout. Chez les barbares, c'est le despotisme tyrannique, exigeant et souvent cruel du chef de tribu ou de clan. Chez les civilisés, c'est la centralisation bureaucratique, la prédominance de l'autoritarisme administratif, plus ou moins déguisé sous des formes politiques mal comprises et surtout mal appliquées. La désorganisation de la famille ayant détruit le ressort de la vie privée, la vie publique ne saurait avoir, par contrecoup, ni activité vraie, ni force naturelle. On ne trouve ici que l'autorité du règlement et la gestion du fonctionnaire, la liberté étant remplacée par une agitation maladive, faite de théories creuses, de discours vagues, d'intrigues basses, de contraintes abusives.

Enfin, le type particulariste, qui base son organisation sociale sur la valeur propre du particulier, établit son régime politique sur l'action et la collaboration graduée de tous les intérêts et de toutes les forces. Ces intérêts étant compliqués, il est normal de les subdiviser et de confier la gestion de chaque fraction à ceux qui la connaissent le mieux et en sont les plus rapprochés. On est donc conduit à donner à chaque groupement de la vie publique : commune, district, province, etc., une autonomie aussi large que possible. Souvent de très petits groupes d'habitants sont ainsi mis à même d'agir pour leur bien commun, ils sont invités à s'entendre pour construire une chapelle, une école, un chemin de raccordement, un ponceau. C'est leur affaire propre, et ils la règlent aussi simplement que possible, soit seuls, soit avec l'assistance, au besoin, d'un groupement plus étendu. Les choses vont de même pour la circonscription communale, où le conseil local réclame le concours de commissions de citoyens pour étudier les questions ou contrôler la marche des services. Le district et la province font de même. Et lorsque les intérêts se combinent ou s'étendent, on forme des unions temporaires entre localités. Enfin, le gouvernement pourvoit aux intérêts généraux, les seuls qui soient bien de son ressort et de sa vraie compétence. Dans ces conditions, il n'a point à se noyer dans une administration infiniment étendue et compliquée, qui comporte des détails

innombrables, variés, spéciaux, lointains, et tout à fait indifférents à des employés peu compétents et irresponsables. Ce régime a ses défauts, comme toute institution humaine. Mais il représente, plus que tout autre, l'exercice de l'initiative directe, de l'action personnelle du citoyen dans la vie publique. Il réalise vraiment le régime de la liberté politique, puisqu'il donne à tous les hommes capables, l'occasion de jouer un rôle dans les affaires communes, de participer à leur gestion. C'est cette infinie division du travail qui fait la force, la souplesse, l'efficacité, la grandeur de ce système de vie nationale. Aussitôt qu'on prétend l'altérer, le compliquer, le dénaturer par des interventions artificielles, le désordre apparaît. L'Angleterre nous en fournit actuellement un frappant témoignage.

Appliquons maintenant ces principes à l'étude des choses du Portugal.

II. — LA PAROISSE.

Le groupement public le plus simple est celui qui réunit, en vue d'un intérêt local très restreint, les efforts d'un petit nombre d'habitants. Ces corporations minuscules, temporaires ou permanentes, fondées soit sur un besoin commun, soit sur une préoccupation charitable, ne sont pas inconnues en Portugal. Nous avons déjà montré comment, dans les montagnes de l'extrême nord, les habitants sont dressés à l'association par les exigences impérieuses du milieu qu'ils habitent. Nous avons cité aussi diverses corporations spéciales, répandues un peu partout, comme les miséricordes, les sociétés de secours mutuels, etc., dont la prospérité relative montre que les Portugais pourraient faire davantage pour l'organisation de la vie locale, s'ils étaient mieux encadrés. Mais la faiblesse générale de l'organisme familial, l'insuffisance du régime du travail, la concentration des gens éclairés et aisés dans les grandes villes, font que cette nation témoigne actuellement d'une incapacité notoire à gérer directement ses intérêts locaux. Cela est aisé à constater en ana-

lysant les institutions locales dans leur fonctionnement réel.

D'une façon générale, l'administration des intérêts publics est répartie entre quatre échelons superposés : la paroisse, le *concelho,* le district et l'État. A première vue, cette division répond assez bien à la gradation des intérêts communs des groupes d'habitants, aussi bien qu'à l'ordonnance du contrôle administratif. Mais la réalité ne répond pas à cette première apparence. Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de revenir en peu de mots sur les antécédents historiques.

Au cours des siècles passés, la classe supérieure a dérivé presque toute son activité vers les entreprises extérieures, et laissé à eux-mêmes les petites gens, groupés dans de gros villages et des bourgs. Il était difficile de confier à des paysans et des artisans sans traditions fortes, sans esprit public, sans expérience administrative, la gestion d'intérêts assez considérables. Aussi le gouvernement prit-il de bonne heure toutes les mesures nécessaires pour réserver à ses propres agents une autorité indiscutée et une compétence très étendue. Il n'en fut pas de même dans les montagnes du Tras-os-Montes, parce que la famille avait conservé là une organisation assez forte, et parce que les agglomérations étaient petites, et les intérêts peu compliqués, tout en restant étroitement liés aux moyens d'existence des familles. Aussi les montagnards du nord sont-ils demeurés bien plus longtemps maîtres de leur vie locale, précisément à cause du maintien de leur régime de vie privée.

Le système absolutiste fut consacré et régularisé par une loi générale de 1842, appelée code administratif. Ce régime centralisé était commandé par les circonstances, mais on aurait pu en préparer peu à peu l'évolution, en faisant appel, par exemple, à des commissions de citoyens, pour seconder les administrateurs dans leur tâche, ce qui aurait accoutumé les particuliers à la vie publique autonome, et permis avec le temps l'extension des pouvoirs des assemblées locales. Au lieu de procéder ainsi par une gradation prudente, on voulut un jour, sous l'inspiration d'idées purement théoriques, instaurer en

Portugal la liberté communale presque complète. Cette réforme fut réalisée en 1878 par la promulgation d'un nouveau code administratif. Livrés du jour au lendemain à tous les risques de leur inexpérience, les conseils locaux se laissèrent aller aux plus coûteuses fantaisies et s'endettèrent à qui mieux mieux. Il fallut les plier de nouveau au contrôle préventif de l'administration. Le code libéral de 1878 disparut en bonne partie dès 1886. Au cours des années suivantes, profitant de ce que certaines libertés financières leur avaient été laissées, les assemblées locales, imitant du reste en cela l'exemple qui leur était donné par le parlement, dépassèrent encore, dans beaucoup de cas, leurs ressources normales. Pour mettre fin à ce gaspillage, le code de 1842 fut rétabli en 1896 d'une façon à peu près complète.

Le code administratif du 4 mai 1896, qui ne compte pas moins de 462 articles, détermine minutieusement le régime de la vie publique dans la paroisse et le *concelho*. Voici, dans ses traits essentiels et dans sa portée pratique, l'organisation qui en résulte.

La paroisse rurale, constitue une circonscription absolument fixe, établie par des circonstances généralement anciennes, et où tout est réglé et unifié par le code administratif. Elle a parfois ses écoles et ses biens propres : terres labourables ou autres, amodiées en *foros* ou emphythéoses, au moins en partie, le surplus étant soit loué par parcelles, soit laissé à la jouissance commune. Les biens et intérêts de la paroisse sont gérés, d'après des règles strictement fixées, par une *junte* de trois membres jusqu'à mille habitants et cinq au-dessus, dont nous apprécierons le rôle tout à l'heure. La paix publique est assurée par le *regedor*, agent du pouvoir central, assisté de gardes, auxquels les employés du fisc prêtent main-forte à l'occasion. Les ressources du budget paroissial sont fournies d'abord par les revenus des biens, et en outre par une taxe additionnelle pouvant aller jusqu'à 15 p. 100 de l'impôt foncier, et par quelques menues recettes, variables avec les localités. Tout Portugais domicilié dans la paroisse y participe à tous les

avantages comme à toutes les charges ; les étrangers sont exclus de certains droits : participation aux biens, élections et électorat, mais ils sont traités pour le surplus avec une large bienveillance. La gestion est remise à la junte dont il est question plus haut, siégeant sous la présidence du curé, et en présence du *regedor ;* elle est élue par tous les citoyens majeurs, payant l'impôt direct ou sachant au moins lire et écrire. En dehors de la formalité de l'élection, le citoyen n'a aucune part à la gestion communale.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'augmenter les taxes locales, la décision doit être acceptée par les vingt électeurs les plus imposés. En outre, presque toutes les décisions du petit corps paroissial sont soumises à l'approbation du gouverneur civil du district, ou du gouvernement dans quelques cas. La gestion temporelle du culte est étroitement liée à celle des intérêts communaux, et le curé, président de la junte, joue le rôle de maire. En fait, l'inaction des citoyens, l'étroitesse du conseil de paroisse, l'intervention des plus imposés, le contrôle préventif de la loi, la surveillance administrative permanente, font que des paroisses importantes, comptant des milliers d'habitants, n'ont qu'une vie locale en quelque sorte machinale, sans initiative, sans activité propre, en un mot sans liberté. En dépit du suffrage à peu près universel, la démocratie n'a aucune influence réelle sur la vie communale, qui est cependant sa sphère naturelle unique. En revanche, cette vie est souvent troublée par des compétitions purement politiques, dont l'acharnement nous apparaîtra plus tard.

III. — LE CONCELHO.

Au-dessus de la paroisse nous trouvons le *concelho*, circonscription hybride, tenant à la fois de la commune et du canton. Le *concelho* est une aggrégation de paroisses, qui en comprend parfois cinquante, avec plus de 20.000 habitants ; d'autres sont beaucoup plus petits. C'est, en somme, une circons-

cription artificielle, composée de sections formées par les paroisses. Ils sont divisés en deux classes : la première comprend les *concelhos* comptant plus de 15.000 âmes, la seconde englobe ceux qui en ont moins. Un premier fait nous frappe : c'est l'incohérence des intérêts dans cette agglomération de communes, les unes rurales, les autres urbaines, groupées arbitrairement, d'une façon qui ne répond, bien souvent, à aucune de leurs tendances. Les unes sont éloignées du centre, et n'ont aucune relation naturelle avec lui. Certaines, sans être très distantes, sont en relations bien plus étroites avec un autre bourg ou une autre cité. En outre, la plupart des paroisses n'ont entre elles presque aucun intérêt commun en dehors des liens administratifs. Telle paroisse, par exemple, a de si faibles rapports avec son chef-lieu, qu'il n'existe pas même de route entre elle et lui. Une autre a son marché, ses fournisseurs, son hôpital, son école du second degré, etc., dans une ville autre que le chef-lieu, et à laquelle elle est reliée par une bonne route ou par le chemin de fer. On voit tout de suite l'inconvénient de ces combinaisons territoriales artificielles, basées sur un intérêt purement électoral ou administratif, et non sur le jeu naturel des intérêts des populations. Il en résulte que le groupe ainsi formé ne travaille pas avec l'élan et le soin nécessaires au bien commun de la circonscription entière, puisque certaines subdivisions ont des vues différentes ou parfois totalement opposées. Le *concelho* représente en théorie ce que l'on a nommé très heureusement un « pays membre de la province », mais le pays vrai est une circonscription délimitée par la nature, où la population s'est groupée par le jeu des circonstances historiques, qui lui ont donné des idées, des tendances et des intérêts communs: cela facilite singulièrement la marche des institutions et leur donne une vitalité et une utilité grandes.

Le *concelho* a des biens propres, fonciers et mobiliers : terres, édifices, valeurs diverses. Les terres sont souvent amodiées par emphytéose (*foros*), ou affermées : beaucoup sont abandonnées à la vaine pâture; les bois sont sous le contrôle de l'État (il en est de même pour la paroisse). Le revenu de

ces biens entre dans le budget du *concelho*. Quant aux intérêts, ils sont multiples et importants en théorie : gestion des biens, voiries, captation des eaux, établissements publics d'assistance, police locale, etc., etc. Le code administratif a accumulé entre les mains de l'administration du *concelho* les attributions les plus diverses, confondant, en un mélange surprenant, les intérêts municipaux et les intérêts cantonaux. Mais l'erreur commise dans le tracé de la circonscription complique singulièrement le jeu de ces intérêts. En effet, il arrive très souvent que les vues des paroisses rurales sont contraires à celles des paroisses urbaines, ou bien que telle paroisse, ou tel groupe de paroisses, aspire à des combinaisons absolument opposées aux désirs d'un autre groupe, en sorte que les idées de l'un des deux doivent forcément être sacrifiées. Dans la réalité des choses, on se borne à faire l'indispensable, les gens s'intéressent peu à cette combinaison qui les dépasse et souvent les touche à peine; ainsi la vie du *concelho* demeure incomplète, paresseuse, et d'une efficacité médiocre.

Pour couvrir ses dépenses, le *concelho* dispose, en outre du revenu de ses biens, d'une taxe additionnelle aux contributions directes, taxe dont la proportion est limitée à 75 p. 100 du montant principal de l'impôt. En outre, on perçoit diverses menues taxes locales de marché, d'inhumations, de voirie, etc. Le total varie naturellement beaucoup, selon l'importance de la population. La perception en est faite soit par les percepteurs de l'État, soit par un receveur spécial, selon les cas. Les contraintes imposées aux habitants, soit par la loi, soit par les règlements municipaux, diffèrent peu de ce que nous connaissons en France : elles sont du reste supportées avec docilité par cette population très pacifique, très soumise à l'autorité administrative. Les participants à la vie du *concelho* sont avant tout les paroisses qui le composent et doivent combiner tant bien que mal leurs intérêts intercommunaux; en outre, les particuliers prennent également part à la vie de ce groupement, parce que, en vertu de la singulière confusion signalée plus haut, le *concelho* est à la fois une commune et un canton. Cela complique

la gestion, en juxtaposant des intérêts généraux et des intérêts personnels, qui peuvent être contradictoires, et en tout cas deviennent nombreux et embarrassants quand il s'agit d'une circonscription aussi vaste. Si la vie locale était très active, le *concelho* comporterait une administration presque aussi complexe que celle des grandes villes. En fait, elle se réduit à peu de chose parce qu'elle limite son action au minimum.

Les autorités sont doubles. D'une part, on trouve un comité électif de gestion, et, de l'autre, un agent administratif de contrôle. Le premier est formé par une *camara municipal* de 5, 7 ou 9 membres, selon la classe du *concelho*. Cette Chambre est élue par les électeurs politiques, au scrutin de liste. On est frappé tout d'abord de la disproportion manifeste entre le nombre des membres qui la composent, et l'étendue du territoire à gérer. Beaucoup de paroisses n'ont pas de représentant dans son sein, et il est aisé à un clan politique de l'accaparer entièrement. Pour les élections législatives, la loi a prévu une représentation des minorités. L'électeur ne peut porter sur sa liste qu'un certain nombre de noms; un même groupe ne réussit donc à faire passer qu'une partie de ses candidats. Mais cette atténuation ne s'applique pas ici, et le système de représentation ne laisse au citoyen qu'une participation insignifiante aux affaires. La gestion est assurée par la Chambre et par son président : le code prévoit une réunion ordinaire par semaine, avec faculté de convoquer des réunions extraordinaires; l'administrateur, agent de contrôle dont nous parlerons tout à l'heure, assiste aux séances avec voix consultative. La Chambre vote les mesures et les crédits, le président exécute les décisions et ordonnance les dépenses; c'est aussi la chambre qui nomme les employés municipaux et élit son président. Quant au contrôle, il est à la fois préventif, permanent et répressif. En effet, les lois ordinaires et le code spécial prescrivent à titre obligatoire la plupart des décisions à prendre, l'administrateur veille constamment à l'observation des règles légales, et enfin les autorités centrales ou de district vérifient les résolutions prises et peuvent les compléter ou les annuler. En droit, la chambre municipale

est chargée d'attributions considérables; en fait, c'est avant tout un instrument de la loi et du règlement et qui ne peut guère se mouvoir en dehors des lisières légales. En définitive, le *concelho* est régi par une sorte d'aristocratie élective très restreinte[1], dont les actes sont soumis à des règles strictes et à un contrôle de tous les instants. L'autorité supérieure a en effet ici un agent permanent, l'administrateur, nommé par le pouvoir central, rétribué par la municipalité et chargé d'assurer l'application des lois, de diriger la police, de surveiller le mouvement politique; il est donc dans le *concelho* l'œil et la main du gouvernement. Quand c'est un homme ferme et habile, il exerce une influence décisive. Lorsqu'il a en face de lui un président agissant et dominateur, il se produit des conflits aigus, surtout si le président et l'administrateur appartiennent à des clans politiques différents. On voit alors s'étaler au grand jour l'anomalie de cette organisation locale, qui met en contact deux autorités dont le rôle est naturellement si différent.

Prenons maintenant, pour préciser les idées, un exemple concret. Le *concelho* de Serpa, situé dans le sud de l'Alemtejo, sur la rive droite du Guadiana, a pour chef-lieu la petite ville de Serpa, qui compte 7.000 âmes, réparties en deux paroisses urbaines. Cette ville est placée à deux kilomètres du chemin de fer d'intérêt local qui va de Béjà à Moura, vers la frontière d'Espagne. Plusieurs paroisses se rattachent normalement à ce dernier bourg, qui est leur vrai centre d'affaires.

Le concelho de Serpa possède des biens fonciers partiellement amodiés en *foros* qui donnent un revenu d'environ 9.000 milreis, près de 50.000 francs. Il a en outre des actions de la banque rurale créée en 1840 sous le patronage de la chambre municipale, ainsi que des fonds publics. Il faut ajouter à cela le produit des taxes foncières : 8.160 milreis; poids publics, marchés, etc., 124 milreis; droits de sépulture, concessions, etc., 30 milreis, en tout 8.304 milreis un peu plus de 46.000 francs.

1. A laquelle il faut ajouter les citoyens les plus imposés, qui doivent être consultés en cas d'aggravation des impôts locaux.

Le total des recettes est donc voisin de 25.000 milreis (138.750 francs). Cette somme est entièrement absorbée par les dépenses, en grande majorité prescrites obligatoirement par le code administratif. Ajoutons que le *concelho* a une petite dette d'environ 8.000 milreis (44.000 francs). Les frais de gestion s'appliquent aux édifices publics, aux routes et chemins, à l'assistance des aliénés et malades ou indigents, enfin à la solde du personnel. Celui-ci comprend : outre la *camara municipal* de sept membres, dont les fonctions sont gratuites, trois commis, un secrétaire, deux copistes, un garçon de bureau, un caissier, deux surveillants, un gardien de cimetière et quelques autres préposés inférieurs. Cinq médecins sont désignés pour le contrôle de l'hygiène publique et le traitement des pauvres; ils reçoivent de ce chef une indemnité. Les appointements et indemnités payés par le budget local varient entre 80 et 300 milreis (de 444 à 1.660 francs).

Dans cette circonscription du *concelho,* déjà considérable, il est évident que, en tout état de cause, la gestion des intérêts communs doit échapper à la démocratie. Avec un peuple plus fortement organisé, on verrait se constituer une élite à la fois rurale et urbaine, qui pourrait prendre en mains la conduite des affaires. Ici, elle appartient aux chefs du parti politique dominant, lesquels sont en général presque tous établis dans le bourg ou la petite ville qui sert de chef-lieu au *concelho.* La représentation même des paroisses rurales reste donc, nous l'avons déjà remarqué, incomplète et insuffisante. Ainsi, même dans les affaires locales, ce sont les clans politiques qui gouvernent selon leur tendance égoïste, et non pas l'ensemble des citoyens les plus capables et les plus qualifiés. C'est bien, au fond, une aristocratie qui régit le *concelho* sous l'initiative et le contrôle incessant du pouvoir central, mais c'est une aristocratie artificielle, issue de la politique. Là encore il n'y a ni liberté locale vraie, ni organisme social spontané.

IV. — LES GRANDES VILLES.

Chacune des grandes cités forment un *concelho* urbain, subdivisé en paroisses, avec une chambre municipale de 9 membres (onze à Porto et quinze à Lisbonne). Les villes sont ainsi totalement isolées des campagnes, car aucun organisme intermédiaire, comme celui de la province par exemple, ne les réunit pour la discussion de leurs intérêts communs. Le plus souvent, un homme énergique et influent prend la direction de la chambre municipale urbaine, et conduit les affaires en dictateur au petit pied, car, d'une part, les citoyens disposés à s'occuper sérieusement de l'administration municipale sont rares, et d'ailleurs la loi ne leur accorde aucune influence directe; d'autre part, surtout si le président appartient au clan politique régnant, le pouvoir central lui laisse carte blanche tant qu'il ne s'écarte pas trop des règles légales. Quant aux électeurs, leur rôle se borne à une élection périodique conduite par les agents électoraux ordinaires ; il est donc réduit à presque rien, car ici les intérêts sont bien trop compliqués pour que la démocratie puisse agir utilement. Quand le président de la chambre, ou maire, est un homme intelligent, prudent, honnête, il conduit son administration urbaine convenablement, avec l'aide de la petite assemblée municipale. Mais ainsi tout dépend de la capacité, des qualités personnelles d'une seule individualité, ou tout au plus de deux ou trois, qui assument la direction exclusive d'un groupe très important de population, ayant des intérêts compliqués et multiples. Ce n'est pas là, évidemment, une situation normale et logique. Elle ne peut ni assurer la bonne gestion des affaires municipales, au moins de façon suivie et permanente, ni préparer un nombre suffisant de bons administrateurs, ni amener les citoyens à s'intéresser à leurs affaires communes. Comme les gens intelligents et éclairés sont nombreux dans les grandes villes, cette situation ne donne pas des résultats aussi mauvais qu'on pourrait le craindre au premier

abord, mais ses inconvénients n'en sont pas moins sensibles: nous allons le constater par quelques indications de détail.

La ville de Lisbonne compte actuellement, dans l'immense périmètre délimité par le mur d'enceinte de l'octroi, environ 360.000 âmes. En 1880, c'est-à-dire il y a trente ans, on estimait sa population à moins de 250.000 habitants. Cette cité est donc en voie de rapide développement. Ce fait provient d'une extension notable, dans la capitale, de l'activité commerciale et industrielle. Ce n'est pas que la région soit spécialement favorable à l'industrie : elle est fort pauvre en matières premières, et son agriculture elle-même donne assez peu. Les industries nouvelles sont principalement celles qui se rattachent au bâtiment, à l'alimentation ou au vêtement, ou encore des ateliers de réparation et d'entretien. Les autres villes du royaume sont loin d'avoir crû dans la même proportion, à l'exception de Porto, et aussi de la petite cité de Sétubal, enrichie par l'industrie des conserves de sardines et l'exportation des fruits. Lisbonne possède un des plus beaux ports du monde. Praticable à toute heure, il est d'une sécurité absolue ; les quais, construits récemment par une société française, bordent la rive nord sur une longueur de 4 kilomètres ; ils portent des voies ferrées, des hangars, des entrepôts. Tout cela, ou presque, a été établi aux frais de l'État. La ville, principale intéressée, n'a fait que bien peu de chose par elle-même.

Étagée en amphithéâtre, Lisbonne a été rebâtie après le tremblement de terre de 1755 dans un style assez monotone. Les vieux quartiers ont souvent des rues étroites, escarpées, parfois même en escaliers; les quartiers neufs, au contraire, sont largement percés d'avenues plantées d'arbres. On y voit de belles constructions, et çà et là des villas, qui affectent souvent des formes bizarres, rappelant les bungalows de l'Inde, les pagodes chinoises, les vérandas tropicales, etc. Ce sont les habitations des émigrants enrichis, revenus au pays et désireux de frapper l'imagination de leurs concitoyens par l'originalité de leurs goûts et l'éclat de leur luxe. Dans son ensemble, avec ses magasins nombreux, ses rues toujours pleines d'une foule gaie, paisible et affable, ses belles échappées de vue sur le fleuve et sur les montagnes

de la rive méridionale, cette ville laisse une impression agréable et sympathique, due pour une notable part au goût éclairé de ses édiles, qui s'attachent d'une façon particulière à l'embellissement de leur cité, alors qu'ils semblent moins pénétrés de ses intérêts économiques.

Il existe autour de la capitale des régions fertiles; cependant l'approvisionnement de Lisbonne laisse à désirer. Cela tient pour une part à la médiocre organisation de la culture et à l'apathie des producteurs, qui n'aiment guère à se déranger; ils font ainsi la fortune de quelques gros commissionnaires, qui monopolisent la vente des légumes et des fruits, et peuvent ainsi établir les prix presque à leur guise. Cette situation est aggravée par les mesures artificielles que nous avons déjà signalées, et qui tendent à renchérir le pain et la viande [1]. Les étaux de boucherie créés par la ville lui ont causé, paraît-il, depuis 1877, une perte sèche de plus de 3 millions de francs qu'il a fallu récupérer par l'impôt. Les octrois et la douane agissent de leur côté pour entretenir la cherté des vivres, tissus, etc.

Les logements sont d'un prix relativement modéré, mais ils sont aussi d'une simplicité extrême et trop souvent privés de toute commodité et même de salubrité. Une loi permet l'inspection des maisons pour en surveiller la construction et la disposition, mais elle est mal observée. Aussi, bien que la ville soit assez proprement tenue, pourvue d'une eau de bonne qualité, et que son atmosphère soit purifiée par des brises marines, la santé générale de la classe ouvrière est plutôt médiocre. La mortalité infantile est grande, l'anémie et la tuberculose font beaucoup de victimes.

L'étranger est toujours surpris, en visitant Lisbonne, de constater l'étonnant mélange de la population. Sauf dans les quartiers neufs, on aperçoit souvent des masures sordides adossées à des demeures somptueuses; ce fait provient sans doute des nécessités résultant autrefois de l'existence d'une enceinte fortifiée. Les relations entre les diverses classes sont, du reste, faciles et

1. V. dans notre deuxième partie, les indications données à ce sujet dans le chapitre consacré à la culture dans le centre.

toujours courtoises, cordiales même. Bien que les rues soient presque toujours encombrées d'une véritable foule, car les Portugais vivent beaucoup en plein air, les cas de trouble et de désordre sont rares. En outre, cette population est remarquablement bienveillante, serviable et probe.

L'eau est fournie par une compagnie privilégiée, qui a capté des sources à 35 kilomètres de la ville; le prix est d'environ 1 fr. 10 par mètre cube, plus 0 fr. 60 par mois pour location de compteur. Le service n'est pas toujours très régulier. Le gaz et l'électricité sont aussi fournis par une société munie d'un monopole de quatre-vingt-dix-neuf ans. Le gaz est vendu 0 fr. 25 pour l'éclairage, 0 fr. 20 pour le chauffage. Il est fabriqué avec du charbon anglais (Newcastle), qui a coûté 29 fr. 50 la tonne en 1909. Le coke est vendu à l'industrie 2 fr. 75 les 100 kilos, au commerce 4 fr. 40 et aux petits consommateurs 5 fr. 50. L'électricité, produite par la vapeur, coûte cher; cependant la consommation augmente. Une société étrangère a établi un bon réseau de tramways électriques.

Nous savons par les monographies reproduites dans la quatrième partie de ce travail que les ouvriers de Lisbonne ont une existence assez difficile. Cependant beaucoup d'entre eux se rendent le dimanche dans les environs, en famille, pour passer l'après-midi dans les cabarets suburbains. Cela n'a pas de conséquences graves au point de vue de la paix publique, car Lisbonne est une des capitales les plus tranquilles et les plus sûres de l'Europe, mais il en résulte une dépense inutile, qui souvent aggrave la misère. Aussi la mendicité, surtout enfantine, sévit-elle avec une déplorable intensité. Cela tient d'abord à des misères trop réelles, mais aussi à l'intervention d'entrepreneurs qui exploitent l'enfance, et à une indifférence regrettable des parents en matière d'éducation. D'ailleurs, les pauvres ne restent pas sans secours, car le Portugais a bon cœur et la main facilement ouverte. Des associations nombreuses font visiter les malades, distribuent des secours, du lait pour les enfants du premier âge; des dispensaires médicaux ont été établis, quatre hôpitaux civils reçoivent les malades, et la reine Amélie a fondé

un sanatorium spécial pour les tuberculeux. La Santa Casa da Misericordia, institution nationale, joue ici comme partout son rôle généreux. Ce sont là de belles œuvres privées, leur succès et leurs services constituent des exemples dont on devrait s'inspirer davantage. Enfin les bureaux de police donnent en cas de besoin des secours urgents. Peut-être pourrait-on regretter que tous ces efforts ne sont pas suffisamment coordonnés, faute de ce sentiment général d'ordre, de méthode, de tradition, qui fait toujours défaut chez les sociétés désorganisées.

Au milieu de cette population concentrée et composée d'éléments divers et hétérogènes, la moralité est médiocre, sans être franchement mauvaise. La précocité extrême des jeunes gens aggrave le mal. Aussi la religion est-elle ici en pleine décadence, comme dans toutes les villes un peu importantes du pays. La position du clergé devient ainsi difficile, pour des raisons que nous avons expliquées en détail. Une autre cause encore contribue à troubler les esprits. La vie politique est plus active dans la capitale que partout ailleurs, car les intrigues se nouent et se dénouent avec rapidité autour du gouvernement et des Chambres. Le public y assiste en spectateur par l'intermédiaire des journaux, et ne se passionne que trop pour ces luttes stériles. Diverses tentatives ont été faites pour embrigader les ouvriers dans des clans variés, principalement dans les groupes socialistes. Mais ces combinaisons n'ont pas encore une bien grande portée, et, au fond, la foule se montre assez sceptique, non sans raison. Les mouvements révolutionnaires qui ont agité Lisbonne il y a peu de temps n'avaient pas, en réalité, des racines bien profondes, et ils ont été l'œuvre des politiciens agitateurs de toutes nuances, et non pas du peuple lui-même [1]. Au fond, la population subit avec docilité la pression d'un gouvernement très bureaucratique. L'expérience lui a prouvé qu'elle ne pouvait guère faire autrement, faute d'un esprit public solidement fondé sur une forte organisation de la vie privée.

1. Nous rappelons que ceci a été écrit bien avant le 5 octobre. On verra plus loin pourquoi nous n'y avons rien changé.

L'administration locale est remise à une petite Chambre municipale de quinze membres, élus au suffrage quasi universel. Cette assemblée et son président assument la lourde charge de régir les intérêts compliqués de cette grande ville, et ils le font avec assez de liberté d'action, car si la loi leur impose un programme strictement réglé, le gouvernement use en général très discrètement de ses pouvoirs d'intervention et de contrôle. Mais on voit immédiatement le vice capital du système. Entièrement basé sur le type représentatif, il concentre toutes les affaires municipales entre un très petit nombre de mains, et ne laisse aux autres citoyens aucune action sérieuse sur la gestion de leurs intérêts locaux. On ne trouve là ni comités secondaires, partageant et allégeant la charge de la Chambre municipale, ni initiative, ni contrôle des citoyens. Si le président est un homme de valeur et d'autorité, il dispose d'un pouvoir quasi absolu, sinon, c'est l'anarchie, et l'intervention active du pouvoir central devient indispensable. Les rapides indications qui précèdent nous ont montré que l'administration de Lisbonne, ainsi réduite à une sorte de directoire dictatorial, reste dominée par des théories économiques et des procédés fort discutables.

Les choses vont-elles de même dans la seconde ville du royaume, Porto? Cette cité, assise dans une position admirable, à quelques kilomètres de l'embouchure du Douro, réunit toutes les conditions favorables au développement commercial et industriel. Une vaste région très fertile l'avoisine, et son action s'étend jusque sur une partie des plateaux espagnols. Par son fleuve, elle est en communication directe avec les colonies et avec les pays qui sont les pourvoyeurs ordinaires ou les meilleurs clients du Portugal. Nous verrons bientôt que les habitants de Porto n'ont pas su profiter de ces avantages dans toute la mesure possible. La ville est bâtie sur la rive droite; sur la rive gauche, plus près de la mer, on aperçoit les entrepôts de Villa Nova de Gaya, où sont concentrées les expéditions maritimes; une belle et longue avenue relie la cité au nouveau port, dont nous reparlerons. Grâce à de bonnes routes et aux chemins de

fer, l'approvisionnement de la ville est facile, mais comme elle est entourée d'un double octroi, celui de l'État et celui de la municipalité, le prix de la vie est augmenté d'un bon tiers, sinon plus. Cependant il est moins élevé qu'à Lisbonne.

Au début du XIX^e^ siècle, Porto ne comptait pas plus de 80.000 âmes. Vers 1850, elle avait atteint le chiffre de 100.000, nombre porté à 140.000 en 1880, et aujourd'hui à 172.000 environ. Porto a donc progressé grâce surtout au développement de son industrie, qui aurait pu être bien plus considérable si l'organisation de la race avait suffi à la tâche. La population est paisible et laborieuse; souvent les familles sont fort pauvres, et vivent dans des ruelles rendues malsaines par l'entassement, le défaut d'hygiène et l'humidité du climat. Ici encore l'éducation est faible, l'enfant manque facilement l'école, court la rue et mendie volontiers. Parmi la classe aisée, le type de l'enfant gâté est fréquent; les jeunes gens montrent un goût médiocre pour le travail soutenu et se portent volontiers vers les carrières libérales, vaguement pratiquées; on se retire tôt des affaires pour vivre de ses rentes, aussi est-il assez rare de voir le fils succéder au père à la tête d'une entreprise.

Ce médiocre régime social a permis aux gens du dehors de prendre une bonne partie du mouvement des affaires. Ainsi la métropole du nord a conservé le quasi-monopole du commerce des vins de son riche bassin; mais ce commerce est entre les mains d'un bon nombre de maisons anglaises, qui ont pris le plus large débouché, c'est-à-dire le marché anglais, ne laissant guère aux maisons portugaises et à la compagnie privilégiée que les colonies et le Brésil. Or, nous le savons, une race, qui se laisse facilement distancer dans le domaine du travail, ne saurait montrer une large aptitude à conduire ses affaires publiques.

La lourde tâche d'administrer cette grande cité incombe à une chambre composée de onze membres seulement qui font souvent de bonnes choses quand ils ne sont pas trop divisés par la politique. Mais cette organisation est bien insuffisante pour

gérer des intérêts aussi complexes. A côté de cette petite assemblée représentative, il existe à Porto une riche association industrielle et commerciale, qui s'est fait bâtir un véritable palais, à la fois Bourse, tribunal et école de commerce, centre de réunion, bibliothèque, etc. Mais cette association n'a qu'une médiocre activité et ne rend pas les services qu'on pourrait en attendre. Un exemple va nous montrer l'insuffisance de cette vie locale énervée par les défauts de l'organisation sociale de la race. Nous avons dit que l'estuaire du Douro n'est pas accessible aux navires à grand tirant d'eau, ce qui compromettait l'avenir de Porto. On réclamait donc un port en eau profonde. Mais, au lieu d'entreprendre eux-mêmes cette œuvre capitale, les gens de Porto ont préféré laisser l'État s'en charger. Un emplacement fut choisi à l'embouchure d'une petite rivière, située un peu au nord du Douro, et une maison française enferma entre la terre et deux digues en enrochements un morceau de mer de 80 hectares, dont 40 en fonds de plus de 8 mètres. Vingt-trois millions furent ainsi dépensés, puis on laissa l'affaire en suspens. On se rendit compte alors que le nouveau port, qui n'avait ni quais, ni entrepôts, ni outillage, se trouvait déjà insuffisant, que, du reste, il était peu sûr par les gros temps, et qu'en outre, le commerce était peu disposé à y transporter ses magasins, installés à Villa Nova. Enfin, le port n'était relié au réseau ferré que par un chemin de fer à voie étroite, sorte de boyau bien insuffisant. Il est certain que, si Porto avait su faire ses affaires elle-même, par sa propre initiative et ses seules forces, comme tant d'autres villes maritimes, le résultat eût été tout autre. Tel est l'effet d'une notoire insuffisance de la vie municipale; elle entraîne l'intervention nécessaire de l'État, et celui-ci fait médiocrement des choses qui ne sont pas naturellement de son ressort[1]. Ajoutons que, si les grands services publics fonctionnent depuis quelques années d'une façon digne d'une grande cité commerçante, ils laissent cependant apercevoir encore la même faiblesse. Ainsi, ce sont des sociétés étrangères qui, au cours des dix ou douze der-

1. L'une des digues, entamée par le flot, était percée d'outre en outre au printemps de 1909 et menacée d'une totale destruction, faute d'entretien régulier.

nières années, ont développé et complété l'installation du gaz, construit une station centrale d'électricité, creusé un réseau d'égouts, capté, amené et distribué les eaux d'un affluent supérieur du Douro. Une compagnie portugaise a établi de bons tramways électriques, initiative que nous notons avec plaisir. Il convient d'indiquer également que Porto possède quelques bons hôpitaux, hospices et asiles et que, ici comme à Lisbonne, la charité publique et privée rivalisent pour soulager les maux de la population ouvrière ; ce noble zèle ne peut malheureusement pourvoir à tout, ni surtout remplacer les ressources que fournirait une plus grande activité du travail. La criminalité est assez faible, grâce à la douceur du caractère national et à l'honnêteté traditionnelle de la population. En revanche, les mœurs sont trop souvent relachées, la séduction et l'abandon ne rencontrent ni la répression légale, ni la réprobation publique méritée par ces faits. La prostitution affecte des proportions regrettables. Le sentiment religieux est d'ailleurs très affaibli ici comme à Lisbonne, et la politique y sévit également, sous l'aspect d'un esprit frondeur qui tient plus à l'indiscipline des caractères, fruit d'une éducation faible, qu'à un véritable esprit public. Tout ceci appelle au plus haut degré l'attention des hommes réfléchis, car il en résulte un grave danger pour l'avenir de Porto, menacé par la concurrence victorieuse de la capitale.

Nous avons signalé à diverses reprises la tendance des municipalités à confier à des sociétés étrangères l'installation de leurs grands services : eau, gaz, électricité, etc. On relève déjà, cependant, une propension à prendre en régie directe ces exploitations, faisant ainsi ce que l'on a appelé, improprement d'ailleurs, du socialisme municipal. Ce procédé n'est pas sans danger dans un pays où la vie locale est si restreinte, et où les influences politiques sont si puissantes. A un autre point de vue, il est intéressant de savoir si, comme entrepreneurs industriels, les municipalités exercent un patronage meilleur que celui des particuliers. Un rapide précis monographique va nous renseigner à cet égard.

Antonio Abranches Machado, âgé de 37 ans, et sa femme, qui

en a 36, sont nés dans les environs de Coïmbra. Mariés depuis une quinzaine d'années, ils ont eu neuf enfants, dont quatre sont morts en bas âge; les cinq survivants ont de six mois à treize ans. Machado est serrurier de son métier, et il a travaillé d'abord comme tel chez divers patrons. Il y a quelques années, la municipalité, composée de sept membres et présidée par un professeur de la faculté de droit, homme entreprenant et énergique, décida d'exploiter en régie l'usine à gaz. La direction en fut confiée à un chimiste français, M. Ch. Lepierre, professeur à l'Ecole professionnelle, chef des travaux du laboratoire microbiologique de l'Université. Machado entra alors au service de cette usine, pour travailler aux installations nécessaires pour la distribution du gaz. Il gagne 500 r., ou 2 fr. 75 par journée de 10 heures, soit environ 825 fr. par an, pour un travail régulier de 300 jours. Sa femme emploie les quelques heures laissées libres par le ménage et les soins nécessités par les enfants, à des travaux de broderie, qui lui rapportent en moyenne 120 francs par an. La famille n'a pas d'autres ressources. L'aîné des enfants, Julio, est entré en apprentissage chez un ferblantier, qui lui donnera pendant la seconde année un petit salaire de 0 fr. 66 par jour. Ce sera déjà un appoint fort utile, montrant une fois de plus qu'une famille ouvrière réalise véritablement une épargne en élevant beaucoup d'enfants.

Ce ménage habite, dans la basse ville, un rez-de-chaussée composé d'une cuisine et de trois chambres, dont la plus vaste mesure 3 mètres de côté et $2^{m}50$ de hauteur de plafond. Ce pauvre logis ouvre sur une rue étroite, sombre, humide et malodorante. Le mobilier qui le garnit vaut à peine 40 milreis (220 fr.), linge et vêtements compris. Chacun possède un vêtement décent pour le dimanche; les habits de travail sont faits d'une simple cotonnade, et les enfants sont vêtus d'ordinaire, sommairement, au moyen des défroques données par des voisins plus aisés. L'ordre et la propreté laissent à désirer; sans l'habitude de blanchir périodiquement les maisons au lait de chaux, et la possibilité de vivre beaucoup au grand air, la population très concentrée de ce pays serait bientôt décimée par les

contagions. On peut dire que la plupart des familles ouvrières des villes sont incessamment guettées par la tuberculose, cela d'autant plus que leur alimentation est réduite au minimum. Les Machado vivent de soupe maigre, de pain de maïs, de légumes et de poisson salé; ils ne mangent de la viande qu'une fois par mois, et le père seul boit un peu de vin. Encore arrive-t-il souvent que la quantité d'aliments ne suffit pas pour contenter les appétits. Sous un climat plus rude, ce régime serait intenable; ici, il diminue tout au moins l'énergie musculaire et la force de résistance des individus.

Si étroit que soit son mode d'existence, cette famille ne peut guère équilibrer ses recettes et ses dépenses qu'en se privant. La nourriture lui coûte par an 670 francs, l'entretien 100 francs, le loyer aussi 100 francs; il faut ajouter environ 50 francs de frais divers dont 11 fr. 10 pour l'impôt direct; soit un peu plus de 900 francs. L'ouvrier ne dépense presque rien hors de chez lui et fume très peu. Tout besoin imprévu soulèverait un problème insoluble, si la caisse de l'usine ne consentait de petites avances, qu'elle récupère ensuite sur le salaire. Mais il faut alors économiser sur la nourriture, c'est-à-dire contracter alliance avec la faim, pour faire face à la nécessité.

Malgré tout, la santé moyenne des Machado, comme celle de leurs voisins, est plutôt bonne. Cela tient d'abord à la sélection opérée par la forte mortalité infantile [1], et ensuite à la rareté des tares héréditaires les plus dangereuses, comme la syphilis et l'alcoolisme.

L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels à laquelle il a versé par petits acomptes un droit d'entrée de 7 fr. 80, et il paie 0 fr. 33 par semaine pour recevoir, en cas de maladie, 1 fr. 10 par jour et les soins médicaux. Les sociétés de secours mutuels de Coïmbra se sont groupées pour établir à frais communs une pharmacie qui leur fournit les médicaments à prix réduit.

Nous avons vu déjà que l'usine fait à ses ouvriers des avances

1. La ville de Coïmbra alloue de petits secours aux familles pauvres qui ont des enfants en bas âge.

remboursables. En outre, la municipalité a établi et subventionne à leur profit une caisse de retraite, à laquelle chacun verse l'équivalent d'une journée de travail par mois. Tout ouvrier municipal peut ainsi s'assurer à 60 ans une petite pension. C'est là un louable essai de patronage, mais le résultat est encore bien minime, car un bon nombre d'ouvriers, comme Machado, sont dans l'impossibilité de payer régulièrement la cotisation prévue. D'autres se méfient et hésitent à confier à l'administration un argent si difficile à économiser. Aussi, sur 60 ouvriers du gaz, 15 seulement étaient inscrits à la caisse en 1909.

On voit par cet exemple que la condition des ouvriers municipaux n'est pas sensiblement différente de celles de leurs camarades de l'industrie privée. Il ne saurait, du reste, en être autrement, car si les administrations publiques voulaient faire à leur personnel une situation exceptionnellement favorable, elles jetteraient sur le marché du travail, aux frais des contribuables, des éléments de revendications, de conflits, de troubles, très dangereux pour les intérêts privés, la paix des ateliers et même celle de la rue. Elles peuvent seulement essayer d'améliorer cette situation au moyen d'un patronage bienveillant et éclairé. Mais ce patronage collectif est nécessairement réglementaire, raide, peu apte à se plier aux besoins divers des familles. On voit par là quelles sont les complications et les difficultés de la régie directe des services industriels par les municipalités, ou par l'État lui-même, — nous en savons quelque chose en France. Ces inconvénients sont d'ailleurs d'autant plus sensibles, si les organismes de la vie publique, constitués d'une façon défectueuse, manquant d'une base solide, ne peuvent compter sur la collaboration active et désintéressée d'un bon nombre de citoyens instruits et indépendants.

V. — LE DISTRICT.

Le district est une simple division administrative et politique, interposée entre le pouvoir central et le *concelho*. Il facilite le

contrôle de la gestion municipale, surveille l'application des lois en général, et oriente d'une façon plus ou moins directe les opérations électorales. Sa circonscription est un simple démembrement de la province, laquelle n'est plus qu'un souvenir historique. Pour en fixer les limites, on s'est basé uniquement sur des motifs de commodité et de convenance administrative ou politique. Aussi, les districts sont-ils fort irréguliers comme étendue et comme population. Celui de Coïmbra, par exemple, compte 332.000 habitants répartis sur 3.900 kilomètres carrés. Un tel groupe de population ne peut manquer d'avoir des intérêts communs considérables et variés, parfois même opposés, à cause de la diversité des situations. Le district a la charge de la construction et de l'entretien de certaines routes; il doit aussi établir et gérer certains établissements publics : hospices, asiles, prisons, dépôts de mendicité, caisses de secours, etc.; il peut les subventionner quand ils sont à la charge des paroisses ou des concelhos. Pour couvrir ses dépenses, il ne dispose d'aucune ressource spéciale, il n'a point de budget particulier. C'est le Trésor public qui pourvoit aux frais nécessités par l'exécution des lois. Donc, si le district comporte une certaine autonomie administrative, ce n'est à aucun degré un organe de la vie locale proprement dite.

La gestion des affaires du district est confiée à un gouverneur civil, qui n'est pas un fonctionnaire de carrière, mais plutôt un homme politique, jouissant de la confiance du clan au pouvoir. On voit certains gouverneurs civils continuer, en outre de leurs fonctions, leur profession antérieure, celle de médecin par exemple. Chacun est assisté d'un suppléant, nommé dans les mêmes conditions et libre de suivre une carrière privée. Les gouverneurs sont d'ailleurs fort modestement rétribués, et ils ont auprès d'eux un secrétaire général de carrière qui est le véritable chef du service administratif. Ensuite vient l'auditeur de district, ordinairement pris dans la magistrature; il est juge administratif de première instance, et décide de même en matière électorale. Enfin, un comité de trois membres, élus par les chambres municipales, examine les comptes des communes rurales. La tutelle

des communes urbaines est exercée directement par le pouvoir central, représenté par le ministère de l'intérieur. Dans le district de Coïmbra, deux villes seulement : le chef-lieu et Figueira da Foz, petit port de la côte, sont dans ce cas. Le rôle du comité de district est donc purement administratif et consultatif. Ses décisions sont toujours commandées par une loi ou un règlement : c'est un auxiliaire du gouverneur civil et non pas une assemblée délibérante. Les citoyens sont donc sans influence sur les affaires du district, qui leur échappent entièrement. Ils n'ont ni à les gérer, ni à les contrôler.

En résumé, les affaires locales sont, en Portugal, placées sous la tutelle stricte et étroite du pouvoir central, qui a son agent jusque dans la plus petite paroisse, et presque partout dirige, administre, contrôle avec un paternalisme bienveillant. Là où, par hasard, quelques citoyens prennent intérêt aux affaires, comme cela se produit dans quelques villes, on les laisse aller tant qu'ils observent les règles minutieuses du code administratif. Mais, en règle générale, le citoyen n'agit pas. Dans les affaires locales, il est sans initiative, sans liberté d'action, et ne s'en soucie guère. Encore trouve-t-il le moyen de transporter sur cette scène si étroite, si morne, si peu active, les agitations de la politique de clan. Bien souvent les élections pour les chambres et juntes municipales donnent lieu à des compétitions qui n'ont rien à voir avec les intérêts locaux. On se préoccupe avant tout de conserver à tel ou tel clan politique une influence aussi large que possible, en vue des élections générales. Aussi bien des juntes sont-elles composées sans aucune considération pour les intérêts réels de la localité. Or, ne l'oublions pas, ce sont les libertés locales, exercées avec soin et conservées avec amour, qui constituent le fondement solide, essentiel, de la liberté politique. Mais les libertés locales ne sont vivaces que dans les pays où les particuliers sont formés par l'éducation à la pratique de l'indépendance personnelle et du travail productif. Ainsi, nous voyons reparaître partout les questions primordiales de l'éducation, c'est-à-dire de la formation du caractère et de l'organisation du travail, c'est-à-dire des moyens d'existence de chaque famille. En Portugal, où

l'éducation est insuffisante et le travail faiblement organisé, le gouvernement local est trop souvent abandonné par l'indifférence des citoyens à l'action du pouvoir central. Nous allons voir comment ce laisser-aller retentit sur la politique proprement dite, en compliquant la gestion de l'État, tout en réduisant à bien peu de chose le contrôle effectif de la nation[1].

1. On lira utilement, à titre de comparaison, l'excellent travail de M. P. Bureau, *Le paysan des fjords de Norvège* (seconde partie, la Vie collective, dans la *Science sociale*, 2e période.

III

LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE

Origines du pouvoir centralisé. — Les services publics et les finances. — Le régime des clans politiciens. — Les Chambres. — Condition de la Pairie. — Le Souverain. — L'Administration. — Cause essentielle des vices de l'organisme politique. — Post-scriptum.

I. — ORIGINES DU POUVOIR CENTRALISÉ.

L'organisation politique du Portugal a traversé, au cours des siècles, bien des péripéties. Cependant, elle présente au fond un caractère de réelle unité, en ce sens que, toujours, le pouvoir personnel a prévalu sur la liberté soit des particuliers, soit des circonscriptions locales.

On a cru longtemps qu'à ses débuts, la monarchie avait été basée sur le système électif. On racontait que les Cortès de Lamego de 1143 avait attribué aux représentants des trois ordres : clergé, noblesse, bourgeoisie, le pouvoir d'élire le souverain, de légiférer et de voter l'impôt. Mais des historiens compétents, comme Herculano et Gama Barros, ont démontré que les Cortès de Lamego n'ont jamais existé, pas plus que le régime électif. En réalité, la guerre étrangère et la guerre civile obligèrent dès le début le souverain à s'imposer par la force. La couronne fut et resta toujours héréditaire. Les Cortès, réunies à de longs intervalles et en des circonstances plus ou moins critiques,

n'exercèrent que bien rarement une influence appréciable. Le plus souvent, elles ne furent convoquées que pour couvrir d'une apparence de légalité des mesures fiscales rigoureuses. Dès l'époque du roi Diniz, l'une des plus grandes figures de l'histoire lusitanienne, l'absolutisme du pouvoir souverain était à peu près complet et consacré. Sans doute, cette autorité sans limites fut souvent discutée et combattue, mais ceux qui se posaient en adversaires du roi n'avaient nullement pour idéal la sauvegarde des libertés publiques. Nobles et prélats ne recherchaient, dans la révolte et les complots, que l'acquisition ou le développement d'une situation personnelle privilégiée. Les petites gens avaient à se plaindre d'eux plus encore que du pouvoir royal, et les sessions des Cortès sont remplies de l'écho de leurs doléances contre les exactions des puissants. Aussi, les périodes où la faiblesse du souverain permettait aux grands de ressaisir quelque autonomie, n'amenaient parmi la nation que l'indiscipline, le désordre et la guerre civile, non la liberté et la décentralisation.

La désorganisation et la corruption produites par les expéditions d'outre-mer, par l'exploitation abusive des colonies, par la domination espagnole, achevèrent d'ailleurs la ruine des dernières traditions d'autonomie locale, au moins dans toutes les parties accessibles du pays[1]. La noblesse devint une pépinière de soldats, de fonctionnaires, de courtisans, vivant des ressources du Trésor, ou dans la domesticité honorée de l'entourage royal. La bourgeoisie demeura affaiblie et sans influence. Le pouvoir absolu prit une forme définitive, régulière, bureaucratique, admirablement personnifiée par ce marquis de Pombal, qui fut si longtemps le maître du royaume.

Cependant, le triomphe de la bureaucratie autoritaire est toujours suivi de difficultés et de troubles, parce que, ainsi que nous l'avons déjà observé, il est impossible que des intérêts politiques étendus et compliqués soient gérés avec un succès

1. Nous avons montré comment les gens du Tras os Montes avaient su conserver jusqu'à l'époque actuelle une réelle autonomie, grâce aux circonstances particulières du lieu et du travail.

complet et prolongé par des organes centralisés. La chute de Pombal laissa le pays dans une situation extrêmement fâcheuse. La nation n'avait plus aucune action normale sur le gouvernement, entièrement livré aux intrigues de cour, au caprice personnel et aux abus des factions. Peu après, les convulsions politiques de l'époque révolutionnaire et impériale compliquent encore cette situation. Le Brésil se sépare. La famille royale se divise en deux branches ennemies qui, ayant chacune son clan, se disputent le trône. Après bien des intrigues, bien des violences et bien des misères, la branche miguéliste ayant renoncé à continuer une lutte fatale à la prospérité du pays, la guerre civile prit fin, et, depuis 1834, la paix intérieure n'a plus été troublée que par quelques émeutes locales sans durée.

Est-ce à dire que l'existence politique du Portugal s'est écoulée depuis lors dans une paix régulière et féconde? Non, malheureusement. Les anciens clans rangés autrefois derrière les chefs des deux branches de la maison de Bragance, et toujours prêts à prendre les armes, ont fait place à des partis politiques moins belliqueux, mais tout aussi ardents à se disputer le pouvoir et à en abuser. La charte de 1826, remaniée ou modifiée à diverses reprises de 1852 à 1896, a été inspirée par celle de l'Angleterre, comme presque toutes les constitutions occidentales [1]. En adoptant les éléments essentiels du régime politique anglais, les hommes d'État du continent ont prouvé généralement qu'ils ne le comprenaient pas. Ils n'ont pas su voir, en effet, que ce régime reposait sur deux bases nécessaires : 1° une tradition longue et forte unissant les institutions politiques de la manière la plus étroite à l'évolution sociale de la nation britannique; 2° des libertés locales très étendues par lesquelles l'esprit public a été formé, éclairé, développé de génération en génération. Comme tant d'autres pays, le Portugal n'avait ni forte organisation de la vie privée,

1. Les Portugais ont pris pour modèles immédiats les constitutions du Brésil et de l'Espagne. Mais toujours, sous l'abondance verbeuse des textes, on retrouve le même esprit emprunté à l'Angleterre, accommodé dans l'application au régime social de chaque peuple, et, par conséquent, défiguré dans la plupart des cas.

ni traditions politiques, ni libertés locales, ni esprit public. C'est pourquoi le parlementarisme anglais ne pouvait donner là que de médiocres résultats. Demandons-nous ce qu'ils ont été effectivement.

II. — LES SERVICES PUBLICS ET LES FINANCES.

Pour apprécier la valeur d'un régime gouvernemental, on trouve deux échelles de comparaison très précises : d'abord dans les œuvres d'utilité publique qu'il a créées, et ensuite dans l'état de ses finances. Les premières témoignent de la valeur pratique de son action; les secondes de l'habileté, de l'intégrité et de la prévoyance de sa gestion. Au cours de cette étude, nous avons eu l'occasion de constater bien des fois que le pouvoir central n'avait réalisé que dans une bien faible proportion les entreprises d'utilité publique réclamées par les nécessités modernes. Il est indéniable qu'à ce point de vue la situation du Portugal est inférieure à ce qu'elle pourrait être. Les moyens de communication sont encore très restreints. Les forces naturelles sont presque totalement négligées. L'instruction publique reste manifestement insuffisante à tous les degrés. L'outillage militaire est faible. Les colonies sont pour la plupart fort peu développées. En un mot, les forces nationales sont loin de trouver dans le gouvernement l'auxiliaire vigilant et actif, qu'il devrait être. Il serait d'ailleurs injuste de méconnaître ce qui a été accompli depuis un demi-siècle dans l'intérêt commun. Nous avons signalé, chemin faisant, les progrès réalisés dans la vicinalité, les chemins de fer, les ports, les écoles, etc.; dans les colonies même on a fait quelques tentatives sérieuses pour favoriser les exploitations des richesses naturelles. Mais il est établi qu'en toutes choses le résultat est resté bien au-dessous des besoins du pays et des sacrifices qui lui ont été imposés. Aussi, en étudiant en toute bonne foi cette nation sympathique, l'observateur ne peut se défendre d'un profond sentiment de tristesse en constatant le retard considérable qui la laisse en arrière

des peuples du nord, au triple point de vue de l'activité économique, de l'outillage général et de l'organisation politique. Évidemment, la principale cause de ce retard, c'est la désorganisation sociale dont nous avons relevé tant de fois les symptômes. Il en résulte une insuffisance notoire de la race dans la conduite de sa vie privée, spécialement du travail; de là découlent tout naturellement, d'un côté, le retard économique, de l'autre, le désordre politique. Dans ces conditions, et en dépit des bonnes volontés fréquentes, des dépenses considérables, le gouvernement ne réussit pas à remplir pleinement sa fonction. Il est à la fois trop chargé d'attributions de détail, et mal contrôlé.

L'état des finances du Portugal n'est pas plus satisfaisant que celui des œuvres d'utilité publique. Depuis des siècles, l'ordre et l'économie ont été, en général, le moindre souci du gouvernement portugais. Tant qu'il eut à sa disposition les trésors si aveuglément arrachés aux colonies, il dépensa au hasard et sans compter. Lorsqu'il eut perdu ses sources principales de revenu, le gaspillage continua, mais cette fois aux dépens de la nation elle-même. Après la terrible crise qui dura pendant tout le premier tiers du XIX^e^ siècle, la situation du Trésor fut très critique, car le pays, abandonné et presque ruiné, ne pouvait payer que des impôts très faibles, alors qu'il supportait déjà une dette assez lourde. Depuis lors, sans marcher à souhait, les choses se sont améliorées.

La nation a réussi à payer des impôts élevés, et comme le chiffre de la population a grossi considérablement, le revenu public a crû en proportion. Mais, comme le remarque M. Anselmo Vieira dans un très bon ouvrage[1], si les recettes du Trésor ont augmenté d'après une progression arithmétique, les dépenses ont suivi une progression géométrique.

Depuis plus de cinquante ans, le budget de l'État n'a pour ainsi dire jamais connu l'équilibre. A de rares exceptions près, chaque compte annuel s'est soldé en déficit, et l'insuffisance a

1. *A Questão fiscal e as Finanças Portuguezas*. Lisbonne, 1905, 1 vol. in-8°.

généralement dépassé 25 p. 100 des recettes en moyenne. Dans un rapport présenté à la Chambre des députés en 1897, un membre de cette assemblée évaluait le total des insuffisances pour la période 1851-1896, soit en tout quarante-cinq ans, à une somme de près de 280 millions de milreis, ou environ 1 milliard 350 millions de francs, qu'il avait fallu demander au crédit. En 1892, la situation se trouva si désespérée, que le gouvernement ne vit pas d'autre moyen d'alléger ses charges que de réduire arbitrairement de 30 p. 100 l'intérêt de sa dette. En outre, il imposa aux fonctionnaires publics une taxe extraordinaire sur le montant de leurs traitements et créa toute une série d'impôts nouveaux, dans le but de procurer au budget cet équilibre toujours rêvé, jamais atteint. Malgré de si lourds sacrifices, le gouffre est resté ouvert; d'année en année il se creuse davantage, les découverts s'accumulent, la dette flottante grossit, et le danger grandit avec elle[1]. En 1890, le Trésor avait une dette consolidée de 575 millions de milreis (3.165 millions de francs). En 1907, malgré la réduction forcée de 1892, le chiffre du passif était de 722 millions de milreis (tout près de 4 milliards). En outre, la dette flottante approchait de 400 millions de francs[2].

En comparant le mouvement de la dette portugaise avec celui des engagements des autres pays, on trouverait, en général, une grande différence[3]. Cependant ces pays ont réalisé des travaux ou des réformes considérables, certains ont eu à supporter des guerres longues et onéreuses. Le Portugal, au contraire, n'a traversé depuis 50 ans aucun conflit grave; son effort inté-

1. En 1907, on a essayé de renforcer le contrôle administratif en le confiant au directeur de la comptabilité, qui doit confronter les crédits avant d'autoriser les ordonnancements. Cette mesure partielle est bien insuffisante. L'exercice court du 1er juillet au 30 juin, avec règlement immédiat.

2. En 1851, la dette consolidée s'élevait à 450 millions de francs environ.

3. Montant actuel de la dette de quelques petits États :

Belgique, 3.400 millions;
Pays-Bas, 2.300 millions;
Suède, 515 millions;
Danemark, 370 millions.

Tous ces États ont un actif qui, parfois, dépasse le montant de leur passif.

rieur est resté médiocre. Or, il a dépensé au delà de ses ressources et contracté une dette énorme. La conclusion qui s'impose est que les finances du pays n'ont pas été administrées avec la sagesse et l'économie nécessaires. Les besoins étaient grands, sans doute. Mais ils n'ont été satisfaits que très imparfaitement, et l'argent a disparu tout de même par mille fissures secrètes. La pire chose, peut-être, c'est que, pour satisfaire à l'insuffisance continuelle du Trésor, on a créé une fiscalité excessive qui agit comme une sorte de frein énergiquement opposé au mouvement économique de la nation. Les comptes publics énumèrent une quantité incroyable de taxes, qui frappent la production et la consommation dans tous leurs actes, pour arriver le plus souvent à de maigres recettes, grevées de frais de perception énormes. Les visites à l'entrée des villes, le contrôle permanent dans les fabriques, les monopoles, constituent pour la fabrication, la culture, la circulation, des obstacles dont on ne peut mesurer l'effet déprimant qu'en étudiant les choses de près.

Par ces procédés arriérés jusqu'à l'aveuglement on obtient de cette population pauvre, en moyenne, une somme de 275 millions de francs, dont 165 millions par les impôts indirects. La Hollande, pays très riche, ne demande guère à l'impôt que 330 millions de francs, dont 160 millions par l'impôt indirect; c'est dire que ce pays, dont la consommation est considérable, suit une politique financière exactement contraire à celle du Portugal; il évite avec le plus grand soin de contrarier l'activité de la production et de la consommation. La Hollande est un pays prospère; le Portugal est un pays dans un état permanent de crise.

III. — LE RÉGIME DES CLANS POLITIQUES; LES CHAMBRES.

La cause première de ce désordre chronique, c'est l'inertie des citoyens, ou plutôt leur soumission aveugle au régime du clan politique. Dans un pays où les libertés locales n'existent

pas, et où par conséquent tout se reporte vers le centre, c'est-à-dire vers le gouvernement, la conquête de celui-ci apporte un prestige, un pouvoir et des profits qui ne peuvent manquer de séduire un certain nombre d'hommes parmi les plus hardis, les plus intrigants, ou les plus avides. Ceux-ci forment des clans pour la conquête de l'autorité politique, attirent à eux des hommes loyaux et sincères dont ils exploitent la réputation, et embrigadent les électeurs par tous les moyens possibles. Nous avons eu l'occasion de citer quelques exemples frappants du système de recrutement des clans politiques en Portugal. Il faut bien se garder de confondre de pareilles associations, fruit de l'intrigue, de la faveur ou de l'intimidation, avec les partis qui se constituent dans les pays libres sous l'influence des mouvements réfléchis de l'opinion. Dans le premier cas, l'électeur est un simple instrument; dans le second, il exerce une action personnelle dans un sens qui lui est indiqué par son propre choix. Il en résulte que le clan est dirigé de façon à servir principalement des intérêts particuliers, alors que le parti est dirigé avant tout par le souci des intérêts nationaux.

Actuellement, les clans politiques sont nombreux en Portugal[1]. Autrefois, il n'en existait guère que deux, dénommés l'un progressiste, l'autre régénérateur. Bel exemple de la piperie des mots, car les faits prouvent que ces deux clans, qui se sont succédé aux pouvoirs durant de longues années, n'ont procuré au pays, au lieu de progrès et de régénération, que le déficit, les dettes, la fiscalité excessive, l'inquiétude, et parfois le désordre. Il ne pouvait en être autrement, car chaque clan, pour se maintenir au pouvoir durant un certain temps, devait procurer à ses partisans des faveurs, des emplois, des avantages de toute sorte. Après une certaine période, les abus devenaient si criants que, pour en atténuer le scandale, il fallait passer la main à l'autre clan. On a voulu comparer le système de rotation des clans portugais à l'évolution des grands partis historiques anglais. Est-il besoin de dire que les deux choses ne présentent

1. On ne doit pas oublier que ceci a été écrit au cours du printemps de 1910. Nous nous expliquerons tout à l'heure sur la suite des événements

qu'une apparence de similitude? Le *rotatisme* est un misérable expédient imaginé pour satisfaire des ambitions ou des avidités personnelles[1]. L'évolution des partis anglais résulte de grands mouvements d'opinion, basés sur des intérêts nationaux de premier ordre. Entre ces deux termes il y a tout un monde.

Aujourd'hui, les deux groupes anciens se sont plus ou moins morcelés, donnant naissance à des clans secondaires, entre lesquels des coalitions se forment et se défont avec une singulière facilité, selon les convenances et la tactique de leurs chefs. Il en résulte une incertitude plus grande que jamais dans la direction des affaires, puisque, avec le régime parlementaire, un chef de clan peut, par ambition ou par simple rancune personnelle, provoquer à l'improviste la chute d'un ministère. C'est par l'effet des appétits et des besoins de ces clans, de leurs rivalités et de leur jeu de bascule, que le Portugal a été réduit à la faillite, accablé sous le poids d'une fiscalité absurde et maintenu dans une pénible situation d'abandon et de retard, dont il ne peut encore arriver à sortir en dépit des efforts et des sacrifices de quelques hommes de cœur. Le dévouement d'une minorité d'hommes politiques ne saurait en effet tenir lieu de l'action régulière et ordonnée de la masse des citoyens. Nous revenons donc toujours au même point, à la même constatation fondamentale que nous ne devons pas nous lasser de répéter : rien ne peut remplacer, en politique comme en toute autre chose, l'initiative et la coopération des particuliers, exercées à tous les degrés, dans toutes les subdivisions de l'organisme national. Une des conséquences les plus singulières et les plus néfastes de ce régime, c'est la prédominance presque continuelle d'un pouvoir anonyme et irresponsable, qui souvent dirige d'une façon indirecte, mais effective, toute la politique du gouvernement. Cela vient de ce que le chef du clan d'opposition, lorsqu'il est habile, expérimenté, rompu à l'intrigue, est générale-

1. L'affaire du Crédit foncier portugais, institution privilégiée, qui s'est écroulée récemment, est un bon exemple des effets du rotatisme. Les chefs de clan s'en réservaient la direction pendant leurs périodes de disponibilité, et se la repassait successivement, comme un simple portefeuille ministériel. Ce régime a amené la ruine de l'établissement, et il ne pouvait en être autrement.

ment toujours maître, au moins dans une très grande mesure, du sort du cabinet. Par ses manœuvres, ses combinaisons, ses alliances, il peut à chaque instant faire choir le ministère dans quelque traquenard imprévu. Il faut donc le ménager, lui accorder au moins une part de ce qu'il demande, conserver ses créatures, tenir compte de son opposition, en un mot composer jour par jour avec lui. Ainsi, même hors du pouvoir, un clan réussit encore à pressurer l'État par des moyens détournés. Ce despotisme hypocrite ne frappe pas les regards, la masse du peuple ne le soupçonne même pas, et il est ainsi toléré, accepté, avec toutes ses conséquences à la fois avilissantes et ruineuses. En fait, ce régime est celui de la souveraineté arbitraire, oppressive du clan, mais non pas de la nation.

On comprend aisément que, dans ces conditions, une Chambre soit impuissante à gérer avec suite, prudence, économie et succès les affaires du pays. Elle est forcément composée, en grande partie, de purs politiciens, beaucoup plus dévoués aux intérêts égoïstes de leur clan qu'au bien public. La compétence lui fait défaut, parce que les sièges sont distribués selon la convenance des chefs de clans qui recherchent des partisans dévoués plutôt que des législateurs capables. Dans une telle assemblée, le meilleur du temps est pris par des discussions stériles, engendrées par des compétitions personnelles; l'intérêt national est ainsi relégué au second plan.

A côté de la Chambre des députés, la constitution avait placé une Chambre des pairs destinée à lui servir de contrepoids. Dans ce but, on l'avait composée d'hommes pris parmi les plus nobles, les plus éminents en dignité ou en savoir, les plus riches. Elle comprenait des membres héréditaires [1], 13 prélats, des membres nommés à vie par le roi et pris en partie parmi la classe la plus imposée. Il semble qu'une assemblée si qualifiée eût dû jouir d'un grand prestige et d'une haute autorité. En réalité, la Chambre des pairs était impuissante et ne jouait qu'un rôle effacé. Cela est une conséquence toute naturelle des faits

1. L'hérédité a été abolie, en 1885, par une loi qui respectait le droit des héritiers déjà nés. On sait que la Chambre des pairs a été supprimée par le nouveau régime.

sociaux que nous connaissons bien. Pour remplir utilement sa fonction politique, le pair du royaume doit tirer principalement son autorité de l'importance de son action sur la vie privée. C'est la direction du travail, non pas le titre honorifique, la fonction ou la fortune qui font le véritable pair. La nomination royale elle-même n'est qu'une investiture officielle; si elle est donnée à un homme sans influence sociale réelle, elle confère une dignité personnelle sans portée utile, ou à peu près. La Chambre haute n'est alors qu'un salon politique, généralement peu fréquenté, où l'on vient à certains jours discuter ou disserter sans conviction sur des affaires dont on ne se sent pas maître. C'est ainsi que la pairie portugaise a assisté en spectatrice à la tragi-comédie qui se jouait sous ses yeux, sans pouvoir en modifier l'intrigue ni le dénouement. Et il en sera ainsi pour toute seconde Chambre dont les membres resteront à l'écart de ce qui est le fond et le principal de la vie nationale : le travail agricole, industriel ou commercial.

IV. — LE SOUVERAIN ET L'ADMINISTRATION.

Quant au souverain, la constitution énumérait longuement toutes ses attributions, qui étaient en théorie variées et importantes. Pratiquement sa fonction était réduite à celle d'un auguste dignitaire qui accomplit avec décorum des gestes convenus et réglés à l'avance. Mais tout était arrangé pour que, en dehors de ce rôle pompeux, il n'exerçât aucune autorité effective, susceptible de traverser ou de gêner les combinaisons des politiciens. En effet, il était le chef attitré du pouvoir exécutif, mais la responsabilité ministérielle veut que la fonction soit exercée réellement par le président du conseil; c'était au roi de nommer le premier ministre, mais son choix était influencé par la volonté des partis; il était pourvu du droit de veto à l'égard des décisions des Chambres, mais en l'exerçant, il risquait de soulever des conflits singulièrement dangereux pour son trône et même pour sa vie, car les clans ont montré à quels excès la fureur

peut les conduire quand leurs intérêts sont en jeu; le droit de dissolution de la Chambre des députés se heurtait aux mêmes risques, et, en outre, la forte organisation des clans leur permettait de braver cette menace; le droit de nomination des pairs n'avait qu'une faible portée pour les motifs que nous avons exposés tout à l'heure; il n'est jusqu'au droit de grâce lui-même, ce noble et généreux attribut de la souveraineté, qui ne fût plus ou moins défiguré par les exigences de la politique de clan. Le roi était encore chef de l'armée; nous avons constaté que cet instrument national par excellence est faussé dans sa formation même par la faveur et le privilège[1]; ajoutons que, pour soustraire le plus possible le commandement au poison de l'intrigue et du passe-droit, il a fallu le soumettre à un procédé d'avancement exclusivement mécanique, dans lequel l'âge est tout, le mérite rien. On voit par ces brèves indications que la prérogative royale n'était guère qu'une façade majestueuse destinée à masquer une réalité bien étroite. En fait, le souverain pouvait aisément faire beaucoup de mal en profitant des intrigues politiques pour servir ses passions ou ses intérêts personnels; mais quand il voulait mettre son intelligence et son activité au service des intérêts nationaux, il se heurtait aux méfiances, aux jalousies, aux craintes, aux appétits égoïstes; il se sentait environné d'intrigues, et il ne tardait guère à constater son impuissance. En d'autres termes, il était placé dans les mêmes conditions que si la nation était en état de se gouverner elle-même. Mais comme, en réalité, ce sont les clans qui gouvernent, la situation était parfaitement illogique et irrégulière. Les choses eussent marché autrement, si le souverain avait trouvé dans le pays une classe d'hommes rompus aux affaires par les occupations de la vie privée et par la direction des assemblées locales, dégagés de l'esprit de clan et disposés à seconder toute initiative, tout effort, propres à servir l'intérêt supérieur de la patrie. C'est ce groupement qu'il s'agit encore de constituer peu à peu avec les éléments les plus actifs et les plus sains de toutes les classes. Mais, pour cela, il faut

1. Un grand nombre d'exemptions de service sont obtenues par l'intervention des agents électoraux, en général sous le prétexte d'incapacité physique.

connaître et comprendre dans ses détails l'organisation sociale de la nation, ainsi que les lois naturelles auxquelles toute société est soumise.

C'est là du reste d'une façon générale le seul remède efficace que les bons citoyens puissent apporter à cette situation incertaine et périlleuse. Beaucoup de Portugais mettent leur espoir soit dans quelque réforme constitutionnelle plus ou moins définie, soit dans l'intervention d'un homme providentiel. Leur erreur est grande, et leur attente vaine. Après tout ce que nous avons exposé, il est clair que le pitoyable état des affaires publiques provient avant tout de la mauvaise organisation des affaires privées. Une classe dirigeante qui ne conduit ni le travail, ni les affaires locales, restera à jamais impuissante à mener, à contrôler le pouvoir central. Celui-ci demeurera toujours dans la dépendance des politiciens de métiers, les seuls qui soient suffisamment hardis, et dénués de scrupules pour pétrir la pâte électorale, ourdir les intrigues, employer la faveur injuste, dilapider sans pudeur les ressources publiques. Dans un pays où le petit électeur est livré à lui-même, jamais les gens corrects et honnêtes ne pourront rivaliser avec les hommes de clan, avec les politiciens professionnels. Toujours ceux-ci resteront maîtres de la situation, et toujours ils en abuseront. Cela n'est pas prouvé seulement par les circonstances de l'évolution portugaise, mais par l'expérience de beaucoup d'autres peuples. Et pourtant on ne veut pas voir ce fait capital qui crève les yeux de l'observateur le moins averti. Pourquoi cela? Parce que, s'il est très aisé de clabauder dans les cafés, de discutailler dans les salons, de faire des discours et d'écrire dans les journaux, on trouve quelque difficulté à reprendre en sous-œuvre un édifice social ébranlé, crevassé, replâtré, pour en faire une bonne maison, fondée sur le travail et la gestion directe des intérêts locaux, c'est-à-dire sur une vie privée forte et productive, d'une part, et de l'autre sur la vraie liberté. Il faut cependant bien se pénétrer de cette vérité capitale, que ni un clan ni un homme, eût-il le génie et l'autorité d'un Pombal, ne pourront jamais rétablir en Portugal, de façon durable, le bon

ordre dans la gestion gouvernementale, l'économie dans les finances, le sentiment de l'ordre et de la sécurité dans les esprits[1]. Ce progrès si désirable ne sera obtenu que par une réforme sociale, ramenant le propriétaire vers la direction du travail agricole, le bourgeois urbain vers les carrières lucratives, rendant à chacun sa vraie place, permettant l'extension du rôle de la commune et du district, réduisant au contraire celui de l'État et par cela même des politiciens, créant une classe nombreuse de patrons du travail, bien préparés et bien placés pour encadrer naturellement et guider la masse de la nation, au lieu de l'abandonner à des influences artificielles et déprimantes. En d'autres termes, il faut absolument que le travail et l'administration locale soient d'abord bien organisés, et la réforme politique viendra par surcroît, comme une conséquence naturelle et forcée de la réforme sociale.

Si on prétend mettre la charrue avant les bœufs, et reconstituer la situation politique avant celle de la vie privée et des institutions locales, si on prétend lutter contre les abus et les bassesses de la politique par la politique elle-même, l'échec est inévitable. Encore une fois jamais, dans cette arène, les hommes droits et probes, naturellement soucieux de leur réputation, ne pourront prévaloir contre les intrigants et les ambitieux qui font métier de la politique. Toujours les premiers seront roulés et écartés par les seconds, dont l'audace n'est contenue par aucune borne. On verra échouer successivement toutes les tentatives futures, comme ont échoué toutes les expériences du passé. Les ministres honnêtes, combattus dans l'ombre, joués, trahis, dénoncés, menacés, se retireront les uns après les autres, découragés, écœurés, indignés par les procédés, les exigences, les appétits dont ils sont assiégés. Comment en effet un honnête homme pourrait-il se résigner à n'être que l'homme de paille, l'instrument docile d'un chef de clan, caché dans la coulisse comme une araignée tapie au centre de sa toile. Et si le ministre

[1] Rappelons que la dictature a été appliquée à bien des reprises en Portugal depuis un siècle, et cela souvent par des hommes honnêtes et capables. En est-on plus avancé aujourd'hui ?

est lui-même un chef de clan, ou bien il livrera le pays à l'exploitation éhontée de ses fidèles, ou bien il ne tardera pas à comprendre qu'il ne joue pas bien son rôle de politicien ; abandonné par ses propres troupes, il tombera à plat. Ne craignons pas d'insister encore sur ce fait capital : le gouvernement central est un mécanisme auxiliaire, qui tire son mouvement et sa force du moteur social constitué par la vie privée. Si ce moteur est sans régularité et sans énergie, le gouvernement sera lui aussi irrégulier et peu efficace. C'est là une loi inéluctable qui ne souffre ni tempéraments ni exceptions. On ne changera jamais cette règle inflexible, mais on peut se changer soi-même pour se mettre en mesure de l'observer le mieux possible. Comment opérer cette transformation salutaire? Nous essaierons de le dire brièvement dans la conclusion qui terminera cette étude.

Il nous est impossible d'entrer ici dans le détail de l'organisation administrative du Portugal, qui n'est pas sans présenter certaines particularités intéressantes et quelques dispositions ingénieuses. D'ailleurs, ce qui nous touche le plus, c'est le fonctionnement général du mécanisme. Nous constatons à ce point de vue deux faits qui sont très significatifs. En premier lieu, les fonctions administratives sont fort recherchées, et ce phénomène n'a rien qui puisse surprendre dans un pays où le travail lucratif n'offre qu'une activité restreinte, et où l'éducation prépare assez mal les jeunes gens aux carrières indépendantes. En second lieu, ces emplois publics si désirés sont cependant maigrement rétribués. Aussi, les fonctionnaires s'ingénient pour la plupart, afin de compléter leur budget, à cumuler des occupations diverses et plusieurs traitements. Ainsi, beaucoup d'employés de l'Etat sont en même temps professeurs, journalistes, avocats, etc., etc. Comme l'avancement est extrêmement lent dans l'armée et dans la marine, bien des officiers obtiennent l'autorisation d'accepter un emploi civil tout en gardant au moins une partie de leur solde. Ce système est fort défectueux, car peu de fonctionnaires se sentent à leur vraie place et fournissent un effort régulier. Ici, comme partout, ce n'est pas l'intelligence qui manque, mais plutôt le bon ordre, l'application régulière, la compétence tech-

nique et aussi la sécurité et l'indépendance, car la politique est derrière toutes les portes, avec son cortège de sollicitations, d'exigences, de faveurs et d'injustices. Il serait inéquitable de dire que l'administration portugaise est mauvaise ; mais elle souffre du malaise général qui engourdit le corps social tout entier ; recrutée d'une façon assez arbitraire, pourvue d'une compétence moyenne plutôt médiocre, chichement payée, elle fait petitement son devoir, et il serait difficile, dans de pareilles conditions, de lui demander davantage. Le contrôle administratif paraît d'ailleurs être assez superficiel, si bien que, dans la plupart des cas, le régime du laisser aller et du laisser faire préside un peu trop à la marche des services. Quelques bureaux cependant fournissent un bon travail, parce qu'ils ont à leur tête des chefs actifs et expérimentés. Cela suffit pour montrer qu'il serait facile de constituer dans ce pays une administration excellente, si les agents, soustraits aux influences politiques, étaient, d'une façon générale, mieux préparés, mieux choisis, mieux payés et mieux contrôlés.

* * *

En relisant les épreuves de ce chapitre, nous sentons la nécessité d'y ajouter un post-scriptum, pour essayer de résoudre cette question : quels seront, sur la situation que nous venons de décrire, les effets de la révolution du 5 octobre?

Le lecteur sait maintenant à quel point le régime politique a été rendu à la fois instable et oppressif par le rotatisme des clans. Ce système misérable a répandu partout le scepticisme et le découragement ; il a fait disparaître des esprits toute confiance dans le gouvernement, tout respect pour des institutions désorganisées par la corruption et l'abus. Le peuple, qui n'est pas habitué à compter sur lui-même, n'attendait plus rien d'un régime faussé, usé par ses propres erreurs. La jeunesse et l'inexpérience de D. Manuel II lui apportaient une cause de découragement de plus. On attribuait d'ailleurs à des influences de cour, cependant très superficielles, le trouble résultant de l'insuffisance profonde de l'état social. Aussi a-t-il suffi d'un

bien petit effort pour renverser le régime monarchique et évincer un souverain dont le seul tort réside dans ce fait qu'il s'est assis trop jeune sur un trône déjà vermoulu. Du reste, dans tout pays centralisé, il suffit de mettre la main, par un mouvement hardi, sur les administrations centrales, pour dominer le pays tout entier, quelle que soit l'opinion de la majorité. Cela s'est vu ailleurs qu'en Portugal.

Mais il ne suffit pas de changer une étiquette politique, ni même de remanier une constitution, pour rénover une nation. Socialement, le Portugal reste ce qu'il était avant le 5 octobre, et les mêmes causes ne tarderont pas à produire les mêmes effets. Les clans politiques vont changer d'enseigne, mais ils garderont leur personnel, passé instantanément et en masse du côté du plus fort. Ils conserveront aussi leurs appétits, leurs procédés, et le résultat sera le même. On verra seulement les violents et les exaltés prendre une place plus grande en augmentant le désordre et le péril. Ceux qui se font des illusions à cet égard risquent fort d'être cruellement détrompés. Tel est le motif pour lequel nous n'avons rien changé à notre texte[1].

1. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons par les journaux que le gouvernement provisoire aurait l'intention de proposer la suppression du régime parlementaire (responsabilité du ministère devant les Chambres) et l'institution d'une présidence analogue à celle des États-Unis. En principe, l'idée est juste. Mais il est à craindre que, dans un pays centralisé, cette réforme n'aboutisse à la dictature. Or, l'expérience a prouvé maintes fois que la dictature, même si elle est intelligente, éclairée, intègre, suscite toujours la résistance et la révolte. Le régime politique des États-Unis réussit, parce que la nation sait se gouverner elle-même, et cela est une conséquence de son organisation privée. Il faudra trouver des garanties que la vie privée ne fournit pas, et ce n'est pas là chose facile. Quant à la législation improvisée en quelques semaines avec une ardeur plus généreuse que réfléchie, elle ne tardera pas à donner de cruels mécomptes. C'est avec regret, enfin, que nous avons vu les rancunes politiques prendre le dessus sous la forme d'agitation antireligieuse et de poursuites judiciaires. Le nouveau régime n'y gagnera rien.

IV

L'EXPANSION EXTÉRIEURE

Caractères de l'expansion ancienne du Portugal. — Son domaine colonial actuel. — L'émigration, ses causes et son but. — Le problème colonial en Portugal. — L'immigration étrangère.

1. — L'ANCIENNE COLONISATION PORTUGAISE ET SON DOMAINE ACTUEL.

Nous avons fait allusion déjà à l'expansion étonnante du peuple portugais à une certaine époque de son histoire [1]. Nous avons montré aussi les causes de cette poussée aventureuse vers des terres inconnues et lointaines. Parmi ces causes assez variées, la plus active résidait dans ce fait qu'un grand nombre de cadets de familles nobles, ne trouvant plus en Europe les moyens d'établissement dont ils avaient besoin, se portaient volontiers vers l'occasion qui se présentait de faire fortune par la conquête et la domination. Nous savons aussi que la politique coloniale d'autrefois ne fut qu'un système d'exploitation abusive par la guerre, la fiscalité et les monopoles commerciaux. Quoi qu'il en soit, les Portugais avaient réussi à constituer un empire colonial immense, réparti sur trois continents, sans parler des archipels et des îles. Le petit royaume lusitanien n'a pas pu conserver

1. V. sur ce point dans *La Science sociale*, année 1897, t. XXIV, deux articles dus à M. G. d'Azambuja.

intact son domaine colonial parce qu'il l'a dominé par la force, mais non pas réellement occupé, organisé et mis en valeur. Le Brésil même lui a échappé, parce que la tendance de la métropole était de l'exploiter par le privilège au profit d'une petite minorité de fonctionnaires, plutôt que de le gouverner dans l'intérêt propre de la colonie. Mais le Portugal a gardé de beaux débris de son empire. Voici, en effet, la liste de ses possessions actuelles :

En Afrique (îles du Cap-Vert, Guinée, îles de Saint-Thomé et du Prince, Angola, Mozambique), 2.070.000 kilomètres carrés, 6.500.000 habitants.

En Asie (Inde portugaise : Goa, Damão, Diu; île de Macao sur la côte de Chine; Timor et Kambing dans l'archipel australasien), 22.800 kilomètres carrés, 800.000 habitants.

Pour décrire ces possessions, il faudrait tout un volume. Il nous suffira de dire ici que, par leur étendue, la variété de leurs productions, leur distribution dans la zone chaude, les colonies portugaises présentent une valeur économique très considérable. On y trouve à la fois de vastes territoires colonisables même par le cultivateur européen, grâce à leur altitude[1]; des terrains propres aux cultures tropicales; des comptoirs voisins de contrées extrêmement populeuses; des ports de premier ordre. Il y a donc là tous les éléments d'une expansion active et prospère. Or, nous avons constaté que le Portugal envoie chaque année au dehors de nombreux émigrants, — environ 35.000 par an[2]. Vont-ils donc peupler les colonies portugaises? C'est ce que nous avons à examiner, mais auparavant il convient de résumer les données recueillies sur l'émigration au cours de ce travail, afin d'en bien préciser les causes et les effets.

1. Les Portugais ont, d'ailleurs, montré une remarquable aptitude à l'occupation et au peuplement des terres chaudes. Ils réussissent là où d'autres Européens sont promptement éliminés par le climat.

2. Avant 1904, la moyenne annuelle ne dépassait guère 20.000 personnes.

II. — L'ÉMIGRATION, SES CAUSES ET SON BUT.

A première vue, on peut être surpris de constater que tant de Portugais abandonnent leur pays [1], alors que celui-ci leur offre encore beaucoup de terres à défricher, à utiliser. Cela vient de la cause originelle qui pèse sur la condition sociale et économique du peuple portugais pour en faire une véritable Irlande méridionale. Le grand propriétaire absentéiste ne fait presque rien pour la terre ; c'est par exception que l'on cherche à la conquérir par la charrue ; le propriétaire ne veut pas faire les sacrifices nécessaires pour cela, et le petit paysan ne le peut pas, tant qu'il reste livré à lui-même. Voilà pourquoi la colonisation à l'intérieur ne fait que des progrès très lents, tandis qu'elle pourrait marcher à pas rapide si on le voulait bien, l'expérience l'a prouvé. En outre, le morcellement exagéré des exploitations maintient le paysan dans l'indigence et le pousse à aller chercher fortune ailleurs. Cette nécessité est accentuée par la fécondité des familles, d'où résulte un accroissement très prompt de la population. Ainsi, c'est la pauvreté, le manque de travail qui pousse le paysan ou l'ouvrier portugais à émigrer, et non pas l'esprit d'entreprise. En d'autres termes, le pays ne fournit qu'une émigration désorganisée et privée de moyens d'action. Cela est vrai au point que l'on voit un grand nombre de chefs de famille quitter momentanément leur foyer pour aller au loin tenter d'amasser un pécule en vue d'acquérir au retour une maison, un champ, ou de fonder un petit commerce. Beaucoup de jeunes hommes font de même pour aider leurs parents en leur envoyant le produit de leurs économies. Trois conséquences importantes résultent de ces faits : 1° Des émigrants partant sans ressources, isolés, avec l'idée d'un retour aussi prochain que possible, ne peuvent aller n'importe

1. Si la France avait un aussi grand nombre d'émigrants, elle perdrait chaque année environ 200.000 personnes, au lieu de 10 à 12.000.

où. Ils se dirigeront forcément vers un pays en état de leur offrir immédiatement du travail et un salaire. 2° Leur fréquent esprit de retour les détourne, en général, de la fondation d'un établissement agricole définitif. Ce désir de revenir au pays vient de ce que beaucoup d'émigrants y laissent une femme et des enfants, ou bien consacrent leurs économies à acquérir ou à augmenter le bien de famille, dont ils tiennent à revendiquer leur part. 3° Le besoin d'un gain immédiat et le désir d'économiser pour envoyer de l'argent au pays les dirigent vers les métiers faciles, comme ceux de petits débitants, de petits artisans, de manouvriers, etc.

On doit comprendre après cela pourquoi les émigrants portugais ne se portent qu'en nombre restreint vers leurs propres colonies. Elles ne sont pas assez développées pour eux. Ils n'y rencontrent pas, sauf exception, la vie économique organisée dont ils ont besoin pour trouver à subsister. Ils se dirigent donc principalement vers certains pays étrangers plus avancés, plus capables de leur fournir du travail. Les uns vont aux Etats-Unis, spécialement en Californie, où ils retrouvent à peu près le climat de leur pays. Quelques-uns ont même réussi à s'y établir dans la culture fruitière. D'autres se dirigent vers l'Argentine, où on leur offre des salaires élevés. Mais c'est principalement au Brésil que vont les émigrants portugais. Ce pays est en voie de développement; on y parle leur langue; il y a là de grandes villes, de puissantes exploitations agricoles, quelques industries, qui offrent des occasions de placement et des chances de fortune. Les économies réalisées sont généralement envoyées en Portugal, où elles forment un précieux appoint et compensent en partie l'insuffisance de l'exportation nationale. Nous avons déjà signalé les effets indirects de ce phénomène économique, effets qui sont loin d'être tous favorables. Nous avons dit également combien l'instabilité de cette importation d'espèces ou de valeurs équivalentes est dangereuse. La meilleure façon d'y pourvoir serait de diriger l'émigration vers les colonies nationales. Mais, que peut-on tenter dans ce sens?

L'administration a fait déjà des sacrifices importants pour

faciliter le développement de certaines colonies, notamment en y construisant des ports et des chemins de fer. Ces travaux n'ont pas donné des résultats aussi heureux qu'on l'espérait. C'est qu'il ne suffit pas d'outiller plus ou moins une région pour y attirer des colons portugais. Puisque, dans leur pays même, ils ne réussissent pas à mettre en culture toutes les terres disponibles, et cela parce qu'ils manquent de direction, de patronage, comment le feraient-ils dans des contrées lointaines et encore vierges? Pour les attirer et les retenir, il faut non seulement des voies ferrées, mais encore un point d'appui qui leur permette de vivre, d'économiser, de préparer un établissement, et en outre, il est nécessaire que des débouchés soient ouverts à leurs produits. Tout cela ne peut être fait d'une façon normale, naturelle, que par des gens pourvus de moyens d'action et intéressés au succès de l'entreprise. On a essayé bien souvent de coloniser par des procédés administratifs. Partout où la tentative n'a pas échoué, elle a coûté extrêmement cher pour un résultat médiocre[1]. La colonisation libre n'a pas non plus toujours réussi; mais ces échecs ont été individuels, c'est-à-dire, plus limités, moins onéreux, tandis que ses résultats sont immenses. Du reste, le Portugal en a fait l'expérience. La petite île de Saint-Thomé, qui, grâce à des circonstances très favorables, a été librement colonisée, est de beaucoup, toutes proportions gardées, la plus florissante et la plus riche de toutes les possessions portugaises. S'il se trouvait des entrepreneurs capables et riches pour exploiter certaines parties de l'Afrique portugaise comme Saint-Thomé l'a été, le problème serait résolu. Mais nous savons que ce sont précisément les entrepreneurs qui manquent le plus. Aussi est-il malheureusement certain que les colonies ne se développeront que lentement tout en coûtant cher, à moins qu'une autre race plus prolifique encore et moins exigeante, comme les Hindous, les Chinois ou les Japonais, ne viennent s'y

1. On pourrait citer bien des exemples. Nous nous bornerons à rappeler celui des milliers de paysans envoyés par Choiseul en Guyane où ils périrent presque tous, celui des déboires coûteux de la colonisation officielle en Algérie, enfin celui de l'échec lamentable de la colonisation pénale en Nouvelle-Calédonie.

établir. Dans ce cas, la place ne tarderait pas à manquer pour les Portugais.

On voit par ces quelques indications combien est complexe le problème colonial que le Portugal devrait résoudre. La colonisation spontanée manque de chefs et d'argent; la colonisation administrative est ruineuse et son résultat médiocre; la colonisation pénitentière, à laquelle on a pensé, n'a jamais donné que des déceptions[1]. On ne peut donc fonder sur les colonies que de bien faibles espérances. Ajoutons que l'émigration portugaise n'exerce qu'une assez petite influence dans les pays vers lesquels elle se porte, parce qu'elle est composée presque exclusivement de petites gens sans instruction et sans capitaux. Le Portugal subit au contraire très fortement l'influence étrangère. D'abord, le retard général causé par son évolution historique l'oblige encore, malgré de réels progrès, à emprunter au dehors les éléments principaux de sa formation intellectuelle. C'est à la France surtout que ces emprunts sont faits, et il en résulte entre les deux pays une parenté spirituelle que les Français doivent s'attacher à conserver avec le plus grand soin. Ensuite, un nombre très appréciable d'étrangers instruits ont occupé ou occupent encore dans le royaume des situations importantes. Ce sont eux qui, avec des capitaux également étrangers, ont construit ou créé la plupart des grands ouvrages et des entreprises considérables dont le pays est actuellement pourvu. Au-dessous, 25.000 à 30.000 personnes appartenant à la classe ouvrière, Espagnols pour la plupart, travaillent dans les fabriques ou exercent de petits métiers. Beaucoup d'immigrés, venus des pays du nord ou du Brésil, font du commerce. C'est au total une masse de plus de 40.000 individus dont l'influence est très sensible, parce qu'ils représentent en moyenne un élément très actif ou très capable, dont les économies ou les bénéfices sont généralement exportés, avec les intérêts ou les

1. Ce dernier fait s'explique aisément si l'on pense que le colon le plus solide, le plus nécessaire est le cultivateur qui s'empare du sol, le féconde et s'y attache. Comment ferait-on de bons paysans avec des déclassés, des criminels dépravés, des escrocs récidivistes, etc. Si une colonisation malsaine donnait de bons résultats, ce serait un pur miracle.

dividendes des capitaux engagés dans le pays. Ces sorties ne sont pas sans action sur la situation financière défavorable du marché portugais, d'autant plus qu'il faut y ajouter les sommes importantes dépensées à l'étranger par les Portugais aisés.

Pour étudier en détail tous ces phénomènes et leurs répercussions, il faudrait bien des pages. Or, nous devons nous arrêter et conclure, en laissant à d'autres le soin d'approfondir chaque question par des observations minutieuses. Nous avons indiqué le chemin et démontré la puissance de la méthode analytique appliquée à l'examen des faits sociaux. Il est grandement désirable que l'attention des jeunes gens soit attirée vers l'étude objective des circonstances qui se déroulent autour d'eux, et qui sont encore, en général, si mal comprises, si faussement interprétées, si médiocrement dirigées. Le jour où cette étude sera généralisée et poussée comme elle le mérite, elle préparera, en éclairant les esprits, l'avènement d'un régime social nouveau, mieux en rapport avec les besoins de la vie contemporaine.

V

VUES D'AVENIR

L'évolution sociale actuelle. — Peut-on influencer cette évolution. — Quel sens faudrait-il lui donner. — Les moyens d'action, révélés par la science. — Procédés d'application. — Le rôle de l'initiative privée. — L'action publique. — L'idéal national.

1. — L'ÉVOLUTION SOCIALE ACTUELLE.

Bien que notre étude ait été rapide et résumée, elle contient assez de faits pour permettre de caractériser nettement le stade actuel de l'évolution sociale du Portugal. C'est un pays désorganisé, c'est-à-dire que l'éducation familiale n'y est pas conduite d'une façon générale par des traditions fortes, propres à donner au caractère d'un grand nombre d'individus une propension naturelle vers l'initiative, le travail productif, l'entreprise hardie, l'indépendance personnelle combinée avec l'esprit de discipline volontaire. Il en résulte que la jeunesse est en moyenne mal préparée aux exigences de la lutte pour la vie, qu'elle se laisse trop dominer par les circonstances et ne sait pas tirer suffisamment parti des moyens d'action dont elle dispose; que la classe aisée est trop absorbée par la vie urbaine, par les carrières auxiliaires ou même par l'oisiveté. Dans ces conditions, le travail est forcément mal dirigé, la situation attardée et embarrassée, l'activité du pays plutôt faible. Enfin, l'insuffisance de la formation du particulier le rend incapable de constituer sur

une base libérale les groupements politiques et de gérer directement les intérêts locaux. Cette insuffisance a préparé le triomphe de la bureaucratie et la prédominance de celle-ci. En permettant de centraliser les ressources fiscales du pays, elle a provoqué la formation des clans politiques, qui ont surtout pour but d'exploiter la fortune publique au profit de certains intérêts personnels. Toutes ces circonstances s'enchaînent rigoureusement et se retrouvent dans le même ordre partout où la désorganisation du type social produit une éducation défectueuse. Il y a là une observation précise, faite sur bien des points différents, et facile à vérifier par une étude méthodique[1]. Il est donc permis d'en tirer une déduction scientifiquement démontrée, relativement à la cause première des troubles et des difficultés qui paralysent tant de peuples et répandent parmi eux des germes si actifs de misère, de démoralisation et d'agitation stérile. Cette cause première, ce n'est pas, comme on le prétend si souvent, le défaut d'instruction, ou la compression politique, ou la religion, ou le « capitalisme » ; tous ces faits ne sont eux-mêmes que des conséquences et des causes secondes. Ce qui domine tout, c'est l'éducation familiale, car elle prépare les caractères, imprime à la nation son type social, et par conséquent la dirige essentiellement dans ses actes et vers ses destinées. Il y a là une loi sociale clairement démontrée, qui peut se formuler ainsi : *l'Éducation fait la Formation sociale ; celle-ci conduit le Travail, la Culture intellectuelle et la Politique.* Méconnue presque partout, surtout par ceux qui vivent de la politique, cette loi inéluctable se venge en laissant pénétrer jusqu'au cœur des sociétés contemporaines des ferments très actifs de corruption, de trouble et de décadence.

Tant que cette idée fondamentale ne sera pas largement vulgarisée et comprise, l'évolution des peuples restera livrée au hasard des circonstances, et exposée aux expériences aventureuses des administrateurs et des politiciens. Les premiers ont

1. On en trouvera la démonstration frappante dans notre ouvrage déjà cité : *La production, le travail et le problème social dans tous les pays*, etc., spécialement dans le tome I[er].

naturellement une tendance au paternalisme bureaucratique qui a pour résultat de diminuer encore la valeur propre et l'activité personnelle du particulier. Les seconds sont, non moins naturellement, conduits à courtiser la foule par les promesses et les faveurs, également démoralisantes, et à sacrifier la fortune publique à leurs intérêts électoraux. Il est donc bien évident qu'une nation ne peut compter, pour assurer son avenir, ni sur la tutelle des bureaux, quelle que soit du reste la valeur individuelle des fonctionnaires, ni sur les combinaisons législatives des politiciens, qui sont trop souvent inspirées par les préoccupations les plus étrangères à l'intérêt public ou entachées des erreurs les plus grossières. Le progrès véritable et durable ne peut sortir que des initiatives particulières, éclairées, soutenues, multipliées dans toutes les classes et dans toutes les directions. Or, pour susciter ces initiatives dans une mesure suffisante, il n'y a qu'un seul bon moyen : réformer l'éducation afin de préparer des générations mieux adaptées aux besoins de la vie moderne. Comment peut-on provoquer, conduire et généraliser une pareille réforme? Voilà le problème capital et angoissant de l'heure présente.

II. — LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION.

L'éducation n'est pas, comme on le croit trop souvent, une simple fonction d'enseignement théorique. Elle a pour but essentiel le dressage méthodique incessant de la volonté, et il doit commencer avec les premières manifestations de celle-ci, c'est-à-dire dès la petite enfance. Cela se comprend facilement, quand on réfléchit au lien étroit qui unit la pensée à l'action. Comme cela a été dit très justement, la pensée est un acte à l'état naissant. On doit donc guider la première pour que le second soit logique et utile. Livrée à elle-même, l'idée devient facilement un caprice, et engendre des actes irréfléchis, sans cause précise, sans liaison régulière. Il faut que ses manifestations soient commandées et réglées par une force intérieure, à la fois énergique,

disciplinée, éclairée. Cette force, c'est la volonté, appuyée d'une part sur la loi morale, et de l'autre sur l'instruction, c'est-à-dire sur la science. Or, la volonté constitue un élément de personnalité qui peut être dirigé et développé par l'effort continu, quotidien de l'éducation. C'est précisément parce que cet effort doit être ininterrompu, pratiqué et exercé dès le plus jeune âge, qu'il constitue essentiellement une fonction familiale. Cette fonction appartient au père comme à la mère, mais incombe plus directement à celle-ci, parce que son action sur l'enfant est la plus immédiate, la plus profonde, la plus prolongée[1]. La mère gouverne l'âme de l'enfant durant la période où cette âme est particulièrement malléable et, par conséquent, apte à recevoir des impressions et des directions, bonnes ou mauvaises. Ainsi, le secret de l'éducation consiste à bien diriger les âmes, c'est-à-dire à développer chez elles une volonté assez forte pour dominer la pensée, et par conséquent les actes qui en découlent. Ensuite les auxiliaires de l'éducation, c'est-à-dire la loi morale et l'instruction, donneront à la volonté les lumières nécessaires, soit pour discerner le juste de l'injuste, soit pour tirer le meilleur parti des ressources intellectuelles ou matérielles mises au service de notre activité.

L'éducation de la volonté nous apparaît donc comme la meilleure garantie de l'autonomie et de la liberté personnelles. L'individu sans éducation méthodique risque fort de manquer de caractère, et de rester plus ou moins livré au péril de l'autosuggestion, résultat d'une pensée flottante qui mène à des actes incohérents. Celui dont la volonté a été formée de bonne heure[2], par une préparation graduelle, accepte difficilement les idées indécises, les actions hasardeuses, les habitudes tyranniques, la dépendance aveugle. Il est beaucoup plus maître de ses idées, de

1. Pour ce motif, lorsque les circonstances obligent l'enfant à sortir de la famille, l'établissement où il entre sera organisé de façon à reproduire aussi exactement que possible le groupement familial, sinon son influence sera médiocre ou mauvaise. V. Demolins, *L'Éducation nouvelle*, un vol.

2. C'est-à-dire au cours de l'enfance, car, dès que l'adolescence arrive, la volonté prend pour ainsi dire conscience d'elle-même, et il devient difficile d'en modifier la tendance générale, que celle-ci soit forte ou faible.

ses actes, de ses tendances, et par conséquent de son autonomie personnelle, en même temps que de son avenir. C'est vraiment un « particulier », c'est-à-dire une personne indépendante qui sent sa responsabilité autant que ses droits. Une telle personne, par l'effort de la volonté, saura mesurer et conduire son activité ; elle comprendra qu'il n'y a pas lieu, pour atteindre le meilleur but, d'agir beaucoup, mais plutôt d'agir bien. Et ceci nous amène à constater tout d'abord que, dans la mesure où la chose est humainement possible, le bonheur moral et la prospérité matérielle sont étroitement liés à l'éducation de la volonté.

Ce résultat tout personnel est déjà d'une haute importance, mais il se double par surcroît d'un résultat social non moins considérable, puisque, mieux les particuliers sont formés, meilleure est la constitution intime de la société dont ils sont membres. Tout ceci apparaîtra peut-être au lecteur comme une simple collection de truismes, c'est-à-dire de vérités vulgaires. Mais, si cette théorie de l'éducation est en effet bien connue, pourquoi l'applique-t-on généralement si mal ? Parce qu'en réalité la pratique d'un bon régime éducatif est chose qui exige beaucoup de soin, d'application, de persévérance, de fermeté. Pour bien éduquer autrui, il faut avoir soi-même du caractère et en outre une tradition. Dans la famille désorganisée, la tradition manque et le caractère n'est qu'un hasard heureux. Ceci nous explique précisément pourquoi, quand une société se désorganise, elle demeure indéfiniment dans l'état de faiblesse et de trouble dont la désorganisation est infailliblement suivie. La tradition propre à maintenir un régime organisé étant rompue, les caractères manquent pour la renouer.

La science peut agir efficacement pour reconstituer la pratique de l'éducation. En effet, si elle réussit à éclairer les esprits les mieux préparés, sur le défaut capital de la situation et sur la nécessité d'y remédier, il y aura des chances pour que, dans un certain nombre de familles, l'éducation des enfants prenne un tour plus favorable au développement de leur esprit d'initiative, de volonté, d'énergie, en un mot de leur personnalité. En même temps, les gens déjà formés, mieux avertis du sens

vrai de la vie, sauront tirer de l'observation un guide précieux pour diriger leurs actes, agir sur leur milieu, et conduire de proche en proche une évolution décisive, mais graduelle et mesurée. En effet, toute action sociale doit être évolutive et non pas révolutionnaire, car, parmi les sociétés comme dans la nature, la révolution risque toujours d'amener le désordre, le recul et la ruine.

Nous ne pouvons évidemment pas introduire dans ces pages un traité d'éducation rationnelle. Nous devons nous borner à rappeler quelques principes essentiels trop souvent méconnus. 1° L'enfant doit être accoutumé à régler ses actes selon la raison et l'utilité, non d'après le caprice. 2° On le formera à la sincérité, non pas en suspectant d'avance ses paroles et ses actes, — ce qui lui inspire à coup sûr l'idée du mensonge, — mais en le contrôlant et en redressant ou en réprimant avec fermeté ce qui est mal. 3° Il faut lui laisser toute la liberté d'action possible, ne limiter ses idées ou ses entreprises que lorsque la chose est indispensable; en bridant trop serré un enfant, en montrant toujours la crainte de lui voir commettre une maladresse, on le rend hésitant, maladroit et timide. 4° Il est excellent de donner aux enfants des deux sexes des notions pratiques de différents travaux manuels, qui ont le double avantage de les rendre plus adroits et de donner à leur intelligence une sorte de base technique pour y asseoir l'enseignement théorique scolaire. 5° On doit éviter avec soin d'imposer aux jeunes esprits l'obéissance passive et résignée; il faut la remplacer par l'habitude de la discipline raisonnée et volontairement acceptée. 6° Il convient d'adapter tout ce qui se rapporte à l'enfance : costume, régime, hygiène, jeux, formation intellectuelle, aux besoins spéciaux de son éducation [1]. 7° Tous les détails de la formation de l'enfant, quelles que soient sa condition ou sa fortune, seront inspirés par cette idée que chacun, dans une société, a son rôle utile à jouer et doit le remplir intégralement. 8° En ce qui concerne spécia-

1. Nous avons vu, par exemple, de jeunes lycéens portugais vêtus de longues redingotes noires, dont les pans balayaient la poussière, lorsqu'ils se baissaient pour jouer aux billes. Ce n'est là qu'un détail, et pourtant il est caractéristique.

lement les filles, on ne saurait mettre trop de soin à développer les aptitudes éducatrices, puisqu'elles sont destinées à devenir les instruments les plus actifs de la formation des générations futures.

On objectera sans doute que, pour faire évoluer un peuple au moyen de l'éducation, il faut déployer beaucoup d'efforts et laisser passer bien des jours. Cela est vrai, mais pour obtenir un résultat général et décisif, il n'existe pas d'autre procédé. On voudrait cependant, et ce vœu est à la fois naturel et légitime, réaliser au moins quelques progrès plus rapides, obtenir quelques résultats plus prochains. Nous avons déjà dit que les hommes énergiques, éclairés, désireux de bien faire, qui perdent si souvent leur temps dans la politique, pourraient atteindre bien plus sûrement le but en se laissant guider par les observations et les indications de la science. Voyons donc ce qui est pratiquement réalisable dans ce sens.

III. — L'INITIATIVE PRIVÉE ET L'ACTION PUBLIQUE.

Chez toute nation, même la plus désorganisée, il existe une élite à la fois intelligente, active et dévouée à l'intérêt public. Elle est en général trop restreinte, trop occupée, trop dédaigneuse des petitesses de la politique de clan, pour exercer une action sensible sur les divers éléments de la vie publique. Aussi laisse-t-elle passer les choses avec un sentiment d'impuissance et de découragement qui la mène tout droit au pessimisme et à l'indifférence passive. Cependant, une telle élite, si réduite soit-elle, ferait avec le temps beaucoup d'excellentes choses en employant les bons moyens. Quels sont ces moyens? Voilà le point capital que nous devons essayer de déterminer afin de donner à notre étude toute sa portée pratique.

Avant tout, celui qui veut travailler sérieusement et efficacement pour l'avenir doit se pénétrer de l'esprit des temps nouveaux, lequel est caractérisé par la prédominance absolue du Travail sur toutes les manifestations de la vie sociale. Aujour-

d'hui, les peuples qui travaillent peu ou mal, sont fatalement condamnés à la subordination. Pour bien saisir cet aspect capital de la vie contemporaine, il suffit d'observer méthodiquement les faits, seul moyen de les bien comprendre. En outre, après avoir apprécié la portée réelle des faits, il faut s'efforcer de répandre autour de soi, parmi les hommes de bonne volonté, les clartés et les avis fournis par la recherche scientifique. Surtout, il est nécessaire de tenter les plus grands efforts pour faire passer ces clartés et ces avis dans le domaine de l'application pratique. L'application trouvera son premier champ dans la conduite de la vie de famille et d'affaires de chacun. Ensuite, elle s'étendra aux relations sociales de toute sorte. Ainsi se feront les premières étapes de l'évolution, et en même temps on obtiendra des réalisations, difficiles et rares au début, plus nombreuses et plus aisées avec le temps.

Aussitôt que l'action sociale dépasse les limites de la vie personnelle ou familiale, elle exige le groupement des énergies et des initiatives. Pour donner toute son utilité, l'union doit se faire d'une façon méthodique, c'est-à-dire en observant strictement les règles dictées par des besoins naturels et précis. Des groupements organisés d'une manière arbitraire, en cohue, pour ainsi dire, ne donneront jamais que des résultats minces et sans durée. Pour leur assurer une existence fructueuse, il est donc nécessaire de trouver pour les établir et les mettre en action la base la plus solide, la règle la plus souple, le but le plus précis.

De quoi s'agit-il ici ? De constituer au profit d'une nation les cadres d'une organisation sociale agissante et progressive. Pour cela, il faut un effort non seulement concerté fortement et infiniment varié, mais encore agissant à la fois dans toutes les parties du pays. Pour réaliser ce double moyen, il convient d'établir en premier lieu un comité central d'initiative, avec secrétariat permanent, office d'études, de renseignements et de consultations, archives et bibliothèque spéciale. On concentrerait là les recherches, les enquêtes, les documents, propres à éclairer et à encourager toutes les tentatives faites dans un intérêt commun, en vue de répandre dans le pays l'éducation, l'instruction, le

bien-être. En second lieu, l'influence de ce comité serait soutenue et élargie par des commissions provinciales, organisées sur le même plan, quoique d'une façon plus sommaire. Tous ces groupes, inspirés par la même idée, guidés par une seule méthode, tendant vers un but semblable, demeureraient étroitement unis et en communication constante, afin que chaque avis, renseignement ou expérience puisse profiter à tous. Enfin, il faudrait ouvrir cette organisation à toutes les bonnes volontés, y intéresser les femmes, les jeunes gens, mettre en œuvre toutes les capacités et toutes les aptitudes, encourager, soutenir toutes les entreprises de bien public.

S'il était possible de fonder une telle fédération, la besogne ne lui manquerait pas. Au cours de ce travail nous avons signalé déjà bien des questions qui attendent une solution. En reprenant nos observations pour les pousser jusqu'au dernier détail et dans tous les sens, on apercevrait l'enchaînement des choses, et le point de départ où l'action réformatrice doit commencer son œuvre, pour la continuer ensuite de proche en proche. Une condition essentielle est de bien diviser et répartir le travail, afin d'employer tout le monde sans rebuter personne. Une autre, non moins importante, est d'éviter de la manière la plus formelle d'intervenir dans les combinaisons et les compétitions politiques. On peut agir dans certains cas sur les pouvoirs publics par des moyens que nous indiquerons tout à l'heure, mais non pas prendre parti pour ou contre aucun clan : ce serait introduire dans les groupes de la réforme un germe fatal de division et de mort.

Le plan que nous venons d'esquisser est celui d'une œuvre de longue haleine, qui exigerait beaucoup d'enthousiasme, de foi, de courage et de persévérance. Mais elle est assez vaste dans sa conception, assez belle dans ses moyens, assez noble et généreuse dans son but, pour tenter bien des esprits. Le moment est du reste favorable, parce que chacun, en Portugal, sent la nécessité de s'affranchir de la situation désastreuse faite au pays par un passé rempli d'erreurs et d'abus. La science indique la route à suivre pour sortir de cette impasse sans horizon. Si les Portugais ne savent pas profiter de ce rayon de lumière pour se

diriger, pour orienter leur vie privée vers la réforme de l'éducation et du travail, c'est en vain qu'ils se débattront dans le chaos des idées confuses et des combinaisons artificielles. Ils continueront de végéter dans un régime social, économique et politique incapable d'engendrer autre chose que la gêne, l'intrigue, la faveur et la médiocrité.

Nous ne nous sommes pas lassé d'insister sur l'impuissance de la politique comme moyen de réforme sociale. Mais cela ne veut pas dire, bien entendu, que les actes des pouvoirs publics n'ont ni action ni importance. Ils peuvent exercer une influence déprimante sur le mouvement économique et social, ou bien le servir et le faciliter. Il est donc important de contrôler ces actes pour les maintenir autant que possible dans la bonne direction. Pour cela, il n'est nullement nécessaire d'intervenir dans les rivalités et les luttes de clan. C'est en coalisant fortement, dans des associations privées, les principaux représentants du travail, que l'on réussira le plus sûrement à exercer sur le gouvernement une pression modératrice utile. Dans ce but, il faut prendre pour guide les observations suivantes.

Par sa nature même, tout corps administratif développe des tendances communautaires, contraires par conséquent à l'autonomie et au développement du particulier. Il est nécessaire de résister continuellement à ces tendances, en s'appuyant sur les hommes politiques et les administrateurs assez désintéressés et éclairés, pour discerner les véritables limites de la fonction de l'État et admettre une large coopération de l'action privée. En agissant sur eux et par eux, on arrivera à limiter le rôle de l'État, à simplifier la législation, à écarter les abus les plus criants, à contrôler l'emploi du budget de manière à réduire le coulage et à assurer l'exécution des travaux utiles, à développer graduellement les libertés locales. Ainsi, en tirant parti de ce qu'il y a de meilleur dans la politique et dans l'administration, on peut obtenir des résultats précieux sans se compromettre dans les bassesses et les puérilités de la politique active, qui déforment les caractères et travestissent les institutions. C'est en éclairant les esprits, en les plaçant face à face avec le fait réel et l'exemple

précis, en étudiant à fond les questions, en constituant des organismes bien vivants et basés sur des intérêts légitimes, disciplinés, coalisés, que l'on parviendra le plus sûrement au but. En d'autres termes, il ne faut faire soi-même de la politique que le moins possible, mais bien s'arranger pour la contenir et la diriger de l'extérieur. Dans ces conditions, la force motrice viendra de sa source naturelle : le Travail ; la politique sera donc reléguée à sa vraie place, celle d'un auxiliaire dépendant et contrôlé.

* * *

Nous sommes parvenu au terme de cet exposé déjà si long, et pourtant bien incomplet. Nos critiques ont été plus d'une fois franches jusqu'à la rudesse. Nos amis portugais nous le pardonneront aisément, en songeant que nous avons voulu, avant tout, les éclairer sur leur situation, au moyen d'une analyse aussi exacte que possible des circonstances de leur vie sociale. Notre vif désir est de voir ce peuple intelligent, loyal et bon, sortir de la position douloureuse et pleine de périls, où il se débat depuis tant d'années. Ils nous liront donc avec angoisse, mais sans amertume ni rancune. Mieux encore, ils continueront et compléteront nos études, en vérifieront la portée, et s'efforceront de vulgariser des idées reconnues justes et des pratiques meilleures. Nos vœux les plus sincères les suivront dans cette tâche noble et méritoire entre toutes : le relèvement social d'une nation, sur laquelle tant de causes de désorganisation et d'abaissement ont accumulé leurs effets. Un soldat patriote nous disait un jour à Lisbonne : Nous devons rendre à ce peuple un idéal national ! Cet idéal, nous venons de l'indiquer, et il n'en est point de plus grand.

En terminant ce travail, nous ne pouvons nous dispenser de signaler les efforts déjà tentés en Portugal pour vulgariser les idées exposées dans les pages qui précèdent.

A Lisbonne, quelques hommes dévoués ont fondé un groupe portugais de la Société internationale de science sociale, et n'ont

ménagé ni leur temps, ni leur argent, pour faire connaître les travaux de cette société, dont un membre particulièrement actif, M. Durieu, fut appelé à Lisbonne, en 1908, pour exposer les principaux résultats déjà obtenus. Un peu plus tard, ce même groupe, s'associant activement à l'initiative des professeurs de Coïmbra, dont nous avons parlé dans notre avant-propos, contribuait largement au succès de notre mission. Ainsi, deux centres d'étude et de propagande sont déjà constitués. Les hommes de dévouement qui les composent feront sans doute de nombreuses recrues. Et c'est ainsi que le mouvement pourra s'étendre en tous sens, surtout si on parvient à réaliser l'organisation dont nous avons esquissé le plan dans nos conclusions.

Enfin, c'est pour nous un agréable devoir de remercier chaleureusement tous ceux qui, directement ou indirectement, ont bien voulu nous prêter leur concours. C'est à leur collaboration que la valeur pratique de cette étude est due pour la plus grande partie.

L'Administrateur-Gérant : Léon Gangloff.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C^ie^. — PARIS

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La Compagnie mettra en marche, à partir du 23 novembre, le **train de nuit extra-rapide** desservant la Côte d'Azur.

Ce train aura lieu :

A L'ALLER :

Du 23 novembre au 19 décembre, les mercredis, samedis, dimanches : du 18 décembre au 30 avril, tous les jours, sauf le jeudi ; du 1er au 10 mai, les mercredis, samedis et dimanches.

AU RETOUR :

Du 25 novembre au 19 décembre, les lundis, vendredis et dimanches ; du 20 décembre au 30 avril, tous les jours, sauf le jeudi ; du 1er au 12 mai, les lundis, vendredis et dimanches.

Trajet de Paris à Nice en 15 heures

Ce train est composé de grandes voitures de 1re classe à bogies, de lits-salon, d'un salon à deux lits complets, d'un sleeping-car et d'un vagon-restaurant entre Paris et Dijon.

Nombre de places limité.

On peut retenir ses places d'avance, moyennant un supplément de 2 francs par place.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

PARIS A LONDRES

via ROUEN, DIEPPE et NEWHAVEN par la GARE SAINT-LAZARE

SERVICES RAPIDES TOUS LES JOURS et TOUTE L'ANNÉE

(Dimanches et fêtes compris)

A 10 H. 20 DU MATIN ET A 9 H. 20 DU SOIR

Trajet de jour en 8 h. 40 ***(1re et 2e classes seulement)***

Voie la plus pittoresque et la plus économique.

PRIX DES BILLETS

BILLETS SIMPLES *Valables pendant sept jours.*		BILLETS ALLER ET RETOUR *Valables pendant un mois.*	
1re Classe	**48** fr. **25**	1re Classe	**82** fr. **75**
2e Classe	**35** fr. »	2e Classe	**58** fr. **75**
3e Classe	**23** fr. **25**	3e Classe	**41** fr. **50**

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours ainsi qu'à Brighton.

SERVICE POSTAL entre Paris, Le Havre, Rouen, Dieppe et Londres

Départs de **Paris** (Saint-Lazare) : 10 h. 20 matin, 9 h. 20 soir. — Arrivées à **Londres** (London-Bridge) : 4 h. 13 soir[1] (*), 7 h. 30 matin ; (Victoria) : 7 h. soir, 7 h. 30 matin.

Départs de **Londres** (Victoria) : 10 h. matin, 8 h. 45 soir ; (London-Bridge) : 9 h. 7 m.[2 3] (*), 8 h. 45 soir. — Arrivées à **Paris** (Saint-Lazare) : 6 h. 43 soir, 6 h. 30 matin.

CHEMIN DE FER DU NORD

Services rapides entre PARIS, la BELGIQUE, la HOLLANDE, L'ALLEMAGNE, la RUSSIE, le DANEMARK, la SUÈDE et la NORVÈGE

TRAINS DE LUXE

Toute l'année :

Nord-Express. — Tous les jours entre Paris (1 h. 50 soir) et Berlin. (A l'aller ce train est en correspondance à Liège avec l'Ostende-Vienne.)

Le train partant de Paris le lundi continue sur Varsovie, et ceux partant les mercredis et samedis sur Saint-Pétersbourg.

Péninsulaire-Express. — Départ de Londres le vendredi, et de Calais Maritime le samedi à 1 h. 03 matin pour Turin, Alexandrie, Bologne, Brindisi où il correspond avec le paquebot de la Malle de l'Inde.

Calais-Marseille-Bombay-Express. — Départ de Londres et Calais Maritimes (2 h. 55 soir) le jeudi pour Marseille, en correspondance avec les paquebots pour l'Égypte et les Indes.

Simplon-Express. — De Londres, Calais (3 h. soir) et Paris-Nord (6 h. 51 soir) pour Lausanne, Brigue et Milan (3 fois par semaine en hiver, tous les jours en été).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

RELATIONS DIRECTES

Entre

PARIS (Quai d'Orsay) et BARCELONE

Via Limoges, Montauban, Toulouse

Il est délivré au départ de **Paris** (Quai d'Orsay) des billets directs simples et d'aller et retour de 1re, 2e et 3e classes pour Barcelone ou inversement aux prix de :

Billets simples : 1re Cl., **130 fr. 90**; 2e Cl., **90 fr. 25**; 3e Cl., **58 fr. 75**.

Billets d'aller et retour : 1re Cl., **192 fr. 20**; 2e Cl., **139 fr. 50**; 3e Cl., **90 fr. 75**.

Enregistrement direct des bagages

Voitures directes. — Lits-toilette. — Compartiments-couchette

Wagon-Restaurant.

SERVICE JOURNALIER

ALLER :

Paris (Quai d'Orsay), dép. : 8 h. 20 matin, 7 h. soir, 8 h. 35 s.
Barcelone, arrivée : 7 h. 53 matin, 6 h. 55 soir, 7 h. 26 s.

RETOUR :

Barcelone, dép. : 6 h. 46 s., 9 h. 40 m. — **Paris** (Quai d'Orsay), arr. : 5 h. 25 s. via Bordeaux, 8 h. 56 m.

DERNIERS FASCICULES PARUS

(Prix : 2 fr. *franco*, sauf indication spéciale).

N^os^ 19, 20 et 21. — **Le paysan des Fjords de Norvège**, par Paul Bureau. (Trois Fasc.). . . . . 6 fr. »

N° 22. — **Les trois formes essentielles de l'Éducation ; leur évolution comparée**, par Paul Descamps.

N° 23. — L'Évolution agricole en Allemagne. **Le « Bauer » de la lande du Lunebourg**, par Paul Roux.

N° 24. — **Les problèmes sociaux de l'industrie minière. Comment les resoudre**, par Edmond Demolins.

N° 25. — **La civilisation de l'étain. — Les industries de l'étain en Franconie**, par Louis Arqué.

N° 26. — **Les récents troubles agraires et la crise agricole**, par Henri Brun.

N° 27. — **Journal de l'École des Roches** (année 1905-1906).

N° 28 et 29. — L'Histoire expliquée par la Science sociale : **La Grèce ancienne**, par G. d'Azambuja.... 5 fr. »

N° 30. — **L'humanité évolue-t-elle vers le socialisme?** par Paul Descamps.

N° 31. — **L'École moderne**, par G. Clerc, M^me^ Hugh Bell et A. Pernotte.

N° 32. — Comment se prépare l'unité sociale du monde. **Le Droit international au XX^e^ siècle**, par Léon Poinsard.

N° 33. — **Les exportations allemandes**, par Paul de Rousiers.

N° 34. — **Le type savoyard**, par C. Borlet, J. Poncier et P. Descamps.

N° 35. — **Le littoral de la Plaine saxonne ; le type des Marschen**, par Paul Roux.

N° 36. — **Les origines de la science sociale. Frédéric Le Play ; sa méthode et sa doctrine**, par E. Bouchié de Belle.

N° 37. — **Les populations viticoles**, par Paul Descamps.

N° 38. — **Journal de l'École des Roches** (année 1906-1907).

N° 39. — **Edmond Demolins**, par P. de Rousiers, G. Bertier et P. Descamps.

N° 40. — **Les populations forestières du centre de la France**, par A. Boyer, E. Demolins, le C^te^ de Damas d'Anlezy et P. Descamps.

N^os^ 41 et 42. — **Répertoire des répercussions sociales**, par Edmond Demolins. . . . . 3 fr. 50

N° 43. — **Les Faiseurs de jouets de Nuremberg**, par L. Arqué.

N° 44. — **Le type social du paysan juif à l'époque de Jésus-Christ**, par M.-B. Schwalm.

N° 45. — **La colonisation des tourbières dans les Pays-Bas et la Plaine saxonne**, par Paul Roux.

N^os^ 46 et 47. — **Le type saintongeais**, par Maurice Bures. . . . . 3 fr. 50

N° 48. — **La Science sociale et sa méthode**, par Robert Pinot.

N° 49. **Journal de l'École des Roches** (année 1907-1908).

N^os^ 50 et 51. — **Le Noir de Guinée**, par L. Tauxier. . . . . 3 fr. 50

N° 52. — **Le type frison**, par Paul Roux.

N° 53. — **Les Cultivateurs de houblon en Franconie**, par Louis Arqué.

N° 54. — **Le Type thiérachien**, par E. Creveaux.

N° 55. — **Les populations rurales de la Toscane**, par Paul Roux.

N° 56. — **L'industrie et les artisans juifs à l'époque de Jésus-Christ**, par M.-B. Schwalm.

N° 57. — **Le Chômage et l'assistance par le travail**, par G. Olphe-Galliard.

N° 58. — **Quelques métiers urbains de simple récolte**, par J. Durieu.

N° 59. — **La Flandre française : Les Ouvriers de l'industrie textile**, par P. Descamps.

N° 60. — **Journal de l'École des Roches** (année 1908-1909).

N° 61. — Questions du jour : *Les solutions violentes*, par Paul de Rousiers.

La Confrérie agricole de Vozdvijensk (Petite-Russie), par Joseph Wilbois.

N° 62. — Questions du jour : *Le bien de famille insaisissable*, par G. Olphe-Galliard. — Le latifundium romain : **Le problème agraire dans la campagne romaine**, par Paul Roux.

N° 63. — Questions du jour : *L'œuvre du lavoir et du linge blanc*, par E. Daubigny.

Le latifundium romain : **Les solutions du problème agraire**, par Paul Roux.

N° 64. — **Lettres sur la Thuringe**, par L. Arqué.

N° 65. — Questions du jour : **Ouvriers et patrons tullistes de Calais**, par Paul Vanuxem. — L'Organisation de la vie privée : **L'Orientation particulariste de la vie**, par G. Melin.

N° 66. — Questions du jour : **La dépopulation des campagnes**, par Paul Roux. — La Flandre française : **Les patrons de l'industrie textile**, par Paul Descamps.

N°s 67 et 68. — Le Portugal inconnu : I. **Paysans, marins et mineurs**, par Léon Poinsard.

N° 69. — Questions du jour : **L'Éducation avant le collège**, par M. F.-C. Honoré. — **La Foire de Leipzig dans les temps passés**, par L. Arqué.

N° 70. — Questions du jour : **L'Inauguration du Monument d'Edmond Demolins**, par P. de Rousiers. — **La foire de Leipzig à l'époque actuelle**, par L. Arqué.

N° 71. — **Journal de l'École des Roches** (année 1909-1910).

N° 72. — **Conférence sur le projet de création à Londres d'une maison d'étudiants**, par J. Périer. — **Le rôle et les limites de la science sociale**, par P. de Rousiers. — **La Terre de Circé et le pays des Morts dans l'Odyssée**, par Ph. Champault. — **Philosophie et science sociale**, par G. Olphe-Galliard.

N°s 73 et 74. — Le Portugal inconnu : II. **L'Industrie, le Commerce et la Vie publique**, par Léon Poinsard.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SCIENCE SOCIALE

La production, le travail et le problème social dans tous les pays, au début du XX^e siècle, par Léon Poinsard (2 vol., 16 fr.). Alcan, édit.

La question ouvrière en Angleterre, par Paul de Rousiers (1 vol., 7 fr. 50). Firmin-Didot, édit.

Le Trade-Unionisme anglais, par Paul de Rousiers (1 vol., 4 fr.). Colin, édit.

Les industries monopolisées aux États-Unis, par Paul de Rousiers (1 vol., 4 fr.). Colin, édit.

La guerre de classes peut-elle être évitée? par Léon Poinsard (3 fr.). Le Soudier, édit.

Introduction à la Science sociale. Les origines, la méthode, la classification (6 fr.). Bureaux de la *Science sociale*.

Le Homestead, ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière, par Paul Bureau (1 vol., 7 fr. 50). Rousseau, édit.

Le contrat de travail, par Paul Bureau (1 vol., 6 fr.). Alcan, édit.

La participation aux bénéfices, par Paul Bureau (1 vol., 6 fr.). Rousseau, édit.

La diminution du revenu, par Paul Bureau (1 vol., 2 fr.). Firmin-Didot, édit.

Le paysan des fjords de Norvège, par Paul Bureau (1 vol. 6 fr.). Bureaux de la *Science sociale*.

A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons, par Edmond Demolins (25^e^ mille, 1 vol., 3 fr. 50). Firmin-Didot, edit.

La vie américaine, par Paul de Rousiers (2 vol., 3 fr. 50 chaque). Firmin-Didot, édit.

Les grandes routes des peuples. Comment la route crée le type social, par Edmond Demolins (3^e^ mille, 2 vol., 3 fr. 50 chaque). Firmin-Didot, édit.

Les Français d'aujourd'hui ; les types sociaux du midi et du centre, par Edmond Demolins (9^e^ mille, 1 vol., 3 fr. 50). Firmin-Didot, édit.

A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir? par Edmond Demolins (1 vol., 3 fr. 50). Firmin-Didot, édit.

Les sociétés africaines, par A. de Préville (1 vol., 3 fr. 50). Firmin-Didot, édit.

L'Éducation nouvelle, l'École des Roches, par Edmond Demolins (9^e^ mille, 1 vol., 3 fr. 50). Firmin-Didot, édit.

Hambourg et l'Allemagne contemporaine, par Paul de Rousiers (1 vol. 3 fr. 50) Colin, édit.

Vers la ruine, par Léon Poinsard (1 vol., 1 fr. 50). Pichon, édit.

La Grèce ancienne, par G. d'Azambuja (1 vol. 5 fr.). Bureaux de la *Science sociale*.

Phéniciens et Grecs en Italie, d'après l'Odyssée, par Ph. Champault (1 vol., 6 fr.). Ernest Leroux, édit.

Les syndicats industriels de producteurs en France et à l'Etranger, par Paul de Rousiers (1 vol., 3 fr. 50). Colin, édit.

Histoire de la formation particulariste; L'origine des grands peuples actuels, par Henri de Tourville (1 vol., 10 fr.). Firmin Didot, édit.

Le problème des Retraites ouvrières, par G. Olphe-Galliard (1 vol., 3 fr. 50). Bloud et C^ie^, édit.

L'erreur révolutionnaire et notre état social, par A. Magloire, Imprimerie-Librairie du *Matin*, Port-au-Prince (Haïti).

Les grands ports de France, par Paul de Rousiers (1 vol. 3 fr. 50). Colin, édit.

Une vallée pyrénéenne : Ossau, par F. Bidel (1 vol. 2 fr. 25). Firmin-Didot, édit.

Les Parisiens d'aujourd'hui, par J. Durieu (1 vol. 5 fr.), Giard et Brière, édit

L'organisation de la vie privée (l'orientation particulariste), par G. Melin (1 vol. 2 fr. 50). Bloud et C^ie^ édit.

La question agraire en Italie ; le latifundium romain, par Paul Roux (1 vol., 3 fr. 50). Alcan, édit.

La vie privée du peuple juif à l'époque de Jésus-Christ, par le R. P. M.-J. Schwalm (1 vol., 4 fr.). J. Gabalda et C^ie^ édit.

TYPOGRAPHIE FIRMIN DIDOT ET C^IE^. — PARIS

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HC
392
P6
v.2

Poinsard, Léon
Le Portugal inconnu